

Le bombardement d'un « abri-bunker » à Bagdad

Les États-Unis rejettent sur l'Irak la responsabilité de la mort de plusieurs dizaines de civils

Un choc attendu

AVANT l'après-guerre, il y a la guerre. Depuis que les alliés ont déclenché, il y a près d'un mois, leur offensive aérienne sur l'Irak et sur le Koweït occupé, on savait que viendrait le temps des images dévastatrices. On savait qu'après l'illusion « chirurgie » d'une bataille électronique, supposée propre parce qu'invisible, viendrait le temps de la vraie guerre. La guerre de toujours avec ses civils et ses militaires qui se ressemblent tant après des bombardements, quand ils sont étendus sur le sol.

L'affaire du « bunker-abri » de Bagdad pourrait être le tournant émotionnel de ce conflit. Les images visées par la censure irakienne, largement relayées par les télévisions des coalisés et, évidemment, par celles des pays qui leur sont hostiles, risquent d'avoir un effet de déstabilisation sur le moral de l'arrière et l'état des opinions publiques. Le fait que ce moment ait été attendu, et redouté, n'atténue en rien le choc des images. Il faudrait une âme de fer pour n'éprouver nul trouble face aux visages d'enfants brûlés qu'on nous a présentés.

ES victimes civiles de Bagdad sont, à l'évidence, aux yeux de Saddam Hussein, des martyrs tombés au front de la guerre psychologique, mais pas tombés en vain puisqu'ils lui fournissent l'occasion, aussitôt saisie, d'une sorte de victoire sur ce terrain qui n'est pas moins stratégique que le terrain militaire.

Le moment où cette tragédie intervient sert aussi le régime irakien. Nous sommes depuis de longs jours dans l'attente du déclenchement de l'offensive terrestre. Les raids aériens ont un aspect répétitif et abstrait. Le monde entier attend la deuxième phase du conflit, qu'on sait bien décisive. Et c'est dans ce climat d'attente lourde que fait irruption l'image qui embarrasse forcément les coalisés de cette guerre du droit.

La guerre a toujours eu pour l'effet de n'épargner, à terme, personne. Il faudrait une bonne dose de naïveté pour croire qu'un conflit peut être contenu dans les limites de la « civilisation » et une bonne dose de cynisme pour faire croire qu'il y a des guerres propres. Un conflit qui dure - toujours plus que prévu... - et voici les objectifs initiaux un peu oubliés, les cibles se multipliant, le droit s'effaçant devant la recherche de l'efficacité, la morale éclipée au nom de la nécessaire victoire, l'émotion troublant les analyses, les moyens écrasant les fins.

Des civils sont tombés, et d'autres tomberont. Comme au Koweït depuis le 2 août, mais les images de ces massacres-là, dont des témoignages attestent l'ampleur, Bagdad ne les fera jamais diffuser. La guerre du Golfe est entrée dans cette période dangereuse et incertaine où s'insinue, dans ce qui reste de conscience aux belligérants et à leurs peuples, le germe du doute sur fond d'antique opposition entre les méthodes et les buts. Une période où, fatalement, s'intensifiera le débat, de nature morale, entre l'intérêt, le droit, l'émotion et l'action. Une guerre, comme toute action humaine, a besoin, à l'épreuve du temps, de vérifier sans cesse sa légitimité pour éviter qu'elle ne s'écroule.

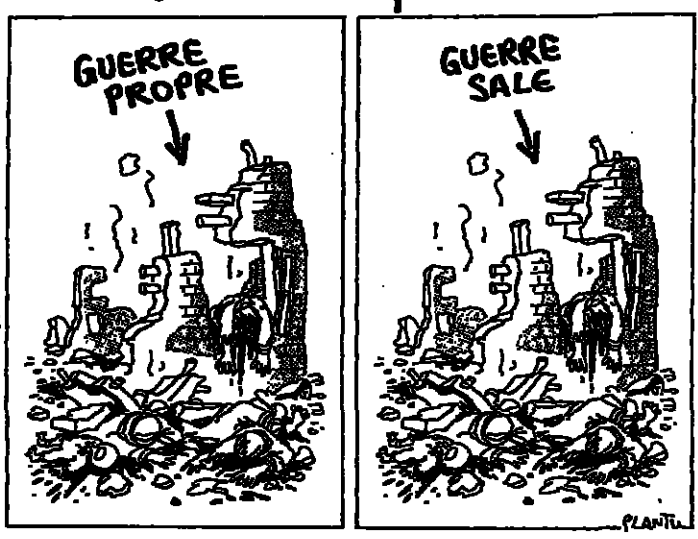
Les États-Unis ont rejeté sur l'Irak, mercredi 13 février, la responsabilité de la mort de plusieurs dizaines de civils - au moins quatre-vingt-quatorze, selon un bilan officiel irakien publié jeudi matin - lors du bombardement, dans la nuit de mardi à mercredi, d'un « abri-bunker » dans un quartier résidentiel de Bagdad.

Soulignant qu'il n'y avait eu aucune erreur sur l'objectif, le porte-parole de la Maison-Blanche a précisé qu'il s'agissait d'un centre de commandement et de contrôle qui transmettait des instructions à la machine de guerre irakienne, bien établi comme cible militaire. Le porte-parole a réaffirmé que l'aviation américaine continuera de « frapper seulement des cibles militaires ».

Les autorités irakiennes ont, quant à elles, dénoncé ce « bombardement délibéré » de civils, « en majorité des femmes, des enfants et des vieillards ». A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré : « Il n'y a pas d'autres commentaires à faire que de déplorer le sort tragique des victimes » d'une guerre dont « seul Saddam Hussein est responsable ».

Sur le plan diplomatique, l'URSS continue de s'activer. Après le voyage à Bagdad de M. Primakov, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz est attendu à Moscou où il sera reçu lundi par M. Gorbatchev.

Publicité comparative



Un certain embarras

WASHINGTON
de notre correspondant

Des corps d'enfants carbonisés, des restes humains transportés dans des couvertures, un vieil homme qui hurle devant les caméras : « C'est comme ça que vous combattez pour le Koweït ? ». Ce n'est certainement pas la première bavure de la guerre, mais c'est la plus voyante, et potentiellement la plus gênante pour l'administration américaine qui, tout au long de la journée de mer-

credi, s'est employée à contrer l'effet des images venues de Bagdad, à décaler toute responsabilité dans la tragédie et à désigner un seul coupable, M. Saddam Hussein.

Le ton des premières réactions de l'opinion et de la presse américaines semble prouver que l'administration a assez largement réussi dans ses efforts. Mais, survenant deux jours après l'annonce du report de l'offensive terrestre et de la poursuite des bombardements, l'incident est

venu rappeler que cette politique avait un prix, qu'elle ne pourrait sans doute pas être poursuivie indéfiniment.

Conformément à la pratique en vigueur depuis le début de la guerre, mais avec un soin tout particulier, les réactions officielles ont été très précisément coordonnées, de manière que, de Ryad au Pentagone en passant par la Maison-Blanche, les porte-parole militaires et civils fournissent des explications axées sur deux thèmes : aucune « erreur »

n'a été commise, l'objectif visé était militaire et donc légitime, et s'il y a eu des victimes civiles, le seul et unique coupable en est M. Saddam Hussein.

En dépit de ces efforts, l'embarras était manifeste, ne serait-ce que dans l'emploi persistant du conditionnel à propos des civils qui « pourraient » avoir été tués, selon l'expression du porte-parole de la Maison-Blanche, M. Fitzwater.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 4

Comment terminer la guerre ?

Par Michel Tatu

La « bavure », si c'en est une, du bunker de Bagdad aura peut-être pour effet d'accroître l'offensive terrestre de la coalition contre les forces retranchées au Koweït, elle ne saurait mettre fin à la « logique de guerre » qui s'est mise en place depuis le début du conflit. Simplement, cette logique de guerre n'est plus celle dont parlait M. Mitterrand pendant la phase diplomatique de la crise.

La logique qui prévalait alors consistait certes à préparer la guerre, mais dans l'espoir de l'éviter. Elle a eu pour résultat de faire la preuve de l'intransigeance de M. Saddam Hussein, de souder la coalition anti-irakienne et de constituer aux Nations unies aussi bien qu'au

Congrès de Washington un dossier « en béton ». Un bilan excellent du point de vue politique, mais plutôt défavorable au regard des préoccupations qui auraient dû être celles des militaires.

Car si le Pentagone a lui-même demandé, notamment en octobre dernier, un délai supplémentaire pour se préparer, il s'aperçoit maintenant que l'Irak a lui aussi utilisé ce délai, et d'une manière redoutable. Des bombardements même moins intenses qu'aujourd'hui, mais déclenchés dès septembre, auraient empêché les troupes de M. Saddam Hussein d'édifier au Koweït les innombrables fortifications qui se dressent aujourd'hui devant l'offensive terrestre.

Depuis le 17 janvier, ce sont ces considérations militaires qui priment, avec trois conséquences

inévitables dans tout conflit armé. La première est de faire oublier bien des facteurs considérés auparavant comme importants : qui parle encore aujourd'hui de l'embargo et des sanctions économiques contre l'Irak ? La seconde est d'introduire une nouvelle contradiction entre les facteurs militaires et politiques : tandis que les chefs de guerre cherchent à mettre toutes les chances de leur côté, leur campagne actuelle de bombardements, surtout après des épisodes comme celui de mercredi à Bagdad, érode le consensus politique et diplomatique acquis précédemment en soulevant inquiétude ou indignation contre « la destruction d'un peuple ».

La troisième conséquence est de brouiller les cartes en ce qui concerne les « buts de guerre ».

Lire la suite page 7

Sortir malgré tout...

La guerre du Golfe aura-t-elle une influence sur la vie culturelle française ? Deviendra-t-elle cadre, source ou thème d'inspiration comme le fut aux États-Unis celle du Vietnam ? Nul ne le sait encore. En revanche, les conséquences directes du conflit sur la vie économique du monde culturel sont déjà sensibles : tournages ralentis, signatures différées, expositions annulées.

La crainte du terrorisme incite un petit nombre d'artistes étrangers à annuler leurs tournées. Ici ou là des manifestations, des festivals, sont supprimés - « on ne s'amuse pas quand pleuvent les bombes », - des spectacles « à risque » ont été suspendus - très peu finalement - quand les interprètes venaient du monde islamique.

Mais surtout des bruits courent : à la radio, sur les chaînes

de télévision, les directions auraient donné des consignes de « modération ». Une autocensure rampante gagnerait les studios pour ne pas désespérer l'armée française. Les campagnes publicitaires même seraient en passe d'être révisées : les valeurs « positives » ne correspondant plus au climat, il faudrait repenser le décor de couleurs moins agressives.

Restent deux constatations. Les touristes font défaut et les lieux qu'ils fréquentent habituellement se sont vidés. La qualité paie : le public remplit les salles où sont présentées des œuvres dignes d'intérêt. Paysage encore relativement serein, qu'un tournant de la guerre peut modifier d'un jour à l'autre.

EMMANUEL DE ROUX
Lire nos informations page 14

Neuf randonneurs néerlandais morts dans les Alpes
Les randonneurs ont été victimes d'une avalanche dans le massif du Queyras page 34 - section B

La situation en Afghanistan
Le régime de Kaboul a consolidé son assise page 10

LIVRES ♦ IDÉES

■ La bonheur d'être italien : rencontre avec Roberto Calasso : le Passager inconnu, par Pietro Citati ■ Dr York et Mr. Green ■ Histoires courtes de Claude Pujade-Renaud ■ Vertiges fictifs, la liberté joueuse, de Camille Laurens ■ Histoire littéraire : l'almanach Viellotte ■ Balzac et les mots à la mode ■ Idées : un génial attentat contre le Coran, Jacques Barque s'est attaqué à la parole d'Allah dans une perspective rationaliste ■ Arts : l'objectif et le subjectif, le point sur l'état de la critique photographique en France ■ Le feuilleton de Michel Braud : « Voyageurs particuliers » ■ D'autres mondes par Nicole Zand : « Gels et dégels en Russie » pages 19 à 26-section B

AFFAIRES

■ La mode des mariages de raison : un dossier sur les stratégies de fusion et d'absorption ■ Les voitures françaises font leur « ex-RDA » ■ Portrait : Olivier Boujassou, délégué général de la Fédération nationale de l'industrie de la chaussure pages 29 à 31-section C

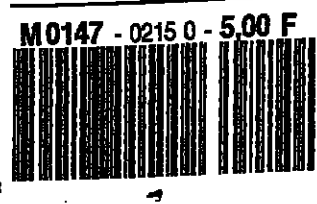
« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34 - section C

DUMONT

René Dumont
DEMOCRATIE POUR L'AFRIQUE

Collection L'Histoire immédiate dirigée par Jean-Claude Guillebaud, 120 F

Editions du Seuil



DÉBATS

La guerre du Golfe

Un entretien avec M. Maxime Rodinson

« Ni l'Irak ni le Koweït n'ont été vraiment colonisés »

Universitaire, sociologue, spécialiste du monde arabe, M. Maxime Rodinson observe les événements du Golfe avec le recul de l'historien. L'auteur de *Israël et le refus arabe*, qui a étudié de près le parti Baas dont est issu Saddam Hussein, souligne dans l'entretien ci-dessous la légèreté de certains arguments employés par le président irakien et la confusion idéologique qui marque ce conflit.

« Les visées de Saddam Hussein sur le Koweït vous paraissent-elles totalement injustifiées ? »

— On profère tous les jours beaucoup d'insinuations à ce sujet. On parle de droit éternel de l'Irak sur le Koweït, « partie intégrante de l'Irak ». On parle aussi d'abolir ou de maintenir les frontières héritées de la colonisation. Mais ni l'Irak ni le Koweït n'ont été vraiment colonisés. D'ailleurs l'Irak a été défini et créé seulement en 1921, par... les Britanniques, dans le cadre de la liquidation de l'Empire ottoman. Auparavant, c'était la partie de cet Empire qui formait l'essentiel de la région naturelle appelée, depuis l'Antiquité, la Mésopotamie.

— Et le Koweït ?

— Comme les autres principautés de la côte arabe du Golfe, vivant de la pêche et des perles, le Koweït a eu des relations vagues et fluctuantes avec l'Empire ottoman et spécialement avec les pouvoirs provinciaux établis en Irak. Tout dépendait de la force relative de ces pouvoirs et de ceux des cheikhs locaux.

Un magna idéologique

Une sorte d'Etat s'y était formé sous la direction de la dynastie des Al Sabbah, dominante depuis le milieu du dix-huitième siècle, cherchant à garder au maximum son autonomie. Cette république commerçante a prêté des navires aux Ottomans pour la conquête de l'ensemble de la côte arabe du Golfe et, en échange, l'Empire ottoman lui a concédé la rive droite du Chatt-al-Arab.

— Ce ne sont pas, en effet, des rapports classiques de colon à colonisés ?

— L'Empire ottoman n'était pas un Etat colonial. Ses sujets musulmans étaient en principe pourvus, tout comme les chrétiens, de droits et pouvaient accéder aux mêmes fonctions et emplois, à la différence des nombreux sujets non musulmans. A une époque où l'appartenance ethnique était ressentie comme bien moins importante que l'affiliation religieuse (comme dans l'Europe du Moyen Âge), cela signifiait, en pratique, l'égalité de tous les musulmans. Ce n'est qu'au dix-neuvième siècle, sous l'influence des nationalismes européens et de la révolte des provinces chrétiennes soumises (Grèce, entre autres) que commenceront lentement à se formuler des revendications

nationalistes dans les provinces ottomanes de langue arabe, dont l'Irak. La plupart des contestataires réclamaient seulement la décentralisation (*markaziyya*). Même pendant la première guerre mondiale, beaucoup d'Arabes de ces pays étaient déchirés entre des revendications de spécificité ethnique marquée par la langue et l'allégeance à un Etat dynastique musulman.

— Que s'est-il passé après la disparition de l'Empire ottoman ?

— Un accord anglo-ottoman en 1913, non ratifié, reconnaissait l'indépendance du Koweït dans le cadre théorique de l'Empire ottoman. La guerre causa la rupture de ce lien. Une nouvelle menace se précisait avec la montée du royaume saoudien, une convention fixa en 1923 la frontière entre l'émirat du Koweït et l'Irak, qui venait d'être formé sous mandat britannique. En 1961, un accord anglo-koweïtien de 1899 prenant fin, le Koweït devint indépendant. L'Irak (lui aussi pleinement indépendant depuis 1932 et débarrassé depuis 1958 de la monarchie liée à Londres) revendiqua le Koweït comme lui appartenant. La Grande-Bretagne, l'Egypte nassérienne et la Ligue arabe envoyèrent alors des troupes pour défendre son indépendance, et l'Irak recula. Le Koweït fut admis à la Ligue arabe et à l'ONU. Comme vous le constatez, cette histoire n'a rien à voir avec celle des Etats d'Afrique noire passant de la colonisation directe par les puissances européennes à l'indépendance. C'est une vue tout idéologique des choses que de vouloir la calquer sur ce modèle.

— Comment expliquez-vous l'itinéraire de Saddam Hussein, issu d'un parti laïque, le Baas, et se posant aujourd'hui en leader islamique ?

— D'après ce qu'on sait de lui, Saddam ne semble pas être animé principalement par une idéologie. On ne peut a priori lui dénier quelque orientation idéologique sincère dans ses années de formation. Mais sa volonté de pouvoir l'a vite emporté sur toute autre considération. Napoléon Bonaparte a aussi été un jacobin robespierriste sincère. Saddam, adhérent au Baas, a manœuvré au sein de ce parti pour avancer à la première place et ne s'est pas embarrassé de scrupules dans le choix des moyens. Le Baas a été poussé dans son évolution à chercher de plus en plus sa base dans le corps des officiers. Saddam, qui a joué à un moment décisif du soutien du maître idéologue du parti, Michel Aflak, s'est formé un clan, uni, en bonne partie par des liens de famille, parmi les officiers, en premier lieu ceux originaires de sa ville natale, Tikrit. Il s'est servi de ce clan, qu'il a en éliminé les membres réels et gênants.

— Somme toute, un itinéraire bien différent de celui de Nasser ?

— Saddam n'a pas pour Nasser le même attachement filial qu'a, par exemple, Kadhafi. Le même nationalisme arabe unitaire les anime certes, ainsi qu'une même orientation vers des remodelages sociaux qualifiés de

socialisme. Mais la rivalité historique, la vive concurrence entre le Baas et les nassériens a aussi inspiré Saddam. Il aurait été arrêté en 1961 par les Egyptiens pour avoir menacé de tuer un compatriote de sympathie nassérienne et relâché sur l'intervention personnelle de Nasser. Mais, surtout, on peut créditer Nasser d'un sincère dévouement à ses idéaux malgré tous les dérapages dus à la maîtrise du pouvoir, d'un sincère effort pour se former lui-même et chercher la vérité. Il ne semble pas qu'il y ait grand-chose de cela dans la personnalité du chef irakien, volontiers cruel et ne tenant aucun compte des valeurs humaines.

— N'a-t-on pas exagéré le caractère laïque du Baas ?

— Le magna idéologique qu'a mis en forme, de façon lyrique et passionnée, Michel Aflak, inspiré en dernière analyse du romantisme allemand de Herder et d'autres, est laïque essentiellement dans le sens qu'il veut rassembler les Arabes sans tenir compte des divisions communautaires. Le Baas a été fondé par Salah Bitar, musulman sunnite, et par Michel Aflak, chrétien grec orthodoxe. Mais ce dernier glorifie l'Islam comme une production du génie arabe qui doit se plier aux exigences de celui-ci.

L'heure des utopies religieuses

Logique avec lui-même, Aflak s'est converti à l'Islam sur son lit de mort. Mais sa synthèse de nationalisme arabe et d'Islam a refusé jusqu'au bout toute distinction entre les fils de la même nation sur une base confessionnelle. Le nationalisme, pour lui, devait être le seul lien.

— En plus du nationalisme arabe, Saddam Hussein n'a-t-il pas utilisé un nationalisme spécifiquement irakien ?

— Ses maîtres à penser confondaient déjà allègrement Arabes et peuples de langue sémitique (abusivement appelés sémites). Ils voyaient déjà dans Hammourabi, roi de Babylone au XVIII^e siècle avant notre ère, une incarnation du génie arabe. Lui-même fait converger en faveur de sa gloire et de ses ambitions toutes les idéologies utilisables. Il se voit à la fois successeur des monarchies assyriennes et babyloniennes, conquérants du Moyen-Orient, et de Saladin, petit noble kurde à l'origine, qui devint le chef d'un vaste empire syro-palestino-egyptien et acquit une énorme réputation (pas les Français en Orient) pour avoir vengé l'Islam en reprenant Jérusalem sur les croisés francs (1187). Symboliquement, pour la renommée de Saddam, il se trouve que Saladin est né, lui aussi, à Tikrit.

— La cohérence de tout cela ne saurait pas aux yeux ?

— Saddam n'est nullement troublé par les contradictions. Au cours de la guerre contre l'Iran, il jouait sur le thème d'une lutte prétendument éternelle des Arabes contre les Israéliens. Il revendiquait pour sa propagande, comme un leitmotiv, la bataille de Kadiisiya (637), victoire des pre-

miers sur les seconds. Mais pour l'histoire musulmane traditionnelle, c'est bien plutôt une victoire de l'Islam sur des mécréants qui permettrait de convertir ceux-ci à la foi musulmane, de leur apporter la lumière de l'Islam.

— Indépendamment des ambitions personnelles de Saddam Hussein, n'y a-t-il pas une confusion croissante entre Arabes et musulmans ?

— La confusion existe depuis des siècles en Europe, et notamment en France. Aujourd'hui, les musulmans sont assimilés aux Arabes, alors qu'à la fin du Moyen Âge et au début des temps modernes, ils étaient assimilés aux Turcs. Il est vrai qu'aujourd'hui, chez les Arabes eux-mêmes, la confusion est au maximum : ils ont tendance à se considérer comme les vrais porteurs de l'Islam. Ils ont tendance à regarder l'Arabe comme le type parfait du musulman, oubliant que quatre musulmans sur cinq ne sont pas arabes.

— Dans ce contexte, la guerre du Golfe ne risque-t-elle pas d'apparaître comme une guerre de religions ?

— Du moment qu'on accumule les raisons de lutter contre l'Occident dominant, et que celui-ci a exécuté pendant des siècles la domination au nom du christianisme, le monde chrétien se voit en position d'ennemi éternel de l'Islam. Mais, dans les guerres de religions de jadis, chaque camp essayait de convaincre l'autre. On interrompait même les combats pour des colloques théologiques. Rien de tel aujourd'hui : regardez l'Irlande ou le Liban. Ce ne sont pas des guerres de religions mais des conflits de communautés à délimitation religieuse. Personne ne discute sur les dogmes ni sur les rites ; nul ne cherche à convertir les autres à sa vérité.

— Et la vague islamiste à laquelle nous sommes ?

— C'est un mouvement de « patriotisme de communauté » qui peut déboucher, chez un petit nombre seulement, sur une véritable religiosité. Dans le monde musulman, au cours des deux derniers siècles, on recherchait des recettes occidentales de gouvernement ou de société. Ces utopies laïques ont échoué. Mais l'homme ne pouvant se passer d'utopies, l'heure est aux utopies religieuses.

— Vous qui avez été, il y a longtemps de cela, un militant communiste, comment réagissez-vous à ces utopies et à ces confusions ?

— J'ai envie de dire : Frères exploités et humiliés d'Occident, avouons vraiment gagné à mettre la lutte pour nos justes griefs sous la direction d'un Géorgien moustachu, impitoyable et mégalomane ? J'ai envie de dire, de la même façon : Frères arabes, croyez-vous gagner à lutter pour vos causes en facilitant la réalisation des plans, que nous ignorons tous, d'un moustachu babylonien, mégalomane et impitoyable ?

Propos recueillis par ROBERT SOLÉ

La guerre au lycée

M. JOSPIN s'inquiète de la répercussion du conflit du Golfe sur les élèves (le Monde du 24 janvier). Chez les enfants des écoles et les adolescents des collèges, le mal est déjà fait : agressés par des images médiatiques et par les commentaires souvent partiaux et irresponsables de leur environnement, ils n'ont pas encore la force intellectuelle et critique qui leur permettrait de dominer les perturbations émotives et affectives dont ils sont victimes.

Dans le climat actuel, leurs maîtres sont impuissants à faire comprendre ; il ne peut que leur être demandé de faire preuve de compréhension.

Au lycée, en revanche, où l'objectif est justement d'entraîner l'intelligence des élèves et de leur appliquer aux problèmes que posent les différentes disciplines enseignées, la responsabilité et la conscience professionnelle des enseignants sont soumises à rude épreuve. Dissocier de l'histoire ou de l'économie l'actualité intensé-

ment vécue serait trahir l'attente des élèves arrivés à l'âge où la passion de la vérité les incite à savoir pour comprendre et à comprendre pour juger et pour agir lucidement et librement.

Faut-il par exemple refuser de répondre au lycéen qui pose des questions sur les rapports entre la guerre et la Bourse, alors qu'une réponse objective, même si elle provoque de l'indignation, serait plus efficace pour relativiser et désamorcer les conflits communautaires que les appels à la tolérance ? Il est inquiétant que la ministre distingue les parlementaires et les journalistes parmi les adultes extérieurs jugés indésirables dans les établissements scolaires : les uns sont symboliques du débat démocratique, les autres de la liberté d'investigation, d'opinion et d'expression. Qui veut-on éliminer des lycées ? Les parlementaires et les journalistes qui risquent d'écarter les élèves ou ce qu'ils représentent ?

JEAN LLASERA
Villiers-d'Avray

TRAIT LIBRE



COURRIER

Le rang de la France

Le chef de l'Etat se plaît à rappeler aux Français que son souci majeur consiste à préserver le « rang » de notre pays dans le concert des nations. Sans nier une seconde le caractère louable de cet objectif, encore conviendrait-il de s'entendre sur les conditions auxquelles nous sommes tenus de souscrire, pour justifier et conserver ce positionnement sur l'échiquier international ; tant il est vrai que ce rang ne repose pas sur un bail emphytéotique. Le fait, notamment, de détenir un siège permanent au Conseil de sécurité est le fruit d'une prouesse du général de Gaulle, une prérogative inespérée, pour peu qu'on la situe dans son contexte originel... A quoi, honnêtement, pourrions-nous alors prétendre, au plan d'une sélection des grandes puissances mondiales ?

Aujourd'hui nous ne saurions nous réclamer d'avantages acquis, mais nous fonder sur un comportement et des initiatives dont le caractère et la portée nous permettent de justifier notre position par rapport aux autres.

JEAN CHESNEAU
La Croix-Valmer

Pourquoi attendre ?

Puisque la question du Koweït n'est pas liée au problème palestinien, pourquoi ne pas régler ce dernier sans attendre la libération du Koweït ? Cela couperait l'herbe sous le pied de Saddam Hussein et permettrait peut-être d'éviter un massacre. Veuillez excuser tant de naïveté...

V. MOLLION
Nîmes

Le Koweït indépendant

Roger Garaudy a affirmé (votre édition du 5 février) que le Koweït n'avait jamais été indépendant avant l'intervention anglaise de 1961 qui a « arraché le Koweït à l'Irak ».

Or, je lis dans le dictionnaire encyclopédique Larousse (1979), à l'article « Koweït », ce qui suit : « En 1756, le Koweït devient un émirat gouverné par la famille al-Sabbah, qui règne encore aujourd'hui. Vassal des Ottomans, le cheikh du Koweït signe un traité avec la Grande-Bretagne en 1899. Cette dernière établit son protectorat sur le Koweït en 1914. Les frontières avec l'Arabie saoudite et l'Irak sont fixées en 1921 et 1922. L'émirat accède à l'indépendance en 1961. » Cela ne semble devoir quelque peu nuancer l'affirmation de M. Garaudy.

MARCEL THIEULENT
Sainte-Adresse

Des soldats français au Moyen-Orient en 1918

Qui se souvient encore aujourd'hui de notre corps expéditionnaire qui a combattu les Turcs en Palestine en 1918 sous le « contrôle opérationnel de généraux britanniques » ?

Le 11 décembre 1917, l'année du général Allenby s'est emparée de Jérusalem. Elle se prépare ensuite avec soin à l'ultime offensive contre l'adversaire solidement retranché à la hauteur de Naplouse.

C'est alors que Clemenceau prescrivit le 23 février 1918 à l'état-major de renforcer l'action militaire de la France en Palestine. Il veut en effet une présence de notre armée dans la région pour y assurer nos intérêts à l'approche de la fin des combats.

Notre force sera modeste, un peu moins de dix mille hommes en plusieurs formations, dont un régiment de tirailleurs algériens et un régiment de cavalerie d'Afrique à base de chasseurs et de spahis. Il y a dans ses rangs de nombreux auxiliaires arméniens.

Ces soldats vont s'engager vaillamment aux côtés de nos alliés sous le commandement du colonel de Piépuze. Un escadron de chasseurs d'Afrique sera même la première unité à pénétrer le 21 septembre 1918 dans la ville de Naplouse défendue par plusieurs milliers de Turcs.

ROLAND TISON
Tours

Le Monde
EDITIONS

L'ISLAM DANS LE MONDE

Dossier présenté et établi par
Paul Balta

L'Islam fascinant et inquiétant. Ce nouveau dossier apporte des éléments de réponse sur l'intégrisme et le fondamentalisme, les enjeux en France, en Chine, en URSS, dans le Golfe ou au Maghreb, les contradictions et les acquis de l'Islam dans l'ensemble du monde.

Indispensable pour comprendre le présent.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Pissipat
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amélie
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoint au directeur de la rédaction)

Thierry Farnet
Philippe Harteron
Jacques-François Simon

Danièle Vernet
(directrice des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Boue-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1989)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGNÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BOUE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

هكذا من الأمل

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements Méprise ?

La polémique est ouverte et n'est pas prête de s'éteindre. Quelle était la nature de l'abri anti-aérien que deux bombes guidées par laser ont détruit, mercredi 13 février, à Bagdad, et à l'intérieur duquel ont trouvé la mort, selon les autorités irakiennes, au moins 94 civils (les journalistes occidentaux sur place ont dénombré une cinquantaine de corps dans une cour d'hôpital) qui y avaient trouvé refuge ?

L'Irak a dénoncé ce « bombardement délibéré » de cibles civiles, « en majorité des femmes, des enfants et des vieillards », par l'aviation alliée, qui a aussi détruit, mardi, le Palais des congrès, l'un des édifices les plus importants de Bagdad. Cette tragédie a provoqué un grand émoi dans le monde arabe. Ainsi la Jordanie a-t-elle décrété trois jours de deuil pour protester contre ce « raid barbare » et la Tunisie, un jour « à la mémoire des victimes innocentes ».

Tragédie méprise ? Sans pouvoir dissimuler un certain embarras, les autorités américaines ont souligné qu'il n'y avait pas eu erreur sur l'objectif, que « l'attaque a été dirigée contre la bonne cible », à savoir, selon le porte-parole de la Maison Blanche, « un centre de commandement et de contrôle

militaire, peint et camouflé pour éviter d'être détecté » et dont, à en croire un spécialiste de la revue britannique *Jane's*, l'étage supérieur avait été mis à la disposition des civils.

« Si nous avions su... »

« Nous savons que Saddam Hussein ne partage pas nos valeurs en ce qui concerne le caractère sacré de la vie humaine », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche. Il a accusé le dictateur de Bagdad, très averti du choc émotionnel que ne manquerait pas de provoquer pareil drame dans le monde arabe, d'« utiliser intentionnellement les civils comme boucliers humains » en les plaçant sur des sites militaires de la même manière que deux Mig-21 ont été parqués devant le prestigieux site archéologique d'Ur, en Chaldée. Et M. Marlin Fitzwater d'inviter le président irakien, une fois encore, « à sauver son peuple et à respecter les résolutions de l'ONU ».

La veille de ce drame, le président George Bush s'était inquiété du « mauvais procès » fait par l'Irak à son pays à propos des victimes civiles. En visite à Washington, M. Tom King, le ministre britannique de la défense, avait indiqué que les bombardements alliés étaient conduits avec une « grande pré-

cision ». « Toute guerre a ses tragédies », a commenté, flegmatique, le secrétaire au Foreign Office. « Nous continuerons à frapper les cibles militaires », a assuré M. Fitzwater tandis que le général Richard Neal, chef d'état-major adjoint des forces américaines dans le Golfe, avouait, à Dohaïr : « Si nous avions su qu'il y avait des civils, nous n'aurions pas attaqué ce bunker... »

Cette tragédie a quelque peu éclipsé les hasardeuses démarches diplomatiques entreprises pour trouver une solution pacifique à la guerre. Après son entrevue avec M. Saddam Hussein, M. Evgueni Primakov, l'ambassadeur personnel du président Mikhaïl Gorbatchev, a évoqué des « lueurs d'espoir ». En revanche, M. Michel Vauzelle, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui avait fait le voyage de Bagdad juste avant le déclenchement du conflit, a jugé que l'offre de coopération de l'homme fort irakien n'était « pas autre chose qu'une formule plus ou moins fleurie qui ne peut pas avoir d'effet ».

L'Union soviétique n'en continue pas moins de s'activer. Ainsi, le chef de la diplomatie koweïtienne vient-il de précéder, à Moscou, son homologue irakien attendu, dimanche, pour

« continuer les discussions » engagées à Bagdad. « Une bonne chose », a dit le porte-parole de la Maison Blanche. Saddam Hussein ne se prive pas, pour autant, de dénoncer la « responsabilité morale et juridique » du Kremlin dans les « crimes » commis par les Etats-Unis et leurs alliés.

Sortant de sa réserve, la Nomenklatura militaire soviétique, qui forme le gros des rangs conservateurs, a accusé les forces de la coalition de vouloir « anéantir un peuple ». « S'agit-il vraiment d'une guerre pour protéger la souveraineté du Koweït et cela vaut-il la peine d'exterminer des gens pour sauvegarder cette souveraineté ? », s'est ainsi interrogé le général Boris Golychev, sous-chef de la direction politique des troupes gardes-frontières du KGB.

Huis clos

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont, pour leur part, décidé, mercredi, de débattre, à huis clos, de la guerre du Golfe. Selon le représentant soviétique, « cela devrait permettre, dans une ambiance saine, de donner une nouvelle impulsion aux efforts diplomatiques en cours ». En visite en Syrie, le ministre allemand des affaires

étrangères a affirmé, mercredi, que Bonn et Damas « croient aussi bien au droit d'Israël à l'existence qu'au droit des Palestiniens à l'autodétermination ». Mais, du côté de Jérusalem, on rêve à demi d'un dénouement. « Nous avons les plans opérationnels et suffisamment d'informations pour attaquer des cibles en Irak », vient de prévenir le chef d'état-major. « Notre participation ne se limitera pas au tir de missiles anti-missiles Patriot », a ajouté son adjoint.

Autre Etat de la « ligne de front » en difficulté : l'Arabie saoudite. Selon des sources diplomatiques occidentales, les autorités locales auraient procédé à des arrestations « à grande échelle » pour prévenir des actions terroristes. D'autre part, la reprise des cours dans les écoles et les universités du royaume wahhabite a été repoussée sine die. Ryad, qui, depuis le 2 août, a accordé une aide de 48 milliards de dollars aux pays membres de la coalition anti-irakienne et dont les revenus pétroliers ne suffisent plus à alimenter l'effort de guerre, aurait déjà emprunté 3 milliards de dollars auprès de la communauté bancaire internationale. Du jamais vu...
JACQUES DE BARRIN

Les raids américains sur la capitale irakienne

Plusieurs dizaines de civils tués par le bombardement d'un bunker à Bagdad

Combien ? Plusieurs dizaines au total ? En fin de matinée jeudi 14 février, les corps de 94 civils, la plupart des femmes et des enfants, ainsi que de nombreux blessés avaient déjà été retrouvés dans les débris d'un abri de la périphérie de Bagdad bombardé, mercredi à l'aube par les alliés, a annoncé la radio officielle irakienne.

Dans un communiqué à numéro 47 diffusé par Radio-Bagdad et capté par les services de la BBC à Londres, l'état-major des forces armées irakiennes a précisé : « Les opérations de secours se poursuivent et nous diffuserons le bilan total des victimes dans un communiqué ultérieur ».

Le ministre irakien des affaires étrangères M. Tarek Aziz avait affirmé dans un message adressé mercredi au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar

que « près de 400 civils se trouvaient dans l'abri au moment de son bombardement délibéré » par les alliés. Le responsable de l'abri avait, pour sa part, d'abord affirmé que le nombre de victimes pourrait être compris entre 700 et 1 000.

Dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 février, les raids aériens sur Bagdad avaient été plus intenses que d'habitude. Le Palais des congrès, à 200 mètres de l'hôtel Rashid (lui-même « secoué », alors

que s'y trouvait l'ambassade soviétique Evgueni Primakov), avait été bombardé coup sur coup par quatre missiles, en début de soirée. Une deuxième offensive avait eu lieu vers 23 heures, heure locale, puis une troisième à partir de 4 h 40. C'est à ce moment-là que l'abri, situé à Amriya, un quartier résidentiel à l'ouest de la ville, a été touché. « L'attaque a été conduite par deux avions et a eu lieu ce matin à 4 h 45 et à 4 h 50 »,

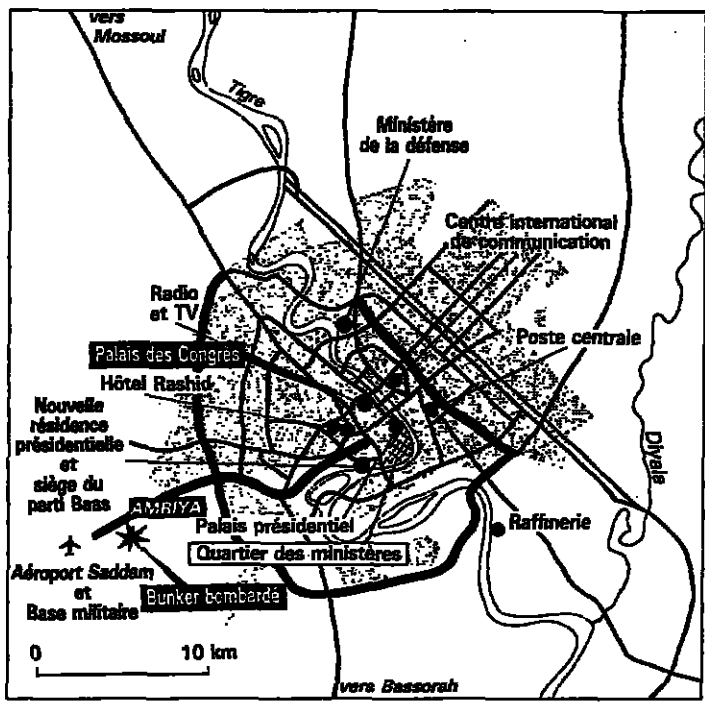
a indiqué le chef du bunker, M. Abdelrazak Hassan Janabi. Il y a eu deux impacts à 4 mètres l'un de l'autre, sur le toit du bâtiment. Un des projectiles a foré un trou d'environ 2,5 mètres de diamètre dans le béton, l'autre a entamé le toit sans le percer. Le général Richard Neal, porte-parole américain, devait indiquer plus tard à Ryad que l'une des bombes avait « emprunté un conduit d'aération ».

Selon l'un des survivants, la bombe qui a explosé à l'intérieur du bâtiment a provoqué une vague de chaleur suffoquant et a déclenché des incendies. « Les couvertures se sont enflammées tout de suite », a raconté un enfant hospitalisé à l'hôpital Yarmouk, où une quinzaine de survivants, dont cinq femmes et enfants, ont été transférés.

En milieu d'après-midi, les débris fumaient toujours. Des sauveteurs, revêtus de combinaisons en amiante et protégés par des masques respiratoires, s'efforçaient de parvenir dans les salles du deuxième sous-sol pour en dégager les corps. « La chaleur qui y règne ne permet pas de penser que l'on puisse y trouver des survivants », déclarait un des sauveteurs. Les cadavres, le plus souvent déformés, brûlés et non identifiés, ont été rassemblés à l'hôpital, où quarante-sept corps reposaient en milieu d'après-midi, a constaté l'envoyé spécial de l'A.P.F. Selon lui, aucun objectif de type militaire ou industriel n'était visible dans le quartier où était situé l'abri. Cinq cents à sept cents femmes et enfants se réfugiaient régulièrement à cet endroit depuis le début de la guerre, a indiqué un

policier aux journalistes. Construit au plus fort de la guerre Iran-Irak, l'abri, avec son toit d'au moins cinq mètres d'épaisseur, « était le meilleur de Bagdad » d'après celui qui en était responsable. Celui-ci a nié qu'un seul soldat ait été présent dans le bâtiment, réservé aux civils. Le correspondant de la

chaîne de télévision américaine CNN, Peter Arnett, a annoncé, en rendant compte de l'événement, que les autorités irakiennes avaient levé la censure imposée jusqu'alors aux journalistes étrangers. « Nous n'avons absolument rien à cacher », lui a affirmé un représentant du ministère de l'information. - (A.P.F., Reuters.)



Le texte de la déclaration américaine

« Un objectif militaire... »

Voici le texte de la déclaration du porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, sur la destruction par un raid aérien d'un bunker à Bagdad.

« Hier soir, les forces de la coalition ont bombardé un centre de commandement et de contrôle militaires à Bagdad, ce qui, selon des informations diffusées par la presse, a entraîné un grand nombre de victimes civiles. La perte de vies civiles en temps de guerre est une conséquence véritablement tragique. Cela attriste à l'extrême qu'il y ait eu des victimes civiles. Nous continuerons de ne frapper que des objectifs militaires. »

« C'est pourquoi, même durant ce conflit militaire, dans lequel les vies de nos soldats, hommes et femmes, sont en danger, nous ne prendrons pas pour cible des installations civiles. Nous continuerons de ne frapper que des objectifs militaires. »

« Un objectif militaire, un centre de commandement et de contrôle militaires qui adressait directement ses instructions à la machine de guerre irakienne, peint et camouflé pour éviter d'être détecté, nettement identifié comme un objectif militaire. »

« Depuis le début de la guerre, nous avons systématiquement attaqué ces objectifs. Nous ne savons pas pourquoi des civils se trouvaient à cet endroit. Mais nous savons que Saddam Hussein ne partage pas notre respect de la vie humaine. En fait, il a montré, en différentes occasions, qu'il était prêt à sacrifier des vies et des biens civils pour mener à bien ses objectifs de guerre. »

« Des objets civils ont été placés, en novembre et décembre, sur des sites militaires pour servir de boucliers humains. Il a été annoncé que des prisonniers de guerre avaient été placés sur des sites militaires. Des bandes d'excitateurs parcourent sa propre armée à la recherche de déserteurs. Des centres de commandement et de

contrôle en Irak ont été placés au sommet de bâtiments publics et d'écoles. »

« Des chars et autres pièces d'artillerie ont été placés à côté de résidences privées et dans de petits villages. Et, ce matin encore, nous avons reçu des informations selon lesquelles deux Mig-21 ont été rangés près de la porte principale d'un site archéologique de grande valeur remontant à 27 siècles avant J.-C. »

« Son terrorisme de l'environnement s'étend à tout le golfe Persique, luan la nature et menaçant l'approvisionnement en eau des humains. »

« Et, finalement, Saddam Hussein dirige ses missiles Scud sur d'innocents civils en Israël et en Arabie saoudite. Il tue des civils intentionnellement et à dessein. »

Revue d'études Palestiniennes

LA CRISE DU GOLFE

N° 37

ABOU IYAD

La position palestinienne

GEORGES CORM

La dimension arabe

PAUL-MARIE DE LA GORCE

Les enjeux stratégiques régionaux

MATTITYAHU PELED

Perspectives pour Israël

PIERRE TERZIAN

Le facteur pétrolier

ALAIN JOXE

Les enjeux stratégiques internationaux

N° 38

Table ronde :

ANDRÉ AZOULAY, HAMMADI ESSID,

ALAIN FINKIELKRAUT, THEO KLEIN,

CAMILLE MANSOUR, ELIAS SANBAR

Pour une relance du processus de paix

JOSEPH SAMAHA

La Palestine et la crise du Golfe : premier bilan

SIMONE BITTON

Polémiques et dérobades des « colombes » israéliennes

RUDOLF EL-KAREH

Les médias français et la crise du Golfe

Dossier

Israël et l'ONU, 42 ans de non-respect du droit

Le N° 68 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 220 F

Étudiants (sur justification), 180 F

Règlement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes

Diffusion : Les Éditions de Minuit - 7, rue Bernard Palissy - 75006 Paris

LA GUERRE DU GOLFE

La polémique après le raid américain sur la capitale irakienne

« Je suis ici pour vous dire que ce bunker était un centre de commandement et de contrôle »

affirme le chef d'état-major adjoint américain

DHAHRAN

de notre envoyé spécial

« Nous sommes absolument certains d'avoir touché la bonne cible. Nous ne nous sentions pas dans l'état de quelqu'un qui aurait attaqué le mauvais bunker ou fait une faute. Nous sommes très sûrs du fait que c'était une cible légitime. » Après son exposé initial des opérations du jour, le chef d'état-major adjoint des forces armées américaines dans le Golfe, le général Richard Neal, pressé de questions, s'est montré, mercredi 13 février à Ryad, très ferme sur la conviction intime des États-Unis d'avoir bombardé mercredi à l'aube à Bagdad une cible militaire.

Refusant l'évocation de toute éventuelle possibilité de « bavure », le général Neal a déclaré : « Je suis ici pour vous dire que ce bunker était un centre de commandement et de contrôle comme tous ceux que les forces aériennes alliées attaquent systématiquement » depuis le début de la guerre, et « nous continuerons de les frapper », a-t-il souligné.

Le général Neal a affirmé que ce bunker, « dont le toit avait été récemment recouvert d'une peinture de camouflage pour tenter d'échapper aux repérages de l'aviation,

était devenu plus actif au cours des deux dernières semaines ». Un haut responsable américain a ajouté que de nombreux militaires en uniforme avaient été vus entrant et sortant de ce bunker ces derniers jours.

Le commandement américain, peu averse depuis le début de la campagne aérienne contre l'Irak pour montrer des photos prises d'avion de ces bombardements, pourrait fort à propos donner quelques preuves de ses allégations. Selon le général Neal, ce grand bunker avait été construit en 1985 pendant la guerre Iran-Irak et avait ensuite été transformé en une installation militaire. « D'un point de vue militaire, tout s'est bien passé », a-t-il dit, la cible a été frappée comme prévu, avec des munitions de précision. D'un point de vue personnel, cependant, ajoute le général Neal, je suis révolté par le fait que des civils aient été mis en danger et je jette le blâme sur le gouvernement irakien pour cela. Il a déclaré, à ce propos, que les sirènes d'alarme de Bagdad n'avaient pas fonctionné avant l'attaque contre ce bunker. Il est vrai que l'attaque a été menée par des avions « furtifs », non détectables par les radars.

Martelant une nouvelle fois que les États-Unis ne cherchaient pas

à détruire des cibles civiles », il a affirmé : « Nous ne savons pas encore pourquoi il y avait des civils dans ce bunker. Ceux-ci, a-t-il précisé, sont beaucoup plus en sécurité dans les zones résidentielles car nous ne les visons pas. Nous ne sommes pas en guerre pour détruire le peuple irakien. » Le général Neal n'a pas écarté l'éventualité que les autorités irakiennes, déjà accusées par les États-Unis d'entreposer des armements dans des zones d'habitation, déplacent aussi des civils sur des cibles militaires. Le général Neal a encore dit que les États-Unis n'auraient pas bombardé ce bunker s'ils avaient su que des civils s'y trouvaient : « Non, absolument non ! »

Même son de cloche chez les Saoudiens

La précision du bombardement semble exclure la bavure d'un bombardement généralisé. Alors erreur de cible ? Mauvaise interprétation des signaux transmis ? La thèse américaine, en tous les cas, a été avallée mercredi par le porte-parole saoudien, le colonel Robayan, qui lors de son briefing quotidien a déclaré - après avoir précisé que l'armée de l'air saoudienne n'avait pas participé à cette action - « nous sommes certains

que c'était un centre de commandement et de contrôle ». Le porte-parole britannique a, de son côté, souligné que le Royal Air Force n'avait pas participé à ce raid, tout en critiquant la présence de civils dans ce périmètre, et mettant en cause pour cela la « totale irresponsabilité » des autorités irakiennes.

Il est certain que cette grave affaire risque d'embarrasser tout particulièrement les gouvernements arabes de la coalition dont les opinions publiques restent très sensibles au sort des musulmans d'Irak. Les journaux télévisés de la soirée, en Arabie saoudite, n'ont d'ailleurs pas fait mention de l'attaque aérienne et, jeudi, la presse se contente de reprendre, sans commentaires, la version américaine des faits. Avec un peu de distance, Arab-News, le grand quotidien saoudien en langue anglaise, note pour sa part : « Les Allées affirment que l'abri de Bagdad était un bunker militaire. »

Qu'elle que soit la vérité sur cette tragédie, il ne fait pas de doute qu'elle sera avant tout les intérêts du président irakien et pourrait, dans une certaine mesure, peser politiquement sur la décision du président Bush de lancer plus ou moins rapidement un assaut terrestre.

FRANÇOISE CHIPAUX

Un certain embarras

Suite de la première page

M. Dick Cheney, secrétaire à la défense, longtemps après que la chaîne CNN ait diffusé des images qui ne présentaient à aucun doute, paraît-il, d'allégations « venues de Bagdad selon lesquelles il y aurait eu « quelques victimes civiles ». Le ton a été donné d'emblée par le porte-parole militaire américain à Ryad, le général Neal : « D'un point de vue militaire, il n'y a pas eu d'erreur. » Un peu plus tard, à Washington, le secrétaire à la défense insistait sur la réussite technique de l'opération : « Il s'agissait d'une installation militaire et elle a été frappée avec une grande précision par deux bombes. »

Le briefing quotidien du Pentagone apportait des précisions sur la nature « militaire » du bâtiment : certes, admettait-on après quelques détours, il avait été conçu à l'origine comme un abri, mais transformé vers la fin des années 80 en « centre de commandement » doté de perfectionnements aussi coûteux qu'un dispositif destiné à protéger les installations électroniques contre les effets secondaires d'une attaque nucléaire. Et s'il n'était pas utilisé au moment de l'attaque des forces alliées contre l'Irak, il avait été mis en service depuis, à la suite de la destruction des principaux « centres de commandement et de contrôle » de la capitale.

La présence des civils était inexplicable

Tout cela est présenté comme une certitude, attestée par des écoutes électroniques et des photographies prises par satellite - même si les porte-parole du Pentagone se contentent de produire un schéma détaillé de l'abri, comportant deux étages, et de dire que le toit avait été récemment recouvert d'une peinture de « camouflage » (ce qui est contesté par le correspondant de la chaîne ABC sur place, qui est monté sur le bâtiment et n'a rien vu de tel).

Des allées et venues de militaires, et la présence de véhicules utilisés par des officiers ou des officiers ont été observés, ajoutent le général Kelly, chef des opérations, et le capitaine Herrington, représentant les services de renseignements. En revanche, le fait que cet abri ait été utilisé depuis des semaines, chaque nuit, par plusieurs centaines de civils, selon les nombreux témoignages recueillis sur place par des journalistes occidentaux, était apparemment totalement ignoré.

Les civils ont pu entrer dans le « bunker », de nuit, et donc échapper au repérage, ont expliqué les porte-parole du Pentagone. Mais, ont-ils ajouté, leur présence ne

s'expliquait pas dans la mesure où les sirènes d'alerte aérienne n'avaient pas été déclenchées - un argument plutôt étrange lorsqu'il s'agit d'une ville bombardée toutes les nuits depuis quatre semaines. (L'attaque contre le « bunker » ou l'« abri » a été menée par des F-117 « furtifs », mais d'autres objectifs ont été frappés au cours de la même nuit à Bagdad, notamment le Palais des congrès)

« Nous n'avons certainement pas à nous justifier »

Officiellement, l'« objectif » atteint est décrit comme « un centre de commandement et de contrôle », mais certaines indications, en particulier sur la présence de véhicules officiels, donnent à penser que les responsables américains estimaient qu'il s'agissait d'une installation destinée à abriter des responsables irakiens et éventuellement leurs familles. Des commentaires émanant de représentants - non identifiés - de l'administration et rapportés par le Washington Post semblent d'ailleurs donner une certaine consistance à cette hypothèse.

En tout état de cause, il n'est pas question d'admettre la possibilité d'une erreur des services de renseignement. M. Cheney l'a catégoriquement exclu, tandis que M. Fitz-

water ajoutait : « Nous n'avons certainement pas à nous justifier. Notre seul but est de mener à bien la guerre. » Le porte-parole de la Maison Blanche a noté que la perte de vies civiles en temps de guerre est une conséquence réellement tragique. Mais il a rapidement ajouté que « l'Amérique traite la vie humaine comme (sa) valeur la plus précieuse », alors que Saddam Hussein ne le fait pas. Les réactions ont été très vives et ont été reprises qu'il était prêt à sacrifier des vies et des biens civils pour promouvoir ses objectifs de guerre ; après quoi, le porte-parole de la Maison Blanche a rappelé la liste des méfaits du dictateur irakien, imité en cela par tous les autres porte-parole officiels qui se sont exprimés le même jour.

Aucun d'entre eux n'a formellement accusé Saddam Hussein d'avoir placé à dessein des civils dans ce « centre de commandement », mais tous ont insisté sur le fait que cela serait bien dans la manière - le général Kelly soulignant cependant qu'il n'avait aucune preuve et « ne savait pas ». L'administration, en affirmant son bon droit et en tablant sur la détestable réputation de Saddam Hussein, a-t-elle réussi à gommer l'impact des images diffusées par les télévisions ?

Signes plus préoccupants pour l'administration

Les réactions enregistrées dans le public par les médias semblent indiquer que l'émotion n'est pas très considérable et que l'incident n'est pas susceptible d'entraver profondément la bonne conscience de la grande majorité de l'opinion face à cette guerre qu'elle consi-

dère toujours comme « juste ». Un quotidien plutôt « libéral » comme le Washington Post s'est borné, faute d'autre commentaire, à publier une caricature montrant un Saddam Hussein enchané du spectacle des victimes civiles, assorties de l'article d'un éditorialiste expliquant que les États-Unis n'avaient aucune raison de se sentir coupables et devaient continuer dans la même voie.

Mais on peut aussi discerner quelques signes plus préoccupants pour l'administration. Les questions posées par les journalistes américains aux responsables du Pentagone se sont faites beaucoup plus incisives, comme si les germes du doute avaient été semés. Il y a quelques semaines encore, la version officielle du bombardement d'une usine que les Irakiens affirmaient destinée à la production de lait pour enfants avait été acceptée sans aucune difficulté, mais cette fois les questions tendaient à douter d'un certain scepticisme, renforcé par les comptes rendus de correspondants américains sur place, qui pour la première fois pouvaient envoyer leurs reportages sans censure.

Du coup, l'incident a relancé la polémique, déjà vive ces derniers jours, sur la présence et le rôle de la presse occidentale à Bagdad. Dans les jours qui avaient précédé l'attaque, les responsables américains avaient tenté de convaincre la presse de rester sur place et de ne pas quitter Bagdad, c'est le correspondant de CNN, Peter Arnett, qui a concentré sur lui l'ire de l'administration, de certains sénateurs républicains, et d'une bonne partie du public.

Mais à présent que plusieurs autres journalistes se trouvent à Bagdad, le problème se complique, et certains envisagent les grands moyens : le commentateur conservateur Pat Buchanan s'étonnait mercredi que les États-Unis n'aient toujours pas trouvé le moyen de couper toutes les communications depuis Bagdad et suggérait au minimum qu'on brouille les émissions en provenance de l'Irak, et entre autres celles de CNN. Il ne faut rien laisser voir qui puisse affaiblir la résolution des Américains », réchécissait le président d'une association pourtant censée veiller à « l'exactitude dans les médias ».

Le président Bush et son administration peuvent jouer sur ces sentiments, assez largement répandus dans l'opinion. Mais désigner Saddam Hussein comme unique responsable de toutes les horreurs de la guerre, et accuser la presse de complicité avec l'Irak, n'empêchera pas que certaines questions soient posées avec de plus en plus d'insistance. Que ce soit sur la nature, la durée et l'intensité des bombardements, ou sur la méthode choisie par M. Bush pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés tout en posant comme priorité absolue la sauvegarde des vies américaines.

JAN KRAUZE

La communauté internationale déplore le sort tragique des victimes civiles

« Il n'y a pas d'autre commentaire à faire que de déplorer le sort tragique des victimes », a déclaré mercredi 13 février un porte-parole du Quai d'Orsay à propos du bombardement qui a fait de nombreux morts et blessés à Bagdad. « Ce sont les victimes d'une guerre. Cette guerre, seul Saddam Hussein en est responsable, lui qui a refusé toute solution pacifique à ce conflit », a-t-il ajouté. Interrogé sur la nature de l'objectif bombardé par les Américains, il a précisé que « les seules informations non irakiennes dont dispose Paris sont celles fournies par la Maison Blanche, selon lesquelles il s'agit bien d'un objectif militaire ».

A Londres, le secrétaire au Foreign Office a déclaré mercredi, devant les Communes, que « sans doute la guerre a ses tragédies, et quelques-elles sont terribles, même avec le plus grand soin et la plus grande précision ». Imputant lui aussi la responsabilité du drame à la politique d'« agression » de M. Saddam Hussein, M. Douglas Hurd a ajouté que « le plus grand soin est pris pour éviter les attaques sans distinction sur des cibles civiles, et les attaques n'ont jamais réussi à être aussi ciblées dans l'histoire de la guerre moderne ».

Le chef du parti travailliste a pour sa part estimé que les nombreuses victimes de Bagdad constituaient « une cause de deuil international ». « Aucun mot ne peut correctement décrire le sentiment d'horreur et de chagrin que nous partageons tous. Le deuil accablant l'urgence de ramener la paix aussi rapidement que possible. » La presse londonienne qualifie le bombardement d'« erreur tragique ». Le porte-parole militaire britannique à Ryad a affirmé qu'il ne faisait « aucun doute » qu'il s'agissait d'une « cible militaire », reconnaissant toutefois qu'il était « probable », et « extrêmement regrettable », que des femmes et des enfants fassent partie des victimes.

Aux Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar a pris connaissance avec un « profond regret » des informations sur le bombardement d'un abri civil à Bagdad qui semble avoir fait des centaines de victimes civiles », a indiqué mercredi son porte-parole. « Bien qu'il ne dispose pas de tous les détails sur les circonstances de ce tragique incident, il n'en est pas moins consterné par l'ampleur des pertes », a-t-il ajouté. L'ambassadeur soviétique à l'ONU a qualifié le bombardement de « très regrettable. Ce qu'il faut, et que nous voulons et recherchons, c'est la fin des hostilités ».

Les regrets du Koweït

A Bagdad, le ministre irakien des affaires étrangères a demandé à l'ONU de condamner le bombardement américain. « Le peuple irakien tient pour entièrement responsables tous ceux qui sont impliqués dans ces crimes, ceux qui les ont permis et ceux qui les ont commis », a déclaré M. Tarek Aziz dans un message à M. Perez de Cuellar.

« S'il est exact qu'un abri anti-aérien irakien a été touché, nous déplorons évidemment la mort d'innocents », a déclaré mercredi à Londres le ministre koweïtien du plan. Mais ces morts ne doivent pas faire oublier le nombre « énorme » de victimes au Koweït :

« De récentes estimations font état de 17 000 disparus ou arrêtés, et de 7 500 tués par les Irakiens. » Le ministre de l'information du gouvernement en exil a accusé Bagdad d'avoir abattu plus d'une centaine de Koweïtiens au cours des trois derniers jours.

Les réactions sont différentes, en s'en doute, en Jordanie, où, selon l'agence Petra, le premier ministre a déclaré un deuil officiel de trois jours pour « rendre hommage à la résistance du peuple irakien face à la lâche agression des forces de la coalition » et pour manifester sa « solidarité avec les centaines de familles qui ont perdu des êtres chers, vieillards, femmes et enfants lors du raid barbare de mercredi ».

« Indigné » par l'« horrible massacre », Amman en appelle aux « États arabes et islamiques, ainsi qu'à l'ONU et à son secrétaire général pour condamner ce crime odieux ». Le président du Parlement a demandé une « intervention immédiate » de l'ONU pour « arrêter les massacres commis par les États-Unis contre le peuple irakien ».

A Tunis, le président Ben Ali a également décrété une journée de deuil national pour jeudi tandis que le ministre des affaires étrangères appelait « avec insistance » le Conseil de sécurité de l'ONU à « prendre sa totale responsabilité ». Ce « bombardement sauvage contre des civils est contraire aux valeurs humaines et aux conventions internationales », et la Tunisie exprime sa « solidarité avec le peuple irakien frère dans cette épreuve douloureuse », indique un communiqué officiel.

En Algérie, le gouvernement a demandé à la population d'observer une minute de silence à 10 heures du matin (heure locale) et de consacrer les prières de ce vendredi aux victimes du bombardement, qualifié de « boucherie » par le quotidien El Moudjahid.

A Paris, le dirigeant kurde irakien Jalal Talabani, a déploré mercredi la mort de civils irakiens. Il a toutefois imputé au « dictateur Saddam Hussein » la responsabilité de la guerre du Golfe, rappelant le « massacre » des Kurdes à l'arme chimique par « la dictature » de Bagdad.

En Iran enfin, où des témoins oculaires ont fait état d'une nouvelle intensification des bombardements d'objectifs irakiens proches de la frontière, l'ayatollah Ali Khamenei - le guide de la révolution islamique - a affirmé mercredi devant les représentants des missions étrangères à Téhéran que « jusqu'ici l'Amérique a perdu la guerre du Golfe ».

Accusant l'Occident d'abuser de sa puissance contre l'Irak, l'ayatollah a ajouté que « penser qu'une telle tactique l'Amérique peut gagner cette guerre est une erreur. Peut-être peut-elle dominer l'Irak, mais il n'y aura pas de victoire pour elle ». Il a aussi accusé Washington de bombarder intentionnellement des objectifs civils : « L'utilisation de la force par les dirigeants américains et leurs alliés ne peut être considérée comme un acte politique, mais comme un crime ». - (AFP, Reuters, AP, UPI.)

D'après le secrétaire américain à la défense Deux Mig-21 irakiens ont été placés près d'un important site archéologique

Deux chasseurs Mig-21 ont été placés par l'Irak près d'un site archéologique de valeur à Ur, la patrie d'Abraham, a déclaré mercredi 13 février le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney. Il a précisé, lors d'un discours devant la Chambre de commerce américaine, que ces deux avions se trouvaient à proximité immédiate des ruines d'une ziggourat, sorte de pyramide à étages constituant l'un des plus anciens vestiges de la civilisation sumérienne en Mésopotamie.

Le secrétaire à la défense a souligné que Ur, où naquit Abraham, à proximité de l'embouchure de l'Euphrate, était considérée comme la plus ancienne ville du monde à avoir été habitée en permanence. Il a rappelé qu'elle avait une importance pour

les religions islamique, chrétienne et juive. Le site d'Ur (200 kilomètres au nord-ouest de Bassorah) jouxte un important terrain d'aviation.

Ancienne ville de Basse-Mésopotamie, Ur domina tout le pays de Sumer au troisième millénaire av. J.-C. et ses souverains avaient pris le titre de « roi des quatre régions du monde ». C'est alors que fut construite la grande ziggourat en briques crues, dont les restes imposants ont été dégagés. Elle mesurait à sa base 64 mètres sur 46 et sa hauteur dépassait 20 mètres. A cette époque furent construites en Mésopotamie les plus anciennes ziggourats, édifices religieux à étages dont le dernier était un sanctuaire. La grande ziggourat d'Ur est parmi les mieux conservées. - (AFP.)

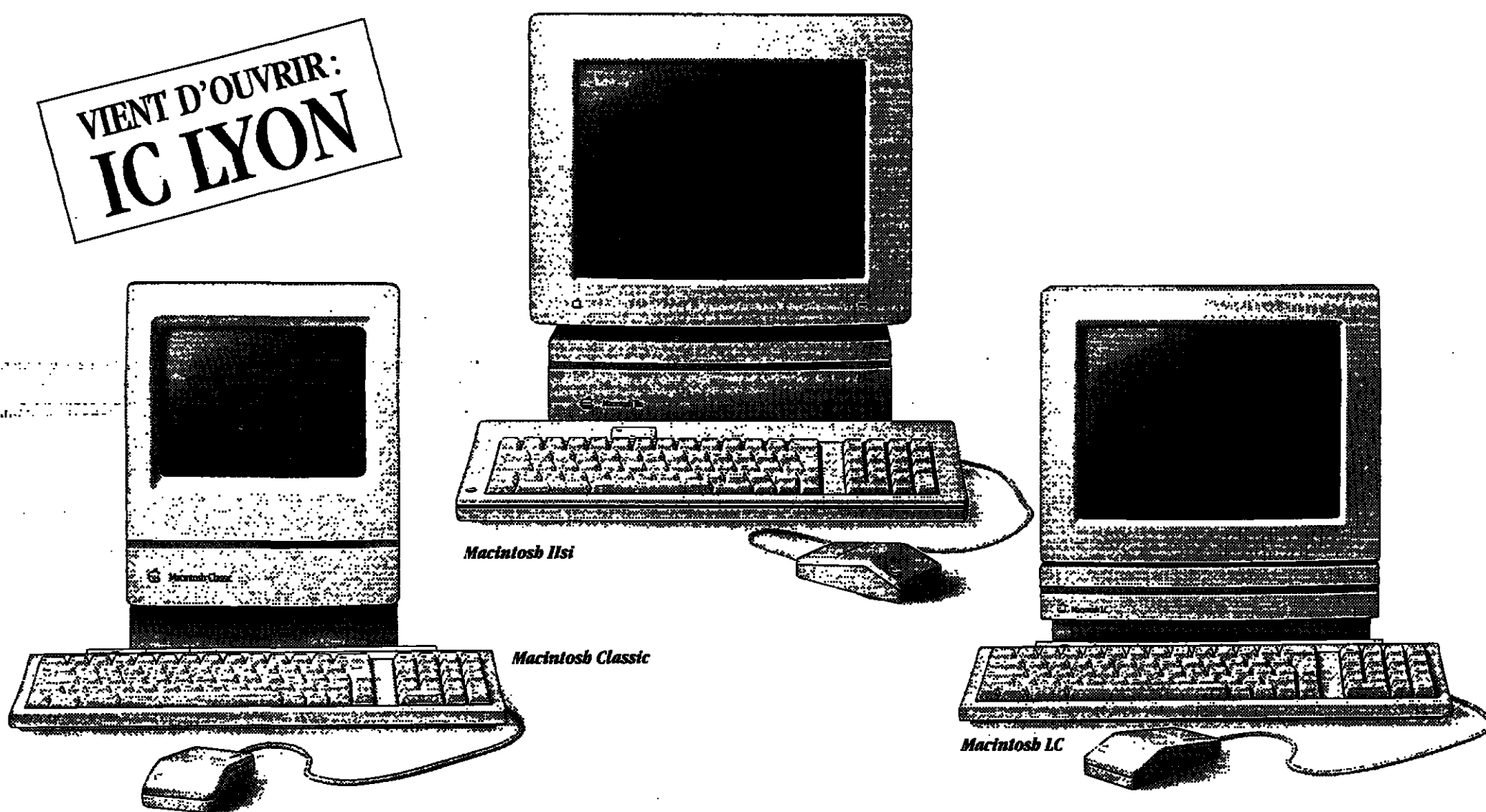
هكذا من الأصل

anté internationale
le sort tragique
etimes civiles

Macintosh IIsi
Macintosh Classic
Macintosh LC

TROIS NOUVELLES BONNES RAISONS D'ACHETER APPLE CHEZ IC.

VIENT D'OUVRIR:
IC LYON



Les trois nouveaux Macintosh sont à votre disposition. Ils bénéficient immédiatement de tous les "plus" de l'environnement IC: les meilleures conditions sur tout Apple, plus de 10 ans d'expérience et de conseil, le suivi d'installation, la hot line hardware/software, une maintenance performante et économique, la formation et sans doute le plus important la disponibilité et le sourire.

Des bonnes raisons qui ont déjà convaincu plus de 30 000 clients et qui ont

permis à International Computer d'être le premier distributeur Apple d'Europe. Notre puissance d'achat vous fait bénéficier d'une disponibilité maximale sur les nouveaux Macintosh IIsi, LC, Classic comme sur toute la gamme Apple.

Pour mieux connaître les nombreux avantages IC, téléphonez-nous vite ou venez nous voir, 6 jours sur 7 de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h et même à 18 h 55 nous ferons certainement affaire ensemble.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS TEL (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS TEL (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE SA 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE TEL 91 37 25 03 • IC TOULOUSE SA 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE TEL 61 25 62 32
IC NANTES SA 3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES TEL 40 47 08 62 • IC LYON SA 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON TEL 78 62 38 38
LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE. RENSEIGNEZ-VOUS

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

Les alliés poursuivent le pilonnage des positions de la garde républicaine

L'aviation alliée a concentré ses bombardements sur les positions de la garde républicaine irakienne au Koweït et en Irak pendant la nuit de mardi à mercredi, déclarait-on mercredi soir 13 février de source militaire américaine à Ryad. Un des objectifs recherchés par ces raids répétés est de saper les défenses en profondeur des troupes irakiennes et leur moral, souligne-t-on de même source.

Jusqu'ici, la stratégie américaine semble avoir connu un succès relatif auprès des jeunes recrues irakiennes, sans cependant entamer le moral des professionnels — ceux de la garde républicaine notamment. Le porte-parole américain, le général Neal, a d'autre part annoncé qu'un hélicoptère lourd Super-Frelon irakien a été détruit au sol près de Fao, en Irak, par la marine américaine. Il a souligné que ce type d'hélicoptère, de construction française, peut être armé de deux missiles Exocet et constitue donc une menace potentielle pour la flotte de la coalition dans le Golfe. Il a par ailleurs fait état de quatre appareils de transport

détruits au sol, deux au Koweït et deux en Irak, mais n'a pu préciser leur modèle.

Les appareils britanniques ont attaqué avec succès cinq lance-roquettes multiples irakiens et une usine de carburant pour les missiles Scud, a déclaré de son côté mercredi un porte-parole britannique, tandis que le commandement français annonçait que les chasseurs-bombardiers Jaguar français avaient détruit des aéronefs irakiens dans le sud-est de l'Irak et attaqué des unités d'artillerie irakiennes dans le sud du Koweït.

Menaces d'armes non conventionnelles

L'Arabie saoudite a pour sa part annoncé la perte d'un chasseur F-15 au cours d'un raid contre l'Irak mercredi. Son pilote est porté disparu. Le porte-parole militaire saoudien, le colonel Ahmed Al Robayan, a déclaré lors de son point de presse qu'on ignorait encore si l'appareil avait été abattu.

A Damas, le Front démocratique de libération de la Palestine a annoncé mercredi que son numéro deux au

Koweït, Issa El Issa, avait été tué, à une date non précisée, dans un bombardement allié de l'émirat.

L'Irak, de son côté, a affirmé mercredi soir avoir abattu durant les dernières vingt-quatre heures « un avion ennemi » et a fait état de 178 raids alliés contre des « objectifs civils et militaires » sur son territoire. A Nouakchott, où il se trouve en visite officielle, le vice-premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi, a déclaré au cours d'une conférence de presse que si les forces coalisées venaient à utiliser l'arme nucléaire, l'Irak riposterait par l'utilisation d'armes non conventionnelles. « Nous n'avons pas l'arme nucléaire mais si nous sommes attaqués avec cette arme nous utiliserons tout ce que nous possédons comme armement non conventionnel », a-t-il affirmé. Il a d'autre part indiqué que les armes utilisées jusqu'à présent par les alliés sont des armes conventionnelles, reconnaissant toutefois que celles-ci sont « très sophistiquées et très destructrices ».

En Jordanie enfin, des réfugiés ont déclaré mercredi à leur arrivée que des avions alliés avaient bombardé des autocars de civils fuyant la guerre du Golfe et fait

une soixantaine de morts. Selon Chehad Ibrahim, cinquante ans, deux autocars transportant des Jordaniens ont été pris dans un raid aérien allié samedi alors qu'ils quittaient le Koweït. Un missile a touché un véhicule et fait 30 morts. Six autres réfugiés, qui ont quitté le Koweït samedi et dimanche, ont confirmé l'incident. Ils ont dit avoir vu les corps calcinés encore assis dans l'autocar.

Lundi, 30 passagers d'un autre autocar ont été tués dans un bombardement allié sur la route Bagdad-Amman, a rapporté un réfugié soudanais qui citait des responsables et des compatriotes. Ce réfugié soudanais de trente ans, Ahmed Ali, a déclaré qu'il avait lui-même vu un autobus incendié entre Ramadi et Al Routhbah, après avoir quitté Bagdad mardi. Des responsables du Croissant rouge jordanien ont annoncé qu'ils avaient envoyé des ambulances et des équipes médicales dans les régions de Bassorah, Ramadi et Al Qasim, en Irak, pour s'occuper des morts et des blessés jordaniens. — (AFP, Reuters, AP.)

Face aux tirs des Scud

Les limites de la politique de retenue en Israël

Le ton n'a pas changé, mais les petites phrases d'avertissement se multiplient. Avec la reprise des tirs de missiles sur leur pays, les dirigeants israéliens martèlent depuis quelques jours un message très clair à l'intention de l'Irak et des Etats-Unis : la politique de retenue ne durera pas.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Au début de la semaine, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, avait averti : « Si nous faisons preuve de retenue aujourd'hui, cela ne veut pas dire qu'il en ira nécessairement ainsi demain. » Mercredi 13 février, ce fut au tour du chef de l'état-major, le général Dan Shomron, de mentionner à l'occasion d'un exercice d'infanterie qu'Israël était prêt à passer à l'action : « Nous avons les plans opérationnels et suffisamment d'informations pour attaquer des cibles en Irak. » Quelques heures plus tard, au journal télévisé, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, de retour d'une visite aux Etats-Unis où il avait accompagné le numéro deux de l'état-major, le général Eliahu Barak, affirmait : « La participation d'Israël à la guerre du Golfe ne se limitera pas au tir de quelques Patriot » (il s'agit des missiles antissiles utilisés contre les Scud irakiens).

Cette politique n'est pas nouvelle. Parfois elle avait été formulée dès le début de la guerre puis rapidement mise sous le boisseau. Amorce d'évolution ? Le gouvernement de la droite nationaliste manifeste des signes d'impatience et c'est, notamment, ce que M. Arens est allé dire aux Etats-Unis durant le week-end. Les Israéliens sont convaincus que les Américains se trompent dans leur évaluation des bombardements effectués sur les sites de lancement de l'ouest de l'Irak. Les coups au but auraient été moins nombreux qu'on a bien voulu le dire. Souvent des lettres auraient trompé les pilotes de l'US Air Force.

A en croire les informations données de source américaine, M. Arens a été assez froidement reçu à Washington, où on lui a conseillé de s'en tenir à la politique de retenue observée jusqu'à présent — c'est-à-dire tant que les Irakiens ne changent pas la nature de leur agression en passant à l'arme chimique.

Les comptes rendus de la presse

israélienne diffèrent tout en étant parfaitement contradictoires. Selon certains (Yediot Aharonot et Hadashot), le ministre de la défense aurait obtenu le « feu vert » de principe pour une opération contre les rampes de lancement irakiennes ; pour d'autres (Maariv et Al Hamishmar), M. Arens s'est vu opposer une fin de non-recevoir. Le Jerusalem Post croit savoir, pour sa part, que « Israël et les Etats-Unis ont établi un mécanisme de coordination opérationnel qui sera activé dès lors que l'administration Bush donnera son accord à une action de représailles israélienne ».

Sans minimiser la nervosité et l'angoisse de la population, tous les sondages indiquent cependant que le gouvernement n'est soumis à aucune pression de la part d'une opinion publique qui fait preuve de grand calme, approuvant massivement la politique de retenue, et ne manifeste aucun désir de voir Israël impliqué dans cette guerre. Les pressions ne viendraient pas non plus de l'armée, en tout cas pas de l'état-major : « La décision appartient à l'échelon politique », a répété mercredi le général Shomron.

Les pressions viennent de l'intérieur même du gouvernement, de son extrême droite et des éléments les plus « durs » du Likoud. Au moins quatre ministres ont publiquement critiqué la position du chef du gouvernement, plus que jamais le seul à décider dans cette

affaire : MM. Itzhak Modai (Finances), Yuval Neeman (sciences et technologie), Rehavam Zeevi (ministre sans portefeuille) et Ariel Sharon (construction). Ils se seraient de nouveau fait entendre mercredi au cours d'un conseil de défense secret. Ils veulent qu'Israël passe à l'action, et le plus vite sera le mieux.

Leurs motifs sont divers : cela va de la crainte d'une érosion du potentiel dissuasif de l'Etat hébreu à la volonté de déstabiliser la Jordanie pour y installer un Etat palestinien, en passant par le souci de se « positionner » politiquement au cas où une attaque de missiles tournerait très mal.

Dans les territoires occupés

La pression vient aussi de la maison dont la guerre se déroule. Plus l'Irak tient, face à la campagne de bombardements, plus le régime de Bagdad marque des points politiques et affaiblit la coalition. Si une éventuelle « médiation » soviétique devait ainsi se préciser et aboutir à un retrait irakien du Koweït, l'Etat hébreu se retrouverait face à une des situations qu'il redoute le plus : un régime irakien peut-être affaibli mais toujours au pouvoir, une armée irakienne sans doute diminuée mais toujours très forte. Pour M. Shamir — il vient de le répéter à notre confrère l'Express — il ne saurait y avoir de bon

dénoûment à la crise du Golfe sans que le président Saddam Hussein ne soit écarté du pouvoir.

Cependant, les Palestiniens des territoires occupés entament leur cinquième semaine sous couvre-feu. Le régime est toujours des plus stricts, seules quelques heures de liberté sont accordées dans la journée pour aller faire des courses. Mais toute activité économique, notamment agricole, a été anéantie ou presque. Il n'y a plus grand-chose dans les magasins et encore moins dans les portefeuilles. Pareille durée de couvre-feu est sans précédent, et rarement les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza ont été soumis à une telle pression.

Comme les communiqués de la Direction unifiée du soulèvement (DUP) et ceux du mouvement islamiste Hamas ont pris le parti de l'Irak, les autorités craignent qu'une levée du couvre-feu ne soit l'occasion de manifestations et d'affrontements. Elles redoutent aussi que les Palestiniens, s'ils étaient autorisés à circuler en Israël, ne fassent l'objet d'actions de représailles. Seules quelques centaines de résidents des territoires peuvent aujourd'hui se rendre à leur travail, de l'autre côté de la « ligne verte ». Plusieurs organisations israéliennes de défense des droits de l'homme — notamment Betsalem — ont dénoncé mercredi la situation faite aux Palestiniens des territoires.

ALAIN FRACHON

Après les déclarations de M. Genscher en Syrie

Jérusalem réaffirme être prêt à parler de paix avec Damas « n'importe où et n'importe quand »

Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a affirmé mercredi 13 février à Damas que la Syrie et l'Allemagne « croient aussi bien au droit d'Israël à l'existence qu'au droit des Palestiniens à l'autodétermination ». M. Genscher a fait cette déclaration à la presse allemande à l'issue d'un entretien avec son homologue syrien, M. Farouk Al Chareh.

La Syrie, qui n'a pas reconnu l'Etat d'Israël, préconise un règle-

ment « global et durable » du conflit arabo-israélien basé sur « toutes les résolutions de l'ONU », y compris les résolutions 242 et 338 qui reconnaissent l'Etat hébreu. Le chef de la diplomatie allemande, arrivé dans la matinée à Damas, avait affirmé à l'issue d'un entretien avec le président syrien Hafez El Assad que la Syrie souhaitait un règlement pacifique du conflit avec Israël.

M. Genscher a ajouté que le chef de l'Etat syrien avait exposé les possibilités d'une solution pacifique (dans la région), « un point de vue presque partagé par la CEE, ce qui est très intéressant pour les rapports entre l'Europe et le Proche-Orient ». Selon l'agence syrienne SANA, le président Assad a réaffirmé lors de l'entretien, le souci de son pays « d'agir en faveur d'une paix juste et globale dans la région basée sur les résolutions de l'ONU, dont la résolution 338, qui préconise la tenue d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient, le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés (en 1967) et la réalisation des droits constants du peuple palestinien ».

M. Genscher a affirmé que « la Syrie joue un rôle important, stable et constant dans la coalition qui doit se poursuivre après la guerre, notamment en ce qui concerne le (nouveau) ordre politique, économique et de sécurité dans la région ».

Il a enfin confirmé la création d'une commission mixte coprésidée par les chefs des diplomates des deux pays. Celle-ci tiendra sa première réunion au cours du premier semestre 1991. Il a réitéré que l'Allo-

magne va octroyer une aide financière de 100 millions de DM à la Syrie. M. Genscher, qui était venu à Damas pour Amman, dernière étape de sa tournée dans la région.

Scepticisme à Jérusalem

Réagissant aux propos de M. Genscher, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a bien entendu, accueilli favorablement l'idée d'ouvrir des discussions de paix avec la Syrie tout en émettant des doutes sur la volonté de Damas d'engager de tels contacts. Saluant cette « bonne nouvelle », M. Arens a ajouté : « Nous sommes prêts à parler de paix avec les Syriens. N'importe quand, n'importe où, sans conditions préalables (...) Mais une telle rencontre serait vraiment une très bonne surprise car les Syriens ont constamment adopté une attitude hostile à l'égard d'Israël ».

Même scepticisme chez M. Shimon Pérès, le chef de l'opposition travailliste en Israël. Une éventuelle reconnaissance par Damas du droit à l'existence d'Israël serait évidemment, a déclaré M. Pérès, une « bonne nouvelle » qui traduirait un « changement » de la part de la Syrie. Il a cependant mis en doute la volonté de modération syrienne : « Si l'on en venait à des négociations de paix, a souligné M. Pérès, il ne faudrait pas que les Syriens deviennent les agents des Palestiniens, car ils peuvent être dans certains cas encore plus extrêmes que les Palestiniens eux-mêmes. » — (AFP, Reuters.)

Le désert des Qataris

Officiers qataris, conseillers égyptiens, hommes de troupe saoudiens, yéménites, omanais... Ils attendent la prochaine bataille et ne cachent pas leur ennui

Frontière nord de l'Arabie saoudite de notre envoyé spécial

Assis sous leur tente ornée d'un simple tapis jeté à même le sable, trois officiers qataris tuent le temps en sirotant un thé bien chaud. Revenus du premier engagement guerrier de leur histoire, à Khafji, où l'armée qatarie a combattu au côté de l'armée et de la garde saoudiennes pour la reprise de la ville occupée par les soldats de Bagdad, ils sont de nouveau en attente et ne cachent pas leur ennui. Une vingtaine d'hommes gardent cette position en plein désert, entourée d'un mur de sable dans lequel sont embossés deux blindés dont seul le canon, tourné vers le nord, dépasse à l'extérieur.

Si les officiers sont bien qataris, les conseillers militaires sont égyptiens, et les hommes de troupe qui s'agitent à quelques centaines de mètres sont plutôt saoudiens, yéménites, omanais, palestiniens, autant de « mercenaires » qui constituent l'essentiel des effectifs militaires des armées des trois petits pays du Golfe, Bahrein, Qatar et les Emirats arabes unis. A Qatar — soixante mille autochtones pour un pays grand comme la Lozère — ils forment 80 % des six mille hommes de l'armée de terre et cette guerre, que leurs gouvernements respectifs n'approuvent pas toujours, n'est pour eux qu'un métier. La présence de ces étrangers éclaire une des inconnues de la bataille de Khafji, au cours de laquelle il avait été affirmé que le Qatar n'avait pas eu de pertes. S'il semble vrai qu'il n'y ait pas eu de victimes qataris, en revanche, assure-t-on de source sûre, deux ou trois Omanais combattant au sein de l'armée du Qatar ont été tués et leurs dépouilles ramenées à Doha.

Les redditions d'Irakiens

La « gloire », toutefois, pour l'armée qatarie, est venue avec cette bataille de Khafji à laquelle elle a été appelée par le haut commandement des forces conjointes. Trois jours d'affrontements qui, affirme le major Sultan, « ont été une très bonne expérience qui nous a permis de tirer d'utiles renseignements sur la façon de combattre des Irakiens ». Dans cette bataille de chars, les AMX-30 et les missiles antichars Milan et Hot — la France est le principal fournisseur d'armes du Qatar — ont fait merveille, assure le major Sultan, qui sourit encore à la pensée des chars irakiens détruits par sa batterie de Milan.

S'il s'affirme sincèrement désolé pour les pertes irakiennes, il justifie toutefois très vite cette guerre, sans laquelle « Saddam Hussein se serait emparé, au moins politique-

ment, de toute la région. Il a mal calculé. Il a cru que l'Arabie saoudite n'oserait pas, en raison de ses règles islamiques, faire appel à l'aide à l'étranger. Mais il n'y avait pas d'autre solution et il n'y a pas de honte à être allié, dans certaines situations, à l'Occident. Cela ne veut pas dire que nous soutenons toutes les positions de l'Amérique. Nous sommes contre elle sur la question palestinienne. Mais ici, nous avons des intérêts communs à défendre, et qui peut nous le reprocher ? »

A ce niveau, le Qatar est le seul pays du CCG (Conseil de coopération du Golfe : Arabie saoudite, Koweït, Bahrein, Qatar, Emirats arabes unis et Oman), si l'on exclut la présence des troupes du « Boudier de la péninsule » — force commune des pays du Golfe qui est basée depuis plusieurs années en Arabie saoudite, — à avoir envoyé des renforts chez le « grand frère » saoudien. « Nous sommes plus de mille sept cents », affirme le major Sultan. L'aviation qatarie, comme celle de Bahrein, participe aussi à la campagne aérienne allée et a effectué jusqu'à maintenant une trentaine de sorties.

A propos des prisonniers irakiens qui se sont rendus aux forces qataris à Khafji, le major Sultan, qui affirme leur avoir parlé, assure qu'ils ont tous un moral très bas et ne croient pas à cette guerre. « Mais, dit-il, ils ont peur de se rendre. Ils étaient contents de nous trouver car ils croyaient qu'il n'y avait que des étrangers, américains ou anglais, en face d'eux. Ils ne savaient pas que l'armée saoudienne ou la nôtre combattait aussi. » « C'est une question psychologique très importante, si on trouvait le moyen de leur faire voir que la seule façon de sauver leur vie était de se rendre, on n'aurait même plus besoin de se battre. »

Et les douze millions de tracts lancés par la coalition sur les premières lignes irakiennes pour encourager les désertions ? « Certains les avaient, dit-il, mais c'est propagande contre propagande ; difficile pour ces soldats d'acquiescer une certitude quand on leur martèle tous les jours qu'ils vont être tués par les alliés. D'autre part, poursuit-il, il faudrait faire une brèche dans leurs champs de mines pour leur faciliter la tâche, car la route de la reddition est très dangereuse. » Par petits nombres, certains continuent quand même de la franchir chaque jour, déclenchant d'ailleurs régulièrement des alertes dans les unités de première ligne qui se demandent, à chaque fois, s'il ne s'agit pas de nouveaux pièges irakiens.

Pour ces unités qataris déployées ici depuis plus de six mois, une seule chose compte désormais : la fin du cauchemar déclenché par Saddam Hussein le 2 août et le retour à la quiétude d'antan, avec le secret désir que cette mauvaise parenthèse se referme au plus vite.

F. Ch.

Un jouet qui fait fureur aux Etats-Unis : le modèle réduit du missile Patriot

Le premier modèle réduit volant du missile anti-missile américain Patriot est en train de faire la fortune de son fabricant, la firme Estes Industries de Penrose (Colorado). Le jouet conçu à l'échelle 1/10^e, en plastique et en bois, mesure 52,5 centimètres. Il est propulsé par un moteur à poudre, peut s'élever jusqu'à 200 mètres et ne coûte que 9,99 dollars. La grande supériorité du jouet sur l'original, outre son prix, réside dans le fait qu'il est réutilisable et redescend sur terre grâce à un

petit parachute logé dans son ogive. Le président d'Estes Industries, M. Bob Burbaker, affirme que le mini-Patriot s'achète dans tous les magasins des Etats-Unis et avoue avoir du mal à répondre à la demande.

Après les poupées-vaudou à l'effigie du président Saddam Hussein, sur lesquelles on peut s'acharner pour conjurer le mauvais sort, la guerre stimule décidément beaucoup des hommes d'affaires américains. — (AFP.)

هكذا من الالط

LA GUERRE DU GOLFE

Les tentatives de règlement du conflit

La reprise du dialogue entre Moscou et Bagdad relance les spéculations sur un cessez-le-feu

Comme le soulignait M. Roland Dumas mercredi 13 février, il n'y a rien dans les propos tenus par Saddam Hussein à l'émislaire soviétique Evgueni Primakov « qui permette de penser qu'il a changé sa position ». Le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Martin Fitzwater, a fait remarquer lui aussi que le communiqué irakien rendant compte des entretiens de mardi à Bagdad ne mentionnait aucunement l'éventualité d'une évacuation du Koweït et qu'il n'y a par conséquent « rien de nouveau ».

Ce préalable étant posé, les uns et les autres se sont cependant félicités que l'Irak ait décidé de poursuivre les discussions par l'envoi à Moscou du ministre des affaires étrangères, Tarek Aziz, qui devrait s'entretenir avec M. Gorbatchev lundi 18 février. « C'est une bonne chose », a dit le porte-parole de la Maison-Blanche, « tout ce qui peut ouvrir pour résultat un retrait irakien du Koweït est une bonne nouvelle ».

Les Occidentaux auraient évidemment mauvaise grâce à condamner à l'avance, même s'ils n'y croient pas vraiment, « l'ultime tentative » soviétique de mettre fin à la guerre, alors que M. Primakov, de retour à Moscou mercredi soir, se déclarait satisfait qu'« un processus ait été engagé » et affirmait que « des heures d'espoir lui permettaient d'envisager les choses de façon plus optimiste ». Mais par ailleurs, même si Saddam Hussein n'a pour l'instant donné aucun signe de fléchissement sur la question du Koweït, on ne peut plus totalement exclure, au moins comme hypothèse, qu'il en vienne à proposer un cessez-le-feu. La médiation des Soviétiques consisterait alors à formuler les conditions à partir desquelles il accepterait d'évacuer le Koweït.

L'URSS, qui a voté toutes les

résolutions de l'ONU sur l'évacuation du Koweït, restera inflexible sur ce point, comme l'ont rappelé mercredi plusieurs responsables dont M. Primakov et comme M. Roland Dumas en avait obtenu la veille l'assurance à Moscou. Elle cherche en revanche des arguments susceptibles d'amener le président irakien à s'y plier. Celui qu'évoquait mercredi le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vitali Tchoukine, n'y suffira pas : il proposait que la communauté internationale garantisse l'intégrité territoriale de l'Irak, ce qui n'est pas vraiment un élément nouveau dans le débat puisque cette intégrité n'est menacée par personne, ni par les Occidentaux ni par les voisins de l'Irak - Iran, Syrie, Turquie notamment - qui se sont clairement prononcés sur le sujet.

Soit l'URSS s'en tient là et cette dernière offensive diplomatique aura pour seul intérêt (intérieur et extérieur) de permettre à M. Gorbatchev de faire acte de présence dans la crise. Soit Moscou va plus loin, cherche réellement un résultat et espère faire céder l'Irak par des promesses d'une autre nature.

L'intérêt pour M. Gorbatchev de cette démarche diplomatique, même si elle est vouée à l'échec, est clair. Il s'agit à la fois de rentrer dans le jeu et de s'y faire une place pour l'après-guerre, de ne plus passer pour un simple allié consentant et muet de Washington, de restaurer quelques vieilles amitiés dans la région. Sur le plan intérieur, M. Gorbatchev, pressé par les conservateurs, ne peut faire moins que cette prise de distance par rapport aux Américains.

Mercédi encore, une brochette de généraux soviétiques parmi lesquels Boris Golichev, qui appartient au département politique du KGB, dénonçaient les bombardements des

forces alliées accusées de vouloir exterminer les civils irakiens et détruire un ancien allié de Moscou. N'hésitant pas devant les amalgames, certains comparant les raids alliés à ce qu'ils présentaient comme la persécution des soldats soviétiques par les indépendantistes balkans. D'autres tiraient des événements irakiens la conclusion que le Parti communiste doit absolument conserver le contrôle de l'armée, laquelle « protège le peuple ».

SAUVER SON PEUPLE DU MASSACRE

L'intérêt pour Saddam Hussein de se prêter au jeu diplomatique soviétique est en revanche moins évident, dès lors qu'on prend à la lettre ses déclarations obstinées selon lesquelles il ne renoncera jamais au Koweït et se battra jusqu'au bout. La reprise du dialogue avec Moscou, un peu comme la mise à l'abri de près de cent cinquante avions en Iran, semble émaner d'un homme qui se place dans la perspective de la survie de son régime et qui pourrait donc être moins jusqu'au-boutiste qu'il ne le proclame.

Cette résurgence de la diplomatie intervient au moment où l'Irak diffuse pour la première fois des images d'atrocités guerrières qu'il n'avait distillées jusque-là qu'avec parcimonie. On imagine l'effet que produiront sur les opinions publiques ainsi ébranlées, sur le monde arabe, sur des États membres de la coalition, sur l'ONU, l'annonce par Saddam Hussein qu'il serait prêt à se retirer du Koweït moyennant certaines conditions.

À ces cartes déjà en jeu d'autres occasions de le faire, notamment avant l'expiration de l'ultimatum des Nations unies. Mais avant le 15 janvier, il aurait eu l'air de faiblir

devant la menace des armes. Aujourd'hui, ou demain, il peut apparaître comme celui qui n'a pas craint de livrer bataille à la plus grande puissance du monde épuisée par quelques autres, et qui ne consent à déposer les armes que pour sauver son peuple du massacre.

En choisissant de passer par une médiation soviétique, Saddam Hussein se donnerait un relais au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et rétablirait quelque peu, même atténué, même en des termes moins antagonistes que par le passé, un jeu international bipolaire qui le sert. Ce ne sont là que spéculations auxquelles les dirigeants occidentaux ne croient pas. M. Bessmerthynk n'est pas le premier à émettre l'espoir que « le fond de la pensée de Saddam Hussein est un peu différent » de son intransigence verbale.

M. Michel Vauzelle rappelait mercredi que le président irakien lui avait donné, lorsqu'il l'avait rencontré, cette même impression d'ouverture qui n'avait débouché sur rien. Et selon le porte-parole du Quai d'Orsay, les dirigeants soviétiques eux-mêmes partageaient mardi à Moscou avec M. Dumas le sentiment que l'obstination de Saddam Hussein bloquerait toute possibilité d'issue pacifique.

Le regain de sympathie de Bagdad envers Moscou a en outre ses limites : Radio Bagdad, rendant compte des entretiens avec M. Primakov, n'ajoutait-elle pas mercredi que « l'Union soviétique partage la responsabilité juridique et morale des crimes commis par les États-Unis contre le peuple irakien ». Hypothèse faible donc que celle de la recherche d'un cessez-le-feu par Saddam Hussein, mais hypothèse quand même.

CLAIRE TRÉAN

Le Conseil de sécurité convoqué pour une réunion à huis clos

Pour la première fois depuis le début de la guerre du Golfe, le Conseil de sécurité devait se réunir jeudi matin 14 février. Cette réunion, bien que formelle, devait se tenir à huis clos, la presse n'ayant pas été autorisée à assister aux débats. Elle devait permettre à tous les pays membres des Nations unies d'exprimer leur opinion au sujet du conflit.

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

« La présence de la presse pourrait influencer ou changer la nature de notre réunion » : c'est le prétexte invoqué par le représentant britannique, Sir David Hannay, pour demander une réunion à huis clos du Conseil de sécurité. Point de vue partagé par l'ambassadeur américain, qui a aussi trouvé qu'il était dans l'intérêt des membres du Conseil de tenir un débat sur la guerre « loin des feux de la rampe ».

Neuf pays, dont la France, ont voté en faveur du huis clos quatre, dont la Chine, se sont abstenus ; Cuba et le Yémen ont voté contre. Pour la première fois depuis 1975 (voir encadré) les membres du Conseil participent donc à une réunion « officielle en privé ». Les cinq pays du Maghreb, qui avaient initialement demandé une réunion formelle sur la guerre, ont annoncé, par la voix de l'ambassadeur algérien, M. Bensid, qu'ils boycotteraient le débat : « Le Conseil ne parle plus d'une seule voix », a-t-il déclaré aux journalistes.

« Cette guerre est celle du monde entier... »

Avant le vote qui a eu lieu mercredi soir 13 février, Cuba et le Yémen avaient longuement tenté d'expliquer leur point de vue. « Pourquoi faut-il une séance privée pour parler de la guerre ? Qu'avons-nous à cacher et à qui ? », avait ainsi déclaré M. Al Ashtal, ambassadeur du Yémen, avant de poursuivre : « Il y a des destructions en masse en Irak. Pourquoi devons-nous garder le silence ? Quels sont les objectifs de cette guerre ? Je pose là une question légitime ».

Parlant du bombardement du bunker de Bagdad et des victimes civiles en Irak, M. Al Ashtal avait ajouté : « Ce qui s'est passé aujourd'hui a bouleversé la conscience de tous les êtres humains ». De son côté, M. Alarcón, ambassadeur de Cuba, qui s'était lui aussi prononcé pour une réunion publique, avait commenté : « Cette guerre n'est pas la propriété des quinze membres du Conseil, mais celle du monde entier. Ils ont le droit de savoir ce qui se passe au Conseil à ce sujet ».

L'ambassadeur soviétique, en revanche, a estimé qu'un débat ouvert serait peut-être « mal interprété à Bagdad » et pourrait aussi « compliquer les efforts soviétiques pour trouver une solution pacifique ». Pour sa part, M. Pickering, ambassadeur des États-Unis, qui, à l'exemple de la Grande-Bretagne et de plusieurs autres membres du Conseil, semblait surtout vouloir éviter que des désaccords publics entre membres du Conseil donnent à Bagdad l'impression que le consensus observé jusqu'ici à l'ONU perdait de sa fermeté, a demandé une fois de plus à l'Irak de se retirer du Koweït pour « arrêter cette guerre maintenant ».

Les récits et dépêches des envoyés spéciaux en Irak de toutes les grandes agences de presse internationales sont soumis à la censure préalable des autorités de Bagdad, qui « encadrent » les journalistes. D'autre part, les services de presse des armées alliées stationnées en Arabie saoudite contrôlent la plupart des reportages diffusés par les chaînes de télévision occidentales et exigent notamment que les lieux de tournage ne soient pas indiqués avec précision. La censure militaire préalable n'est pas appliquée en Égypte ni en Jordanie. En Israël, elle existe, mais les autorités n'exigent pas de voir les articles des journalistes avant leur transmission.

aujourd'hui ». Répondant aux critiques qui accusent son pays d'avoir outrepassé le mandat de l'ONU, M. Pickering a ajouté : « Nous ne voulons pas la destruction de l'Irak, et cette guerre n'a pas un but hégémonique. Elle n'est pas pour le pétrole, elle est pour la libération du Koweït ». Et M. Pickering a posé la question : « Quel serait l'objet d'un débat public puisque, de toutes façons, l'Irak n'a pas l'intention de se retirer du Koweït ? »

M. Pierre-Louis Blanc, l'ambassadeur français, devait intervenir à son tour pour expliquer qu'une réunion « officielle privée » est « un bon compromis entre ceux qui ne veulent pas une réunion du tout et ceux qui la veulent publique ». « À ce stade, le Conseil ne peut prendre aucune mesure concrète... L'obstination de l'Irak, dans son refus de se conformer aux résolutions du Conseil, n'ouvre pour l'instant aucune perspective », a-t-il conclu. Cette opinion n'est pas partagée par l'ambassadeur iranien, M. Kharrazi : « Nous sommes encouragés par les réactions récentes de l'Irak. C'est pour cela que nos efforts continueront ».

Enfin, de son côté, M. Al Anbari, l'ambassadeur d'Irak, qui semblait particulièrement nerveux, a déclaré aux journalistes : « Pour la première fois dans l'histoire de la diplomatie internationale, les Américains disent non au dialogue, non aux discussions, non aux négociations. Alors, qu'ils aillent au diable ! »

AFSANÉ BASSIR POUR

Trois précédents

Depuis sa création en 1945, le Conseil de sécurité s'est réuni à trois reprises en séance formelle à huis clos, dont une fois déjà sur la situation au Proche-Orient.

Cette formule permet au Conseil de faire participer tous les pays qui le souhaitent à ses travaux tout en en limitant la publicité. La décision du huis clos doit être prise à la majorité qualifiée de neuf votes positifs des quinze membres du Conseil.

Le 15 décembre 1973, le Conseil a utilisé cette formule à propos de la situation au Proche-Orient. Lors de cette séance, a été adoptée la résolution 344 qui exprime notamment l'espoir qu'une conférence sur la paix permette d'accélérer le processus de paix dans cette partie du monde. Cette séance s'est achevée par un très court communiqué.

Le 24 juillet 1974, le Conseil s'est réuni en séance formelle à huis clos pour discuter de la situation à Chypre. La réunion a donné lieu à un bref compte rendu.

Le 6 novembre 1976, le Conseil de sécurité a tenu une réunion dans les mêmes conditions à propos du Sahara occidental pour demander au roi du Maroc l'arrêt immédiat de la « marche verte » sur l'ancienne colonie espagnole. Là encore, un bref communiqué a rendu compte des travaux du Conseil. - (AFP)

Comment terminer la guerre ?

Suite de la première page

Certes, la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens, comme le disait Clausewitz, et les buts fixés à l'origine ne doivent pas être oubliés. Mais c'est un fait qu'une fois les opérations commencées deux autres buts s'y ajoutent : d'abord assurer la sécurité maximale des troupes amies qui sont engagées, ensuite mettre fin aux hostilités dans des conditions satisfaisantes. Le premier objectif signifie l'affaiblissement maximal de l'ennemi, et c'est ce qui se produit actuellement ; le second signifie, en clair, sa défaite ou son écrasement.

Ce n'est pas tout à fait ce que dit M. Bush, mais le principal problème du président américain est aujourd'hui beaucoup plus militaire que diplomatique. Les spéculations sur la « diplomatie de l'après-guerre » et les conférences internationales à venir, les efforts que déploient en ce sens l'Iran, l'URSS et divers autres pays moins engagés, tout cela est légitime mais quelque peu prématuré. Car tout dépendra du paysage qui émergera des décombres, et d'abord de la manière dont il sera mis fin à la guerre. Et sur ce point, personne, pas même M. Saddam Hussein, ne peut dire ce qui se passera.

Quatre scénarios

Sur l'évolution du conflit, Newsweek passe en revue, dans son dernier numéro, plusieurs scénarios que l'on peut regrouper et simplifier de la manière suivante :

1) La capitulation. M. Saddam Hussein rappelle ses troupes du Koweït, quitte à présenter ce retrait soit comme une « victoire », soit comme une concession à ses « amis » soviétiques, iraniens ou jordaniens. Il s'agit bien de la victoire face à l'ennemi, du seul geste qui entraînerait, de l'aveu de M. Bush, un arrêt des hostilités tout en laissant le dictateur irakien sur son trône avec ce qui reste de son armée. Or ce scénario, qui lui est le plus favorable, est en même temps le moins probable, compte tenu de l'obstination qu'on lui connaît et de ses derniers propos tenus en public. Ajoutons qu'il lui serait difficile de surmonter l'humiliation ressentie, d'autant que Washington insisterait sans doute pour maintenir les sanctions éco-

nomiques faute d'un désarmement, strictement contrôlé, de la puissance irakienne.

2) Le patsch ou la disparition physique de M. Saddam Hussein. C'est de loin la meilleure solution pour les membres les plus actifs de la coalition, et sans doute pour bien d'autres dirigeants, arabes ou non, qui tiennent des propos mesurés en public. Elle n'est pas exclue, même dans la phase actuelle, et ce pourrait être un des imprévus d'une guerre qui, jusqu'à maintenant, n'en a guère comporté. Toutefois, sans à envisager une périlleuse opération de commando qu'Israël, par exemple, entreprendrait à un stade ultérieur (ce pourrait être l'une des « représailles » annoncées par l'État juif après les tirs de Scud), personne ne peut y compter. Il reste que l'on devrait pouvoir s'entendre plus facilement avec de nouveaux dirigeants à Bagdad, quels qu'ils soient. Comme l'écrit Newsweek, « tout général qui pourrait succéder au dictateur ne sera pas pire que lui ».

3) Une victoire totale des alliés. C'est la solution la plus difficile à obtenir, et elle n'est pas, malgré ce qui a été dit plus haut quant aux buts « normaux » d'une guerre, la plus satisfaisante. Difficile, parce qu'on ne voit pas qui irait jusqu'à Bagdad pour liquider militairement et politiquement le régime irakien : les membres arabes de la coalition ont dit d'avance qu'ils ne voulaient pas s'en charger. Les Américains reculeront devant les pertes énormes d'une telle opération.

Peu satisfaisante aussi, car les conséquences pour l'Amérique d'un écrasement total de l'Irak seraient très négatives dans tout le monde arabe et ailleurs, sans parler des difficultés qu'il y aurait à gouverner un pays non seulement dévasté, mais privé de toute structure politique, exposé à la convoitise de ses puissants voisins et rivaux syrien, iranien et turc. Compte tenu de l'environnement politique et régional, on voit mal comment le schéma de la capitulation sans conditions imposée à l'Allemagne en 1945 serait applicable aujourd'hui.

4) L'« enlèvement victorieux » (pour la coalition) ou encore la « bunkerisation » réciprocque. En fait, c'est déjà un peu ce que l'on observe aujourd'hui, avec un dicta-



teur irakien qui s'affaiblit de jour en jour, mais maintenant en place son système de commandement et lance à la face du monde des imprécisions vengeresses. A terme, on pourrait aboutir à une situation encore plus paradoxale : le Koweït aurait été libéré par une offensive terrestre réussie, mais M. Saddam Hussein, retranché dans son bunker à Bagdad, continuerait de tenir bon, de harceler les forces alliées dans l'embrasement et ailleurs, de lancer quelques Scud sur Israël et l'Arabie saoudite, de mobiliser les « masses arabes », etc. Autrement dit, le « but de guerre » officiel (la libération du Koweït) aurait été atteint, mais ce ne serait pas la paix pour autant : il faudrait continuer les bombardements et mener des opérations « de poursuite » en Irak, faire subir aux forces coalisées des pertes sans doute réduites, mais illimitées dans le temps.

Le « spasme »

Ajoutons à cette hypothèse catastrophique un prolongement encore plus inquiétant : celle du « spasme », comportant un emploi meurtrier d'armes chimiques ou biologiques par les forces irakiennes résiduelles, et une contre-partie américaine - ou israélienne - à la mesure de l'événement. A la limite, et si la coalition vient à essayer, soit de ce fait, soit parce qu'il faut en venir à la conquête de Bagdad, des pertes jugées insupportables, l'on ne peut exclure tout à fait l'emploi d'armes nucléaires tactiques. Rappelons que la bombe

atomique a été larguée sur Hiroshima et Nagasaki, en 1945, à seule fin d'éviter les pertes en hommes qu'impliquait la conquête de l'archipel nippon : un million d'Américains, selon les estimations de l'époque.

La seule chose certaine est que les coalisés ne sont qu'au début d'un parcours encore inconnu. D'un côté, cette guerre est sans précédent par la violence de ses bombardements, six à sept fois plus intenses que ceux que le Vietnam a subis pendant près de dix ans (plus de 2 500 sorties d'avions par jour, contre 400 au maximum en Indochine) et par le contraste qui en résulte quant au nombre des victimes : sans doute plusieurs dizaines de milliers du côté irakien, mais moins de pertes américaines en un mois que pendant la pseudo-guerre de la Grenade en 1983. Mais d'autre part, elle est comme toutes les autres : bien plus facile à commencer qu'à terminer.

MICHEL TATU

La Banque Morgan dirige le lancement d'un emprunt de l'Arabie saoudite. La Banque new-yorkaise J. P. Morgan dirigera un emprunt bancaire syndiqué de 3,5 milliards de dollars au profit de l'Arabie saoudite (le Monde du 14 février). Ce premier emprunt important de l'Arabie saoudite, d'une durée de trois ans, devrait être assorti d'un taux d'intérêt de 0,5 point au-dessus du taux de référence Libor.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

LES INTÉGRISMES ET LES FEMMES

Envoyer 80 F (porté à 2,50 F en chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant la destination demandée ou 150 F pour l'abonnement annuel (50 % d'avance), qu'écrit deux à l'envoi gratuit de ce numéro

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions du conflit

La Fraction armée rouge revendique un attentat à l'arme automatique contre l'ambassade des Etats-Unis à Bonn

Un attentat revendiqué par la Fraction armée rouge a été commis, mercredi 13 janvier à Bonn, en Allemagne, contre l'ambassade américaine. Plusieurs trains acheminant du matériel militaire américain dans le Golfe ont été momentanément bloqués par des pacifistes en Autriche et en Italie.

Un attentat à l'arme automatique a été commis mercredi 13 janvier, en fin de journée, contre l'ambassade des Etats-Unis à Bonn. Des coups de feu ont été tirés de la ville de Koenigswinter, située sur la rive droite du Rhin, en direction du bâtiment, construit, lui, dans le quartier de Bad-Godesberg, sur la rive gauche du fleuve. La police allemande a relevé quinze impacts de balles sur le mur.

Les enquêteurs ont retrouvé dans une maison située sur la rive gauche

du Rhin une lettre frappée de l'insigne de la Fraction armée rouge (RAF), une étoile rouge à cinq branches barrée d'un pistolet mitrailleur. Selon le porte-parole du parquet fédéral de Karlsruhe, M. Hans-Jürgen Forster, cette lettre, jugée « authentique », établit un lien entre l'attentat et la guerre du Golfe. Depuis le début des hostilités contre l'Irak, l'ambassade des Etats-Unis avait été placée sous surveillance renforcée. Cependant, aucune mesure particulière n'avait été prise sur la rive droite du Rhin.

En Grèce, deux bombes de forte puissance ont détruit, dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 janvier, deux voitures, l'une à Athènes, l'autre à Amblopiki, au nord de la capitale : la première appartenait au censeur du lycée franco-hellénique, M. André Rollin, la seconde à un homme d'affaires grec sans doute visé en raison de la marque américaine de sa voiture.

Selon les enquêteurs, les engins explosifs sont semblables à ceux qui ont été utilisés ces derniers jours contre une succursale de la banque américaine Citibank, la voiture d'un attaché culturel français et celle d'une secrétaire de l'ambassade de France. L'attentat, qui n'a pas fait de blessés, n'avait pas été revendiqué jeudi 14 janvier, en fin de matinée, mais les enquêteurs soupçonnent le Groupe du 17 novembre, un mouvement d'extrême gauche qui a déjà revendiqué plusieurs attentats depuis le début de la guerre.

Un étudiant allemand et un marin italien poignardés

Enfin, un ressortissant allemand a été poignardé mercredi soir à Amman, en Jordanie, par un homme qui a affirmé avoir voulu « venger la nation arabe ». Grièvement blessé, l'étudiant allemand a été transporté dans une unité de soins intensifs de la capitale jordanienne.

Au même moment, à Dubaï, un marin italien était tué à coups de poignard. Le militaire faisait partie de l'équipage de l'un des bâtiments patrouillant dans le Golfe. L'ambassade italienne a déclaré ignorer les causes de cet attentat.

Des interceptions de trains acheminant du matériel militaire américain dans le Golfe ont également eu lieu dans la journée de mercredi : en Autriche, pour la deuxième journée consécutive, des pacifistes ont bloqué un convoi ferroviaire de chars destinés au Golfe près d'Innsbruck, au Tyrol, et en Italie, une cinquantaine de militants opposés à la guerre ont arrêté deux trains de matériel militaire près de Vérone et de Bolzano. Ce matériel, essentiellement des chars, devait être chargé sur des bateaux dans le port de Brindisi, au sud de l'Italie. Enfin, jeudi matin 14 février, une bombe de faible puissance a explosé sans faire de victimes au passage d'un train de marchandises au sud de Francfort.

Radio-Monte-Carlo Moyen-Orient victime des ambitions médiatiques de l'Arabie saoudite

Radio-Monte-Carlo Moyen-Orient (RMC-MO) est-elle une station sous influence ? Depuis le début de la guerre du Golfe, la filiale de la SOFIRAD et de RMC fait l'objet d'une polémique nourrie par certaines ambassades et relayée par une revue, *Al-Douwalla*, qui l'accuse de faire la part trop belle à l'Irak. La polémique touche aussi le service arabe de l'Agence France-Presse. Certains observateurs estiment qu'elle aurait pour but d'intimider l'agence et la radio françaises et de déstabiliser indirectement RMC-MO. Une voie royale s'ouvrirait à l'Arabie saoudite décidée à reconstituer après-guerre un pôle médiatique dans la région du Golfe.

Très populaire dans la région arabo-persique où elle est écoutée par le personnel politique et diplomatique comme par les taxis et les commerçants, RMC-MO est peu connue en France. Appelée également SOMERA, la radio a été créée en 1970 pour accompagner la politique arabe de la France. Elle dispose d'un émetteur à Chypre qui lui permet de toucher en moyenne trois millions d'auditeurs au Proche-Orient. Ses seize heures d'émission quotidienne en français et en arabe, ses bulletins et son réseau de correspondants présents dans toutes les grandes capitales arabes, en ont fait la station arabo-persique la plus écoutée dans cette partie du bassin méditerranéen. Mais sa couverture de la guerre du Golfe en a fait la cible des ministères et ambassades de certains pays arabes. A l'origine, des critiques mêlent quelle personnelle et présumées idéologiques. Une polémique éclate avec la parution dans la revue *Al-Douwalla* du 25 janvier d'un éditorial signé par son propriétaire et rédacteur en chef, M. Antoine Naufal. Ce dernier, après avoir été un proche de l'ambassadeur d'Irak à Paris — au point qu'il fut son partenaire habituel au tennis — serait dorénavant, selon des sources concordantes, très lié aux Saoudiens. Or M. Naufal a cumulé jusqu'en 1989 la direction de l'information et des programmes de RMC-MO avec d'être licencié par le nouveau directeur général de la radio, M. Jacques Taquet, pour avoir enfreint, selon ce dernier, les règles du jeu commercial de la station. Des accusations que le propriétaire d'*Al-Douwalla* dément avec véhémence.

Chasse aux sorcières

Dans son article, M. Naufal met à la fois en cause l'Agence France-Presse (AFP) et RMC-MO. Ainsi, il accuse un journaliste de l'AFP d'avoir intempestivement annoncé l'arrêt de sa revue et écrit que « l'AFP va être prise, comme nous l'avons appris de source gouvernementale, de revoir son service arabe de langue arabe et de procéder à une épuration des éléments ayant de multiples allégeances ». L'éditorialiste ajoute que « l'épuration va englober d'autres médias français émettant vers le Proche-Orient en application des données nouvelles de la politique française dans la région ».

Le Syndicat national des journalistes de l'AFP et celui de RMC-MO ont condamné cette « chasse aux sorcières » et souligné que « l'auteur de l'article, pour le crédibiliser, prône l'épuration en se référant à des sources gouvernementales dont il ne précise pas l'identité ». Interrogé, la rédaction en chef de l'AFP indique « n'avoir jamais entendu parler de réforme de structure et encore moins d'épuration du service arabe » et note que, depuis le début du conflit, le traitement de la guerre du Golfe a fait gagner de nouveaux abonnés à l'agence. La présidence de l'AFP a adressé une lettre à M. Naufal, dans laquelle elle fait état de « la bassesse de l'attaque », se réservant le droit de le poursuivre, tandis que le journaliste incriminé par l'éditorial de *Al-Douwalla* a intenté un procès en diffamation. De son côté, M. Naufal conteste avoir utilisé le terme « d'épuration », et évoque le « résultat d'une mauvaise traduction ». Il explique qu'« il s'agit d'une affaire entre lui et l'AFP » et confie que la diffusion d'informations sur la suspension de sa revue l'aurait privé de recettes publicitaires. Enfin, il dément « avoir cité le nom de Radio Monte-Carlo Moyen-Orient », en indiquant « que ses dirigeants se sentent visés, ils le doivent à eux seuls ».

L'éditorial de *Al-Douwalla*, revue éditée à 43 000 exemplaires grâce à des subsides saoudiens et diffusée

surtout au Moyen-Orient, n'est que le couronnement d'une longue série d'intimidations à peine voilées émanant d'ambassades arabes à l'encontre de RMC-MO. L'ambassade d'Arabie saoudite à Paris, tout en soulignant l'importance du rôle de RMC-MO, lui a reproché à maintes reprises certains de ses correspondants jugés « pro-irakiens » ainsi que la diffusion d'une interview avec le ministre jordanien de l'Information ; un ministre égyptien a critiqué « les questions trop directes » d'un journaliste de RMC-MO, tandis que les autorités koweïtiennes se sont étonnées d'un « papier » sur l'opposition koweïtienne, etc. Mais les remarques et les plaintes viennent aussi du côté adverse : ainsi, le premier ministre jordanien a fait part au correspondant de RMC-MO à Amman du « mécontentement » jordanien dû à la « partialité » de la station.

Concurrence tous azimuts

« Nous sommes sur une crête délicate, nos auditeurs sont les premiers protagonistes de ce conflit », fait-on remarquer à la direction de RMC-MO. Ces plaintes provenant des deux versions nous rassurent sur l'équilibre que nous défendons. Mais en dépit des satisfactions attribuées par l'ambassade américaine au Caire, par une partie de la presse étrangère et par le Quai d'Orsay, RMC-MO continue à essuyer des critiques. Certains bulletins en arabe dérapent « involontairement » sur les chiffres des manifestations pro-irakiennes dans le Maghreb ou baptisent les alliés « d'alliance américano-islamique », signalent des auditeurs qui démentent cependant que RMC-MO soit « pro-irakienne ». Les critiques ne sont pas pourtant complètement dissuadées par la comptabilité rigoureuse des temps d'antenne accordés aux deux camps, qu'a établie la direction de la radio depuis le 15 janvier. Elles pourraient, à terme, déstabiliser RMC-MO et relancer une concurrence tous azimuts.

Aujourd'hui, la station française est concurrencée par la BBC et la Voix de l'Amérique (VOA), qui drainent environ 9 millions d'auditeurs et qui ont mis les bouchées doubles depuis le début du conflit. La station britannique a affecté trois nouvelles fréquences à la diffusion de ses bulletins, et la VOA a bénéficié de 14 millions de dollars supplémentaires afin d'émettre vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Malgré ses efforts en matière d'informations et de correspondances et la création de messageries destinées aux otages de l'Irak en 1990 et aux militaires français depuis cette semaine, la station française juge son budget — 35 millions de francs dont 28 millions de subvention du Quai d'Orsay, soit plus du double de celle d'avant 1989 — et ses équipements notoirement insuffisants pour résister à ses concurrents. Mardi 12 février, le directeur de RMC-MO est allé plaider la cause de la station devant le CSA et lui exposer l'importance de cette présence française dans la région du Golfe.

Car derrière la concurrence des stations anglo-saxonnes, se profile le projet de l'Arabie saoudite de constituer un pôle médiatique destiné à prendre le leadership après-guerre. Plusieurs journaux, dont l'influent journal libanais *Al Hayat*, édité à Londres, ou *Al Charyq Al Awsal*, ont bénéficié de dotations du gouvernement saoudien et sont entrés dans son orbite comme c'est le cas des périodiques *Al Watan-Al-Arabi*, *Al-Douwalla* ou *Al Yom-Al-Sabih*.

Sur le plan audiovisuel, l'Arabie saoudite dispose déjà de Radio-Orient. Créée sous l'impulsion de l'homme d'affaires libano-saoudien Rafic Hariri et de sa Fondation, elle émet à la fois au Liban avant de toucher d'autres pays du Moyen-Orient mais diffuse déjà à Paris et bientôt à Lyon. De plus le royaume s'est assuré l'exclusivité de la diffusion du programme arabe de la BBC aux Etats-Unis et notamment dans la région de Detroit, qui abrite une forte communauté arabe. En revanche, le projet d'émission de RMC-MO sur le continent américain est toujours bloqué par les autorités américaines. Enfin, la fondation Hariri a fondé un centre de documentation à Paris et envisage la création d'une télévision en arabe qui pourrait émettre sur l'Europe et le Moyen-Orient. « Nous nous acheminons, après-guerre, vers un redéploiement médiatique dans la région arabo-persique et réduire à la portion congrue le rôle des stations occidentales, dont celle de RMC-MO ».

YVES-MARIE LABÉ

Echec d'une manifestation pacifiste à Paris

Un petit millier de personnes (six cents, selon la police) ont participé, mercredi 13 février, place de la République à Paris, à un rassemblement contre la guerre du Golfe. Formellement, cette manifestation avait été lancée par M. Denis Langlois, animateur de l'appel des 75, mais, pratiquement, l'essentiel des troupes présentes était composé de militants lambertistes du Parti communiste internationaliste (PCI), organisation trotskiste dirigée par M. Pierre Bousso-Lambert. Composée de poids des « 75 », le PCI était absent du rassemblement, comme de nombreuses autres organisations qui sont parties prenantes de cet appel.

Une banderole du MPPT (Mouvement pour un parti des travailleurs), sigle également utilisé par le PCI, côtoyait une banderole du Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), une autre signée Lutte de classe ML (marxisme-léninisme) et une dernière de l'AREV (Alternative rouge et verte), dont l'un des responsables remarqua qu'« une manifestation apparaît comme un soutien à un dictateur ne peut entraîner une grosse mobilisation ».

Les manifestants ont scandé des slogans hostiles aux Américains et au président de la République, « Pas de Vietnam au Moyen-Orient, retrait des troupes de Mitterrand », « Halte au massacre du peuple irakien », « Halte aux massacres, halte aux bombardements, dehors les troupes de Bush et Mitterrand ». Les militants lambertistes ont ajouté une revendication qui donnait tout son sens à cette manifestation : « Mitterrand, Rocard, y'en a marre de la guerre, de la misère et du travail précaire ».

L'Humanité de mercredi n'avait pas dit un mot de cette manifestation et n'y a consacré, jeudi, que neuf lignes. Selon M. Langlois, cette absence des communistes n'était qu'un « malentendu ». Ne craignant ni les défis ni les paradoxes au moment où des dissensions tactiques apparaissent au sein des « 75 », il a appelé à « l'unité du mouvement pacifiste », en demandant au Forum pour une paix juste au Moyen-Orient et au comité Maintenant la paix, animés notamment par des Verts et SOS-Racisme, de s'associer à la campagne « un million de signatures contre la guerre » qui fera l'objet d'une manifestation, en direction de l'Elysée, le 16 mars.

O. E.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde SANS VISA

Le pape demande qu'on mette fin au « massacre de vies humaines »

Devant cinq mille pèlerins, qui assistaient à son audience générale hebdomadaire, Jean-Paul II a lancé un appel, mercredi 13 février, afin que « soient recherchées toutes les voies encore possibles pour mettre fin au massacre de vies humaines qui est en train d'être perpétré ». Le pape a demandé aux huit cents milliers de catholiques dans le monde de profiter du carême, période de pénitence et de prière, pour donner une contribution personnelle à la recherche de la paix.

En France, les appels à la paix de personnalités religieuses se multiplient. Deux évêques catholiques et un pasteur se sont adressés, mercredi 13 février, au gouvernement et aux parlementaires « pour que soit renforcée la réglementation concernant les exportations d'armes » et que s'ouvre un débat public qui prenne en compte les enjeux politiques, militaires, économiques et sociaux d'une limitation des ventes d'armes ». Dans leur communiqué commun, Mgr Jacques Delport, archevêque de Cambrai et président de la commission française Justice et Paix, Mgr Joseph Roca, évêque de Poitiers et président du mouvement Pax Christi, et le pasteur Michel Wagner, président de la commission sociale, économique et internationale de la Fédération protestante de France, ont fait remarquer que « les pays industrialisés ont armé le Moyen-Orient la poudre qui explose aujourd'hui ».

Même tonalité dans les propos tenus par Mgr Gérard Defois, archevêque de Sens-Auxerre, dans

l'hebdomadaire *la Vie* du 14 février. « Il est clair que même aberrant (...), constate Mgr Defois, que nos soldats peuvent être tués par nos propres armes. Ce qui montre combien une société peut courir à sa perte quand elle est régie uniquement, sur le plan international comme sur le plan national, par le profit et la concurrence sauvage ».

Une déclaration de l'Association pour le dialogue islamo-chrétien, Coprésidée par MM. Tedjini Haddam, recteur de la Mosquée de Paris, et Fernand Rouillon, ancien ambassadeur à Damas, l'Association pour le dialogue islamo-chrétien (ADIC), qui avait réuni deux cents personnalités chrétiennes et musulmanes à Strasbourg les 20 et 21 décembre dernier, a pris position, pour la première fois, dans le conflit du Golfe : « Rien ne sera gagné pour la paix, dit la déclaration, si les tensions qui sont à l'origine du conflit demeurent et si la communauté internationale échoue à imposer l'application coordonnée de l'ensemble des résolutions des Nations unies, seules sources du droit international depuis la signature de la Charte ».

« Il est donc du devoir des gouvernements concernés, conclut cette déclaration de l'ADIC, de tout mettre en œuvre pour arrêter immédiatement les combats et substituer la négociation à la guerre (...).

Une rencontre de SOS-Racisme

Le « je t'aime, moi non plus » des intellectuels juifs et arabes

Juifs et Arabes peuvent-ils dialoguer, sereinement et utilement, sur la guerre du Golfe et ses conséquences ? Le défi a été partiellement relevé par SOS-Racisme lors d'un meeting-débat, réunissant mercredi 13 février, dans le quartier de Belleville à Paris, des intellectuels des deux origines, devant quelque deux cents militants et sympathisants de l'association.

Ce dialogue, organisé par SOS-Racisme, a mis en évidence des terrains d'entente. D'abord une critique de l'emploi simplificateur dans les médias du terme de « communauté » qui, selon les orateurs, risque de faire passer au second plan l'appartenance des juifs et des Arabes à la communauté nationale.

L'écrivain Daniel Lindenberg s'est déclaré « allergique à l'enfermement dans une communauté », tandis qu'Adil Jazouli, sociologue, s'est défini comme « profondément anticomunitariste ». Alexandre Adler a dénoncé le piège qui consiste, pour la télévision, à présenter les retombées de la guerre du Golfe en France sous la forme d'un match caricatural entre des juifs « à chapeau et costume folklori-

ques » et des Arabes « choisis pour leur opinion extrémiste ». Une analyse encore partagée par Adil Jazouli, pour qui, en dépit de certaines déclarations, « la société française n'est pas au bord de la guerre civile ». Bien sûr, chacun constate des réactions de retrait. Des femmes maghrébines craignent de se rendre à leur cours d'alphabétisation et la peur s'est installée dans certaines cités.

Logiques de repli

Mais chacun des intellectuels réunis par SOS-Racisme a appelé à maintenir tous les ponts possibles, à refuser l'enfermement et la « tribalisme », plussie aussi bien, a rappelé Harim Dézir, « aucun citoyen n'a moins de légitimité qu'un autre à s'exprimer sur la guerre ». Adil Jazouli fait même l'hypothèse audacieuse que le conflit actuel, en obligeant les Arabes de France à faire des choix, peut favoriser leur intégration. « La population maghrébine, a-t-il insisté, a préféré l'intégration en France à des prises de position pan-arabes trop voyantes ».

Pourtant le débat a montré aussi à quel point la guerre du Golfe emportait chacun dans des

logiques de repli, auxquelles SOS-Racisme lui-même, déchiré entre partisans et adversaires de la guerre, n'échappe pas. En expliquant son soutien à l'intervention des alliés par son refus de laisser Saddam Hussein « jouer avec le sort du monde », le philosophe André Glucksmann s'est attiré les foudres de Maghrébins qui lui ont reproché d'oublier les victimes irakiennes et de mettre entre parenthèses la vie humaine.

Abdel Atassou, rédacteur en chef de *Radio Beur*, a proposé à ses interlocuteurs d'arrêter de jouer plus longtemps à ce « je t'aime, moi non plus », pour essayer d'avoir une parole commune sur les conflits du Proche-Orient : mais cette ambition est apparue démesurée. La guerre du Golfe réveille trop d'angoisses — les gaz nazis, la guerre d'Algérie, l'extrême droite — pour permettre, au moins pour le moment, autre chose que cette communion, anxieuse et brouillonne, entre des intellectuels de bonne volonté réunis par leur attachement à la France, leur refus de l'exclusion et leur volonté de poursuivre ce dialogue.

PHILIPPE BERNARD

هنا من أصل

1991 20 15 20

LA GUERRE DU GOLFE

Le débat politique en France

Le gouvernement estime utile l'activité diplomatique des parlementaires de l'opposition

M. Jacques Chirac a fait un aller et retour à Rabat comme M. Pierre Bernard-Reymond, CDS, député au Parlement européen. M. Philippe Séguin rentre de Tunis où l'avait précédé M. Pierre Méhaignerie. M. Alain Juppé (RPR) a croisé M. Bernard Stasi (CDS) à Alger. M. Jacques Barrot (CDS) a suivi

M. Jean Auroux (PS) au Caire, où pourrait aussi se rendre M. François Léotard. M. Michel Vauzelle, président socialiste de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, multiplie les déplacements. Comme lors de l'effondrement des régimes communistes, les parlementaires

français sont saisis par les démons de ce que le secrétaire général du RPR avait alors qualifié de « tourisme politique ». Aujourd'hui, tous transmettent le même message à leurs interlocuteurs. Ils apportent ainsi leur soutien à l'action diplomatique du gouverne-

ment.

ment.

La scène se passe le dimanche 10 février à la résidence de l'ambassadeur de France à Alger. Ancien conseiller diplomatique de M. François Mitterrand, le représentant du gouvernement, M. Jean Audibert, a invité à sa table deux dirigeants de l'opposition : M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, qui s'apprête à reprendre l'avion pour Paris; M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui arrive. Sans aucun effort les trois hommes sont parfaitement d'accord sur le discours à tenir à leurs interlocuteurs algériens : la France n'est pas en guerre avec le monde arabe, elle est l'alliée de pays arabes pour contraindre un dictateur à respecter la loi internationale et l'empêcher d'user de la force pour mettre la main sur un de ses voisins. Certains entendent deux fois en deux jours ce discours; d'autres n'y auront droit qu'une fois.

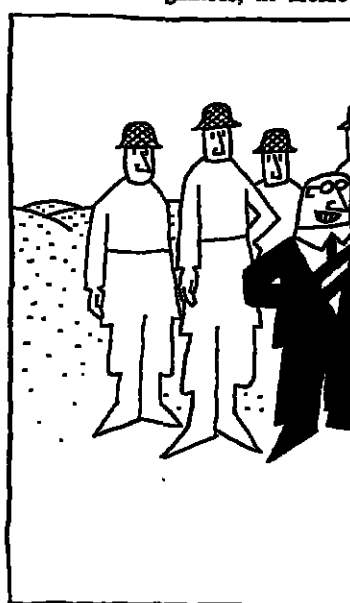
De semblables rencontres ont lieu en Tunisie, à Rabat, à Tunis, au Caire. L'approbation apportée par les principales forces politiques françaises aux positions du président de la République n'est pas que de pure forme, puisqu'elles envoient leurs principaux responsables les expliquer et les défendre à l'étranger. Certes, les préoccupations politiques ne sont pas absentes de telles démarches. Privés de débats de politique intérieure, dans l'impossibilité de se démarquer des choix militaires de ceux qui sont actuellement au pouvoir, les dirigeants de l'opposition n'ont guère que ce moyen pour montrer qu'ils continuent à exister et à agir.

« La France en tire profit »

Au RPR et au CDS, comme au PS, on est sincèrement inquiet de l'incompréhension de la position de la France manifestée par les pays du Maghreb, et chacun estime de son devoir de participer à sa nécessaire explication. Dans ces trois partis, on a en la même réaction, après le voyage de nombreux parlementaires français en Israël à l'invitation du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) : il ne faut pas laisser croire que les hommes politiques français se désintéressent du monde arabe, analyse partagée par le Quai d'Orsay qui n'a pas apprécié outre mesure ce déplacement massif en Israël, effectué en dehors des services officiels.

Un tel appui n'est pas dédaigné par ceux qui ont la charge officielle de la diplomatie française : le porte-parole du président de la République, M. Hubert Védrine reconnaît que « la France en tire profit ». L'un de ceux qui ont orga-

nisé le voyage d'un dirigeant de l'opposition remarque : « Vauzelle, Stasi, Chirac, Juppé : ils avaient tous le même message à transmettre. » Pour autant, ces différents voyages – en tout cas, ceux des membres de l'opposition – n'ont été en rien organisés, ni même



coordonnés par le gouvernement. Mais une fois que les dirigeants des partis ont décidé de les entreprendre, et dès lors que le ministère des affaires étrangères en a été averti – ce qui a été fait systématiquement – il s'est mis à la disposition des voyageurs pour en faciliter le bon déroulement.

La tradition républicaine le veut ainsi. En toutes circonstances les ambassadeurs ont conscience de réserver le meilleur accueil aux parlementaires en déplacement à l'étranger et de leur apporter toute l'aide qu'ils sollicitent. A l'état-major du RPR, on se plaît d'ailleurs à souligner l'efficacité et la courtoisie de cet accueil. Cette fois, simplement, cela a été fait d'autant plus de bon cœur que, comme on le remarque à Matignon « le message est convergent et qu'il peut être utile que les dirigeants des pays visités se rendent bien compte que la politique suivie relève d'un large consensus. La seule réserve, ajoutée-on, est qu'il ne faut pas que ce message soit brouillé, ce qui pourrait être le cas si ce consensus s'effritait ».

Pour l'heure, chacun joue parfaitement le jeu : tant M. François Léotard, ancien président du PR, que M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, reconnaissent la nécessité d'éviter « les initiatives brouillonnées ». Ainsi, avant de partir à Rabat, M. Jacques Chirac a

diplomatie française. Avant de s'envoler pour Tunis, M. Philippe Séguin a été reçu, à sa demande, par M. Roland Dumas, et avant d'envoyer les messages du CDS de l'autre côté de la Méditerranée, M. Pierre Méhaignerie a vérifié auprès du ministre des affaires étrangères que celui-ci n'y voyait pas d'inconvénient. Avant de gagner l'Égypte, M. Jacques Barrot a pris contact avec M. Jean-Louis Bianco qui, au début de la crise du Golfe, avait été envoyé au Caire par M. Mitterrand.

La présence des ambassadeurs

En échange, le Quai d'Orsay a fourni à ceux qui le souhaitent des dossiers d'information, et M. Pierre Bernard-Reymond, CDS, député au Parlement européen et ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères sous le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, a rencontré, avant de se rendre au Maroc, le directeur compétent du ministère. Si M. François Léotard ne sollicite pas, habituellement, de tels entretiens, c'est qu'il s'estime parfaitement informé par le ministre lui-même lors des travaux de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Le suivi au plus près de ces déplacements est surtout l'affaire

entretien, comme M. Audibert le fit avec M. Giscard d'Estaing et actuel porte-parole du groupe UDF de l'Assemblée nationale pour les affaires étrangères, semble bénéficier d'un traitement particulier. Cet homme qui connaît bien le Moyen-Orient, qui n'hésite jamais à se déplacer dans les pays troubles, constate qu'il n'a jamais reçu le moindre accusé de réception aux notes qu'il a adressées au Quai d'Orsay ou à l'Élysée après ses voyages. En revanche, à Matignon, on apprécie la courtoisie des rapports qu'il entretient avec les services du premier ministre et lui-même se félicite de l'intérêt des rencontres hebdomadaires entre M. Michel Rocard et les responsables des partis politiques. Aussi, quand il a été invité par le gouvernement israélien à passer trois jours à Tel-Aviv, c'est le cabinet du premier ministre qu'il a pré-

venu, et c'est par cet intermédiaire que l'ambassadeur de France a été averti. Rentré mardi 12 février d'Israël, M. Deniau est prêt à faire état de ses entretiens... si la demande lui en est faite.

Ce « tourisme » des responsables politiques français se déroule donc bien, pour l'instant, parce qu'il est plus diplomatique que médiatique. Mais la pression de tous ceux qui recherchent surtout une « photo » est forte. Nombreux sont les maires qui tentent de profiter du jumelage de leur ville avec une des cités d'un des pays concernés, ou qui souhaitent aller témoigner de leur solidarité avec les soldats habituellement en garnison chez eux et qui sont actuellement au front. Ces déplacements-là sont empêchés. Il est vrai qu'ils n'auraient pas grand-chose à voir avec la diplomatie.

THIERRY BRÉHIER

M. Juppé (RPR) pour une conférence régionale sous garantie de l'ONU

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, répondant aux réserves exprimées notamment par MM. Giscard d'Estaing et Pasqua à l'égard de la proposition de conférence régionale formulée par M. Chirac, nous a déclaré jeudi 14 février : « Toute idée nouvelle dérange. Il faut laisser le temps de la réflexion. M. Chirac et certains responsables du RPR, parmi lesquels je me range, constatent que la situation est bloquée pour l'après-

Désaccord entre M. Bérégovoy et une partie des socialistes sur les conséquences budgétaires

Le désaccord se confirme entre le gouvernement et une partie des socialistes sur le financement du surcroît de charges lié à la guerre du Golfe. M. Pierre Bérégovoy a confirmé son intention de procéder à des réductions de crédits, tandis que M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, se prononce pour le recours à la fiscalité, sous forme d'impôt supplémentaire ou d'emprunt obligataire.

Le bureau exécutif du Parti socialiste a entendu, mercredi 13 février, M. Bérégovoy, venu à la demande des dirigeants socialistes, expliquer les dépenses budgétaires annoncées le 11 février (le Monde des 13 et 14 février). Le ministre de l'économie, des finances et du budget a indiqué que cette réduction est inévitable parce que, vu le niveau des taux d'intérêt réels, une augmentation du déficit aurait un effet très lourd sur l'endettement et priverait le gouvernement de toute marge de manœuvre. Quant à recourir à la fiscalité, M. Bérégovoy estime qu'il ne peut en être question dans le contexte actuel.

De l'exposé du ministre, les membres du bureau exécutif ont retenu que le coût de la guerre ne représente qu'une partie limitée des charges supplémentaires auxquelles l'État doit faire face. M. Bérégovoy a mentionné, en effet, outre l'effet des taux d'intérêt élevés sur l'endettement, les moindres rentrées fiscales et l'augmentation du budget européen, le niveau du revenu minimum d'insertion (RMI) parmi les données qui nécessitent un ajustement des dépenses prévues dans la loi de finances adoptée à la fin de l'an dernier. Au total, selon lui, le montant des charges nouvelles se situera entre 12 et 20 milliards de francs, en fonction d'un taux de croissance de l'économie qui avait été évalué à 2,7 % et qui devrait, en fait, se rapprocher de 2 %.

M. Bérégovoy a justifié, par ailleurs, l'annonce de ces économies des maintenant par celle, il y a deux semaines, du relèvement des taux d'intérêt allemands. La France, estime-t-il, devrait donner sans tarder un signe démontrant sa volonté d'orthodoxie financière. Il a expliqué que le gouvernement n'a le choix qu'entre les mesures qu'il a exposées et ce que l'on avait appelé, en 1983, l'« autre politique » – dont M. Bérégovoy était, alors, partisan – c'est-à-dire la sortie du franc du système monétaire

européen. Une telle orientation n'est aujourd'hui envisagée par personne. Le ministre a admis, cependant, que le problème de la coopération économique européenne devra être posé. Il a également admis que les réductions de dépenses devraient s'accompagner d'un certain redéploiement destiné à soutenir la croissance, notamment au travers des entreprises publiques.

M. Strauss-Kahn : « Il n'y a plus de marge »

La déclaration de M. Bérégovoy n'a toutefois pas été suivie d'une véritable débat, celui-ci étant prévu pour la prochaine réunion du bureau exécutif du PS, le 20 février. Jeudi matin, sur RTL, M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a pris le contre-pied du ministre, en se prononçant pour un impôt ou un emprunt obligataire afin de financer les dépenses entraînées par la guerre du Golfe. Estimant qu'il n'y a « plus de marge » pour une nouvelle diminution des dépenses budgétaires, M. Strauss-Kahn ne trouverait « pas scandaleux qu'un effort spécifique fut demandé aux Français pour couvrir les dépenses de la guerre », même si, a-t-il observé, « faire payer n'est jamais populaire ». Il a rappelé que « le président de la République a défini des priorités (éducation, recherche, culture) ». « On voit mal que, a-t-il ajouté, que, sous prétexte qu'il y a des dépenses supplémentaires, on rogne sur les priorités de l'action gouvernementale ».

M. Strauss-Kahn souhaite que le gouvernement « discute avec le Parlement de la réorganisation budgétaire ». Or, devant la commission des finances du Sénat, mercredi après-midi, M. Bérégovoy a indiqué à propos d'un éventuel collectif budgétaire, que sa religion n'est pas faite, mais qu'un projet de loi de finances rectificative (un « collectif » budgétaire), soumis au Parlement, correspond, selon lui, à un changement de politique économique et monétaire, ce qui n'est pas l'hypothèse retenue aujourd'hui. M. Michel Rocard avait pourtant annoncé, le 11 février, que les réductions de dépenses envisagées seraient soumises à l'examen parlementaire, ce qui suppose la préparation et la discussion d'un « collectif ».

PATRICK JARREAU

Le président de la République bénéficie toujours d'une large confiance

Selon un sondage CSA (effectués les 11 et 12 février auprès de huit cent trois personnes et publié par le Parisien du 14 février), 69 % des personnes interrogées (contre 19 % qui sont d'un avis contraire) continuent à faire confiance à M. François Mitterrand, après un mois de guerre.

Une autre enquête (1) CSA, réalisée pour l'hebdomadaire *Politix* du 14 février, fait apparaître qu'une large majorité (56 %) estime qu'il faut « chercher immédiatement les possibilités d'une cessation du feu et l'ouverture d'une négociation sur l'ensemble des problèmes du Proche-Orient », alors que 36 % sont favorables à « la poursuite de la guerre jusqu'à l'évacuation du Koweït par l'Irak ».

(1) Sondage effectué du 7 au 9 janvier auprès de mille huit personnes.

M. Mitterrand a rendu visite au grand rabbin de France. – Le président François Mitterrand s'est rendu, lundi 11 février, au domicile du grand rabbin de France, M. Joseph Struk. Au cours du déjeuner, auquel participait M. Jean-Paul Elkann, président du Consistoire central, ils ont évoqué les problèmes de la crise au Proche-Orient et en particulier les relations entre la France et Israël. Selon un communiqué du Consistoire central, le grand rabbin Struk et M. Elkann ont reçu de la part de M. Mitterrand « l'assurance que la France n'avait pas la moindre intention de voir imposer des solutions qui soient contraires aux intérêts et à la sécurité de l'État d'Israël ».

Les députés regrettent de ne pas pouvoir visiter les troupes françaises

Privés, jusqu'à nouvel ordre, de session extraordinaire, les parlementaires se sont consolés, mercredi 13 février, en procédant à l'audition de deux ministres d'État, MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, ainsi que M. Pierre Joxe, ministre de la défense.

M. Joxe, en transit entre Washington et Ryad, a planché le premier, à l'Assemblée nationale, devant les membres de la commission de la défense nationale et des forces armées. A la veille de la nouvelle inspection du théâtre des opérations par le ministre et M. Rocard, les commissaires se sont plaints de ne pouvoir se rendre en Arabie saoudite pour rencontrer des délégués français. Pour des « raisons de sécurité », les autorités saoudiennes interdisent ces déplacements aux parlementaires français, britanniques et américains.

M. Dumas a pris le relais devant la commission des affaires étrangères, ouverte pour la première fois à l'ensemble des députés (1). Au lendemain de la visite à Moscou du ministre des affaires étrangères, c'est à l'attitude de l'Union soviétique et de ses dirigeants dans le conflit du Golfe que les députés ont paru por-

ter le plus d'intérêt. M. Dumas a indiqué que M. Mikhaïl Gorbatchev lui était apparu « très résolu, très déterminé dans la poursuite de son action ». « Une attitude, a-t-il souligné, qui contraste avec ce que l'on peut entendre dire, ici ou là, sur son affaiblissement ».

Le ministre a affirmé que, sur la guerre du Golfe, la politique de l'Union soviétique n'était « pas ambiguë, mais différente de celle de la France », parce que l'URSS ne participe pas aux opérations militaires. Son objectif, a-t-il dit, est le même que celui des alliés : l'évacuation sans condition du Koweït par l'Irak. Le matin même, devant le conseil des ministres, M. Dumas avait souligné le trouble provoqué par cette guerre sur les populations musulmanes de l'Union.

Le ministre a enfin évoqué la visite qu'il avait rendue, au terme de ses entretiens officiels, à son ancien collègue, M. Edouard Chevènement, « très ému », ce dernier lui a confié qu'il ne regrette pas d'avoir quitté son poste et qu'il se sentait « toujours solidaire de M. Gorbatchev, qu'il continue de voir régulièrement ».

Pendant ce temps, M. Joxe était entendu, au palais du Luxembourg, par les membres de la commission

des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, ouverte pour l'occasion aux présidents des groupes et des commissions, ainsi qu'aux rapporteurs spéciaux de la commission des finances. Les sénateurs ont chargé le ministre d'un message de soutien aux troupes françaises, adopté à l'unanimité, à l'exception des élus communistes qui continuent de demander le retrait des forces engagées dans le Golfe. M. Joxe a ensuite évoqué les pertes subies par l'armée irakienne, ainsi que la « mise à l'écart » des avions irakiens en Iran. Il a ajouté que si on les laissait repasser « ce serait un événement grave puisque l'Irak entrerait alors dans les hostilités ». Interrogé sur l'imminence du déclenchement de l'offensive terrestre, le ministre, laconique, s'est contenté d'indiquer qu'« il n'est pas très éloigné ».

G. P. ET J.-L. S.

(1) La commission de la défense de l'Assemblée nationale a inauguré cette formule de réunion élargie le 6 février, à l'occasion de la première audition de M. Joxe. Cette réunion avait rassemblé 285 députés (le Monde du 8 février). Ils étaient 155 pour entendre M. Dumas.

EUROPE

URSS : nouvelle démission dans le gouvernement Eltsine

M. Gorbatchev dénonce la « subversion » et l'« aventurisme » liés à l'économie de marché

Le « tournant à droite » en URSS a connu, mercredi 13 février, un nouvel inflexionnement, avec la démission de M. Guennadi Filchine, vice-premier ministre du gouvernement de Russie, qui a dénoncé un complot du Kremlin et du KGB pour discréditer Boris Eltsine et son programme de réformes.

Le même jour, M. Gorbatchev reprenait à son compte certaines des accusations portées la veille par son nouveau premier ministre, M. Valentin Pavlov, qui avait évoqué un complot antisoviétique de banques occidentales, mettant en émoi les libéraux et la communauté d'affaires à Moscou (le Monde du 14 février).

Réaffirmant la priorité à donner à « la loi et l'ordre », M. Gorbatchev a

dénoncé « les activités manifestement subversives de certaines forces qui ne soutiennent pas notre choix (...) et préconisent un changement de régime social ». « Nous devons montrer au peuple qu'il s'agit là d'une force destructrice », a-t-il dit, en annonçant que « passer à l'économie de marché tout d'un coup serait une aventure », que la période intermédiaire ne sera « pas très courte » et que, de toutes façons, « ceux qui pensent que l'économie de marché est la panacée contre tous les maux (...) se trompent ». En attendant, il a enjoint aux juges et procureurs auxquels il s'adressait de faire régner « la dictature de la loi », non sans dénoncer au passage l'économie de l'ombre « qui essaie d'acheter des journaux ».

« Montrer au peuple » la subversion menée par ses opposants est précisément ce que M. Pavlov avait tenté de faire en publiant une longue interview

dans l'organe des syndicats officiels, le quotidien *Troud*. Il y lançait de lourds sous-entendus sur la responsabilité des libéraux dans une « guerre financière » lancée par des « représentants occidentaux de l'économie de l'ombre », qui auraient pour but d'amener au pouvoir en URSS, « les partisans de privatisations précipitées » — assimilés dans leurs réactions à la collectivisation stalinienne... — afin d'acheter « le pays aux enchères pour rien du tout ». Son évocation d'un projet « d'inonder le pays de roubles » dénoncé à l'étranger était au centre de la démonstration et visait manifestement à détourner sur les libéraux le mécontentement populaire provoqué par sa récente réforme monétaire : l'échange des billets de 50 roubles et 100 roubles et le gel partiel des comptes d'épargne.

Le KGB enquête...

Toutes ces allusions visaient aussi à faire référence, dans l'esprit des lecteurs, à la campagne lancée par la presse communiste, fin janvier, sur une affaire, au demeurant assez fantaisiste, visant à impliquer M. Filchine. Un homme d'affaires britannique était alors foudroyé à l'aéroport de Moscou par le KGB, qui l'a « trouvé » porteur d'un contrat fabuleux prévoyant l'ouverture de lignes de crédit en dollars pour la vente en URSS de produits de consommation, les roubles récoltés devant être réinvestis sur place. Rien que de très légal, mais le problème était le montant des sommes en jeu : 7,5 milliards de dollars pour 140 milliards de roubles — et, pour le KGB, le taux utilisé,

proche de celui du marché noir. Ainsi que la réputation assez trouble de l'entreprise occidentale concernée, Dove International Trading. Le parquet d'URSS avait ouvert une enquête criminelle sur ce contrat en vertu de l'article 170 du code pénal de Russie, qui sanctionne les abus de pouvoir. L'enquête, avait alors annoncé le parquet, était menée par les organes du parquet et le KGB.

Le premier ministre de Russie, Ivan Silaev, déclarait mercredi dans les *Nouvelles de Moscou* que cette enquête « paraît surtout être faite dans la presse qui a décrié Filchine coupable ». M. Filchine avait en effet signé une lettre, saisie sur l'homme d'affaires, promettant « assistance » du gouvernement de Russie pour la mise en œuvre du contrat, passé avec une entreprise de l'Oural.

M. Filchine, pour sa part, a toujours déclaré qu'il avait prêté le gouvernement soviétique de ses projets. Dans des déclarations citées mercredi par l'agence Interfax, il explique sa démission par le fait qu'il lui était « devenu impossible de continuer à exercer ses fonctions de manière productive ». Le KGB examine sa correspondance, dit-il, et il doit « perdre trop de temps à fournir des explications et à faire des dépositions sur des questions et des problèmes artificiels ».

Sa démission fait suite à celle de plusieurs autres membres du gouvernement russe, notamment de ses meilleurs économistes — comme Boris

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : le procès de M^{me} Mandela

Les principaux témoins à charge refusent de déposer

Faute de déposition des témoins à charge, le procès de M^{me} Winnie Mandela a été ajourné jusqu'au 6 mars.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

« Si on peut enlever un témoin de l'accusation au cours d'un procès, je crois que le pire est à craindre » : c'est par ces quelques mots que M. Kenneth Kgase a commencé d'expliquer, mercredi 13 février, devant la Cour suprême, pourquoi il ne témoignerait pas contre M^{me} Winnie Mandela et ses coaccusés. Quelques instants après, l'autre témoin à charge, M. Barond Thabiso Mono, faisant état de ses craintes, annonçait à son tour qu'il ne témoignerait pas non plus.

« La vie est un bien précieux »

Les deux hommes étaient déjà cités, mardi, par l'accusation. Mais ils avaient refusé de comparaître (le Monde du 14 février), invoquant l'élément, dimanche, d'un troisième témoin, M. Gabriel Peto Meko. Les dépositions de ces trois hommes avaient conduit à la condamnation à mort de M. Jerry Richardson, le 8 août, accusé du meurtre du jeune Stompie Seipei. M. Richardson avait aussi été reconnu coupable d'avoir enlevé et agressé physiquement M^{me} Seipei Kgase, Mono et Meko. L'avocat de M^{me} Kgase et Mono, M. Paul Kennedy, a longuement plaidé pour ses clients la « juste excuse », par opposition à l'« excuse légale », invoquant « une peur objective justifiée ».

Interrogé par le procureur Jan Swaneepoel sur son « devoir civique de témoin », M. Kgase a répondu qu'il connaissait son « devoir », précisant toutefois : « La vie est un bien précieux, auquel je tiens ». M. Kgase a également déclaré qu'il n'avait jamais été protégé par l'Eglise méthodiste ou le Centre de recours légal depuis le procès de M. Jerry Richardson. « J'ai dû veiller sur moi », a-t-il dit, précisant qu'il n'avait jamais demandé la protection de la police.

M. Kgase et Mono, cités à témoigner « sous contrainte », risquent

d'être condamnés à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à deux ans, s'ils persistent dans leur refus de déposer. Le juge Stegmann a finalement tranché, jeudi matin : le procès a été ajourné jusqu'au 6 mars, pour donner le temps à la police de retrouver M. Meko. Le juge a précisé qu'il attendrait cette même date pour se prononcer sur le sort de M^{me} Kgase et Mono.

Le procureur Swaneepoel, de son côté, a reconnu que, sans ces témoignages de première importance, son dossier se vidait de sa substance, et que ce serait « une perte de temps » que de vouloir continuer la procédure en écoutant les témoignages indirects des spécialistes de la police scientifique. En revanche, l'avocat de Winnie Mandela, M. George Bizos, a manifesté le désir de voir la justice aller jusqu'au bout et d'entendre les autres témoins de l'accusation. Selon lui, quels que soient les éléments apportés par les experts de laboratoire de la police, sans témoins, les coaccusés ne peuvent être condamnés.

Il y a quelques jours *The Star*, le plus fort tirage de la presse sud-africaine, affirmait que M. Meko avait été enlevé de la résidence de l'Eglise méthodiste de Soweto par trois hommes, dont un cadre connu du Congrès national africain (ANC). Un autre quotidien, *The Citizen*, fait état, dans son édition de jeudi matin, d'un appel téléphonique de M. Meko qui se trouverait à Harare, au Zimbabwe. Selon *The Citizen*, il dément avoir été contraint de « disparaître » par l'ANC, et affirme qu'il est prêt à rencontrer le procureur Swaneepoel, là où ce dernier le souhaite, ailleurs qu'en Afrique du Sud.

L'agence sud-africaine Sapa a également reçu un coup de téléphone d'un homme prétendant être M. Meko, appelant de Harare où « il se sent en sécurité ». L'homme aurait précisé au journaliste de la Sapa que, en tant que « membre de la Ligue de la jeunesse de l'ANC », il ne pouvait pas se résoudre à témoigner, par crainte « de trahir [ses] camarades ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

LIBÉRIA : après treize mois de guerre civile

Les belligérants approuvent les modalités du cessez-le-feu

Après deux jours d'intenses négociations à Lomé, au Togo, les principales factions libériennes ont finalement signé, mercredi 13 février, un accord d'application du cessez-le-feu, censé mettre un terme à la guerre civile qui ravage le pays depuis plus de treize mois.

Cet accord prévoit le confinement des troupes, la tenue d'une conférence nationale le 15 mars, à l'issue de laquelle devrait être formé un nouveau gouvernement de transition, et, enfin, le désarmement des maquisards du Front national patriotique du Libéria (FNPL) de Charles Taylor, du Front national patriotique indépendant (FNPI) de Prince Johnson et des Forces armées nationales (FAN), composées du dernier carré des fidèles de l'ancien président Samuel Doe.

Les négociations étaient bloquées depuis novembre, date du premier accord de cessez-le-feu, aucun des belligérants ne s'accor-

dant sur ses modalités d'application (le Monde du 7 février). Le succès de la réunion de Lomé, organisée sous l'égide du comité de médiation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est-il le gage d'une « paix durable », comme l'a prédit, avec un bel optimisme, le représentant au Libéria de la CEDEAO ?

Si, sur le plan militaire, on peut espérer que les choses se calment, sur le plan politique, en revanche, les comptes sont loin d'être réglés. Le chef du FNPI, qui affirme compter dans ses rangs plusieurs milliers de partisans et contrôler la majeure partie du pays, a fait savoir, une fois signé le texte de cessez-le-feu, qu'il n'était pas d'accord avec tous les points du document, notamment celui qui stipule qu'aucun des chefs rebelles ne pourra être nommé président. — (AFP, Reuters)

EN BREF

ANGOLA : bombardement par erreur d'un village namibien. — Trois avions non identifiés ont largué, mercredi 13 février, 38 bombes sur le village de Bagani Bridge, dans le nord-est de la Namibie, blessant deux femmes et deux enfants, a annoncé la police namibienne. Les analystes militaires pensent qu'il s'agit d'une erreur et que les avions visaient une base des rebelles angolais de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), située dans le sud de l'Angola. — (AFP, Reuters)

BRÉSIL : 241 morts au carnaval de Rio-de-Janeiro. — Après quatre jours de festivités, le bilan des violences du carnaval de Rio-de-Janeiro s'élève à 241 morts, a annoncé, lundi 11 février, le journal *O Povo*. Des 120 personnes dont les cadavres ont été transportés à la morgue centrale pour autopsie, 70 avaient été tués par balles et 25 poignardés, 10 autres renversés par des voi-

tures et cinq s'étaient noyées. La plupart des autres victimes ont été retrouvées dans les faubourgs les plus pauvres de la ville. — (Reuters)

CHINE : libération de deux dissidents. — Deux dissidents emprisonnés après le « printemps de Pékin » ont été libérés à Shanghai après avoir « reconnu et confessé leurs crimes », a-t-on appris de source autorisée, jeudi 14 février, dans la capitale chinoise. M. Zhang Weiguo, chef du bureau de Pékin du journal réformiste *World Economic Herald*, était accusé d'avoir apposé des affiches antigouvernementales, et M. Yang Wei d'avoir incité les étudiants à la révolte. — (Reuters)

KENYA : l'ancien vice-président Oginga Odinga annonce la création d'un parti. — L'ancien vice-président du Kenya, M. Oginga Odinga, a annoncé, mercredi 13 février, à Nairobi, la création d'un parti politique, le Parti démocratique national (NDP), bravant ainsi la Constitution qui impose le monopartisme. — (AFP)

ASIE

AFGHANISTAN : deux ans après le retrait soviétique

Le régime de Kaboul a consolidé son assise

A l'issue d'un séjour de huit mois en Afghanistan, au cours duquel il s'est rendu à plusieurs reprises à Kaboul, M. Jacques Augustin, pseudonyme d'un agent d'une organisation internationale, nous a adressé le témoignage suivant.

Deux ans après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, le régime qu'elles y avaient laissé, avec à sa tête, le président Najibullah est toujours en place. Contrôlée, comme la plupart des grandes villes d'Afghanistan, par le gouvernement d'inspiration communiste, Kaboul est encerclée et pénétrée par les moudjahidines. Après d'ultimes offensives à répétition et un coup d'Etat raté, les roquettes continuent de s'abattre sur la capitale afghane, multipliant les victimes civiles, mais sans résultat, contre le régime. Celui-ci, après avoir résisté mieux que prévu, se consolide dans la durée en élargissant son assise.

Aucune issue militaire ne semble se profiler. L'opposition paraît incapable de progresser, et le gouvernement s'en tient militairement à la défensive. Les forces gouvernementales bénéficient, grâce à l'aide soviétique, d'une artillerie et de blindés qui permettent une résistance efficace face aux offensives désordonnées et quasiment sans armes lourdes de l'opposition. De plus, chaque action d'éclat des moudjahidines est aussitôt sanctionnée par des raids dévastateurs de l'aviation gouvernementale. Enfin, les soldats de Najibullah n'ont plus le sentiment d'être les auxiliaires de l'armée soviétique et défendent leur peau avec la bravoure reconnue des guerriers afghans.

L'offensive gouvernementale est tout entière dans la propagande. Avec ses appels incessants en faveur de la paix et de la réconciliation, le pouvoir de Kaboul reprend une méthode millénaire en Afghanistan : des offres de rachat aux commandants de la guérilla en échange de leur neutralité ou d'un passage à la

milice gouvernementale. Sur le terrain, les innombrables rivalités tribales et ethniques favorisent ces manœuvres auprès de chefs démotivés, recevant un soutien décroissant du Pakistan, où les dollars se font rares.

Crise de motivation

La crise de motivation des moudjahidines est profonde. L'envahis-

seur soviétique est parti. La fiction d'un prolongement de la « guerre sainte » chez les musulmans d'Asie centrale soviétique s'est effondrée. L'ultime argument d'un combat pour la religion s'effrite.

A Kaboul, les anciens exterminateurs de l'aristocratie religieuse ont opéré un revirement complet. Le Coran a été réplacé au centre du drapeau national. Les célébrations des fêtes religieuses sont autant d'occasions pour la propagande. Et,

durant le ramadan, pas un Kabouli ne fume dans la rue. Du côté moudjahidine, pour justifier l'attaque des villes, on brosse un portrait diabolique des mœurs des citadins. Mais les fantasmes de proximités et d'alcool à tous les coins de rue ne sont pas confirmés par les innombrables réseaux, entre la ville et la campagne, tissés par les non-combattants, vieillards et enfants. Les jeunes hommes isolés dans la montagne depuis parfois douze ans se mettent à rêver des grands bazars, du cinéma et d'autres choses encore tout en prétendant les combattre. Les bazars, longtemps favorables aux moudjahidines, ont maintenant peur de cette fougue sauvage qui s'abattraient sur eux si la ville était prise.

Le gouvernement, en gommant son discours doctrinaire, se réconcilie avec les commerçants qui n'aspirent qu'à la stabilité. Les déplacements d'hommes et de produits que le commerce impose dans ce pays morcelé sont peut-être le ferment de plus de compréhension entre les différentes parties. En hiver, on peut voir au bazar de Mazar-i Sharif, capitale du Nord, des oranges en provenance de Karachi. Dans les villages, on trouve sans difficulté des cigarettes japonaises sous licence gouvernementale, mais le riz et le pain atteignent des prix de disette quand ils ne manquent pas.

D'autres fléaux apparaissent, comme les crickets qui ravagent les maigres récoltes. L'eau manque, le pays s'enfonce dans une misère toujours plus grande. La guerre empêche la reconstruction. L'aide soviétique diminue : l'aide internationale reste, pour l'essentiel, bloquée par le conflit et l'insécurité. L'espoir abandonné la population afghane, dont un tiers n'a que le misérable statut de réfugié hors des frontières.

Aucun horizon paisible n'apparaît pour l'Afghanistan car il reste trop d'armes, et trop d'hommes qui ont vécu de la guerre pendant trop longtemps.

JACQUES AUGUSTIN

Les roquettes d'une guerre oubliée

Août 1990, 13 h 30, le ciel bleu pur semble immobile sur Kaboul. Un cerf-volant virevolte par-dessus les toits. A cette heure de chaleur, la petite rue poussiéreuse est calme. Au milieu, un jeune garçon devêlé se bobine de fil, le visage levé vers l'azur. Soudain, un hululement, puis une déflagration. La troisième roquette de la journée est tombée sur la ville. L'enfant n'a pas bougé. Le fil de son regard est toujours tendu vers son cerf-volant. Pour-être sait-il que tout est écrit et qu'il faut s'en remettre à la volonté d'Allah. Un autre jour, une roquette s'est abattue sur un autobus surchargé, ne laissant aucun survivant parmi les passagers. Quelques images sanglantes et insoutenables au journal gouvernemental télévisé du soir, par plus. A Kaboul, personne ne songe à un quelconque système moderne de protection, qui coûterait des millions de dollars que l'on n'a pas. Pour sauver quelques vies humaines, il suffirait de quelques poignées de riz en plus. Mais il n'y a pas assez d'argent pour cela.

La guerre est maintenant entrée dans les mœurs sans pour autant qu'on la vive mieux. A côté des handicaps, bras et jambes amputés, se sont développées les maladies nerveuses. Les missions ou roquettes utilisées proviennent de l'aide américaine aux moudjahidines. Autour de Kaboul, ce sont les islamistes radicaux du Hezbi-islami de Gulbuddin Hekmatyar.

Bientôt, les Mig de l'aviation gouvernementale s'envoleront pour un raid vengeur sur quelque village tenu par les rebelles. Une école coranique, où l'on croit savoir qu'un commandant moudjahid s'est réfugié, sera bombardée. Des enfants et des vieillards seront tués, d'autres blessés. Après quelques jours, une fille mourra, un éclat d'obus dans le dos. Personne ne la saura, la zone est trop reculée. Au mieux, les téléscripteurs d'une agence de presse crypteront pour annoncer un nouveau bilan des roquettes et des morts à Kaboul, capitale de l'Afghanistan. Ce n'est plus d'actualité.

J. Au.

هكذا من الراحل

POLITIQUE

Au conseil des ministres

Le gouvernement relance la lutte contre les inégalités sociales dans les DOM

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, a présenté, mercredi 13 février, au conseil des ministres, une communication précisant les orientations que le gouvernement se propose de suivre pour assurer aux populations des quatre départements d'outre-mer (Réunion, Guadeloupe, Martinique, Guyane) l'égalité sociale avec les habitants de la métropole (nos dernières éditions du 14 février). Le Parlement sera saisi, notamment, de deux projets de loi spécifiques au cours de la prochaine session ordinaire.

Le détail est significatif : M. François Mitterrand n'a pas commenté l'évolution de la guerre du Golfe, mercredi matin 13 février, devant le conseil des ministres, mais il a pris la parole pour justifier les mesures envisagées par M. Louis Le Pen afin d'en finir une fois pour toutes, si possible, avec les inégalités qui font aujourd'hui encore des anciennes colonies de l'océan Indien, des Antilles et d'Amérique du Sud des prototypes de la société à plusieurs vitesses dénoncée par tous les discours progressistes.

Cette intervention présidentielle n'est, en soi, pas surprenante. L'égalité sociale entre l'outre-mer et la métropole fait partie des objectifs précisés par M. Mitterrand dans sa

Lettre à tous les Français de la campagne électorale de 1988. Mais la communication du ministre des DOM-TOM méritait d'être encouragée. M. Le Pen, en la circonstance, ressassait en effet un rapport qui avait été beaucoup commenté, outre-mer, au moment de sa publication, il y a un an - le rapport de la commission Ripert, du nom de son président, l'ancien commissaire au Plan, - mais qui semblait voué aux oubliettes depuis un certain débat sans vote du 12 juin 1990 à l'Assemblée nationale. Ce jour-là, M. Le Pen était apparu fort isolé, bien qu'il fût resté très prudent devant les voies novatrices proposées par ledit rapport.

La double série de mesures exposées mercredi par le ministre des DOM-TOM, avec la bénédiction de M. Mitterrand et après un long travail d'approche en direction des élus et des syndicats locaux, annonce donc une nouvelle étape dans la lutte contre les inégalités sociales outre-mer. Pour supprimer les principales disparités, le gouvernement prévoit d'abord d'aboutir à l'égalité des prestations familiales et du SMIC entre la métropole et l'outre-mer au 1^{er} juillet 1995.

Le processus de l'alignement des allocations familiales sera entamé le 1^{er} juillet 1991 et se poursuivra par étapes semestrielles. Pour l'Etat, la charge financière s'établit, in fine, à 1 milliard de francs environ. Le projet de loi nécessaire sera prochainement déposé au Parlement. Le

régime des autres prestations familiales sera progressivement aligné sur le régime métropolitain.

Le rattrapage du SMIC (le montant du salaire minimum interprofessionnel de croissance est inférieur au niveau métropolitain de 16 % pour les deux départements antillais et de 20 % pour celui de la Réunion) donnera lieu à une première décision le 1^{er} janvier 1992 : à cette date, le SMIC applicable à la Réunion sera aligné sur celui applicable aux Antilles et en Guyane.

Une approche prudente

Le niveau métropolitain sera, ensuite, atteint partout par paliers négociés dans chacun des départements. En contrepartie, dans les entreprises, une « vigoureuse politique de formation professionnelle favorisée », selon le communiqué du conseil des ministres, l'obtention des gains de productivité nécessaires. Le gouvernement entend donc s'atteler à la modernisation du régime de la fiscalité directe. Son objectif est de supprimer, « au cours des dix prochaines années », les privilèges fiscaux dont bénéficient les personnes assujetties à l'impôt sur le revenu dans les DOM. Il s'agit de réduire progressivement le taux de réfaction spécifique de l'impôt sur le revenu et son plafond. Actuellement, le manque à gagner, pour l'Etat, est évalué à 540 millions de francs. La première étape de cette réforme sera inscrite dans le projet de loi de finances pour 1992.

Au nom du « rééquilibrage entre le secteur productif et le secteur public tertiaire » le gouvernement se dit également décidé à régler la question des privilèges salariaux des fonctionnaires en poste dans les DOM, maintes fois posée depuis quinze ans, jamais tranchée. Les négociations engagées avec les sept organisations syndicales représentatives ne se termineront que la semaine prochaine, à Paris, mais le ministre des DOM-TOM se montre d'ores et déjà certain que les intérêts admettent la nécessité de limiter, à l'avenir, les compléments de rémunération - les fameux « sursalaires de 40 % », - qui entretiennent une situation inégalitaire au détriment du secteur privé.

Le principe est retenu d'une réforme du régime des majorations de traitement, de l'indemnité d'éloignement, des congés bonifiés et (à la Réunion) des majorations de retraite des fonctionnaires. Un projet de loi sera déposé au Parlement au cours de la prochaine session. Mais la réforme ne s'appliquera qu'aux futurs fonctionnaires. « Le régime de rémunération des fonctionnaires en poste actuellement où la forme sera mise en œuvre sera maintenu. » Même si son contenu apparaît très en retrait par rapport aux propositions de la commission Ripert et confirme surtout que le gouvernement veut se garder de toute hardiesse, la mise en œuvre d'un tel dispositif se traduira assurément par une avancée sociale dans ces terres lointaines qui se sentent souvent mal aimées.

ALAIN ROLLAT

Un allongement des sessions parlementaires est à l'étude

Il est peu vraisemblable qu'une session extraordinaire du Parlement précède la session ordinaire qui s'ouvrira le mardi 2 avril. La probabilité est en revanche beaucoup plus forte que la session ordinaire qui s'achève constitutionnellement le 30 juin soit prolongée d'une session extraordinaire d'une quinzaine de jours.

Le 20 janvier, juste après le déclenchement de la guerre du Golfe, M. François Mitterrand avait indiqué que la session extraordinaire dont la convocation était envisagée pour le 28 janvier serait reportée d'un mois. A l'évidence, cette nouvelle date n'apparaît pas opportune : les sujets sur lesquels députés et sénateurs auraient été appelés à légiférer (statut de la Corse, réforme de la dotation globale de fonctionnement, administration territoriale de la République et recrutement des magistrats), sont susceptibles de provoquer des débats vifs.

En prendre le risque alors que la

phase terrestre de la guerre du Golfe s'engagerait, apparaîtrait malvenu. Si d'ici au 15 mars les hostilités étaient terminées, les parlementaires pourraient être convoqués. C'est ce qu'a expliqué M. Védrine, porte-parole de l'Elysée, mercredi 13 février : « En raison de la situation internationale, le président de la République a décidé, sur proposition du premier ministre, de différer la session extraordinaire. L'évolution de la situation commandera la date à laquelle cette session pourra être convoquée. »

Cette décision a été prise mercredi en fin de matinée au cours d'une réunion qui suivait le conseil des ministres et à laquelle participaient outre le chef de l'Etat et M. Michel Rocard, les ministres d'Etat, le ministre de l'Intérieur, le ministre chargé des relations avec le Parlement, ainsi que M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale et M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS (nos dernières éditions du

14 février). Ce conclavé a été aussi l'occasion d'un premier échange de vues à ce niveau sur les projets de M. Fabius en matière de rénovation du travail parlementaire. Le point principal abordé touche à l'allongement de la durée des sessions, ce qui nécessite une réforme constitutionnelle. M. Fabius a plaidé pour que l'ouverture des sessions de printemps et d'automne, soit avancée de quinze jours, et que leur clôture soient repoussée également de deux semaines.

Ainsi les parlementaires siègeraient deux mois de plus par an. Les séances ne seraient pas décalées que les mardi, mercredi et jeudi et pas la nuit. M. Mitterrand paraît sceptique sur les effets attendus de cet allongement. Le président de la République semble enclin à n'accepter que l'allongement d'un mois au total de la durée des sessions et ce par une avancée de l'ouverture des sessions ordinaires.

A. Ch.

Après l'élection sénatoriale de Paris

Le secrétaire général du CNJ sanctionné par le RPR

L'élection au Sénat, dimanche 10 février, de M. Camille Cabana, ancien ministre, membre du RPR (le Monde du 12 février), en remplacement de Raymond Bourgnon, décédé en novembre dernier, n'a pas mis fin aux rumeurs dans les rangs de la majorité du Conseil de Paris.

Au nom du groupe RPP (Rassemblement pour Paris), qui représente la majorité chiraquienne, M. Roger Romani a fait grief, mardi soir 12 février, au secrétaire général du CNJ (Centre national des indépendants et paysans), M. Jean-Antoine Giansily, conseiller de Paris depuis 1989, d'avoir favorisé et soutenu la candidature de M. Bernard Lepidi, qui a recueilli quatre-vingt-douze voix en se présentant sous l'étiquette du CNJ. M. Giansily s'est déclaré, jeudi 14 février, victime d'une sanction : « M. Romani considère que je me suis exclu moi-même du groupe RPP alors que je n'ai fait que défendre le candidat de ma propre formation. C'est un comble... »

Le secrétaire général du CNJ, qui a participé, depuis 1977, à toutes les campagnes électorales du RPR et qui ne souhaitait pas quitter le groupe RPP, nous a notamment indiqué : « Je suis frappé par l'engagement de l'appareil du RPR qui se comporte comme une forteresse assiégée et recourt à des méthodes marxistes-léninistes. C'est un comportement de diplomates. Le RPR, qui a déjà perdu son aile gauche avec Michel Noir et Michèle Barzach, se coupe maintenant de ses alliés de droite. Il s'enferme et cela n'est pas de bon augure pour l'opposition. »

L'affaire de Port-Fréjus

M. Espanol est maintenu en détention

Au terme du débat contradictoire qui a eu lieu, mercredi 13 février, dans le bureau de M. Philippe Guemas, juge d'instruction à Draguignan, M. René Espanol, le promoteur opposé au projet d'aménagement de Port-Fréjus, a été maintenu en détention. Il avait été arrêté, vendredi 8 février, à Saint-Raphaël, et placé sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur pour avoir violé une mesure de contrôle judiciaire dont il faisait l'objet depuis le 30 octobre. M. Espanol, déjà poursuivi pour destruction volontaire de biens immobiliers, a été inculpé, en outre, de détention d'armes de guerre et résistance à l'autorité judiciaire. A deux reprises, le 14 janvier, comme le jour de son arrestation, il avait menacé de « se faire sauter » avec une grenade dégonflée en s'opposant aux policiers venus l'interpeller. Il a décidé de faire appel de sa mise en détention devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence qui devrait statuer d'ici une quinzaine de jours. - (Corresp.)



LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

27, RUE JEAN-DOLENT, 75014 PARIS - 47-07-56-35
TÉLÉCOPIE : 45-35-23-20

PROCHE-ORIENT : APPEL AUX GOUVERNEMENTS ET AUX ONG

Depuis l'invasion du Koweït jusqu'au déclenchement de la guerre dans le Golfe, le Conseil de sécurité a voté de nombreuses résolutions, mais aucune autre instance de l'ONU n'a été saisie.

Persuadés que la guerre ne résoudra pas les problèmes au Proche-Orient, nous estimons qu'il est aujourd'hui urgent que l'Assemblée générale de l'ONU soit réunie. Il est essentiel en effet que l'ensemble de la communauté internationale soit mis en mesure d'agir pour mettre fin à la guerre et pour rechercher une paix durable fondée sur le respect du droit de tous les peuples de la région.

Nous demandons à tous les gouvernements et aux ONG accréditées à l'ONU d'intervenir immédiatement pour que l'Assemblée générale soit convoquée sans délai.

Nous appelons tous les citoyens et les associations à prendre des initiatives en ce sens.

Dès maintenant, nous demandons au gouvernement français de tout mettre en œuvre, dans l'esprit du plan de paix présenté le 15 janvier, pour que se tiennent enfin une ou plusieurs conférences internationales sur l'ensemble des problèmes du Proche et du Moyen-Orient et, en particulier, sur le problème israélo-palestinien.

L'espoir d'instaurer d'autres rapports internationaux ne pourra se réaliser que si l'on redonne aux peuples les moyens de leur dignité.

JOUFFA Yves, ANGLERAUD Daniel, ASTRE Louis, AUDUC Jean-Louis, BALIBAR Etienne, BAUDOUIN Patrick, BELORGEY Jean-Michel, BENASAYAG Miguel, BERT Franchise, BOSSEDORE René, BOUZIRI Salah, BRUNIERE KAUFFMANN Josée, RUHL René, CANTAL DUPART Michel, CHATAING Marc, CHOMBAT DE LAUWE Marie-Josée, CHOMBAT DE LAUWE Paul-Henri, CITRON Suzanne, COCHE Serge, COLOMBEL Jannette, COMTE Antoine, CORDEIRO Albano, COSTES André, DAUBIGNY Nicole, DAUM Albert, DAURIAC Yves, DE FELICE Jean-Jacques, DELARUE Bernard, DÉSIR Hélène, DEQUOIS Hélène, DUCHÈRE Christine, EL YAZAHY Dine, BOUZIAN Jacky, ETCHERELLI Claire, ETIENNE Bruno, FATOUX Françoise, FAURE Henri, FÉLLOUX Jean-Charles, FUREST Alain, GASPARD Françoise, HEROLD Monique, HUMBLLOT Henri, JACOB Francis, JACQUARD Albert, JEANSON André, KAHN Marcel-François, KAUFFMANN Jean-Paul, LANDER Daniel, LANGLOIS Bernard, LAURIN Yves, LECLERC Henri, LEMARCHAND André, LOCHAK Danièle, MAILLES Jean-Pierre, MAIN Bernard, MAMERE Noël, MANCERON Gilles, MARTIN Jean, MARK Alain, MASPERO Françoise, MAURY Jacques, MELLET Christine, MELGAR-ORRISCHINI Violette, MINET Gérard, MONCHARLON Alain, OTTAN Alain, OUCHIKHADI Mohamed, PARISS Guy, PERLIN Marc, PETIT Robert, PONTAUD Jacques, RAMIREZ Guy, REBERIOUX Madeleine, ROQUEITE Roger, SANGUINETTI Antoine, SAVY Nicole, SCHAUSS Marianne, SELIGMANN Françoise, TOULAT Pierre, TUBIANA Michel, VERDIER Robert, VIDAL-NAQUET Pierre, VIRARD Jean, VOVELLE Michel, VUILLAT Monique, WALLON Bernard, WERTOL DE WENDEN Catherine.

Contacts, correspondance, soutien financier
LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

VIOLENCE, CORRUPTION, RACKET, IMMOBILIER, TRAFIC DE DROGUE...

Jacques Derogy
Jean-Marie Pontaut

ENQUÊTE SUR LES RIPOUX DE LA CÔTE

de Marseille à Nice

Fayard

510 p.
140 F

L'autopsie de toute la région Provence-Côte d'Azur. Dans cette "enquête à bout portant" toutes les grandes affaires qui ont défrayé la chronique ces dernières années sont passées au crible : guerre des gangs, guerre des cliniques, affaire des armes du Liban, caisse noire du parti socialiste, affaire du Sporting Club de Toulon, affaire Canson, affaire des casinos...

Avec ses reconstitutions méthodiques et une fabuleuse galerie de portraits, ce lourd et brûlant dossier montre à quel point, "dans le Sud, la réalité dépasse presque toujours la fiction..."

Bruno Corty, Le Figaro

FAYARD

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Alors que l'OMS entend s'opposer au commerce d'organes humains.

Les trafics internationaux de reins se multiplient

Le quotidien *Die Welt* (daté 7 février) révèle qu'une agence de Brême propose depuis peu, moyennant une somme équivalant à plus de 400 000 francs, aux insuffisants rénaux allemands un voyage à Moscou, afin de bénéficier d'une greffe de rein. D'autres trafics du même ordre ont récemment été mis en évidence entre la Turquie et la Grande-Bretagne, mais aussi entre l'Inde et les Emirats arabes. Pour sa part, le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient d'adopter une série de principes s'opposant au commerce d'organes humains.

Si l'on en croit les propositions formulées par l'ONA Trading GmbH de Brême, reproduites par *Die Welt*, les citoyens allemands souffrant d'insuffisance rénale pourraient dorénavant bénéficier d'une transplantation rénale pratiquée en Union soviétique lorsque l'on n'est pas en mesure de leur proposer une telle transplantation dans leur pays. Selon les responsables de cette opération, l'agence de Brême pourrait assurer cent vingt transplantations par an.

On compte en Allemagne 7 000 insuffisants rénaux en attente d'une greffe de rein salvatrice. Avec l'agence de Brême, le délai ne serait que de trois mois, et le coût (voyage, intervention chirurgicale et hospitalisation) fixé à 120 000 marks soit

un peu plus de 400 000 francs. Cette offre a d'ores et déjà adressé des circulaires incitatives à des malades insuffisants rénaux, ainsi qu'à des médecins, expliquant notamment que la région moscovite connaît un excédent de reins implantables et laissant entendre que les reins destinés à être greffés proviennent de sujets vivants, moyennant finances. Cette affaire commence à soulever une certaine polémique outre-Rhin, différents observateurs notant que l'accord des autorités soviétiques trouvait en réalité son origine dans l'espérance d'une importation de devises allemandes.

La loi de l'offre et de la demande

Il y a quelques mois déjà, l'hémodialecte britannique *The Lancet* (daté 22 septembre) publiait une communication médicale révélant l'intensité du trafic entre les Emirats arabes unis et la ville de Bombay. Cette publication recensait ainsi 130 cas de patients (80 hommes et 50 femmes de six à soixante-quinze ans) insuffisants rénaux soignés dans les trois unités d'hémodialyse d'Abou-Dhabi, de Dubaï et de Mascate (Oman), qui avaient choisi d'aller se faire greffer un rein à Bombay. Huit de ces cent trente personnes devaient mourir dans les jours suivant l'intervention et vingt-quatre dans la première année, soit un taux de survie notablement inférieur à celui obtenu dans la plupart des pays industrialisés.

Déjà, en 1988, un industriel allemand avait annoncé la création d'une « bourse d'échange d'organes à

transplanter » (*le Monde* du 26 octobre 1988). Une initiative similaire avait été rendue publique en 1985. Il y a deux ans, le quotidien *l'Independent* révélait l'existence d'un trafic de reins humains entre la Turquie et la Grande-Bretagne, qui conduisit à la radiation à vie du docteur Rémy Crockett, néphrologue londonien très réputé et principal organisateur et bénéficiaire de ces « agences ». En octobre 1989, enfin, un trafiquant néerlandais faisait scandale en annonçant qu'il avait fourni pour 240 000 francs un rein prélevé chez une femme de trente-huit ans, l'organe étant ensuite greffé en France. Les faits n'ont toutefois jamais pu être prouvés (*le Monde* daté 15-16 octobre 1989).

Toutes ces affaires – sans parler de celles dénoncées en Amérique du Sud – ont suffisamment mobilisé l'attention à l'échelon international pour que l'Organisation mondiale de la santé décide – enfin – de formuler des directives sur ce thème. C'est ainsi que le conseil exécutif de cette organisation vient d'adopter une série de principes directeurs sur la transplantation des organes humains (voir l'encadré). Ces principes devraient être prochainement approuvés par la quarante-quatrième assemblée mondiale de la santé. Seront-ils suffisants pour mettre un terme à un tel trafic, scandaleux à tous égards ? Rien n'est moins sûr. « Le marché de reins qui se pratique à Bombay et sans doute bien ailleurs est constant mais opaque, résume la *Revue du praticien* (datée 4 février). Il suit la loi de l'offre et de la demande qui, toutes deux, répondent ici à une nécessité vitale : survivre à la misère pour le « vendeur » et à la « maladie » pour l'acheteur. Quelles que soient les oppositions morales, ces puissants motifs commerciaux laissent peu de chances à une prohibition pure et simple d'être efficace. Une solution pragmatique pourrait être de légaliser la vente d'organes pour la sortie de la clandestinité et permettre ainsi aux greffes d'être faites dans les meilleures conditions médicales possibles pour le donneur et le receveur. La vraie solution serait de tarir et l'offre et la demande en supprimant la misère et la maladie. Mais est-ce bien réalisable ? »

Le raisonnement eût sans doute été de voter la France des dispositions législatives permettant de pallier les multiples dangers de la commercialisation des parties du corps humain. Or, en dépit de ses multiples engagements, le pouvoir politique en place semble avant tout soucieux de repousser toujours plus avant le débat parlementaire. L'adoption d'un cadre législatif sur ce thème tout à fait essentiel.

JEAN-YVES NAU

SCIENCES

Le stockage des déchets nucléaires fera l'objet d'une loi

Le gouvernement présentera un projet de loi sur le stockage en profondeur des déchets radioactifs lors de la session parlementaire de printemps. Ce projet doit s'inspirer du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques publié en décembre dernier, a précisé M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, dans une communication devant le conseil des ministres, mercredi 13 février.

M. Roger Fauroux intervient au moment où le moratoire sur les travaux de recherche d'un site pour le stockage souterrain des déchets radioactifs (1), décidé le 9 février 1990, s'achève. Ce délai a été mis à profit pour consulter différentes autorités, ainsi que les élus et les associations, a précisé le ministre de l'Industrie, qui devrait s'appuyer sur les deux avis du collège de la prévention des risques majeurs et technologiques des 6 avril 1990 et 6 février 1991, et sur le rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques remis le 14 décembre dernier.

Ces documents, notamment le rapport de l'Office parlementaire rédigé par M. Christian Bataille, député (PS) du Nord (*le Monde* du 14 décembre 1990), préconisent une reprise des travaux de recherche, indispensables à « la cohérence et la sûreté de la filière nucléaire ». On peut donc considérer que, comme cela était prévisible, le moratoire, destiné avant tout à calmer les esprits dans les régions concernées, ne sera pas reconduit.

Mais les auteurs de ces études souhaitent aussi que les « méthodes administratives et autoritaires » soient remplacées par une politique de clarté et de transparence. Ils proposent, pour dépassionner le débat, de reprendre le problème à zéro, en partant des vingt-huit sites géologiques répertoriés en 1983, et non plus des quatre emplacements retenus en 1987 par le ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin. Ils préconisent, surtout, une transformation radicale de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) qui, selon eux, devrait couper tous ses liens avec le Commissariat à l'énergie atomique (dont elle dépend actuellement), pour devenir totalement autonome.

(1) Ce site est destiné aux déchets à vie longue faiblement et moyennement radioactifs (80 000 m³ cumulés en l'an 2000), ou fortement radioactifs (3 000 m³ en l'an 2000). Il se distingue des sites de stockage de surface de la Manche ou de Souillac (Aube) réservés aux déchets à vie courte (un million de m³ en l'an 2000), qui deviendront inoffensifs après 300 ans.

Un « contrat-compensation » à l'étude avec l'Indonésie

Arianespace pourrait « troquer » un lancement de satellite contre des matières premières

La société Arianespace serait prête à lancer le prochain satellite de télécommunications indonésien Palapa B-4 vers le milieu de l'année 1992 en échange d'un paiement en matières premières si le gouvernement indonésien avait des difficultés à financer cette coûteuse opération. « Nous acceptons un contrat-compensation couvrant la totalité du coût du lancement », a affirmé, jeudi 14 février, à Djakarta, M. Pierre Chodet, directeur commercial de la société. De son côté, M. Charles Bigot, nouveau PDG d'Arianespace, a déclaré au gouvernement indonésien qu'il était également prêt « à offrir un financement avantageux, tant en ce qui concerne les coûts que le montant des assurances » d'un tel lancement.

Contrairement à ce qui se passe dans d'autres secteurs de l'industrie, ce genre d'arrangement n'a guère cours dans le domaine spatial. Une seule fois, Arianespace a voulu passer un contrat de ce type avec un pays d'Amérique latine, mais l'affaire ne s'est pas faite. Cependant les difficultés budgétaires de certains Etats, contraints de faire appel aux technologies spatiales pour assurer leurs liaisons téléphoniques ou la retransmission d'émissions télévisées et de programmes éducatifs, pourraient les amener à signer d'autres contrats.

compensation de ce type. Et ce d'autant plus que la concurrence américaine et chinoise (1) sur le marché des lancements de satellites est vive.

Quoi qu'il en soit, il ne sera pas question pour Arianespace de changer de métier à cette occasion et de se transformer en vendeur de pétrole ou de denrées alimentaires. Si une telle opération, d'une valeur d'environ 60 à 70 millions de dollars, se concrétise, elle ne pourra se faire que par l'intermédiaire d'une troisième société, spécialisée dans la « matière première » proposée. Depuis près de vingt ans, ce genre de contrat est courant dans le secteur de l'armement où l'on a vu, par exemple, Dassault vendre des Mirage à la Grèce contre des avions de Corbière et des services touristiques. De la même façon Renault, comme Peugeot l'a fait avec d'autres, a échangé ses produits contre du café de Colombie et des denrées alimentaires exotiques. On laisse entendre qu'Arianespace pourrait agrémente son offre d'une promesse d'aider l'Indonésie à mettre en orbite ses propres microsatellites d'observation depuis la base guyanaise de Kourou.

(1) Une délégation chinoise s'est en effet rendue en Indonésie à la fin du mois de janvier.

La Maison Blanche encourage les investissements privés dans le secteur spatial

L'administration américaine a adopté, mardi 12 février, une nouvelle politique en matière spatiale qui vise à encourager le développement des investissements privés dans les techniques spatiales, afin de faire face à la concurrence internationale. Cinq domaines d'action ont été retenus par la Maison Blanche : les communications par satellites, les techniques de lancement de véhicules spatiaux, la collecte de données par satellites, le développement de nouveaux matériaux et les services liés aux opérations spatiales.

C'est la raison pour laquelle, le président George Bush, sur recommandation du Conseil national pour l'espace, a demandé aux agences fédérales travaillant dans le domaine spatial de faciliter le transfert au secteur privé des technologies développées par les laboratoires fédéraux. De même, les entreprises américaines qui se lanceraient dans cette voie devraient bénéficier d'une mise à disposition des infrastructures et autres services des agences gouvernementales, ainsi que d'un assouplissement des règlements fédéraux faisant obstacle à la privatisation des activités spatiales. Pour le président Bush, « un secteur commer-

cial spatial robuste peut créer de nouvelles technologies, des marchés, des emplois et autres bénéfices importants pour la nation » et permettre à l'Amérique de mieux résister sur certains marchés, comme celui des lancements de satellites, fortement dominé par l'Arianespace et bientôt contesté par les Soviétiques, les Chinois et les Japonais.

LE LIVRE D'AUJOURD'HUI
MARABOUT

Le guide du courrier facile

220 modèles de lettres pour tous et pour toutes les situations

Cherchez l'adresse

Publicité interdite

Selon les principes que l'Organisation mondiale de la santé voudrait voir approuvés, « les organes à transplanter doivent être prélevés de préférence sur le corps de personnes décédées. Les adultes vivants peuvent toutefois faire un don d'organes, mais, en général, il doit exister un lien génétique entre le donneur et le receveur. Des exceptions font valoir l'OMS sont possibles en cas de greffes de moelle osseuse ou d'autres tissus régénérables (...). Un organe peut être prélevé sur un donneur vivant adulte aux fins de transplantation si celui-ci y consent librement. Le donneur ne doit être soumis à aucune influence ou pression abusive et doit être suffisamment bien informé pour pouvoir comprendre et évaluer les risques, les avantages, et les

conséquences de son consentement. » Toujours selon l'OMS, « le corps humain et les parties de corps humain ne peuvent faire l'objet de transactions commerciales. En conséquence, il est interdit de donner ou de recevoir une contrepartie pécuniaire (ou toute autre compensation ou récompense) pour des organes. Il est interdit de faire de la publicité sur le besoin d'organes ou sur leur disponibilité en vue d'offrir ou de rechercher une rémunération pécuniaire ».

Enfin, « les médecins et les autres professionnels de la santé ne doivent participer à aucune des phases de transplantation d'organes s'ils ont des raisons de croire que les organes destinés à ces transplantations ont fait l'objet de transactions commerciales ».

Pour préserver l'œuvre de Jacques Lacan

Pendant plus de quarante ans, au travers de son enseignement oral et de ses nombreux écrits, le docteur J. Lacan produisit une œuvre monumentale, sans doute l'une des plus importantes de ce siècle. Son rayonnement en France comme à l'étranger a renouvelé l'intérêt pour la découverte freudienne qui, à certains égards, tombait en désuétude. Partout où ses travaux ont été diffusés, la psychanalyse a connu un essor sans précédent. De plus, bien au-delà de la spécificité freudienne, l'apport de cette œuvre aux domaines les plus divers de la pensée se montre irremplaçable.

Autant de motifs qui rendent indispensable et urgente la publication des *Séminaires* prononcés publiquement pendant plus de vingt-cinq ans par J. Lacan. Celui-ci l'avait souhaité, et il désigna à cet effet un légataire du droit moral. Toutefois, depuis maintenant bientôt dix ans, un seul volume du *Séminaire* a été publié, alors que dans les huit années précédentes cinq le furent. Seuls de courts fragments de l'œuvre ont été publiés en France et à l'étranger dans quelques revues partiales, auxquelles elles apportent ainsi une caution. De plus la diffusion photocopiée des *Séminaires* dactylographiés et non publiés est entravée par l'actuel légataire (procès contre l'association Siècrature, 1985). Et cela alors que J. Lacan avait permis, de son vivant, la divulgation de son œuvre sous cette forme. Enfin, selon le témoignage de nombreux proches du docteur Lacan, il existe une somme considérable de ses notes de travail et de textes écrits pour la préparation du *Séminaire*, documents dont on peut craindre la dispersion, voire la disparition.

Au rythme actuel, il faudrait cent cinquante ans pour assurer la publication des dix-huit *Séminaires* inédits, compte non tenu de la mise en ordre des notes de travail

et des écrits non publiés. Or il serait nécessaire que ces travaux soient effectués maintenant, tandis qu'il est à même de le faire, par le collectif de ceux qui furent effectivement les proches élèves de Lacan. C'est pourquoi il nous semble urgent :

1. Que l'ensemble des versions existantes du *Séminaire* soit déposé à la Bibliothèque nationale et que tous ceux qui le souhaitent puissent les consulter comme en prendre copie (ainsi que cela a déjà été obtenu en Argentine par décision judiciaire).
2. Qu'un inventaire complet des différentes notes de travail et écrits non publiés de J. Lacan soit dressé, et qu'une copie de ces textes soit également déposée à la Bibliothèque nationale pour le même usage.
3. Que la transcription de l'œuvre de J. Lacan soit confiée au collectif des associations professionnelles concernées, qui s'engagent à en assurer la publication régulière avec un appareil critique adéquat.

Il appartiendrait au ministre de la culture de faire en sorte que de telles mesures soient prises afin d'assurer ainsi, dans le calme et sans polémique, la publication correcte que mérite cette œuvre, de même que la mise à la disposition des chercheurs des documents utiles à leurs travaux.

Ce texte bénéficie déjà du soutien de plus de 350 cosignataires. Nous apprenons aujourd'hui la publication prochaine de deux *séminaires*, d'ailleurs annoncée depuis 1985. Tout laisse penser que notre action, commencée il y a plus de six mois, n'a pas compté pour rien dans cette publication. Combien de décennies pour la publication de l'œuvre de J. Lacan ?

Premiers signataires : AMATO A., ALERINI P., AUBRY Annie, AUDOUARD Xavier, AYMÉ Jean, AZOURI Chawki, BAILLY René, BARDET-GIRAUDON Christiane, BASQUIN M., BENADIBA M., BERGES J., BERNARD Jeanne, Dr BLAJAN-MARCUS Simone, BROSSARD Raphaël, DE CABARRUS Pierre, CALIGARIS Camille, CHALVETOT Diane, CHERNI Alice, CLAVREUL Jean, CONTE Claude, CUNY Alain, CZERNIAK M., DARMON M., DE LA ROBERTIE Louis, DALLOZ J.-C., Docteur DEMANGEAT Michel, DI AMBRA Raffaella, DIDIER Eric, DIDIER-WEILL Alain, DORQUEVILLE C., DOUMIT Elie, DRAZIEN Muriel, DUGNAT M., DUMÉZIL Claude, ELBAZ-DUPUIS Perla, EPSTEIN Danièle, ESPAZE Marguerite, FINZI Sergio, FRECOURT J.,

GARNIER Philippe, GORGES Albert, GRIMBERT Robert, GUATTARI Félix, GUIBÉ Michel, HADJADJ Gérard, HASOULI Jacques, HATZELD Marceline, HEBERARD Danièle, Dr HOUBALLAH Adnan-Adel, HOUEBINE Anne-Marie, Dr ISRAEL Lucien, JEANGIRARD Claude, LACAS Marie-Lise, LANDMAN Patrick, LANDMAN Claude, LAPLANCHE Jean, LAURU Didier, LANNONI Maud, MASSALOIX C., MELMAN Charles, MILLOT Odile, MILLOT Catherine, MONTREYAL Jérôme, MOSCOVITZ Jeanne, MOUCHONAT Jeanine, Docteur MULDWOLF Bernard, MULLER C., NACHT Marc, NAHON Claude, NAOURI Joseph, NASSIF Jacques, NATHAN-MURAT Frédéric, OURY Fernand, OURY Jean, Dr PENOT Bernard, PEPIN Nicole, Dr POSTEL Jacques, POMMIER

Gérard, PRÉLAVERRIÈRE Jean-Mathias, ROUX Simone, ROUY Colette, SCHNEIDER Christian, SCHNIDLER Regula, SECHERESSE Jean-Claude, SELS Nicole, SIMONNET Dominique, SZPIRKO Jean, VACQUIN M., VANIER Alain, ZOLTY Liliane.

Si vous souhaitez cosigner ce texte, écrivez à « Pour préserver l'œuvre de J. Lacan », 100, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

هنا من الأصل

JUSTICE

Simone Weber devant les assises de Meurthe-et-Moselle

La meuleuse rouge

Près d'un mois après l'ouverture de l'audience, la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle a examiné, pour la première fois, mercredi 13 février, la meuleuse à béton qui aurait, selon l'accusation, été utilisée par Simone Weber pour découper les membres de Bernard Hettler, disparu le 22 juin 1985.

NANCY

de notre envoyé spécial

Un murmure fébrile parcourt la salle. Le président Nicolas Pacaud vient de donner l'ordre d'amener la meuleuse saïée dans le coffre de la voiture. M^{me} Simone Weber. Avec des gestes lents, conscient de l'impudence du public, l'huissier ouvre un grand sac en plastique noir pour en sortir un lourd engin qu'il pose sur la table. C'est une meuleuse-tronçonneuse ordinaire, avec un carter rouge, d'un modèle très courant, utilisé dans le bâtiment ou en serrurerie et parfois par des bricoleurs avertis. Mais cet outil possède ici une valeur de symbole. L'utilisation criminelle de cette machine, soumise par l'accusation, fait surgir des images d'épouvante.

M. Daniel Weil, le directeur de l'entreprise qui a loué l'appareil à Simone Weber le 21 juin 1985, soit la veille de la disparition de Bernard Hettler, semble ravi d'avoir à témoigner. Très excité, il décrit son matériel : une meuleuse de marque Peries, d'une puissance de 2 000 watts, tournant à 80 tours/minute et capable d'accepter des disques abrasifs d'un diamètre de

230 millimètres. « Je vais vous apporter des précisions très intéressantes », annonce M. Weil en énumérant toutes les utilisations normales de l'engin. Et il raconte comment M^{me} Weber est venue lui dire le 28 juin 1985 que l'appareil lui avait été volé. « J'ai établi une facture de 1 735 F que madame a réglée sans aucune contestation », souligne le loueur, qui ajoute : « En vingt ans de carrière, je n'ai jamais vu une femme se servir de cette machine. »

La science impuissante

Dans son box, M^{me} Weber a pris un air grincheux : « Je n'aime pas cette façon qu'il a de dire les choses avec animosité. Je ne lui ai pas dit qu'on me l'avait volée de cette façon-là. Après, je me suis aperçue que cette meuleuse avait été mise dans un sac en plastique. Je ne m'en souviens pas. » En tout cas, Simone Weber ne s'est pas servie de cette meuleuse qui était destinée à enlever des bordures dans son jardin. Mais elle se souvient très bien que M. Hettler ne voulait pas qu'elle utilise la science, en lui disant : « Une meuleuse, c'est dangereux, c'est pas pour une femme... » M. Weil est bien de cet avis : il insiste en affirmant qu'une femme n'a pas la force physique pour enlever les disques qui peuvent se bloquer et, dans ce cas, « deux personnes ne sont pas de trop ».

Cette meuleuse ayant une profondeur de coupe de 45 millimètres, M. Henri-René Garaud demande au loueur si c'est l'outil le plus approprié pour couper de

gros objets. Comme M. Weil ne semble pas vouloir comprendre le sens réel de sa question, l'avocat de la défense se montre plus clair : « Si vous étiez consulté par un metteur en scène pour un film du genre « meurtre à la tronçonneuse », est-ce que vous lui conseilliez cet appareil ? ». Le loueur hésite, mais il admet : « En tant que professionnel, ce n'est pas le meilleur engin... » Et la défense fait remarquer que M^{me} Weber a loué la meuleuse à son nom en donnant son adresse avant de payer par chèque, ce qui ne correspond pas au comportement de quelqu'un en train de préméditer un crime.

Mais cette meuleuse recèle une autre charge. L'expertise à laquelle elle a été soumise a permis de découvrir, dans un recoin inaccessible, « une substance de nature humaine ». La locution pourrait faire croire qu'il s'agit enfin de la preuve qui manque tant à ce dossier. Il n'en est rien. Avec une rigueur scientifique remarquable, le docteur Christian Janot explique le test de consommation d'anticorps d'antiglobuline humaine. Il permet seulement de révéler la présence de protéines d'origine humaine qui peuvent provenir du sang, mais aussi de la sueur, de l'urine, etc. En outre, la « substance » ainsi déposée peut être révisée après une période très longue, selon les conditions de température et d'humidité. Ainsi, M. Janot n'exclut pas qu'un précédent locataire de l'engin ait pu laisser une trace protéinée, soit en se blessant, soit d'une autre manière. De la même façon, l'expert précise qu'aucune des

tâches de sang découvertes sur la canopée, dans la voiture, ou sur d'autres objets appartenant à l'accusée n'a de signification, dans la mesure où leurs origines peuvent être très diverses, et la plupart sont d'ailleurs du groupe B, celui de M^{me} Weber.

La science ne peut donc pas tout faire, et c'est aussi le cas pour l'identification du tronc rapléché dans la même. Une nouvelle technique, basée sur les empreintes génétiques, aurait peut-être permis de lever le doute. Mais les échantillons transmis en décembre 1988 au laboratoire alsacien Appligène, soit trois ans après le décès, étaient dans un tel état de décomposition que toute recherche sérieuse était devenue impossible (le Monde du 4 avril 1989).

En tout cas, cet épisode aura au moins permis de constater que la justice manque parfois de rigueur. Ainsi, des bocaux contenant une partie des viscères ont été perdus entre Nancy et Paris, ce qui fait dire à Simone Weber : « On magouille pour que la vérité ne soit pas connue. »

La seule certitude est fournie par l'expert toxicologue. Le tronc ne contenait aucun poison connu, mais une recherche précise a révélé un taux de 1,41 gramme d'alcool pour un litre de sang. Ce chiffre sera interprété par la défense, l'accusation et les avocats des parties civiles qui donneront chacun un sens aux diverses déclarations des experts ayant examiné le tronc ou la meuleuse. Et M^{me} Weber pourra encore répéter : « On déforme tout. »

MAURICE PEYROT

Au tribunal de Paris

Douze dirigeants du Front national sont déboutés de leur action contre M. Chirac

Douze dirigeants du Front national (FN), qui avaient intenté un procès à M. Jacques Chirac, président du RPR, après des déclarations de ce dernier sur la famille d'extrême droite, lors d'un dîner-débat à Molsheim (Bas-Rhin), le 4 mai 1990, ont été déboutés, mercredi 13 février, par le tribunal civil de Paris, présidé par M. Robert Diet.

M. Chirac, faisant référence à la période de l'Occupation, avait notamment déclaré à cette occasion : « Je n'ai pas vu beaucoup de gens se rattachant à la famille d'extrême droite dans la Résistance. Ils étaient plutôt dans la collaboration (...) ». Il avait ajouté, parlant du Front national, qu'il ne pourrait jamais conclure un accord avec « des dirigeants d'une formation » qui n'avaient jamais « été dans le camp des démocrates » et qui avaient « essayé d'assassiner le général de Gaulle ».

Douze responsables du Front national avaient poursuivi le pré-

sident du RPR en diffamation, faisant valoir que, pour la plupart, ils étaient nés après la seconde guerre mondiale. Le tribunal a estimé, dans son jugement, que l'assertion concernant la collaboration ne s'adressait pas à eux personnellement, ni à l'ensemble des dirigeants du FN. Les magistrats ont ajouté que « l'attaque », « vague et générale », n'était que « l'expression d'une opinion restant dans le domaine de la discussion politique ».

Concernant la tentative d'assassinat du général de Gaulle, le tribunal a expliqué que les dirigeants du FN constituaient « un groupe suffisamment nombreux pour que ses membres ne puissent pas se sentir individuellement visés ou (...) personnellement atteints ». Le tribunal a enfin jugé que le fait de qualifier « le camp du FN » de non démocratique n'était ni diffamatoire ni injurieux, mais restait « dans le domaine de la controverse politique, vigoureuse certes, mais licite ».

En décembre 1990

La limitation de vitesse en ville a permis de sauver 90 vies

La limitation de la vitesse à 50 km/h en agglomération et le port obligatoire de la ceinture de sécurité aux places arrière - deux mesures entrées en application le 1^{er} décembre dernier - ont eu un effet remarquable sur le bilan de la sécurité routière. C'est ce qu'a affirmé M. Louis Besson, ministre de l'Équipement, en présentant, jeudi 14 février, les résultats favorables de l'année 1990, qui a vu le nombre des tués de la route reculer de 4,2% (le Monde du 8 février).

En effet, sur les 95 morts de moins relevés dans les agglomérations par rapport à l'année 1989, 90 ont été évités au cours du mois de décembre. C'est dans les petites villes de moins de 5 000 habitants, où la gendarmerie s'est particulièrement mobilisée, que l'on enregistre la diminution la plus forte de la mortalité routière, soit -33,6%.

Le pourcentage des automobilistes qui bouclent leur ceinture est passé de 90% à 91% sur autoroute, de 84% à 88% sur route nationale et de 48% à 49% à Paris.

M. Besson et son secrétaire d'État aux transports, M. Georges Sarre, se sont réjouis que l'hécatombe ait été ramenée de 10 528 tués en 1989 à 10 289 en 1990, sans que l'on puisse dire si ce progrès, perceptible à partir du mois de septembre, doit être imputé aux campagnes médiatiques incitant les Français à la prudence, à la répression accrue ou à la moindre croissance du trafic routier (+1,4% de décembre 1989 à décembre 1990).

En revanche, les pouvoirs publics gardent deux motifs d'inquiétude : les autoroutes et les deux-roues. Pour la cinquième année consécutive, les deux-roues connaissent une augmentation du nombre des tués (946 morts, soit +1,7%). Il s'agit du plus mauvais résultat depuis 1981. En ce qui concerne les autoroutes, on assiste à une nette aggravation puisqu'on y a relevé 672 morts, soit 13% de plus qu'en 1989, alors que le trafic n'y a progressé que de 7,2%. Le nombre de tués sur autoroute pour cent accidents a cru de 9,6% à 10,6%.

ALAIN FAUJAS

SPORTS

AUTOMOBILISME

Alain Prost reste chez Ferrari en 1991

Alain Prost et Jean Alesi seront bien les deux pilotes de Ferrari pour la saison 1991 de formule 1 automobile. La prolongation du contrat du triple champion du monde n'est a priori pas surprenante. L'écureuil n'avait-elle pas publié le 23 août dernier, à la veille du Grand Prix de Belgique, un communiqué indiquant qu'Alain Prost avait « manifesté enthousiasme et détermination pour prolonger sa collaboration en 1991 » ? S'il a fallu attendre le jeudi 14 février et la publication par la Fédération internationale du sport automobile (FISA) de la liste officielle des engagés pour savoir si Alain Prost poursuivait sa carrière, c'est qu'il lui-même laisse planer un doute.

Le champion français avait d'abord paru très désemparé à la fin de la saison dernière. Il avait successivement mis en cause la passivité de son directeur d'écurie après l'incident au départ du Grand Prix du Portugal, où il avait été tassé contre un mur par son propre coéquipier Nigel Mansell, puis

celle de la FISA après l'accrochage au départ du Grand Prix du Japon qui avait assuré le titre mondial à Ayrton Senna.

Après avoir menacé de renoncer à la compétition, Alain Prost aurait pourtant souhaité prolonger son contrat de deux ans au lieu d'un, afin de profiter au mieux de tout le travail de développement effectué sur la Ferrari depuis son arrivée dans l'écure. Mais, pour l'instant, il n'a pas obtenu satisfaction de la part de la Scuderia. « Ce n'est pas un problème d'argent », a juste confié le champion français qui ne veut plus accorder d'interviews, si ce n'est pour de brefs points techniques.

La presse italienne a déjà annoncé que Ferrari aurait conclu, en juillet dernier, un accord avec Ayrton Senna pour 1992. On comprend le motif de l'insistance d'Alain Prost pour négocier désormais le prolongement de sa carrière au-delà de 1991 et ne pas offrir à son pire rival une voiture devenue, peut-être, la plus compétitive pour viser le titre mondial.

EN BREF

□ Attentat à l'explosif, à Bastia, contre un bar appartenant à un Marocain. Un bar de Bastia, exploité par un Marocain, a été ravagé par un incendie consécutif à une explosion d'origine criminelle, dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 février. Cet acte, qui, selon les enquêteurs, pourrait être de caractère raciste, n'a pas été revendiqué. Une charge explosive, qui avait été placée devant l'établissement, situé dans le centre de la ville, a sauté vers 3 h 30, provoquant un sinistre. L'identité de l'exploitant n'a pas été communiquée par la police.

□ Collision en vol de deux Alpha-Jet de la Patrouille de France. Alors que leurs pilotes répétaient une figure aérienne au-dessus de la Camargue, deux Alpha-Jet de la Patrouille de France, basés à l'École de l'air de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), se sont heurtés en plein ciel, mercredi après-midi 13 février. Les deux avions se sont abîmés à cinq cents mètres du rivage, non loin de Salin-de-Giraud. L'un des pilotes a pu être repêché par un hélicoptère de la marine nationale. Le second n'était toujours

pas retrouvé jeudi matin 14 février. L'identité des deux hommes n'a pas été communiquée par l'armée de l'air.

□ FOOTBALL : le championnat de France perturbé par le mauvais temps. Le mauvais temps a perturbé le déroulement de la vingt-septième journée du championnat de France de première division dont la moitié des matches ont dû être reportés, mercredi 13 février. Les résultats des cinq rencontres jouées sont les suivants :

- *Bordeaux et Cannes 1-1
- *Marseille B. Toulouse 1-0
- *Montpellier B. Rennes 1-0
- *Monaco B. Nice 2-1
- *Caen B. Paris SG 2-0

Lyon-Saint-Etienne, Lille-Toulon, Auxerre-Sochaux, Metz-Brest et Nantes-Nancy ont été reportés à une date ultérieure.

Classement : 1. Marseille, 40 pts ; 2. Monaco, 35 ; 3. Montpellier et Auxerre, 31 ; 5. Cannes, 30 ; 6. Lyon, 28 ; 7. Caen, Lille et Metz, 26 ; 10. Saint-Etienne, Bordeaux, Paris SG et Toulon, 24 ; 14. Nice, Nantes et Nancy, 23 ; 17. Rennes, 22 ; 18. Sochaux et Toulouse, 21 ; 20. Brest, 20.

Selon la chambre régionale des comptes

Le Palais des festivals de Cannes a coûté cinq fois plus que prévu

Après Nice, c'est au tour de Cannes d'être épinglée par la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont la lettre d'observations définitives sur la gestion de la ville pour la période 1983-1987 a été lue en séance publique du conseil municipal, jeudi 14 février. La chambre dénonce, notamment, le coût exorbitant de la construction du Palais des festivals et des congrès, supérieur de près de cinq fois aux estimations initiales.

NICE

de notre correspondant régional

Cher Palais ! Lancé en 1976 et réalisé entre 1980 et 1982 par la municipalité dirigée, alors, par M. Georges-Charles Ladevèze (sans étiqu.), l'opération devait coûter à la ville 153 millions de francs. A l'inauguration du bâtiment, en décembre 1982, la dépense atteignait déjà 433 millions. Mais, entre 1983 et 1985, sous le mandat du nouveau maire (RPR), M^{me} Anne-Marie Dupuy, la note a encore grimpé de 130,5 millions de francs pour un programme de « refectif et d'amélioration ». A ces chiffres se sont ajoutées de nouvelles dépenses pour le parking et divers travaux annexes, qui ont porté la facture totale à près de 700 millions de francs !

Selon la Chambre régionale des comptes, « la coordination défi-

ciante du chantier, le choix tardif des corps d'état secondaires, la précipitation dans la mise en œuvre des travaux et dans l'achèvement de la construction, le non-respect des procédures de passation du marché ont eu de lourdes conséquences financières pour la ville, d'autant que le financement du palais a été intégralement assuré par l'emprunt ».

L'endettement de la commune

Pour le nouveau maire (PR), M. Michel Mouillot, élu en 1989, et qui est parvenu à stabiliser les impôts locaux, l'héritage est lourd. L'endettement de la commune a doublé en six ans, passant de 640 millions de francs, à 1,2 milliard de francs et les annuités de remboursement s'élèvent, aujourd'hui, à 200 millions de francs, soit le cinquième du budget total de la ville. D'autre part, les seuls frais de personnel pour le fonctionnement du palais absorbent la totalité du produit de la fiscalité locale directe.

Encore Cannes n'est-elle pas au bout de ses peines. Le groupement d'entreprises qui a construit le palais, et avec lequel elle est toujours en procès devant le Conseil d'Etat, lui réclame en effet une somme de 122 millions de francs, augmentée de 119 millions de francs d'intérêts moratoires ! Si la décision lui était défavorable, sa situation, comme l'écrit, par euphémisme, la chambre des comptes, serait « durablement compromise... ».

GUY PORTE



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 46 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 842 280
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 46 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris

*Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.*
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75006 PARIS. 45 63 12 98.

SAMEDI 16 FÉVRIER

*S. 1 - Tapis d'Orient anciens et semi-anciens. - M^{re} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 9 - Tab., bib., mob. - ARCOLE (M^{re} OGER, DUMONT).

LUNDI 18 FÉVRIER

*S. 1 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{re} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 4 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. Sans catalogue.

S. 11 - Meubles et objets d'art. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

S. 14 - Tab., bib., mob. - ARCOLE (M^{re} OGER, DUMONT).

S. 15 - Tableaux, meubles, objets mobiliers. - M^{re} DAUSSY, de RICOLES.

MERCREDI 20 FÉVRIER

S. 1 - Dessins, tableaux, meubles. - ARCOLE (M^{re} RENAUD).

S. 2 - Meubles et objets d'art. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.

S. 4 - Tab., bib., mob. - M^{re} BOISGIRARD.

S. 6 - Tab., bib., mob. - ARCOLE (M^{re} OGER, DUMONT).

S. 10 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. Sans catalogue.

S. 14 - Tableaux, meubles et objets d'art. - M^{re} MILLON, ROBERT.

JEUDI 21 FÉVRIER


*S. 5 - 16 h 30. Tapis d'Orient. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. M. Benthoul, expert. (Expo le 21-2 de 11 h à 16 h). Catalogue : veuillez contacter le poste 469.

VENDREDI 22 FÉVRIER

S. 1 - 14 h 15. Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Fromanger, Véronique Fromanger. Catalogue : veuillez contacter le poste 469.

S. 11 - Tab., bib., mob. - M^{re} BOISGIRARD.

S. 14 - Timbres-poste, tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.



DROUOT VÉHICULES II
30, RUE DES FILLETES
93300 AUBERVILLIERS

VENTE AUX ENCHÈRES
SAMEDI 16 FÉVRIER, à 10 h

5 cabrio. Except. 90/91, roadster 500 et 300 SL, CARRERA 4 - 944 SL, 4x4 Wrangler-Range TD, 90 allemandes et jud. CARRERA 4 - 2 - 911 SC 190 D - 190 D Turbo - E 28, 300 D - 300 DT - 250 DT 300 E - 230 B - 300 SL, etc. BMW 325i a.m (91), 318-316, Golf Match-Ford-Opel D. R 25 DL-21 GTD-Chamade, 405 GRD-bl, SRD-MI 16 BX RD-D-UNO D-Le Baron.

M^{re} ARTUS, commissaire-priseur, 47-70-87-29 - 3615-L.V.P.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
ARTUS & ASS., 15, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-87-29.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
DAUSSY, de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Labas (75009), 42-81-50-91.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

CULTURE

Les conséquences de la guerre du Golfe sur l'activité culturelle en France

Programmation : la peur des mots

La guerre du Golfe a-t-elle engendré une forme d'autocensure chez les programmeurs de variétés à la radio et à la télévision ? Aux premiers jours du conflit, les responsables de la programmation s'étaient contentés d'appeler au « bon goût », au « bon sens » et à « l'équilibre », avait ajouté le ministre de la culture. Pour baliser le terrain, des « listes » de chansons, celles qui parlent de guerre ou de paix, furent dressées, suivies à la lettre par certains radios. « C'est normal », explique Alain Poulange, animateur sur RFI et France-Inter. Les premiers jours du conflit, les programmes étaient saturés de bulletins d'information. On ne peut tout de même pas passer le Désert de Boris Vian entre deux bombardements. C'est une provocation inutile. De même, la programmation du succès de Charles Trenet *Quand mon cœur fait boum* pouvait prendre une résonance étrange après une attaque au missile Scud sur Israël.

L'analyse, qui n'a pas varié depuis, est partagée à l'échelle de la variété anglaise s'est taillée la part du lion à la mi-janvier, à RTL ou encore à RMC. « Nous devons tenir compte de notre public », explique ainsi Nathalie André, directrice de la programmation de la station monégasque. RMC est restée dans le Midi comme dans tout le Maghreb, dans les ports où les soldats français s'embarquent pour le Golfe comme dans des villes à forte population immigrée. Nos émissions ne doivent pas donner l'impression aux uns et aux autres que nous prenons parti. Alors, c'est vrai, depuis le 15 janvier, j'évite de programmer des titres arabes.

« Un après-guerre multiracial »

Qu'on ne lui parle pourtant pas de censure. Nathalie André, comme l'ensemble des programmeurs des « périphériques », refuse le terme. Ni l'armée, ni les pouvoirs publics, ni même le Conseil supérieur de l'audiovisuel ne sont, en effet, intervenus. Les responsables des variétés préfèrent parler de « respect du public », de « pudeur », voire, comme Yvonne Lebrun, directrice de la programmation sur Europe 1, de « dignité professionnelle ».

« Il faut savoir amener les choses en temps et en heure, c'est une règle du métier », explique Jean-Louis Fouquier, animateur de l'émission « Pollen » sur France-Inter. Nous avons passé Allah de Yvonne Lebrun la semaine dernière, après un billet d'humour de Didier Varrol. C'était tout à fait dans le ton, nous n'avons eu aucun problème. Le chanteur *Beur Jimmy* Ohid est venu ensuite faire un direct avec Jean-Jacques Goldman et la Noire américaine Carol Frederiks. Les critères retenus pour établir une liste d'« interdits » sont, dès lors, de l'ordre du subjectif. Les textes, les mots sont là. Chacun y lit ensuite ce qu'il veut. En quelques jours, et sur fond de crise de la guerre, Pauline Esther peut étonnement devenir un chanteur du

pacifisme avec *Le monde est fou*, Niagara révolutionnaire avec *Les champs brûlent*, Capdevielle prophétique avec *Quand l'es dans le désert* et Art Mengo pro-irakien avec *Cald Ali*.

Devant la forte diminution des passages radio de ces titres dits « sensibles » depuis la mi-janvier, maisons de disques et artistes restent prudents. Ainsi, on dément chez Columbia que Art Mengo, primé aux dernières Victoires de la musique, ait renoncé, par effet de censure, à interpréter *Cald Ali* (nom d'un jeune immigré de banlieue). « Simplement, les votes du jury avaient plébiscité où sont passés les violons ». Chez Polydor, label du groupe Niagara, on fait remarquer que *J'ai vu et Les champs brûlent* arrivaient en fin de promotion, au moment où sort *Psychotop*, leur nouveau 45 tours. Alain Chamfort, dont la chanson *Souris*, puisque c'est grave avait été déprogrammée sur RTL et M6 à la suite de « réclamations téléphonées », avoue ne se sentir « ni offensé ni agressé ». « Cette chanson est régulièrement passée depuis l'éti, si elle avait été nouvelle, cela aurait été différent », ajoute-t-il. Chez Virgin, si l'on a constaté une baisse des passages du Nouveau bang de Julien Clerc, on ne s'inquiète pas outre mesure, après une alerte sur le dernier 45 tours de la Mano Negra, *Sidi H'Bihi*, chanté en arabe par Philippe, le percussionniste d'origine juive du groupe.

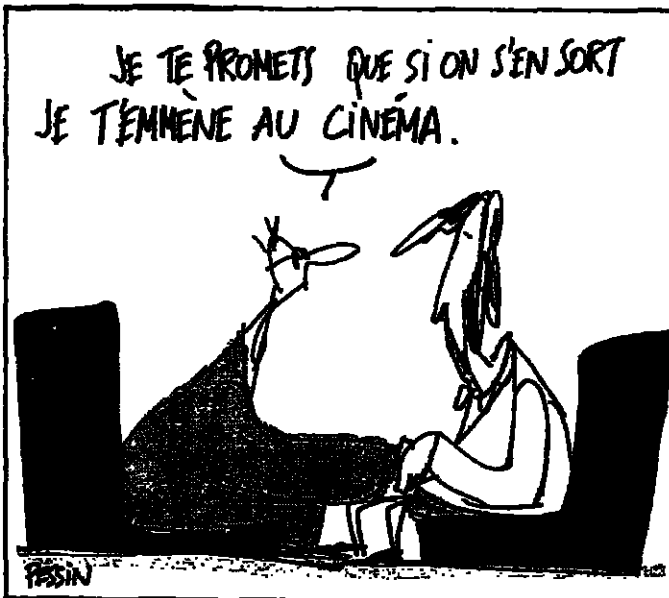
« Le titre passait très mal des son lancement » (fin janvier), dit-on chez Virgin, qui a cependant maintenu sa campagne de promotion, avec plusieurs publicités à l'appui, tout en sachant qu'il « s'agissait d'un véritable suicide commercial ». Pari gagné cependant, puisque, sans l'appui des grands médias audiovisuels, le titre vient de se classer à la quarante-septième place du Top 50.

Pour Virgin, distributeur de nombreux labels de world music, le conflit du Golfe sert de loupe grossissante. L'arrivée en nombre des « musiques du monde » n'a pas encore secoué les habitudes frileuses des programmeurs. Guerre du Golfe ou pas, le raï ne passe pas, les Africains sont réduits à la portion congrue, et l'on se souvient que l'Israélienne Offra Haza, qui chante en hébreu, n'avait pas soulevé l'enthousiasme. Cependant, Martin Meissonnier, animateur de « Mégamix » sur la SEPT, prépare un voyage musical en Iran. Radio Nova a lancé le 23 janvier une émission musicale hebdomadaire. « Aucun océan ne nous sépare », pour préparer un après-guerre encore plus multiracial.

Dans les salles de spectacles, après un vent de panique fin janvier, qui avait conduit à l'interdiction par le préfet de la Loire d'un concert de Cheb Khaled, le feu s'est calmé. Le Théâtre de la Ville a réouvert, pour sa saison prochaine, la chanteuse mauritanienne Dimi Mini Abba, dont le concert avait été annulé à la suite de menaces anonymes. Le Théâtre du Châtelet, qui avait maintenu, à la même époque, deux concerts de raï à l'Auditorium des Halles (Cheb

Mami, Rachid Taha et Larbi Dida), poursuit sa programmation de musique traditionnelle en mars, dont un concert de musique classique iranienne (le 16), suivi d'une soirée de musique tzigane turque (les 22 et 23 mars). La Maison des cultures du monde espère pouvoir bientôt remettre à l'affiche le cycle consacré au luth oriental, annulé faute d'avoir pu obtenir les visas nécessaires à la venue de musiciens du Yémen ou d'Égypte.

Des initiatives pensées avant l'ouverture des hostilités ont pris une coloration nouvelle. Les organisateurs de la soirée Smaïn-Bouje-



nah-Bedou, prévue de longue date, qui s'est déroulée le 4 février dernier à l'Olympia (*Le Monde* du 6 février), tout en affirmant leur attachement aux idées antiracistes, mettaient un point d'honneur à inscrire en dehors du cadre ponctuel du conflit du Golfe. Les soirées Toros (un jeu de mots sur « faire le boum »), projetées depuis un an par RoC, se sont ouvertes le 21 janvier au Rex Club à Paris, avec, entre autres, Idrissa Diop, Ray Lema, Little Bob Story et Rachid Taha. Elles ont vite été perçues comme des soirées « anti-guerre ». « Je le regrette, commente le chanteur. C'est une très vieille idée. Je me suis beaucoup battu pour faire jouer ensemble tous ces musiciens venus des quatre coins du monde ».

Un mois après le début du conflit, les effets indirects s'en sont estompés. Mais chacun, agent artistique, programmeur de radio ou directeur de salle, s'attend à un retour de bâton « au premier mort français », à la première attaque chimique, ou en cas de coup dur sur Israël. Les prévisions pour les mois à venir, et c'est l'effet pervers de la guerre, iront donc au plus sûr, éviteront les sujets brûlants. La déprogrammation est toujours plus dommageable qu'une absence justifiée par « la couleur de l'antenne » ou les demandes du public.

PIERRE-ANGEL GAY et VÉRONIQUE MORTAIGNE

Fréquentation : la désertion des touristes

Le mercredi est considéré comme un mauvais soir pour les théâtres. Or, les recettes globales du 16 janvier, premier jour de la guerre, ont été notablement plus importantes (un peu plus de 1 million de francs) que celles du 9 janvier, qui n'atteignaient pas les 700 000 F. Si l'on regarde les recettes du samedi, un très bon soir populaire, on voit que la guerre a peu fait varier les recettes qui tournent entre 2,7 et 3 millions de francs, alors qu'elles ont à peine dépassé les 2 millions de francs le 12 janvier. Mais on sait que l'après-fêtes est toujours l'un des pires moments de la saison. Les

s'adressent aux groupes scolaires : une circulaire du rectorat recommande d'annuler toute sortie collective. Le Théâtre de l'Athénée en a subi les conséquences, d'autant que la presse de *Richard II* n'a pas été enthousiaste et que les individus ne se sont pas précipités. En revanche, les recettes de la Comédie-Française et du Théâtre national de Chaillot (*Don Juan*) ne varient pas.

En région parisienne, à Nanterre, pas de variation non plus sur la *Dame de chez Maxim* et *En attendant Godot*. À Créteil, *Casimir* et *Caroline de Horvath* ont difficilement terminé sa saison sans que l'on sache si la baisse de fréquentation (50%) est due au froid ou au fait que le spectacle a fait le plein de son public. La baisse est plus modérée (moins de 10%) dans la petite salle avec le *Neveu de Witzgenstein* de Thomas Bernhard, décidément très en pointe. Le dramaturge autrichien fait toujours le plein à Bobigny avec le *Réformateur*, dans la petite salle de 200 places, et démarre très fort à la Colline avec *Heldenplatz*, dans la grande salle (760 places).

En revanche, faut-il attribuer à la guerre du Golfe ou à une simple désaffection du public, la diminution du nombre des représentations prévues par Maurice Béjart au Palais des congrès ?

Hors de Paris et de sa région, si à Grenoble, Lille, Rennes, Nice, on ne signale pas de changement, à Marseille, au Théâtre de la Criée, les annulations de groupes scolaires ont eu un effet important. Des individus se sont décommandés et la location pour la Paix d'Aristophane (première le 12 mars) est faible. En définitive, si on se montre prudent sur les voyages en groupe, si les spectateurs différents certaines sorties, les vrais amateurs continuent, jusqu'à présent, à aller au théâtre.

Le cinéma suit les mêmes règles. Durant la semaine du 9 au 15 janvier, 682 031 spectateurs sont allés voir un film à Paris ou en banlieue. 553 908 la semaine suivante, celle du déclenchement de la guerre dans le Golfe. La chute est significative, mais ce n'est pas un effondrement. La semaine suivante (23 au 29 janvier) est stable, avec 555 051 spectateurs, celle du 30 janvier au 5 février, durant laquelle se déclenche la vague de froid, accuse une nouvelle baisse, à 527 575. Mais le thermomètre était aussi bas le mercredi 6, qui inaugurait une super-semaine à 836 945 entrées.

La semaine du 16 janvier ne proposait aucune grosse sortie, alors qu'elle correspondait, en 1990, à la

sortie du *Cercle des poètes disparus*. Le 23 janvier dernier, les *Arnaqueurs* démarrent honnêtement, sans plus, à 79 000 entrées et *Netchaiev est de retour* déçoit gravement (40 000 entrées) alors que durant la semaine correspondante de 1990 (total : 699 900 entrées), *Milou* et que le *Cercle des poètes disparus* amorçaient sa carrière-phénomène. Au soir du 6 février, on aurait pu attribuer à l'actualité le résultat décevant de ces nouveautés. Mais le lendemain sortaient *Highlander* le retour, *Opération corned beef* et *Alice*, qui faisaient respectivement 207 000, 129 000 et 111 000 spectateurs. La preuve est faite que les films dont le public a envie résistent. A tout.

Les musées accusent le choc

En revanche, les musées accusent plus nettement le choc de la guerre. D'abord parce que les plus grands d'entre eux font partie des « tours ». Presque tous les voyages organisés prévoient une visite au Louvre ou à Versailles. La chute du nombre des touristes américains et japonais en particulier – se répercute donc sur les musées. Le Louvre a reçu en janvier 162 000 visiteurs, soit un supplément de 22% par rapport à la même période de l'année passée. Mais, en 1990, le musée était ouvert gratuitement le dimanche et les non-payants ne sont pas comptabilisés. Compte tenu de cet afflux dominical, on constate que le musée a perdu 5% de ses visiteurs sur l'ensemble du mois, 26% dans la dernière quinzaine. Avec un peu des entrées de 5,4%. Avec un peu moins de 73 000 visiteurs dans le mois, Versailles est de loin le plus touché : moins 23% sur le mois et moins 33% pour la dernière quinzaine. Le Musée Picasso perd 22% de ses visiteurs avec 17 500 entrées en janvier. Cette tendance à la baisse, confirmée et même accentuée dans les premiers jours de février, semble cependant s'atténuer en milieu de mois.

Les expositions, comme celle consacrée à Vouet qui vient de se terminer au Grand Palais, ne semblent pas touchées pour l'instant. En revanche, des bruits pessimistes courent sur la tenue de l'exposition *Seurat*. Le Musée d'Orsay, organisateur de la rétrospective, annonce que l'exposition figure toujours à son calendrier, aux dates prévues. Reste à savoir si les préteurs – essentiellement américains – ne se montreraient pas plus réticents que naguère.

COLETTE GODARD et JEAN-MICHEL FRODON

PHOTO

Un miroir pour l'Espagne



« Les entraves du régime » (Joaquín Ruiz Jimenez, ministre de Franco).

Seul Franco, qu'il a toujours refusé de photographier, est absent. Sinon toute l'Espagne, celle du Caudillo comme celle de Felipe Gonzalez, s'est assise devant l'appareil d'Alberto Schommer : des ministres de l'ancien régime (en noir et blanc) jusqu'au cinéaste Pedro Almodovar (en couleurs) en passant par le roi Juan Carlos, dont le visage classique cimente vingt ans d'une histoire étouffante.

Révélaté par ses *Portraits psychologiques* (les plus intéressants, car les plus insolents) parus dans le journal conservateur ABC en 1972 (Chillida, Tapies, Carlos Saura, Dali, Miró),

collaborateur régulier d'*El Pais*, Alberto Schommer, soixante-trois ans, intègre ses modèles dans des mises en scène surréalistes, inquiétantes ou ridicules (le cardinal Tarazona en lévitation). Il y a vingt ans, pour déjouer la censure franquiste. Aujourd'hui, pour nous dire qu'il est vain de traduire en images un monde « réel ». Un portrait de l'Espagne ? Mieux, son miroir, déformé et grandiloquent.

M. G.

Alberto Schommer, « Portraits 1969-1989 », galerie de la BPI, Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 11 mars.

CINÉMA

Le prince et le pauvre

Pour Pierre Richard, l'humour devient la politesse de la mélancolie

Pierre Richard, auteur complet, a réalisé son dernier film en 1979. C'est pas moi c'est lui j'ai les derniers foux d'une forme de satire burlesque amorcée avec *Le Distrait* en 1970. Depuis, Pierre Richard, acteur, a beaucoup tourné avec Francis Veber. Et il revient, scénariste – avec Olivier Daxat – interprète et réalisateur de *On peut toujours rêver*, parce qu'il a eu, tout à coup, quelque chose d'autre à dire,

à raconter, à filmer. Parce qu'il a vieilli, réfléchi sur les relations humaines, sur le cinéma comique. La satire, pour lui, existe toujours, mais le burlesque est dépassé, et l'humour – très présent dans ce « divertissement » – est devenu politesse de la mélancolie. Oui, on peut toujours rêver à des accords parfaits, à des ententes cordiales, au bonheur, à une réalité optimiste. Mais ce n'est qu'un rêve, et le cinéma n'est qu'illusion.

On reconnaît Pierre Richard, mais il n'est plus le même hurluberlu ou malchanceux collant. Il est Charles de Boislieu, milliardaire surnommé l'Empereur, magnat de la finance, de l'industrie, de la presse. Il ne peut vivre que dans un château. Il est affligé d'une famille que l'habitude du luxe et de la facilité a rendu caricaturale. Il est gâté, ne rit ni ne sourit. C'est un solitaire, mais il ne peut se passer du pouvoir. Or, pour se distraire, avec la complicité respectueuse de son chauffeur – Jacques Nolot se montre excellent, insolite – il va voler dans un supermarché comme d'autres vont aux putes. Le directeur ferme les yeux, mais, un jour, Rachid, un beur un peu voyou bien que coiffeur à

Châtillon, surprend le milliardaire et alerte le service d'ordre... Et c'est lui qui se fait embarquer. Mais Charles de Boislieu veut en savoir plus sur cet Arabe qui lui a balancé une bordée d'injures. Il le recherche, l'installe chez lui et, à son contact, apprend à vivre.

Mais ce n'est pas si simple. Certes, le film fonctionne sur le principe du tandem incongru, mais, ici, les rapports de forces s'équilibrent. Le milliardaire, imperturbable, scandalisé et inquiet sous son entourage en lui imposant Rachid, qui, d'abord intimidé, méfiant, ne change ni de manière ni de nature. L'une des scènes les plus drôles et les plus caractéristiques est celle où Rachid emmène le milliardaire dans une boutique, lui fait essayer des fringues de loubard, puis lui ordonne de remettre ses « vrais » vêtements.

Smaïn, qu'on laisse d'habitude cabotiner, est extrêmement bien dirigé, et son talent éclate pour de bon. La mise en scène adopte un ton qui rappelle – gravité, mélancolie sous-jacente – les *Fugitifs* de Francis Veber. Même avec de bonnes intentions, le milliardaire de Pierre Richard reste un homme de pouvoir qui se sert du jeune

beur comme d'un jouet, un jeu que l'autre refuse. Il n'y a pas de message antiraciste sirupeux. C'est en gardant, contre les bonnes intentions, sa différence, en ordonnant à son riche compère de garder la sienne, que Rachid préserve sa dignité. Et la conclusion, sept ans après, justifie le titre...

JACQUES SICLIER

o *Cyrano de Bergerac* : cinq nominations aux Oscars. Après le record historique des treize nominations aux Oscars, le film de Paul Rappeneau, *Cyrano de Bergerac*, enregistre une nouvelle performance : pour la première fois, un film français est cinq fois nommé aux Oscars américains, dans les catégories « meilleur film étranger » et « meilleur acteur » (Depardieu) ainsi que pour les décors, les costumes et le maquillage. *Cyrano* rencontre actuellement un franc succès aux États-Unis, où Gérard Depardieu est par ailleurs plébiscité par le public et la presse après son interprétation de *Green Card* réalisé par Peter Weir. L'attribution des Oscars aura lieu le 23 mars, après celle des Oscars le 9 mars.



Le Réformateur
Thomas Bernhard
André Engel
Serge Merlin
Nicky Rieti

— 24 REV 48 31 145

AGENDA

JEUDI 14 FÉVRIER

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 11 mars 1991.

ART ET PUBLICITÉ

Grande galerie 5^e étage. Entrée : 10 F. Jusqu'au 25 février 1991.

AU BORD DU TEMPS : AGENDAS, ALMANACHS ET CALENDRIERS. Salle d'actualité de la BPI, rez-de-chaussée. Jusqu'au 25 février 1991.

JUAN GRIS, DESSINS (1915-1921). Salle d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 1^{er} avril 1991.

CARLOTTA IKEDA. Grand foyer. Jusqu'au 25 février 1991.

JOSEPH MARIA JIJOL. Architecture 1879-1949. Galeries contemporaines. Jusqu'au 25 février 1991.

LA REVUE FIG. Petit foyer. Jusqu'au 3 mars 1991.

ALBERTO SCHOMMER. Portraits (1969-1989). Galerie de la BPI 2^e étage. Jusqu'au 11 mars 1991.

NANCY WILSON-PAJIC. Galerie du Forum. Jusqu'au 17 février 1991.

Musée d'Orsay

1, rue de la Bellechasse (40-49-48-14). Mer, ven., sam., mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 février 1991.

DE MANET A MATISSE, SEPT ANS D'ENRICHISSEMENTS AU MUSÉE D'ORSAY. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 mars 1991.

Palais du Louvre

Porte Jugard - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Visites-conférences à partir du 1^{er} mars les mer. à 15 h 30.

JOOS VAN CLEVE. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (ticket d'entrée au musée). Du 15 février 1991 au 27 mars 1991.

LA ROMANIQUE DE MARATTA A PIRANESI (1650-1760). Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 18 février 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin 1991.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 h à 17 h 30. Mer. jusqu'à 20 h 30.

L'ART EN BELGIQUE - FLANDRE ET WALLONIE AU XX^e SIÈCLE. Un point de vue. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower.

JEUNE PEINTURE. Galeries nationales (42-58-45-06). T.J. et mar. de 9 h à 19 h 30, nocturne mercredi jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 17 février 1991.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivages (42-89-54-10). T.J. et mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

LE MAROC VU PAR LES GRANDS ARTISTES. Galeries nationales (42-89-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 25 février 1991.

MUSÉES

1840 : LE DERNIER VOYAGE DE NAPOLEON. 150^e anniversaire du retour des cendres. Hôtel national des Invalides, église du Dôme, place Vauban (45-55-32-30). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

GALERIE VARINE-GINGOURT. 101, rue Saint-Hippolyte (40-80-82-45).

JEAN WILLIAM KANOUTAU « DOUCE FRANCE ». Vernissage le mardi 5 mars, de 16 h à 21 h, sous la présidence de JEAN-DENIS MALCÈS. Exposition du 5 mars au 29 mars de 11 h à 18 h 30, excepté le dimanche, lundi de 14 h à 18 h 30. Parking : Hôtel Bristol, Montparnasse, Métro : Châteaufort, Clémenceau ou Moutonville.

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES PHILOSOPHIE - HISTOIRE POLITIQUE

Bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères 75007 Paris - Tél. : 45-48-80-28

SAINT-BERNARD ET LE MONDE CISTERCIEN

Conciergerie, palais de Saint-Louis, 1, quai de l'Horloge (43-54-30-06). T.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam. dim. jusqu'à 18 h 30. Visites-conf. le 22 février, rendez-vous à 14 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 février 1991.

YOUSSEF SLATNI. Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivart (45-54-95-31). T.J. et mar. de 9 h à 18 h. Jusqu'au 28 février 1991.

RECONSTRUCTIONS ET MODERNISATION

1918-1945. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-00). T.J. et lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

SALON DE LA MARINE 1990. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 25 février 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-83-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-00). T.J. et mar. et fêtes de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1^{er} octobre 1991.

IGNACIO ZULOAGA (1870-1945). Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

CENTRES CULTURELS

LES AMOUREUX A L'IMAGE. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue de la Figue (42-78-14-80). T.J. et dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 23 mars 1991.

EMILE BERNARD (1869-1941). Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York (47-23-38-58). T.J. et dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 16 mars 1991.

ALFONSO BORCHI. UNESCO. 7, place de Fontenay (47-46-11-52). T.J. et sam. et dim. de 9 h à 18 h. Du 18 février 1991 au 28 février 1991.

MARIO BOTTI. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-38-38). T.J. et lun. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 7 avril 1991.

CUILLERS-SCULPTURES. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

DESSEIN D'APRÈS POUSSIN. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Petits-Augustins (42-78-06-58). T.J. et lun. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 mars 1991.

MANUEL FELGUÉREZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-97-60). T.J. et sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée : 30 F. Du 14 février 1991 au 22 mars 1991.

RAOUL HAUSMANN. BIZIA. 1933-1938. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-80-34-57). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 5 mars 1991.

RACHID KORAICHI. Salomé. Institut du monde arabe, salle d'actualité, musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-00). T.J. et mar. et fêtes de 9 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 février 1991.

LA NUIT DES TEMPS. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-00). T.J. et mar. et fêtes de 9 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 mai 1991.

PANORAMA DES PANORAMAS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Fermeture exceptionnelle le dimanche 31 mars et le lundi 1^{er} avril ainsi que le mercredi 1^{er} mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

LES PEINTURES AU FEUTRE DE CLAUDE AVELINE. Musée Bourdelle, 19, rue Antoine-Bourdelle (45-48-87-27). T.J. et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

PICASSO VU PAR LES PHOTOGRAPHES. Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et mar. de 9 h à 18 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. dim. : 13 F. Jusqu'au 8 avril 1991.

REPORTAGE HUMANISTE ET PHOTO-JOURNALISME

Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carpeaux 4-8, Grande Galerie (40-26-87-12). T.J. et lun. de 13 h à 18 h, sam. dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 février 1991.

SAINT-BERNARD ET LE MONDE CISTERCIEN. Conciergerie, palais de Saint-Louis, 1, quai de l'Horloge (43-54-30-06). T.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam. dim. jusqu'à 18 h 30. Visites-conf. le 22 février, rendez-vous à 14 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 février 1991.

YOUSSEF SLATNI. Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivart (45-54-95-31). T.J. et mar. de 9 h à 18 h. Jusqu'au 28 février 1991.

PARIS EN VISITES

« Les plus célèbres chefs-d'œuvre du Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Harpe (42-77-74-58). Jusqu'au 18 mars 1991.

PHILIPPE HELENON. Galerie Ariel, 21, rue Guénégaud (43-54-57-01). Jusqu'au 28 février 1991.

JEAN-PAUL HUFTIER. Galerie Stalder, 51, rue de Seine (43-28-91-10). Jusqu'au 2 mars 1991.

JELTOV, NARAH. Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 16 mars 1991.

ALAIN KRILL. Galerie Daniel Tempion, 30, rue Beaubeurg (42-72-14-10). Jusqu'au 9 mars 1991.

DENIS LANZENBERG. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Jusqu'au 6 avril 1991.

HENRI LARRIERE. Galerie Claude Samuel, 18, place des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 9 mars 1991.

MAURICE LEMAITRE. Galerie de Paris, 8, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Du 14 février 1991 au 2 mars 1991.

LEVEDAG. Dessins 1930-1950. Galerie Franck Bernot Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-83). Jusqu'au 2 mars 1991.

HAROLD LYTTH. Galerie Di Mac, 9, rue des Beaux-Arts (43-54-10-38). Jusqu'au 2 mars 1991.

RICHARD MANDIN. L'Andalouse du Louvre, 12, rue de Longchamp (47-27-69-48). Jusqu'au 2 mars 1991.

JACQUES MARTINEZ, JGM. Galerie, 8 bis, rue Jacques-Caliot (43-28-12-05). Jusqu'au 9 mars 1991.

RALPH-EUGÈNE MEATYARD. Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air - 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-38). Jusqu'au 23 mars 1991.

STEVE MILLER. Galerie du Génie, 24, rue Keller (48-06-90-90). Jusqu'au 2 mars 1991.

MOKÉ. Galerie Jean-Marc Patras, 9, rue Saint-Anastase (42-72-22-04). Jusqu'au 23 février 1991.

DESMOND MORRIS. Œuvres surréalistes. Galerie Michèle Heyraud, 79, rue Quincampoix (48-07-02-06). Du 15 février 1991 au 23 mars 1991.

MILOSLAV MOUCHA. Galerie Lamagnère Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44). Jusqu'au 30 mars 1991.

LOREN MUNK. Galerie Krief, 50, rue Mazarine (43-29-32-37). Jusqu'au 12 mars 1991.

EVELYN ORTLIEB. Galerie Nikki Diana Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 9 mars 1991.

MIMMO PALADINO. Galerie Daniel Tempion, 30, rue Beaubeurg (42-72-14-10). Jusqu'au 9 mars 1991.

PASQUALOTTO. Galerie Line Davidov, 210, boulevard Saint-Germain (45-48-99-87). Jusqu'au 12 mars 1991.

BEN PATTERSON. Galerie J. et J. Donay, 57, rue de la Roquette (47-00-10-54). Du 14 février 1991 au 16 mars 1991.

PERMANENCE ET RENOUVELLEMENT DE LA GRAVURE TCHÈQUE AU XX^e SIÈCLE. Galerie Lambert Rouland, 7, rue Saint-Sabin (48-01-87-64). Jusqu'au 9 mars 1991.

LES PETITES FEMMES DE CHASSE-POT. Galerie Messine-Thommes Le Giffou, 1, av. de Messine (45-82-26-84). Jusqu'au 23 février 1991.

PINCENNE. Galerie Artcuriel, 9, av. Matignon (42-89-16-18). Jusqu'au 2 mars 1991.

JEAN-MARIE POUMEYROL. Galerie Alain Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (42-78-66-67). Jusqu'au 30 mars 1991.

XAVIER PUIGMARTI. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Charonne (47-00-32-35). Jusqu'au 9 mars 1991.

ARNULF RAIMER. Galerie Baudoin Lecoq, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 9 février 1991.

REGARD SUR LE JAPON : TRADITIONNEL ET AVANT-GARDE. Galerie 18, 16, rue Raymond-Lousseran (43-20-88-94). Du 18 février 1991 au 30 mars 1991.

DANIEL RIBERZANI. Peintures indiennes. Galerie de Francine, 59, rue de Seine (48-34-50-71). Jusqu'au 30 mars 1991.

RITUEL POUR UN LIVRE. Galerie J. et J. Donay, 57, rue de la Roquette (47-00-10-54). Du 14 février 1991 au 2 mars 1991.

GILLES ROUSSE. Galerie J. C. Riedel, 12, rue Guénégaud (48-33-25-73). Jusqu'au 7 mars 1991.

VENDEUDI 15 FÉVRIER

« Les plus célèbres chefs-d'œuvre du Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Harpe (42-77-74-58). Jusqu'au 18 mars 1991.

« Saint-Bernard et le monde cistercien, à la Conciergerie », 14 heures, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris).

« Le nouveau Musée Cognacq-Jay en l'hôtel Donon », 14 h 30, 8, rue Elzévir (Tourisme culturel).

« La place de Grève et les quartiers Saint-Merri et Beaubeurg », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue du Renard (Paris autoguide).

« Jardins et hôtels autour de Notre-Dame-de-Lorette », 14 h 30, métro Notre-Dame-de-Lorette (Paris pittoresque et insolite).

« Cités d'artistes sur le versant chaud de la butte Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (V. de Langlade).

« Mystérieuse Égypte au Louvre. Vie symbolique et rituels des pharaons. Rites des prêtres et embaumement... », 14 h 30, sortie métro Louvre-Rivoli (H. Hueller).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Port-Royal de Paris : histoire du jansénisme », 15 heures, 123, boulevard de Port-Royal (P.-Y. Jaslet).

« Selons, grand amphithéâtre et chapelle de la Sorbonne », 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Au Musée du Louvre : les joyaux de la couronne », 15 heures, métro Palais-Royal, sortie place Colette (Paris et son histoire).

« Le Palais de Justice en activité », 15 heures, métro Cité, sortie marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Richard Nicolas », 19 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

CONFÉRENCES

14, rue Bonaparte (amphi. 3), 18 h 30 : « La Yougoslavie, c'est autre chose », par D. Matkovic (École supérieure des beaux-arts).

11 bis, rue Kappeler, 20 h 15 : « L'itinéraire de l'âme après la mort », entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

FORMIDABLE!

SAL DU MOULIN ROUGE

Le prestigieux Cabaret de Paris.

MONTMARTRE - PLACE BLANCHE - Tél. : (1) 46.06.00.19

La bibliothèque imaginaire du Collège de France

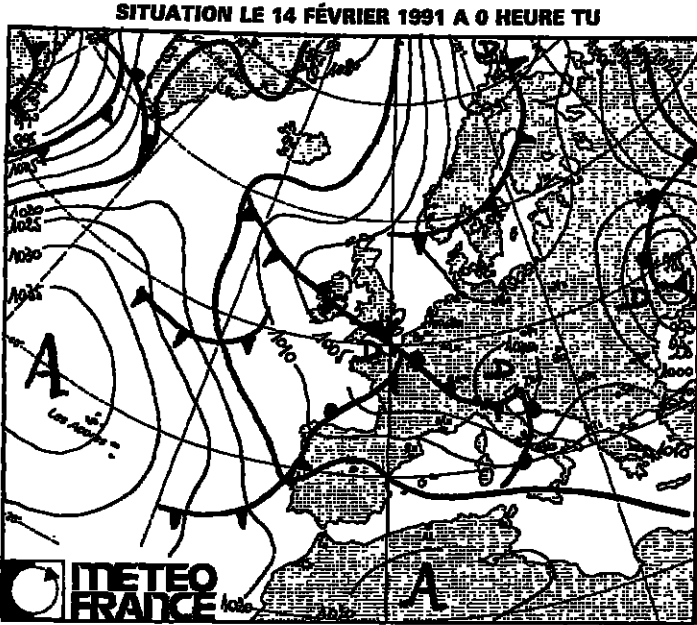
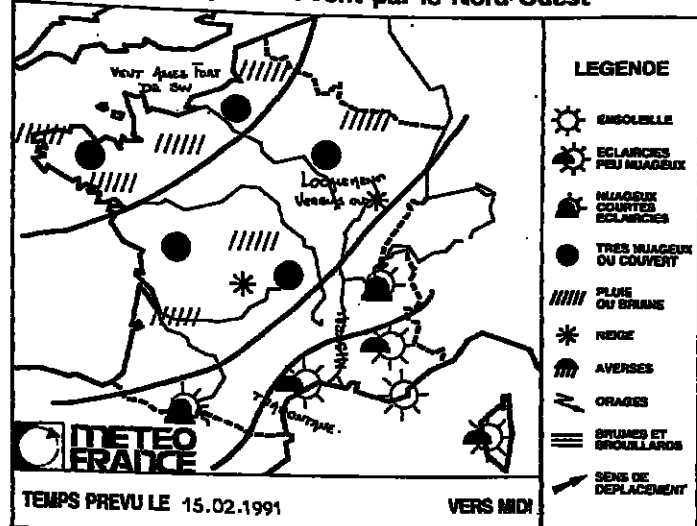
Préface de Frédéric Gausson

هذا من الاصل

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le vendredi 15 février
Neige et verglas puis redoux
avec pluie et vent par le Nord-Ouest



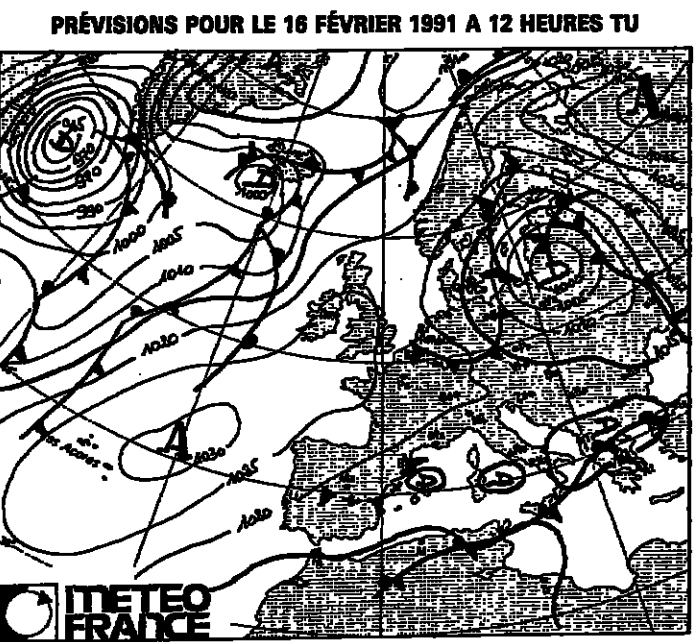
Les pluies fortes toucheront encore le pays samedi. Le temps redeviendra plus calme par la suite, avec un retour des brouillards matinaux, des nuages bas au Nord, et des éclaircies au Sud.

Samedi 16 : fraîcheur au Nord, pluie au Sud. Le matin, le ciel sera couvert et donnera des précipitations importantes sur l'ouest, l'est et la moitié sud du pays : il neigera au-dessus de 1 000 mètres sur le Massif central et les Pyrénées ainsi que sur les régions de l'Est et du Centre-Est.

Au cours de la journée, le temps perturbé progressera vers les régions méridionales. A l'arrière, s'établira un vent de nord-est frais. Les nuages se développeront peu à peu et des averses pourront se produire sur toute la moitié Nord à la mi-journée, puis gagneront tout le pays le soir. Des développements orageux seront même possibles sur les régions côtières de la Manche et les plus fortes averses (de neige) toucheront le nord-est et l'est du pays.

Les températures minimales seront comprises entre - 4 et - 7 degrés, localement, - 10 sur les régions allant du Nord-Est à l'Est et au Centre-Est, 1 à 4 degrés du Nord à l'Ouest et au Sud-Ouest, - 2 à 2 degrés ailleurs.

Les maximales s'élèveront à - 1/- 2 degrés sur l'Est, 0 à - 2 degrés sur le Centre-Est, 2 à 6 ailleurs, sur la moitié Nord, 7 à 10 degrés sur le Sud-Ouest, 8 à 12 degrés près de la Méditerranée.



PRÉVISIONS POUR LE 16 FÉVRIER 1991 A 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé			
le 13-02-1991 à 6 heures TU et le 14-02-1991 à 6 heures TU			
le 14-02-1991			
FRANCE			
ALGER	9 0 D	TOULOUSE	1 - 6 B
ANGERS	6 0 N	LYON	1 - 6 B
BORDEAUX	7 - 3 D	MARSEILLE	1 - 6 B
BRETAGNE	7 - 3 D	NANTES	1 - 6 B
BREST	7 - 3 D	NICE	1 - 6 B
CLERMONT-FR	2 - 5 D	PARIS-MONTS	1 - 6 B
DIJON	1 - 5 C	STRASBOURG	1 - 6 B
GENÈVE	1 - 5 C	TOULON	1 - 6 B
LILLE	0 - 2 C	VALENCIENNES	1 - 6 B
LIMOGES	0 - 2 C	VERMOREL	1 - 6 B
LYON	0 - 2 C	YVERDON	1 - 6 B
MARSEILLE-MER	1 - 5 C		
NANCY	0 - 1 D		
NANTES	0 - 1 D		
NICE	0 - 1 D		
PARIS-MONTS	0 - 1 D		
PAU	0 - 1 D		
PERPIGNAN	0 - 1 D		
RENNES	0 - 1 D		
STRASBOURG	0 - 1 D		
TOULON	0 - 1 D		
VALENCIENNES	0 - 1 D		
VERMOREL	0 - 1 D		
YVERDON	0 - 1 D		

TF 1 = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 14 février

TF 1
21.05 Série : Le triplé gagnant.
Fado pour une jeune fille.
22.40 Magazine : Le point sur la table.
Le France après la guerre.
0.00 Journal, Météo et Bourse.
0.35 Au trot.
1.00 Série : Mémoires.
1.20 TF 1 nuit.

A 2
20.45 Magazine : Envoyé spécial.
Présenté par Bernard Bénédict.
Les rumeurs : TGV Méditerranée : la bataille du rail ; L'apartheid en Afrique du Sud.
22.00 Cinéma : Parfums de femme. ■■
Film italien de Dino Risì (1974). Avec Vittorio Gassman, Alessandro Momo.
23.45 Journal et Météo.

FR 3
20.40 Cinéma : Les dents de la mer 2. ■
Film américain de Jeannot Szwarc (1978).
22.40 Journal et Météo.
23.00 Cinéma : Poltergeist. ■■
Film américain de Tobe Hooper (1982).
0.50 Courts-métrages.
1.20 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS
20.30 Cinéma : Zanzibar. ■■

Film franco-suisse de C. Pascal (1989).
22.00 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : Gorilles dans le brume. ■
Film américain de Michael Apted (1988).
0.15 Cinéma : Possessions I.
Film français, classé X (1977).

LA 5
20.45 Téléfilm : Terreur froide.
Après une panne de cerveau cryogénique...
22.25 Magazine : Reporters.
Femmes au rapport (le recrutement des femmes dans le corps des marines, et leur vie dans le Golfe) ; Le Liban : la paix syrienne ; Le dernier jour de Ian Paisley.
23.50 Magazine : Equations.
0.00 Journal de minuit.

M 6
20.35 Cinéma : La Lagon bleu. ■
Film américain de Randal Kleiser (1980).
22.30 Cinéma : Mieux vaut être riche et bien portant que fauché et mal fichu. □
Film français de Max Pécas (1980).
0.05 Six minutes d'informations.
0.10 Magazine : Dazibao.
0.15 Sexy clip.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT
21.00 Documentaire :

Vendredi 15 février

Géorgie, réveil d'une nation, documentaire de Georgi Khelidze, Nicolas et Gueorgi Chavchava.
23.45 Magazine : Mille Bravo.
0.40 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS
15.15 Jeu : V.O.
15.40 Dis Jérôme « ... ? ».
15.50 Cinéma : Romantic comedy. ■
Film américain d'Arthur Hiller (1983).
17.30 Magazine : Rapido (rediff.).
18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.30
18.30 Dessins animés : Ça cartoon.
18.50 Top albums.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Téléfilm : La cambriolage.
22.10 Documentaire : Le monde secret des baleines.
Un merveilleux voyage en sons et en images produit par le National Geographic.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Haute sécurité. ■
Film américain de John Flynn (1989). Avec Sylvester Stallone, Donald Sutherland, John Amos.
0.45 Cinéma : Incidents de parcours. ■■
Film américain de George A. Romero (1988). Avec Jason Beghe, John Pankow, Kate McNeil.
2.35 Cinéma : Possessions I.
Film français, classé X, de Pierre Reinhard (1977).

LA 5
14.30 Série : Le renard.
15.30 Série : Vegas.
16.30 Dessins animés.
Le mariage enchanté : Bof : Joyce et les conquérants de la lumière ; Goldorak ; Spiral zone ; Rintintin junior.
18.40 Série : K 2000.
19.30 Série : Happy days.
20.00 Journal.
20.35 Drôles d'histoires.
20.45 Téléfilm : Film story.
22.20 Série : L'inspecteur Derrick.
23.25 Magazine : Nomades.
Présenté par Patrick de Carolis.
0.00 Journal de minuit.

M 6
15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
16.40 Série : Vegas.
17.35 Jeu : Zygomusic.
18.05 Série : Supercopier.
19.00 Série : La petite maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Météo 6.
20.35 Téléfilm : Danger doberman.

Film sur Georges Perec (1).
De Catherine Sineat.
22.35 Danse : Symphonie en D.
Chorégraphie de Jiri Kylian.
23.00 Vidéo : Leaving the Old Ruin.
D'Irit Brerary.
23.35 Documentaire : Ils.
De Pauline de Gunne.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique.
Tête-à-tête, de Paul Edmond.
21.30 Profils perdus.
Taisen Deshimaru, autobiographie. La philosophie d'un moine zen (2^e partie).
22.40 Les nuits magnétiques.
La philosophie au programme.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Le roi David, de Honegger, par l'Orchestre national de France et le Chœur de Radio-France, dir. : Georges Prêtre.
23.07 Poussières d'étoiles. La boîte de Pandore : les expressionnistes.

Bloqué dans un grand magasin.
22.10 Série : Equalizer.
23.00 Magazine : La 6^e dimension.
23.30 Capital.
23.35 Six minutes d'informations.

LA SEPT

15.20 Documentaire : La naissance du cerveau.
De Claude Edelmann.
16.05 Cinéma d'animation : Images.
16.20 Téléfilm : Le chemin de Damas.
De Ludovic Segura.
17.55 Vidéo-clip (et à 19.25, 20.50, 0.05).
18.00 Documentaire : Enfance (6).
19.00 Documentaire : Les enfants de la danse (4 et fin).
19.35 Chronique : Le dessous des cartes.
20.00 Journal de FR 3.
20.00 Documentaire : La vie, modes d'emploi.
De Pierre Coulibouf.
20.55 Téléfilm : Incognito.
D'Alain Bergala.
22.35 Documentaire : Enfance (7).
23.05 Théâtre : Monstre aimé.
Mise en scène de Jacques Nichet, réalisation de Frédéric Compain.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives.
La belle Europe (1900-1914).
21.30 Musique : Black and blue.
Tout savoir sur le blues.
22.40 Les nuits magnétiques.
La philosophie au programme.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
Melba Liston, la dame des coulisses.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 5 février 1991, au Théâtre des Champs-Élysées) : sérénade pour instruments à vent en si bémol majeur K 361 : David de penitence, cantata pour solistes, chœur et orchestre K 469, de Mozart, par l'Orchestre national de France et le Chœur de Radio-France, dir. : Jeffrey Tate ; sol. : Joan Rodgers, Maïre McLoughlin, soprano, Hans-Peter Blochwitz, ténor.
23.07 Poussières d'étoiles. Musique New Age ; Poissons d'or : Une réédition : l'art songs, extraits, de Moondog ; Nouvelle musique de Russie ; Poissons d'or du passé : Horoscope, de Lambert.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde ».

Audience TV du 14 février 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers							
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	60,0	Roue fortune 15,6	McGyver 12,3	19-20 22,7	Nulle part 2,3	K 2000 3,3	Petit maison 4,0
19 h 45	64,6	Roue fortune 27,8	McGyver 14,4	19-20 11,9	Nulle part 3,5	Journal 2,5	Petite maison 4,3
20 h 16	73,8	Journal 30,9	Journal 19,5	La classe 9,1	Nulle part 4,1	Journal 5,7	Pub 4,1
20 h 55	78,2	Traffic info 33,7	Marlène... 23,3	Marche siècle 5,5	Ciné salles 3,2	Piégé flic 6,1	Amours... 5,3
22 h 8	66,9	Sacré soirée 24,1	Marlène... 25,1	Marche siècle 4,6	Année du chat 3,9	Piégé flic 6,3	Amours... 4,5
22 h 44	44,5	Sacré soirée 24,6	Tant qu'il... 6,2	Feut... 2,9	Année du chat 4,1	Débat impôts 5,1	The Equalizer 2,1

LIVRES • IDEES

Le bonheur d'être italien

Rencontre avec Roberto Calasso, le très cultivé directeur des éditions Adelphi, devenu avec les Noces de Cadmos et Harmonie un auteur à succès

LES NOCES DE CADMOS ET HARMONIE

de Roberto Calasso.
Traduit de l'italien par Jean-Paul Manganaro, avec la collaboration de Camille Dumoulié.
Gallimard, 418 p., 130 F.

Avec son troisième livre, les *Noces de Cadmos et Harmonie*, Roberto Calasso a fait œuvre de mythographe, comme le montre Pietro Citati (lire page 25). Ce texte, qui suppose une immense culture et veut montrer comment les hommes n'en auront jamais fini avec le mythe; ce récit circulaire, ouvert par l'enlèvement d'Europe et clos par les noces de Cadmos (le frère d'Europe) et Harmonie, a trouvé en Italie de nombreux lecteurs. « Il a été d'abord tiré à quinze mille exemplaires, ce qui me semblait logique », souligne Calasso. Quelques jours après la sortie, il a fallu faire une première réimpression. Le livre a atteint par la suite les cent cinquante mille exemplaires. En Espagne, où l'on en est à la quatrième réimpression, il semble suivre le même chemin.

La fascination du public latin pour ce qui le fonde, pour l'antiquité grecque, pour les mythes et leurs histoires enchevêtrées, ne suffit pas à expliquer le succès d'un livre, dont chacun peut sentir à défaut de la débiter et de la maîtriser — la complexité. A travers des histoires, « par lesquelles on peut bien sûr se laisser porter », dit Calasso, puisque rien n'est donné comme sous-entendu, se jouent et se rejouent tous les combats d'une civilisation. Et Calasso prend nettement un parti : celui d'Athènes contre Sparte, à l'évidence, et celui d'Homère contre Platon, « bien que personne n'ait compris le mythe comme Platon », souligne-t-il.

La grandeur du roman

Que sait-il du bonheur d'être italien lorsqu'on est l'auteur d'un tel ouvrage, dont la critique figurait à la Une du quotidien *la Repubblica*? Français, il aurait eu contre lui, outre les critiques « fatigués » (418 pages, à lire lentement, leur semblait, a priori, relever du « trop long »), les tenants du « romanesque » à



Roberto Calasso : « La grandeur du roman est de ne pouvoir être enfermé dans aucune forme rigide. »

tout crin, qui lui auraient reproché d'avoir fait un « essai », forme dégradée s'il en fut de ce qu'ils croient être « l'écriture ».

« En Italie, on a lu les *Noces* comme une fiction », explique Roberto Calasso. C'est, au sens strict, une mythographie. Je ne suis pas favorable à ces définitions restrictives du roman et du romanesque que l'on donne parfois, en France notamment. La grandeur du roman est de ne pouvoir être enfermé dans aucune forme rigide. Sa seule contrainte, et ce qui l'identifie, est d'être une narration. Dans Balzac, on trouve des dizaines de pages de réflexions, d'analyses, de digressions. Or, si Balzac n'est pas un romancier, qui l'est ? Ma façon de comprendre le mythe ne peut s'exprimer qu'à travers une narration. Le récit ne peut être compris que par un autre récit. Il y a des choses qui sont dites dans le récit et qu'on ne récupère nulle part ailleurs. »

« On a fait, au cours des siècles, beaucoup d'études très savantes sur la mythologie, pour tenter de la soumettre à un autre savoir, pour tenter d'interpréter ces choses qu'on jugeait naïves.

En réalité, ce n'est pas naïf du tout. La pensée est très complexe, mais elle est dans la narration, je dirais même au-dedans de la narration. Et moi, j'ai pris le parti des histoires elles-mêmes. »

Les *Noces de Cadmos et Harmonie* est, selon Calasso, « d'une lecture plus directe » que son précédent livre, la *Ruine de Kasch* (1), « mais le fond en est peut-être difficile ». Kasch est une sorte de légende des temps modernes qui prend Talleyrand comme figure centrale, « maître des cérémonies », en quelque sorte. Le style change à chaque page, le rythme est celui de l'incessante cassure, la volonté est de produire la sensation de la plus grande fragmentation possible. Dans les *Noces*, « on sort rarement du tissu grec. Et c'est le récit qui domine. Avec un côté circulaire, car la forme mythique, dans son essence, est circulaire. »

Pourtant, Kasch et les *Noces* sont, pour Roberto Calasso, deux volets d'un même ouvrage : « J'ai écrit, en 1974, un premier roman, le *Fou impur* (2). Et puis commence cette chose qui est pour moi un seul ouvrage, qui mûrit longtemps. Je pensais au

départ que ce serait une trilogie. Désormais, je compte sur quatre ou cinq volumes. Les *Noces* est né comme une déviation soudaine, alors que j'étais en train d'écrire ce que je croyais devoir être le deuxième volume. Et qui sera probablement le quatrième. Je ne souhaite pas définir le propos général de mon projet. Et je ne le peux pas vraiment, car, pour une large part, je le découvre au cours de l'élaboration. Chez moi, il n'y a pas d'unité donnée par un personnage, comme chez Proust, dans la Recherche, mais c'est tout de même un seul livre qui s'écrit en plusieurs. Les *Noces* devrait rayonner sur tous les autres. C'est pourquoi il vient en « numéro 2 », supplantant le récit prévu initialement. »

Le succès populaire excepté — réconfortant, même si, comme presque toujours, il repose sur une part de malentendu, — ce livre n'est qu'une étape logique dans le parcours de Roberto Calasso, un homme qui, dans son travail d'écrivain comme dans son métier d'éditeur, continue d'œuvrer pour que les intellectuels ne soient pas relégués

dans des catacombes et pour que le savoir, la culture, l'érudition demeurent un signe de reconnaissance, une distinction, une marque de civilisation.

Ce littéraire — il a fait sa thèse avec Mario Praz — fasciné par la philosophie, né à Florence en 1941, pouvait difficilement échapper à son destin intellectuel, entre un grand-père professeur de philosophie, qui avait fondé une maison d'édition à Florence, et un père éminent historien du droit. Il avait tout juste vingt et un ans quand il participa à la création d'une petite maison d'édition, qui prit le nom d'Adelphi, et qu'il dirige aujourd'hui, à Milan. « C'est une maison où l'on ne publie que cinquante titres par an, précise-t-il, et qui ne souhaite pas devenir plus grande. Nous nous sommes fixés une règle, dès le départ, et nous n'avons jamais dévié : nous ne publions que des livres que nous aimons. »

Roberto Calasso publie « en toute tranquillité » ses propres livres chez Adelphi : « Je sais que ce serait impensable dans le monde anglo-saxon, mais, pour moi, un éditeur, c'est un réseau d'affinités. Mes affinités sont, forcément, chez Adelphi. Alors, je préfère la transparence. Et puis, si le livre est mauvais, on a beau le publier chez soi, il reste un mauvais livre. Par ailleurs, je tiens beaucoup à mon métier d'éditeur, même s'il rend ma vie d'écrivain difficile. J'aime aussi traduire. J'ai traduit Karl Kraus, un peu Nietzsche et quelques autres. » Si Roberto Calasso est aujourd'hui, la cinquantaine venue, un auteur comblé, il est depuis longtemps, et probablement à jamais, un intellectuel heureux. Rien n'est plus stimulant, en ces temps frileux. Et rien n'est plus rassurant, finalement, que l'intelligence.

Josyane Savigneau

(1) Gallimard, 1987, pour la traduction française (*le Monde* du 22 mai 1987).

(2) PUF, coll. « Perspectives critiques », 1976.

Lire également « Le Passager inconnu » par Pietro Citati page 25

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Voyageurs particuliers

Pour « partir », les personnages de Benoît Damon ont juste besoin d'une seringue et d'un peu de poudre blanche qu'ils s'envoient dans les veines. Il est des voyages plus aérés. Comme le périple de Bruno Bayen en Amérique du Sud, muni de bagages précieux : une curiosité tous azimuts et une culture multiforme. Vincent Jacq, enfin, a composé un bouquet de brefs chapitres en écho à la définition qu'il donne du voyage : une forme de donjuanisme.

Page 20

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Gels et dégels en Russie



Mikhail Boulgakov

La perestroïka a permis de sortir de l'ombre des écrits et des auteurs censurés, suicidés, assassinés... Des œuvres rares sont ainsi redécouvertes et peu à peu traduites, comme celles d'André Bidié, de Vladimir Korolenko ou du Géorgien Iliad. Un texte court de la jeunesse de Mikhail Boulgakov est également publié.

Page 26

Un génial attentat contre le Coran

Jacques Berque, le doyen de l'orientalisme francophone, s'est attaqué à la parole d'Allah dans une perspective rationaliste. C'est une première, et le résultat paraît probant

LE CORAN

Essai de traduction par Jacques Berque.
Ed. Sindbad, 848 p., sur papier bible avec calligraphies de Ghani Alani, relié façon cuir : 330 F. jusqu'au 31 mars, ensuite 380 F. Edition pour les bibliophiles plein cuir, frappé à l'or 23 carats. 2 500 F jusqu'au 31 mars, ensuite 3 000 F.

Quand on sait que la *Sunna* — les faits et dits du prophète Mahomet, documents si peu connus et sur lesquels pourtant droit et sociétés islamiques, sunnite ou chiite, reposent au moins autant que sur le message divin contenu dans le Coran — n'a encore qu'un seul de ses six recueils traduits en français (1), on peut s'interroger sur l'utilité

d'une six centième traduction du livre saint de l'islam, la quarantième en français.

D'autant plus que le Coran, réputé avoir été transmis directement en arabe classique à Mahomet par l'archange Gabriel (celui de l'Annonciation), est « intraduisible » selon la doctrine musulmane et qu'il a fallu des décennies d'efforts infinis pour que soit exaucé le vœu du « cheikh inimitable » Louis Massignon (1883-1962) et de tant d'autres de voir enfin une version française du Coran reconnue par l'islam.

Jusque-là, toute citation coranique dans notre langue pouvait être, et était parfois, jugée sans valeur par des musulmans. Depuis 1979, *L'Essai d'interprétation du Coran inimitable* — car une traduction toute crue ne saurait toujours être admise —

dû à Denise Masson, disciple de Massignon et publié par « La Pléiade », a été reconnu canoniquement valable, encore que dans sa seule version bilingue français-arabe (2). *L'Essai d'interprétation* a effectivement été approuvé par El Azhar — à la fois Vaticin et Sorbonne de l'islam sunnite ou « orthodoxe » — et par l'irremplaçable cheikh sunnite libanais Sobhi Saleh, assassiné ensuite à Beyrouth pour avoir déplié à l'occupant syrien, semble-t-il.

Jacques Berque, rude pied-noir du bled oranais (il est né à Frenda, là même où Ibn Khaldoun fit une de ses retraites fécondes), audacieux contempteur de la politique coloniale française au Maroc, membre de l'Académie de langue arabe du Caire et amant du terroir français, libre-penseur et islamo-

phile, poète et homme de terrain, auteur sur les Arabes et les Berbères d'une vingtaine d'ouvrages qu'il presque tous, renversent des idées reçues, n'était pas homme à se laisser influencer par les contingences précitées.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz
Lire la suite page 26

(1) Il s'agit du recueil d'El Bokhari. Les Editions Sindbad ont d'ailleurs repris, en 1986, le choix judicieux, quoique restreint, de *hadiths* (dits de Mahomet), opéré en 1964 par l'islamologue algérien G. H. Bousquet : *L'Authentique Tradition musulmane*, 290 p., 140 F (le *Monde* des livres) du 19 décembre 1986.

(2) Edité par Dar el Kitab el Loubanani, BP 31 76, Beyrouth et diffusé par les librairies orientalistes (*le Monde* daté 9-10 décembre 1979).

CLAUDE MAURIAC

Le Temps accompli

mémoires

De Gaulle, Foucault, Green, Mitterrand, Malagar, Le Liban... Claude Mauriac revient sur sa mémoire comme on reviendrait sur les lieux d'un crime ou d'un bonheur révolu.



Grasset

nos annonceurs
pondre à toutes
et de restituer
ts qui leur ont

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

LEON CHERTOK avec ISABELLE STENGERS et DIDIER GILLE : *Mémoires d'un hébreu*. — Récit à plusieurs voix de la vie d'un enfant terrible, né en Biélorussie en 1911, résistant au sein de la section juive de la MOI, psychanalyste par Lacan, devenu un grand spécialiste de l'hypnose. (La Découverte, 384 p., 155 F.)

ESSAIS LITTÉRAIRES

PAUL VALÉRY : *Cahiers, 1894-1914, tome III*. — Établie d'après les manuscrits originaux, présentée et annotée sous la responsabilité de Nicole Celyette-Pietri et Judith Robinson-Valéry par une équipe internationale de chercheurs, l'édition typographique intégrale des vingt premières années des *Cahiers* de Valéry comprendra quatorze volumes. Cette édition en est à son troisième tome ; précédé par Jean Starobinski, il comporte un index analytique pour les trois premiers tomes. L'enjeu de ces *Cahiers* est la tentative du Moi valéryen de se constituer en système de son imagination et des connaissances de son temps. (Gallimard, 668 p., 295 F.)

MICHEL JARRETY : *Valéry devant la littérature : mesure de la limite*. — Cet ouvrage prend en compte la totalité de l'œuvre valéryenne, *Cahiers* compris, pour tenter de circonscrire une entreprise apparemment sans limite par son ambition philosophique et littéraire. L'auteur, spécialiste déjà réputé, montre Valéry refusant de se laisser enfermer dans la littérature et redéfinissant la portée de celle-ci. (Presses universitaires de France, 464 p., 178 F.)

CLAUDE LAUNAY : *Paul Valéry*. — Une monographie à mi-chemin de l'essai et de la biographie, introduisant de façon simple à l'œuvre de Valéry, comme se définissait Valéry. (La Manufacture, 308 p., 165 F.)

FLORENCE DE LUSSY : *Histoire d'une métamorphose : les manuscrits de « Charnes »*, tome I. — Un travail considérable sur la genèse de l'œuvre posthume de Valéry — à partir de 1916 — d'après les manuscrits. (Les lettres modernes, 73, rue du Cardinal-Lemoine, 75006 Paris, 388 p., 470 F.)

DOMINIQUE TRIAIRE : *Potocki*. — Par-delà les multiples facettes de l'homme, Dominique Triaire nous invite à redécouvrir la « cohérence de l'œuvre » de Potocki, l'auteur du célèbre *Manuscrit trouvé à Saragossa*. (Actes Sud, 268 p., 160 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

PATRICIA HIGHSMITH : *Le Journal d'Edith*. — La réédition du roman paru en France en 1978 — le plus abouti, et peut-être le plus noir de Patricia Highsmith, bien que dépourvu de péripéties du traditionnel récit à suspense. L'histoire lente et cruelle d'une jeune femme américaine qui voit sa vie se « décomposer » et qui, dans son journal intime, s'invente, par compensation, une fiction reconfortante (traduit de l'anglais [Edits-Unis] par Alain Delahaye, Calmann-Lévy, 314 p., 110 F.). Par ailleurs, un volume de la collection « Bouquins » de Robert Laffont reprend plusieurs des célèbres « Ripley » de Patricia Highsmith, notamment *Monsieur Ripley* et *Ripley s'amuse* (au cinéma Plein Soleil et l'Ami américain). Avec de nombreux documents, dont une filmographie. (1 220 p., 130 F.)

PSYCHANALYSE

Ouvrage collectif : *W. R. Bion, une théorie pour l'avenir*. Actes du colloque organisé par l'Association française de psychiatrie en octobre 1989. À l'occasion du dixième anniversaire de sa mort. Quatorze spécialistes proposent de faire redécouvrir l'œuvre de W. R. Bion et son travail sur « les mécanismes de la pensée et la place des émotions et du mysticisme dans la pensée ». Textes présentés par Simon-Daniel Kipman. (Métailié, 165 p., 115 F.)

JEAN ALLOUCH : *Marguerite ou l'innée de Lacan*. — Postface par Didier Anzieu, cette étude très serrée de la thèse de Lacan ressassée des pans entiers de l'histoire de la psychiatrie dans une perspective critique. (Ed. EPEL, 28, rue Madame, 75006 Paris, 568 p., 230 F.)

ROMAN

HENRI QUEFFÉLEC : *les Canons d'Oscarborg, Convoi pour Oslo*. — Lorsque, à l'aube du 9 avril 1940, Hitler envahit une Norvège presque totalement désarmée, le colonel Eriksen, commandant la vieille forteresse d'Oscarborg, à l'entrée du fjord d'Oslo, ouvre le feu à 500 mètres sur le navire de tête dont il ignorait la nationalité. Ses deux canons démodés, baptisés *Molse* et *Aaron*, désamorpèrent le dernier-né de la flotte allemande, le grand croiseur *Blicher*, qui fut achevé par trois torpilles. On a beaucoup parlé de la bataille de Narvik, beaucoup moins, à l'exception du passionnant livre de François Kersaudy, *la Guerre du fer* (Tallandier, 1989), de l'ensemble de l'invasion. Le colonel Eriksen a son monument. Henri Queffélec lui en érige un autre, à mi-chemin entre le roman et l'histoire. (Stock, 314 p., 110 F.)

EN BREF

■ Prix littéraires. Le prix littéraire du Rotary est allé à Jacqueline de Romilly pour son roman *Ouverture à cœur* (de Fallois). Le ministère italien de la culture a attribué son prix national de traduction à la collection « Terra d'alt » des Éditions Verdier, créée en 1987 par Bernard Siméone et Philippe Renard. Enfin, le prix de traduction Eça de Queiroz, qui récompense des traducteurs français d'œuvres portugaises, est allé cette année à Françoise Laye pour sa traduction du *Livre de l'intranquillité* de Pessoa (Christian Bourgois) et à Michel Chandeigne pour

ses traductions du poète Eugenio de Andrade (La Différence).

■ Hachette et la Fondation Cousseau viennent de signer un contrat portant sur la publication d'une gamme d'albums, de livres et de documents destinés à la jeunesse. Ces collections seront éditées et publiées par Hachette, qui en a acquis les droits mondiaux dans de nombreux pays.

■ PRÉCISION. — Les *Combats pour l'enfant* d'Octave Mirbeau, dont la parution avait été annoncée dans « le Monde des livres » du 28 décembre, sont publiés par les Éditions Ivan Davy, La Botellerie, 49320 Vauchrétien.

— LA VIE DU LIVRE —

100.000 LIVRES
EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

42 bis 55 06

9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens
Beaux livres

Le catalogue 501 vient de paraître
Envoi sur simple demande

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Bruno Bayen : une curiosité tous azimuts, une culture multiforme.

Voyageurs particuliers

parcs, dans les toilettes de cafés inconnus ou sur les berges de fleuves opaques, je disais : ici, ici je suis. Ici je me tue. Rempli d'une joie mauvaise, je crevais mon sac de peau.

Pierrot s'en sort de justesse, se détache des poisons, entreprend ce récit qui le réconcilie avec sa mère et la vie. La grande justesse de ce témoignage violent est de montrer le fléau de la drogue s'abattre et s'évanouir comme un mystère absolu sur un adolescent que rien, apparemment, n'y prédispose plus qu'un autre. Benoît Damon ne s'explique pas, ne s'excuse pas et c'est ce qui donne toute sa force à sa confession impudique.

Il y a des voyages plus aérés, certes — même si depuis les Beatles et Henri Michaux on associe volontiers les espaces intérieurs et les routes du monde comme deux expériences parallèles — et l'héroïne n'est pas la seule terre de contraste. Bruno Bayen, auteur dramatique (Schliemann, épisodes ignorés, Gallimard, 1982), traducteur, metteur en scène proche d'Antoine Vitez, a obtenu une bourse « hors les murs » de la Villa Médicis pour un périple en Amérique du Sud. Il en publie la relation sous le titre magnifique d'*Eloge de l'aller simple* (qui, pour un peu, aurait pu convenir au livre de Damon), comme un roman, dans la collection « Fiction et Cie » de Denis Roche. Allez savoir ce qui relève de la fiction, de la compagnie et du fait réellement observé. Qu'importe, du reste ; le voudrait-on, on n'embarque jamais sans bagages.

Ceux de Bruno Bayen sont multiples et précieux. Une curiosité tous azimuts et une culture multiforme dont le registre s'étend des classiques

de la littérature aux fait divers plus ou moins oubliés, exacts ou controversés. Il part de la Gironde pour Pointe-à-Pitre à bord d'un cargo, puis descend vers Cayenne et l'Amazonie ; cette Amazone opaque dont les couleurs métissées, épaisses, défient toute description et lui permettent d'emprunter la formule de Montaigne : « Il ne me semble pas que nulle peinture puisse représenter un si riche paysage », de glisser de Montaigne à l'Italie, à la Piazza Navona avec la fontaine des Fleuves du Bernin, où le Rio de la Plata est figuré par un nègre.

Manaus, l'ancienne capitale champignon qu'un Anglais, Henry Alexander Wickham, condamna à la ruine, en 1876, d'une ruse, en quittant le pays avec des graines d'hévéas qu'il fit passer pour des bulbes d'orchidées, mérite un séjour : « La ville des cols et des manchettes qu'on expédiait sur les bateaux de ligne pour être amidonnés à Lisbonne ; des trottoirs en latex feulant le passage des voitures à l'enlèvement du Teatro Amazonas, coulés pour préserver de tout bruit parasite le timbre de la cantatrice ; celle qui se dépeuple en quelques semaines, quand l'envoi des cours du caoutchouc malais entraîna l'effondrement des cours du caoutchouc amazonien. » Notamment le Teatro, ce fameux Opéra dans la jungle où la légende veut que Sarah Bernhardt joua *Hernani* avec Caruso, mais, dit Bayen, ce n'est pas sûr du tout, en revanche, l'histoire de l'oiseau qui était le dernier au monde à parler la langue disparue des guerrières amazones et s'était installé dans les loges de l'Opéra abandonné.

Les personnages qu'il rencontre existent-ils ou sont-ils

arrangés pour la beauté du propos ? Ainsi le vieil excursionniste Wunsch qui pendant des années a promené sur les affluents peu fréquentés du fleuve des touristes dans son canoë, et qui avait fait inscrire sur sa carte : « Celui qui vous emmène où il n'y a personne », ayant compris la loi du marché de la solitude : « Il n'est pas d'article plus mystérieux à vendre, donc pas de marché plus libre, et puisque avant des siècles l'offre, en certaines régions du monde, ne pourra pas excéder la demande, le bénéfice en est infini. »

Son portrait, étonnant, ne paraît pas exagéré, pas plus que celui de son compère Lark et de quelques autres. Avant les pages consacrées à la Terre de Feu et au cap Horn, on ne manquera pas une évocation lyrique et magistrale de Buenos-Aires où Bayen cherche les traces de Roberto Arlt et de Marcel Duchamp, tombe sur le spectre de Landru, par ce qui relève d'un délire investigatif, d'un de ces accidents de l'imagination qui embellissent les relations les plus rigoureuses parfois et s'épanouissent dans celles qui ont comme ici la bride moins serrée.

Le voyage engendre la notule, l'anecdote, l'exemple, la compilation de détails pittoresques parfois difficiles à endiguer. Pour son second livre, Vincent Jacq, attaché culturel à Lisbonne, a réussi dans un style très sobre et une langue impeccablement classique un bouquet de brefs chapitres en écho à la définition qu'il donne du voyage : une forme de donjuanisme. « L'errant cherche un bonheur qui ne s'use pas ; il a compris qu'il y avait des plaisirs de surface, rien de profond. Il court d'une passion brève à une autre avec toujours le même élan, la même capacité d'illusion ; il parvient surtout à oublier le bonheur de la veille. Inaltérable, sans état d'âme, il a renoncé à l'épaisseur du sujet. Cette légèreté est sans doute une sorte d'ataraxie, une recette de béatitude. On ne doit y parvenir qu'au terme d'une longue ascèse, ou pour avoir reçu le don de frivolité. »

Quelques développements sur l'anthropologie sont particulièrement savoureux, si l'on peut dire, sur l'humour et le bon sens des cannibales ; ainsi les Fuégiens qui mangeaient les vieilles femmes « avant » de s'en prendre aux chiens, parce que les chiens attrapaient les loutres, que les vieilles ne les attrapaient pas ; ou les Égyptiens qui, pendant les famines du treizième siècle, se disaient malades, faisaient venir le médecin et le mangeaient ; c'est la logique même ; ou encore ces Néo-Zélandais qui après s'être liés d'amitié avec le capitaine Marion-Dufresne, avoir échangé des cadeaux, partagé des repas avec son équipage, massacrèrent Marion et ses compagnons et les dévorèrent tout crus. Non par hostilité directe, ni par haine. Pour éteindre la dette contractée par un précédent navigateur, Surville, qui avait fait preuve d'une cruauté injuste. « Apologie du jeu politique, mais aussi de certains drames obscurs de l'amour : combien de représailles infligées ou subies pour un autre... »

C'est en effet par les transferts successifs de dettes obscures et leur endossement souvent aveugle que se trament nos histoires singulières ou collectives ; ce petit recueil parfait en est l'illustration intelligente et élégante.

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Histoires courtes

Le nouveau recueil d'une nouvelliste accomplie : Claude Pujade-Renaud

VOUS ÊTES TOUTE SEULE ?
de Claude Pujade-Renaud.
Actes Sud, 170 p., 85 F.

Un diadème serti de onze diamants. Telle est l'image que l'on garde en mémoire, une fois achevée la lecture des onze nouvelles qui composent *Vous êtes toute seule ?*, le nouveau recueil de Claude Pujade-Renaud (1). L'enchantement est d'autant plus fort, plus durable, qu'il tient plus à l'écriture de l'auteur qu'aux histoires, même si certaines d'entre elles sont des chefs-d'œuvre d'humour noir.

« A la guerre, on n'invente pas sa vie ; il faut crever les yeux à sa destinée », écrivait Joë Bousquet à Luc Decaunes (2). Les héroïnes de Claude Pujade-Renaud subissent la pire des guerres : celle qui, au quotidien, use les êtres jusqu'à la corde. Prisonnières de leur corps autant que du rôle social ou familial qu'elles ont accepté de jouer, ces femmes se comportent comme des funambules. Mais savent-elles seulement que l'unique liberté du funambule est de choisir l'instant de sa chute ?

Le regard froid que pose l'auteur sur ses personnages ne doit pas faire illusion. Toute de colère contenue, Claude Pujade-Renaud ne veut pas qu'une émotion gouverne sa plume. Si la profession de « dompteur de volcans » existait, elle pourrait l'exercer, car, presque à chaque page, on pressent qu'elle contient l'éruption qui menace d'incendier son texte.

Claude Pujade-Renaud creuse les solitudes à coups de phrases tranchantes, mais son lyrisme froid réchauffe le cœur. Qui mieux qu'elle, aujourd'hui, dis-je dans ses écrits le travail de sâpe du temps ? Les sentiments, tout comme les corps, s'alourdissent, et les amants, à force de répéter le geste de l'amour, singent ce qu'ils furent jadis. Mais Claude Pujade-Renaud a trop de compréhension pour ces dépossédés pour ne laisser d'eux qu'une image ridée.

Si la première et la dernière nouvelle rappellent la passion de Claude Pujade-Renaud pour la danse moderne, elles sont pourtant moins significatives



Claude Pujade-Renaud : une colère contenue

que celle qui donne son titre au livre. Fabienne, une employée de bureau, va déjeuner tous les jours dans le même restaurant. Le « Vous êtes toute seule ? » de la serveuse la blesse, car elle ressent le « toute » comme une marque de mépris.

« Pêché de solitude »

« Sans doute est-il légitime d'être puni pour péché de solitude », pense-t-elle pendant qu'elle s'installe dans la rangée des solitaires, ces parias que l'on expédie comme un vulgaire plat du jour. Fabienne jalouse une veuve qui, elle, a droit à une table pour deux. Il est vrai que celle-ci, fidèle jusqu'au bout à son défunt mari, commande et paie « la part du mort ».

L'employée qui, jusqu'alors, n'éprouvait que dédain pour le mendiant du coin de la rue, invitera celui-ci à déjeuner

pour accéder enfin à la rangée des gens « normaux ». Il n'y aura jamais rien entre eux, hors les bruits de déglutition, mais, lorsque l'homme disparaîtra du quartier et de sa vie, elle gardera son rang, en payant, elle aussi, « la part du mort ».

Claude Pujade-Renaud possède l'art et la manière de faire bref et nul ne songerait à l'en blâmer. Néanmoins, on est en droit de regretter que son recueil ne compte pas quelques nouvelles de plus. Quel dommage d'interrompre si tôt un aussi beau voyage !

Pierre Drachline

(1) Rédactrice en chef de la revue *Nouvelles nouvelles*, Claude Pujade-Renaud a déjà publié deux recueils de nouvelles : *Les Enfants des autres* (1985) et *Un si joli petit livre* (1989) chez Actes Sud.

(2) In le *Spécial Joë Bousquet* de la revue *la Sape* n° 25-26, 118 pages, 75 F. (Résidence de la Forêt, 10, allée de la Quintinie, 91230 Montgeron.)

Vertiges fictifs

La liberté joueuse de Camille Laurens qui signe un premier roman parfaitement maîtrisé

INDEX
de Camille Laurens.
POL, 256 p., 99 F.

Il y a des romans « à vertiges » comme il y a des romans « à clefs » ou « à tiroirs ». A vouloir les raconter, on risque de tomber dans le piège que l'intrigue vous tend. Trame légère et subtile, celle-ci est seulement destinée à faire entrevoir obscurément le motif de ce vertige. Dans *Index*, le premier roman que signe Camille Laurens, cette trame pour être légère n'en est pas moins serrée et solide. Le trouble qu'on ressent n'en est que plus profond.

Ce trouble, le lecteur l'éprouvera, rétroactivement il est vrai, dès le titre et le nom de l'auteur. Pointé par « l'auteur supposé du livre — un pseudonyme évident », l'*Index* en question désigne les multiples « entrées » du livre répertoriées en fin de volume, comme pour un ouvrage savant dans lequel on voudrait pouvoir toujours circuler. Quelques-unes de ces entrées — d'« abri » et d'« amour » à « enquête » et « fin » en passant par « biographie », « correspondances » ou « da capo » — donnent les titres « plus ou moins mystérieux » des différents chapitres, indépendants comme des nouvelles, mais qui se recoupent pour construire cette trame dont nous parlions.

Claire Desprez, architecte qui vient d'avoir trente-sept ans et garde vivaces quelques espoirs que divers épisodes de sa vie auraient dû normalement lui faire perdre depuis longtemps », achète dans une gare un roman, *Index* — évidemment — de Camille Laurens. Elle y découvre, à peine transposée, sa propre vie, son secret le plus intime. Claire, qui est peut-être Blanche, mène l'enquête, qui la conduira, de la « Villa mauresque » de Guy de Maupassant à Étretat, chez Camille Laurens, professeur de tango à Paris, homonyme de « l'auteur supposé » du livre qui la trouble... Entre-temps, elle renouera avec un ancien amant, Alexandre (Raymond en fait) Blache, professeur en mal de littérature, trouvera dans le train une anthologie de textes médiévaux oubliée par un étudiant...

Vous avez du mal à suivre ? Peu importe ; l'essentiel est ailleurs !

Dans cet ailleurs, qui n'est peut-être nulle part, la fiction gagne une sorte de statut incontestable, auprès duquel la réalité n'est qu'un pâle leurre, une feinte grossière. Le « hasard », ce « dieu vengeur au cornet à dés », conduit le bal. « Obsédée par la justification des choses », Claire s'introduit dans la danse — un tango un peu fébrile, un peu sexuel aussi. C'est la fiction d'ailleurs qui est le vrai — si on peut dire... — sujet d'*Index*. « La vie est une suite de métaphores différentes de quelques événements majeurs, parfois d'un seul. Nous ne savons pas forcément les lire, quoique nous les écrivions. » Quant à la justification théorique de la démarche littéraire en jeu dans *Index*, c'est dans un cours d'Alexandre Blache qu'il faut la chercher : « ... dans ce

schéma narratif, l'analyse est toujours rétrospective (...) l'héroïne (est) entraînée malgré elle vers l'agent du destin... »

L'auteur de ce roman — un premier, nous dit-on — qui, à la différence du maître de tango d'*Index*, est, selon l'éditeur, une vraie (?) femme, a bien retenu les leçons de Péric ou du Roubaud du *Grand Incendie de Londres*. Mais la liberté joueuse et hautement maîtrisée avec laquelle elle mène son récit lui appartient en propre. Lui appartient également un style parfaitement adapté, comme la juste frappe sur un instrument accordé avec finesse. Cela, ainsi qu'une impossible fantaisie, fait d'*Index* une réussite rare, incontestable dans son ordre.

Patrick Kéchichian

Lionel Ray, « homme sans refus »

UNE SORTE DE CIEL
de Lionel Ray.
Gallimard, 120 p., 90 F.

Changer de livre en livre, affirmer sa liberté à travers des métamorphoses : c'est le risque qu'a pris Lionel Ray, poète aventureux et « homme sans refus ». Pourtant ses derniers recueils, loin des éclats et des ruptures de la « poésie élégiaque », confirment son retour à un lyrisme discret, comme sous l'étiquette que proposait Hughes, nul : « Lionel Ray, plumes et objets doux, musiques sans inscription... »

Regroupés en quatre sections, très cohérentes, très maîtrisées formellement, les poèmes d'*Une sorte de ciel* répondent pourtant à des tentations assez diverses. Dans les distiques fluides, harmonieux de *Résidence dans les froissements*, Lionel Ray s'abandonne davantage à la « chanson simple », parfois à l'invocation fervente, mêlant les sortilèges de conte aux résonances de l'ancienne poésie. Mais la dou-

leur élégiaque cède souvent la place à l'inquiétude fascinée devant « ce qui se défait ». Dans *Outre-nuit* se dessine un arrière-monde inquiétant, incompréhensible, « flétri », dont le poème ne peut qu'approcher l'énigme. Effacement, égarement, vertige de la dissociation devant « l'autre qui est là » : des images insistantes — clés perdues, regard aveugle — ravivent une sorte d'effroi dans les fragments de *Lapidaires* et surtout dans les poèmes d'*Une sorte de ciel*, les plus abrupts et les plus élaborés.

La dernière partie du recueil, *Célébration*, propose des approches poétiques de Jean Grosjean et Jean Tortel, de Reverdy et de Michaux, tandis qu'un dernier texte rappelle les pouvoirs du poète : « Il attend, investit, approuve, déçoit, réunit, conquiert l'inconfort, s'embusque par chemins interdits, parcourt, s'élève vers des fissures, éprouve, n'éprouve pas, envahit, se déprend, s'écrie ce n'est pas moi... »

Monique Pétillon

Brèves rencontres

PASSANTES
de Philippe Mikriammos.
Ed. Fourbis (BP 425, 75527 Paris Cedex 11), 72 p., 59 F.

Ce pourrait être à nouveau le récit — mille fois écrit, mille fois lu — des séductions passagères, des croisements amoureux que le hasard ou le printemps ait fomenté. Cela aurait pu être une nouvelle galerie de portraits brossés « à la hussarde » montrant quelques-unes de ces séductrices qui passent, sans s'arrêter longtemps, dans la vie des hommes.

Passantes, précisément, n'est pas cela. Le petit livre de Philippe Mikriammos bifurque à l'endroit précis où il aurait pu devenir l'un de ces récits anodins dans lesquels le narrateur prend des poses stendhaliennes pour regarder, d'un oeil vaguement lassé, les silhouettes féminines qui croisent à portée de son désir...

Sans jamais être pesant, le propos de l'auteur est plus sérieux. Ses « passantes » mettent en jeu bien davantage que le simple pouvoir de séduction et les avantages de celui qui, ému, assiste à leur passage. « Une heure après, deux heures après, quand cela retombe, plus rien, et moins que rien, vous en moins dans l'air en moins — les paroles se taisent. Le silence dans la tête, et juste quelques graines de rêve sur un tapis de soli-

tude. » Cette « solitude », chaque visage aperçu ou scruté, chaque regard croisé, chaque geste même échangé l'installe, l'ancre un peu plus. Et les rencontres ne sont que de brefs espaces, des lieux infiniment précaires perdus ou flottant au milieu d'elle.

Qu'elle prenne le masque sans forme ni couleur de « l'invisible », ou celui plus improbable encore de « la disparue », qu'elle vous congédie sur un très prosaïque « je ne suis pas techniquement amoureuse de toi », la « passante » de Philippe Mikriammos est imprévisible, essentiellement troublante. Trouble profond, dans lequel l'identité de l'amoureux s'égare : « C'est le nom qui échappe. Plus que tout, plus que le visage, qui a laissé une trace très vague, c'est le nom. »

Philippe Mikriammos n'insiste pas, ne se plaint pas, ne tire pas de conclusions psychologiques ou universelles sur le destin des hommes et des femmes, sur la nature ou le devenir de la différence des sexes et de leur commerce... « C'est comme si je ne savais rien de moi-même », écrit-il, se tenant dans une zone de trouble et d'incertitude dont il dessine le contour singulier.

P. K.

Chez le même éditeur, Philippe Mikriammos avait publié, en 1988, un poème, *Ballade du voyageur* retournant vers sa maison inconnue.

Les écrivains du thé

LE THÉ DANS L'ENCRIER
de Gilles Brochard.
Ill. de Ruben Alterio.
Aubier, 166 p., 230 F.

Boire du thé n'est pas, pour Gilles Brochard, un geste innocent. C'est un véritable rite qui, en « éloignant le bruit du monde », mène à une certaine tranquillité et à la sagesse intérieure. Dans un livre délicat, traversé par les peintures nuancées de Ruben Alterio, Gilles Brochard célèbre la jouissance du thé « à la fois chaude et tendre, gracieuse et violente ». Il décrit aussi les effets d'une boisson sur des écrivains qui ne craignent pas de mettre du thé dans leur encier.

Il évoque Balzac, pour lequel le thé, recelant un pouvoir sensuel et amoureux, est l'essence même de la séduction. Dans la *Cousine Bette*, Balzac détermine la grâce d'une femme à la façon qu'elle a de servir le thé. Quant à Katherine Mansfield, elle lui paraît être la romancière la plus fidèle au dictionnaire : « Le chemin du paradis passe par une théière. »

Brochard analyse, avec humour, la sociabilité à laquelle le thé donne naissance : ce sont les théés-amitiés de Nathalie Barney où les invités communiaient dans

une même ferveur esthétique ; et les théés-chiffons de *Notre-Dame-des-Fleurs* où Divine, dans son grenier, avec ses compagnes, se « nourrit de thé et de chagrin ».

Le thé incarne dans sa « haute portée morale » un art de vivre : Alexandra David Nél ne se séparait pas, dans son *Voyage à Lhassa*, du chaudron de fer blanc dans lequel elle faisait chauffer le tsampa, un mélange de thé et de farine d'orge. Au fond du dénuement de sa caverne de Domme, François Augiéras dévot son bol de thé bouillant comme un calice, dédié au Fils des Astres, et luttait ainsi contre le froid et la peur du monde.

Le thé est le compagnon et le réconfort des personnes seules, et Gilles Brochard évoque, avec une mélancolie discrète, le calme désuet des salons de thé où il se rend pour célébrer l'« heure bête » que Virginia Woolf fixait à 16 h 30. Conjuguant sa passion des livres et les délices de sa boisson favorite derrière les vitres du Fanny tea de la place Dauphine, il éprouve une « impression d'infini » lorsqu'il prend une tasse de ce thé « couleur de renard » qu'un nuage de lait traverse comme un ciel d'hiver.

Jean-Noël Pancrazi

Après
"l'Année sans pareille"
plébiscitée par
les lecteurs du Monde,
le nouveau
Michel Winock.



OLIVIER ORBAN

HISTOIRE LITTÉRAIRE

L'almanach Vialatte

LE FLUIDE ROUGE
d'Alexandre Vialatte.
Le Dilettante, 150 p., 89 F.

La manière dont les lecteurs découvrent les œuvres d'Alexandre Vialatte lui va bien : quelques chroniques ici, un morceau de roman là, des poèmes ou une nouvelle ailleurs, on dirait des cailloux semés par un Petit Poucet dont le désir d'ordre est sans cesse contrarié par la fantaisie de l'imagination. L'heureux lecteur se trouve dans la situation d'un enfant lâché dans un vaste grenier et qui découvre sous la poussière, entre un casque bosselé de la guerre de 14 et un paquet de lettres d'amour ficelées par un ruban émeraude, un dossier jauni qui ne peut contenir que des secrets merveilleux.

C'est d'ailleurs ainsi, semble-t-il, que Pierre Vialatte, le fils de l'écrivain, a retrouvé le manuscrit du *Fluide rouge*, qui dormait inachevé depuis un demi-siècle. C'est probablement au début des années 20 que le roman avait été commencé. Vialatte y est souvent revenu, comme s'il ne se décidait ni à l'abandonner ni à l'achever.

Dans une lettre à Pourrat datée du 30 mai 1933 (quand se décidera-t-on à publier les huit cent onze lettres de l'Auvergnat sublime à son compatriote et complice ?), il s'explique sur ce malaise : « Le *Fluide rouge* avance porté par la raison, la rhétorique et la bonne humeur, mais sans le noir vertige de la nécessité intérieure qui devrait le tordre comme le vent, le brûler comme un feu, le ronger comme un acide, l'emporter dans des nuées et des tourbillons écarlates. »

Et, de fait, il ne parvient pas à faire de ce livre un roman. Il a un

début, en fanfare, enlevé à la pointe de la plume. Il a une fin, superbe, éblouissante, le soliloque romantique et ridicule d'un bon bourgeois ruiné qui, faute de pouvoir conduire sa vie, en fait un poème, inspiré par l'alcool et les fumées de l'occultisme. Mais il ne parvient pas réellement à s'intéresser à ce qui se passe entre les deux. La « nécessité intérieure » manque.

Tout se passe comme si Vialatte découvrait que la richesse de son tempérament poétique n'était à sa création romanesque. Le *Fluide rouge* apparaît comme un fabuleux répertoire d'images, fulgurantes, cocasses, subtiles ou émouvantes que l'auteur entreprend de fouiller, de styliser. Il joue de leur couleur, des séductions décoratives de leurs courbes, il les éclaire et les rend énigmatiques à la fois, cherchant à travers elles à jeter des lueurs obliques sur l'ordre des choses et sur le désordre des esprits, sur la médiocrité de l'existence et sur les ressources infinies de l'imagination.

Objets fétiches

Mais les images l'absorbent, comme elles absorbent le récit. Il ne reste bientôt plus qu'elles, vivant d'une vie autonome. Le roman devient une suite de chroniques qui lient les noms des personnages et qui se cristallisent autour de ces tableaux qui sont les scènes primitives de l'univers de Vialatte : les pages de l'Almanach Vermot ou du Catalogue des armes et cycles de Saint-Eden, des affiches, des enseignes publicitaires — comme celle de « La Dame du Job » autour de laquelle il a construit un roman, — des

objets fétiches comme la lampe Pigeon ou les clerges de première communion. Chroniques enchâssées, dédiées à une civilisation que le matérialisme n'avait pas balayée et dans laquelle les hommes, leur raison et leur folie, demeuraient la mesure de toute chose. Chroniques qui paraissent sans doute désuètes, voire réactionnaires, si Vialatte ne prouvait pas ce qu'il affirme : une manière d'éternité française concentrée dans le style.

Comme ce morceau d'anthologie qui trace en quelques lignes un tableau de la littérature russe : « Tous ces messieurs avaient lu des romans qui parlaient de colons russes. Ce sont des gens qui fument de gros cigares et qui entraînent des danseuses célèbres. Ils roulent dans des troïkas et donnent des fortunes en pourboire. Des étudiants choriques préparent dans l'ombre, autour d'eux, des bombes qu'ils lancent sur les palais en orient Nitchov ! dans un spasme hystérique. On boit, on joue, on se ruine, on se brouille, on se grise, on se réconcilie, on se confesse les uns aux autres, on se jette dans les bras de son ennemi en le traitant d'homme sublime, on se déchire, on s'entre-tue, et on s'achève brutalement vers la sainteté par une longue série de crimes : telle est la vie ardente du Russe, son rythme slave et ses sublimes occupations. »

Pierre Lepage

Le onzième volume des chroniques de Vialatte que réunit Ferny Besson vient de paraître sous le titre *Prophètes de l'orthographe*. Comme les dix précédents, il est publié chez Julliard.

Balzac et les mots à la mode

Arbitre du bon goût, le romancier

nous apprend que « le discours est la partie morale de la toilette »

DES SALONS LITTÉRAIRES ET DES MOTS ÉLOGIEUX. DES MOTS À LA MODE

d'Honoré de Balzac.
Ed. du Page, 35, rue de la Gaîté,
75014 Paris, 50 p., 60 F.

HONORÉ DE BALZAC, UN CAS

d'André Mauprat.
La Manufacture,
300 p., 165 F.

LA PRODIGEUSE VIE D'HONORÉ DE BALZAC
de René Benjamin.
Éditions du Rocher,
316 p., 130 F.

Balzac ne fut pas seulement l'auteur de la *Comédie humaine*. Il se piquait aussi, quand il ne se mêlait pas de concurrencer l'état civil, d'arbitrer le bon goût. Deux charmants petits articles parus en 1830, et que viennent de reprendre les Éditions du Page, nous montrent qu'il ne dédaignait pas de se poser à l'occasion en codificateur de la vie élégante et de se prononcer sur les cas les plus disputés de l'éducation fashionable.

Disons-le tout de suite, la matière du premier article, — sur les salons littéraires, — nous paraît aujourd'hui à des années lumière. Il s'agit de décrire en détail le « mystère social » que constitue une lecture de salon, au temps de la bataille d'Hydrami. Balzac raconte les airs extasiés, les tremblements simulés, l'état de transe, l'hébété comblée, en un mot toute la mimique de l'admiration ; il apprend à singer des transports, à doser les exclamations, enfin le choix des épithètes. Grâce à lui, nous savons tout sur l'art d'écouter un hémistiche. Il faut avouer que nous n'en aurons pas beaucoup l'usage et que la vie littéraire durant les derniers mois du règne de Charles X n'entretenait avec la nôtre que des rapports très éloignés. L'intérêt est ici seulement historique, sinon anecdotique.

Babilage et potinage

En revanche, le second article va beaucoup plus loin. Il peut s'entendre comme le commentaire d'une phrase de la *Duchesse de Langeais* : « Le discours est la partie morale de la toilette, il se prend et se retire avec la toque à plumes. » Balzac y traite en effet du mot à la mode, qui vous pose dans la meilleure société. Car il ne suffit pas, pour en être, d'avoir des rentes et une bonne mine ; ni même de hanter les fournisseurs du Faubourg-Saint-Germain. Encore faut-il que votre ramage soit en proportion avec votre plumage et que vous possédiez le secret du langage à la mode.

On ne se tire hors de pair, Balzac y insiste, que par des nuances ; en l'occurrence par une manière de s'exprimer, un ton. Dans un monde tout entier voué au babilage et au potinage, une épithète, un tour d'expression feront de vous une espèce de personnage, ou un ennuyeux ; et, sur ce chapitre, le paradis voisin avec l'enfer : une parole inconsiderée, et vous voilà précipité des hauteurs de l'un dans les profondeurs de l'autre.

Le mot à la mode est un abracadabra social : il qualifie la personne. Mais gare ! Comme son nom l'indique, il se démode vite ; une durée de vie limitée lui est impartie. Chaque salon a comme le mot Balzac, son « une monnaie avec laquelle on paie argent comptant » ; mais une monnaie fiduciaire, dont la valeur est extrêmement variable. Dire de M^{me} Une telle, comédienne, qu'elle a été « étourdis-sante » peut être avantageux un jour, et vous assassiner le lendemain ; car on aurait attendu que vous disiez plutôt : « Elle n'a été que ravissante. » L'un et l'autre peuvent se dire à des moments, ou ni l'un ni l'autre, ou l'un mais pas l'autre ; tout dépend de la convenance de l'instant.

Des dandies lancent des « mots » ; le monde élégant en repend certains ; et ceux-ci deviennent bientôt les points culminants du langage ; puis ils



Balzac par Cocteau

tombent en désuétude et disparaissent. Leur ruine s'explique en raison même de leur succès : ils meurent au moment où ils sont sur toutes les bouches. Il y a un paradoxe du mot à la mode, qui explique à la fois l'instant où il se répand comme une traînée de poudre et celui où tout le monde s'en dégoûte ; c'est qu'il participe d'un principe de rareté.

Il ne faut pas le confondre par conséquent avec l'*idée reçue* selon Flaubert. Le langage élégant tient davantage du dialecte que du tissu de lieux communs : qui l'utilise se pique de ne pas se faire comprendre, s'il entend se faire reconnaître. Chaque salon a son idiome, on ne parle pas chez M^{me} de Castries exactement comme on parle chez M^{me} d'Abrantes.

Enjoué, léger, délicat

La mode concerne toutes les parties du discours, même les plus graves, ou les plus profondes. La philosophie, par exemple. On emploiera tantôt les mots qui se terminent en -té (objectivité, subjectivité, identité, etc.) ; tantôt ceux qui se terminent en -isme (sensualisme, idéalisme, dogmatisme, etc.), tantôt ceux qui se terminent en -ion (affection, sensation, inspiration, etc.). On se laissera guider par les considérations les plus utiles pour choisir les uns de préférence aux autres, et d'abord par le tact, car il convient toujours de suivre l'inclination de la matresse de maison sur cet article.

Balzac parle de tout cela savamment, et non sans quelque humour ; son style est parfait — enjoué, léger, délicat — merveilleusement accordé au sujet. La vie parisienne qu'il décrit s'est évanouie depuis belle lurette ; on ne le lit qu'avec plus de plaisir, un plaisir teinté parfois de mélancolie. C'est la grâce de l'esprit français qu'évoquent ces deux textes. On reste sous le charme.

Il serait difficile d'en dire autant de la lecture de l'ouvrage d'André Mauprat, *Honoré de Balzac, un cas*, qui vient de paraître aux Éditions de La Manufacture. Nous sommes là aux antipodes de la légèreté de ton illuminant les essais de Balzac sur la mode ; il est vrai aussi que le sujet ne porte pas à badiner puisqu'il s'agit rien de moins que de débarrasser, derrière l'écrivain, un cas psychiatrique.

André Mauprat, qui est psychiatre des hôpitaux à Charleville-Mézières, établit avec auto-

rité un diagnostic : à maints indices, il découvre en Balzac un tempérament maniaco-dépressif ; il lui semble même reconnaître une certaine prédominance de l'élément « maniaque », qui rend sujet à des exaltations périodiques, sur une éventuelle inclination à la mélancolie ; d'ailleurs il n'a pas tant de mérite : les contemporains de Balzac ont rivalisé d'éloquence pour peindre sa vitalité, son entrain, sa gaieté ; Champfleury, par exemple, l'appelait un « sanglier joyeux ».

L'étude de Mauprat ne renouvelle pas notre intelligence des romans de Balzac ; elle se contente de dresser un tableau clinique de l'individu, dont on a souvent du mal à saisir l'utilité. Il faudrait assurément beaucoup de sagesse pour croire qu'un tel tableau livrait un quelconque sésame.

Le seul intérêt du livre de Mauprat, et il n'est certes pas négligeable, réside dans la somme d'informations glanées ici ou là, parmi les témoignages des familiers de l'écrivain ; ainsi apprend-on certains détails sur la guerre ouverte que mena Balzac sa vie durant contre sa mère, Laure Sallambier.

L'actualité balzacienne est

abondante ; les Éditions du

Rocher viennent de republier un

essai de René Benjamin, la

Prodigieuse vie d'Honoré de Balzac,

paru pour la première fois en

1925. Plutôt que d'un essai il

vaudrait mieux parler d'une bio-

graphie romancée ; on y décou-

vre en effet une succession de

légères tableaux représentant

différents moments de la vie de

Balzac, depuis la jeunesse tou-

rangelle jusqu'à l'agonie, le

18 août 1850. Cela se lit d'une

traite et avec plaisir ; mais res-

sortit quant au reste à un genre

assez mineur : l'auteur semblant

avoir à cœur de faire de son

modèle un personnage pittores-

que, et abusant parfois de ce

talent.

François Meyronnis

Signalons également la réédition des *Petites misères de la vie conjugale*, où Balzac fait une peinture féroce du mariage (Adès, dessins de Cabu, 298 p., 115 F.) ; la parution de l'*Année balzacienne 1990*, consacrée à « Balzac et la Révolution » (CPUF, 496 p., 250 F.) ; enfin, l'essai de Juliette Grange, *Balzac, qui a comencé sous-tire l'Argent, la prose, les anges* (La Différence, 258 p., 89 F.).

Passage en revues

Littérature, poésie

Il y a un certain panache, même si celui-ci est noir, à inscrire sur l'acte de naissance d'une revue la notion d'échec littéraire. « Les échecs dont il sera question ici se mesurent aux enjeux qui furent là mis en œuvre. Enjeux des plus considérables, échecs littéralement considérables. » C'est ainsi que la rédaction de *Quai Voltaire*, revue littéraire présente le thème de son premier cahier, avant de citer les exemples « considérables » sur lesquels s'appuie ce dossier : de Flaubert, Gogol et Lenz à Rimbaud et à Pavese... « Noblesse de l'échec, en regard de tant de « réussites » littéraires dont l'Histoire est, certes moins que l'actualité, encombrée. »

Alain Nadaud, qui dirige *Quai Voltaire*, et à ses côtés Jean-Philippe Domecq, François Bon, Pierre Michon, Marie Redonnet et Olivier Rolin n'ont pas fait prévaloir de l'échec une conception nihiliste ou morbide. Et cette « noblesse », les auteurs présents

dans le sommaire veulent, à leur manière, la voir, comme Claude Louis-Combet, jusque dans le « manque » et la « stupeur » « où s'originent la nécessité d'écriture et l'échec toujours recommencé qui s'ensuit ». Outre une étude de Jean-Paul Goux sur le poids du destin et la place de l'œuvre à faire chez Kleist et Le Tasse, d'Alain Nadaud sur les différentes versions de la Tentation de Flaubert ou de Marie Redonnet sur Artaud, on découvrira avec un grand bonheur des *Fragments d'un Rimbaud*, de Pierre Michon, on se disant que si l'« échec » croise toujours dans ces parages on peut continuer à lire tranquille...

Dans leur texte d'intention, les animateurs de *Quai Voltaire* s'avouent « perplexes » face à la « situation de la littérature aujourd'hui » et se donnent comme but d'encourager « un certain type de discernement ». Exercice difficile mais nécessaire, que cette pro-

mière livraison laisse espérer fécond... Les paradoxes sont souvent stimulants pour l'esprit. Ainsi celui qui consiste à annoncer, après ce numéro, une deuxième cahier, consacré celui-là à « la postérité », et déjà introduit par « perplexité » et « discernement » devront être mis à nouveau à (rude) épreuve (Ed. Quai Voltaire, 68, rue Mazatine, 75006 Paris, 89 F.).

Polyphonies s'est imposé au cours des années comme l'une des très bonnes revues de poésie, mêlant à chaque numéro, sans bavardage inutile, des auteurs français et étrangers, actuels et peu connus, ou reconnus et incontestables, autour d'un thème (le rêve, la mémoire, l'écologie, le commencement...). Le dernier cahier (N° 11-12) consacré à « la nuit » s'ouvre sur des poèmes, inédits en français de Federico Garcia Lorca, traduits par Laurence Breyss, Cernuda, Amparo Amparos (dont un beau recueil a été traduit chez Corti, où un deuxième est également annoncé), Yves Bichet, Jean-Yves Masson (qui traduit aussi deux poèmes de Mörke)... Dans une deuxième partie de ce numéro, Yves Bergeret et Ales Pohorsky présentent « quelques aspects de la poésie tchèque contemporaine », avec, en ouverture, des poèmes de Jan Skácel (*Polyphonies*, BP 189, 75665 Paris, 100 F.).

Signalons plus rapidement : *Europe* (janvier/février 1991), qui publie un cahier sur Robert Musil et Herman Broch, (146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris, 85 F.) ; *Aporie* consacre son dernier (dans les deux sens du terme) numéro (13) à *Salah Stétié* poète libanais d'expression (essentiellement) française — et la *Méditerranée* noire (669, route de Colombier, 83200 Le Revest-les-Eaux) ; la *Revue alsacienne de littérature* (n° 30) reprend les contributions à un colloque qui s'est réuni en avril 1989 à Strasbourg sur le poète et écrivain alsacien Claude Vigée et sur l'influence de la littérature allemande sur son œuvre (BP 24, 67037 Strasbourg Cedex, 50 F.) ; enfin, les *Cahiers Saint-Simon*, (très soigné) bulletin annuel de la société du même nom, publient leur dix-huitième numéro (11 D, Allée d'Honneur, 92330 Sceaux, 120 F.).

P. K.

Voyages du dix-huitième

Dix-huitième siècle, revue de la Société française d'étude du XVIII^e siècle, publie sa vingt-deuxième livraison annuelle. Elle est consacrée aux voyages et aux explorations, à la frénésie de découverte et de contact avec la nature et avec l'autre qui lance sur les chemins les plus aventureux, de paisibles citadins plus habitués à la jungle de la cour, à la stratégie des honneurs et aux patientes observations de laboratoire qu'aux dangereuses confrontations avec une réalité inconnue.

Et pourtant ils partent, et la plupart d'entre eux, note François Moreau dans sa présentation, se tirent bien de cette brutale mise à l'épreuve. Non seulement ils se comportent physiquement de façon satisfaisante, mais ils rapportent de leurs expéditions une somme vertigineuse de données nouvelles qui va submerger les pos-

sibilités de synthèse et d'élaboration théorique de leur époque. Plus question d'essayer de comprendre la nature, à partir de quelques principes simples. Tout au plus peut-on songer à décrire, classer, répertorier. Peut-être est-ce dans ce débordement, suggèrent quelques études réunies ici sur les voyages de La Pérouse, Dampier, Mungo Park ou Pingré, qu'il faut chercher l'origine des constructions initiatiques ou utopiques que suscitèrent ces voyages. On ne cherche plus à expliquer la nature, on s'y immerge, on y rêve, on laisse courir son imagination, on met en vacance une raison décidément trop étroite pour s'adapter à l'immensité du sujet. La science baisse les bras, le sentiment et la chimère prennent le relais : le voyage romantique n'est pas loin. (PUF, 610 p., 200 F.)

P. L.

هذا من الأصل

L'objectif et le subjectif

Dix ans après la Chambre claire, quatre livres incitent à faire le point sur l'état de la critique photographique en France

ROLAND BARTHES ET LA PHOTO : LE PIRE DES SIGNES
Les Cahiers de la photographie, Contrejour, 88 p., 150 F.
RIEN QUE LA CHOSE EXORBITÉE
de Régis Durand.
Cahiers de la création contemporaine, Marval, n° 1, 71 p., 100 F.
LA PART DE L'OMBRE
essai sur l'expérience photographique
de Régis Durand.
La Différence, 240 p., 98 F.
LA PHOTOGRAPHIE A LA CROISÉE DES CHEMINS
de Pierre Borhan.
La Manufacture, 320 p., 165 F.

Sous un titre affreux, les Cahiers de la photographie consacrent leur dernière livraison à Roland Barthes. Message sans code, la photographie - qualifiée d'art « analogique » - suscite chez Barthes un intérêt d'abord idéologique, puis sémiologique et enfin résolument subjectif avec la Chambre claire, dernier écrit qui acquiert « la valeur d'un point d'orgue, voire d'un testament intellectuel ».

Sans la saveur suggestive, l'intelligence affective et le charme corrosif de sa pensée, le discours de Barthes paraît bien sec. Emalié d'innocentes fautes (Lewis Hines, Kertész), ce numéro référentiel, abusivement discursif, n'acquiert un peu de fraîcheur qu'avec la réaction pertinente de William Klein sur ses propres photos de Moscou et de New-York commentées par Barthes : «...ce qui m'étonne, c'est son refus de s'intéresser à une quelconque intention du photographe. Il semblerait considérer la photo comme des accidents ou des objets trouvés ». Et avec l'intervention d'Alain Fleig qui pointe le côté « coquin » de cet esprit subversif qui n'abandonne pas ses sujets d'étude qu'en amoureux.

Barthes aimait surtout mettre en regard l'image et le texte, et ce rapport fait totalement défaut à ce numéro raté que ponctuent quatre vues inédites de Daniel Boudinet prouvant que le fameux imperméable du portrait « le Gaucher »



Roland Barthes : un regard subjectif sur la photo.

(1977) était en fait une veste de sport.

Pour éviter ce bégaiement mimétique, Régis Durand a extrait une phrase de Barthes inspirée par un vers de Rilke. Partant du vertige de détail ou de la « vaporisation dans les grains du bougé », il mène aux antipodes du propos barthesien une « interrogation radicale sur la présence photographique et le regard qu'elle suscite ». La photo devient ainsi un véhicule réflexif, un dispositif qu'illustrent des artistes, plasticiens pour la plupart, et parfois même fortement éloignés de l'image fixe comme Pascal Convert. Nombre d'entre eux se retrouvent dans la Part de l'ombre, essai sur l'expérience photographique composé à partir de textes substantiels parus notamment dans Art Press. Dans sa préface, Durand présente à raison son livre comme l'atelier du critique. Bardé de références (Deleuze,

Virilio, Lyotard), dans une première partie très théorique, il sonde le caractère « rétif et éphémère », « l'indécidabilité » ou « l'iconicité » de la photographie. Il interroge aussi la notion d'authenticité et de représentation, commente la redémption du baroque, réécrit sur la commande et l'envoie du marché de l'art.

« Promesse fragile »

Dans la seconde partie, plus monographique, ses réflexions portent sur la synthèse gilsonienne, l'entropie (Lewis) balzardienne ou la topographie imaginaire d'Alain Fleischer. Inspirés, nourris, finement écrits, ses textes sont pétris d'envoies postiques qui en disent plus long que toute analyse lorsqu'il parle d'une « promesse fragile comme une convalescence » à propos de Michael Kenna ou de la « gerbe

d'emblèmes » qu'il décode dans l'univers de Mario Brockmans. Dense, tendu, souvent juste, le discours de Régis Durand est distant, mais non indifférent. Il est servi par une souplesse, une fluidité d'écriture qui contribue à l'organisation du regard. Ce volume est complété par des prises de positions pour des créateurs particuliers auxquels Durand est fidèle (Drahoš, Kern, Nils Udo) ou qui suscitent en lui un nouvel engouement (Jean Claboudet, Dennis Adams).

A l'inverse, c'est une approche affective, avant tout littéraire, qui guide Pierre Borhan dans son recueil d'articles et entretiens parus surtout dans la revue Clichés. Critique de la proximité, Borhan revendique l'éclectisme comme base du plaisir et de l'émotion. Lui-même se dit « fou d'émotion par nature » et cela se vérifie sur 320 pages. Observateur complice et passionné, Borhan est d'abord un supporter, un spectateur partisan, « plus possédé que militant » comme il le dit de Sadek par lequel il est venu à la photo et qu'il a beaucoup contribué à révéler en France.

Réceptif à l'impulsion, Borhan prône la complémentarité plutôt que l'exclusion. A l'instar de ses auteurs emblématiques (Arbus, Faucon, Witkin), il avance sans protection et offre volontiers des créateurs qu'il aime une vision sentimentale. La suggestion émotionnelle prévaut sur l'analyse. Et on reprochera à cet apogée sensif son absence de distance critique et son refus fréquent de prendre position, hormis contre J.-F. Chevrier dans un texte portant précisément sur l'engagement artistique.

Son grand mérite, en revanche, est d'accompagner les meilleurs représentants de la photo « créative » qui ont trouvé en lui leur avocat. Sorte de journal photographique, ce bouquet d'impressions offre un bel aperçu de la vitalité photographique en France et à l'étranger. Il brosse aussi un autoportrait brillant et contrasté de cet humaniste sensuel, fasciné par l'écriture et grisé par les parnas.

Patrick Rogiers

Signalons aussi la réédition du Regard pensif de Régis Durand aux éd. La Différence et l'Acte photographique de Philippe Dubois, éd. Nathan « Arts Université ».

Raretés

Sur l'art au dix-huitième siècle, deux ouvrages dont la lecture est nécessaire

L'ART DE LA TACHE
Introduction
à la nouvelle méthode
d'Alexandre Cozens
de Jean-Claude Lebensztejn.
Ed. du Limon
(17, rue Desallies-Possel,
34000 Montpellier),
510 p., 63 ill., 580 F.
L'ART AU XVIII^e SIÈCLE
Transformations
et mutations
de Robert Rosenblum.
Ed. Gérard Monfort.
256 p., 215 ill., 300 F.

En 1785 parut à Londres un court traité dénommé Nouvelle méthode pour secourir l'invention dans le dessin des compositions originales de paysage. Cozens, l'auteur, professeur de dessin chéri de l'aristocratie anglaise, y décrivait comment construire un paysage, non par les règles habituelles, mais selon un procédé singulier : à partir de quelques taches d'encre jetées sur un papier. Léonard de Vinci avait signalé les ressources d'inspiration des moisissures sur les murs et des agates coupées. Cozens systématisait l'emploi du hasard. Bizarerie plus grande encore : il le déclarait préférable à l'observation des maîtres et de la nature.

De ces vingt pages dont le souvenir s'était presque perdu, Jean-Claude Lebensztejn a tiré la matière d'un commentaire remarquable. A chaque sous-entendu, à chaque assertion, il attache réflexions et références. Or Cozens se prête à merveille à cet exercice, lui qui procède par allusions, digressions, citations, remarques annexes en apparence, capitales au vrai. La définition du génie et celle du sublime, l'origine du dessin et la fonction de l'esquisse, il a ses opinions, que son glosateur éclaire par des comparaisons et l'analyse des esthétiques en usage à la fin du dix-huitième siècle, de Diderot à Reynolds, de l'abbé Batteux à Winckelmann et Quatremère de Quincy. L'Art de la tache est donc, au premier chef, un monument de science subtile.

C'est plus encore : un traité, aussi provocant que celui de Cozens lui-même. Il est fort probable que l'historien des idées esthétiques à la fin du vingtième siècle devra s'y référer pour y observer dans sa pleine cohérence un système de jugements

et de préférences que l'on qualifierait volontiers, si le mot n'avait trop servi, de post-moderne. Plaisir de la citation, maniérisme de la forme - Lebensztejn a travaillé sur Pontormo, - apologie de l'étrangeté sous toutes ses apparences, définition de l'art comme jeu pour finir, placée sous le signe de Blanchot : il ne manque aucun des traits essentiels de cette esthétique contemporaine qui professe que l'art ne peut plus être que combinatoire de répétitions et résurrection de fantômes, culte de l'apparence et pratique du simulacre.

Aussi Lebensztejn ne se déconcerte-t-il qu'une fois dans son livre : quand il rapporte comment Cozens, ce contempteur de l'observation, fut éreinté par Lavater, l'inventeur de la physiognomonie chère à Balzac et Baudelaire, et par Constable, peintre du « sur nature ». Lavater jugeait que Cozens n'avait « absolument rien de naturel » et Constable notait : « Qu'est-ce que la peinture, sinon un art d'imitation ? Un art qui consiste à réaliser, non à feindre. » On ne peut en effet se défendre tout à fait contre le soupçon que la méthode de Cozens n'est justement qu'un artifice et feinte, artifice ingénieux, mais artificiel cependant.

Pour nourrir la réflexion historique et philosophique orchestrée par Lebensztejn, rien de mieux que la traduction de l'Art au XVIII^e siècle, de l'historien new-yorkais Robert Rosenblum. Il y mène une investigation d'érudit infatigable dans les territoires du néoclassicisme héliénisant et du préromantisme gothique ou égyptien avec un goût constant pour la rareté, le paradoxal et le méconnu. Dans le genre panoramique, peu de sommes soutiennent la comparaison.

Une remarque pour finir : ces deux livres sont édités par des maisons d'édition réduites à un homme, avec ce que cela suppose de difficultés et de labeur (!). Pendant ce temps, que font les « grands » éditeurs ? Des albums en quadrichromie.

Philippe Dagen

(1) Gérard Monfort publie également les Histories d'art de Michael Pedra (160 p., 250 F.), qui est une utile réunion de doctrines historiques qui ont commandé l'écriture de l'histoire des arts depuis Hegel jusqu'à Panofsky. (Gérard Monfort, Saint-Pierre-de-Salerno, B.P. 20, 27800 Brionne.)

Géographies mentales

« Lieux de l'écrit », une nouvelle collection qui allie texte et image pour évoquer l'œuvre d'un grand écrivain

KAFKA
de Jean Guerschel
et Alain Fleischer.

PESSOA
de Philippe Bidaine
et Jean-Philippe Reverdot.

GRACQ
de Jean-Louis Poitevin
et Yves Guillot.

KENZABURO OÉ
de Jean-Louis Schefer
et Jun Shiraoka.

Ed. Marval,
coll. « Lieux de l'écrit »,
chaque volume, 95 p., 120 F.

Hardi pari que celui qui consiste à réunir un écrivain et un photographe pour évoquer par le texte et l'image la notion d'espace dans l'œuvre d'un grand auteur. A l'audace d'aborder des « monstres littéraires » s'ajoute la difficulté de faire dialoguer par un biais original un auteur et un photographe qui opèrent indépendamment, chacun de leur côté.

Un bon exemple est celui de Kafka. Déployant une connaissance aussi biographique que topographique, Jean Guerschel, maître de conférences à l'université de Bordeaux-III, fait revivre « Franz » (et Max Brod) sur les

lieux rêvés et vrais de sa vie (l'Amérique, Trieste, Prague, Berlin). Au fil d'un récit tortueux, basé sur le journal et la correspondance, on pénètre par pans les arcanes d'un univers marqué par la hantise de la faute, la faiblesse du corps et la peur horrifiée, quasi fantasmagorique, de l'amour.

Placé sous la coupe du « déracinement général et universel », ce périple, conté telle une désertion, décrit pas à pas le cheminement d'une pensée intérieure, complexe et divagante qui requiert à chaque mot l'attention du lecteur, mais qui s'embellit et finit littéralement par s'empaler sur elle-même. La dérive systématique entre les langues vire à l'exercice de style et dévie de son cours un propos captivant qui devient à la longue insaisissable.

A ce texte frappé de la « maladie syntaxique », les allégories allusives d'Alain Fleischer apportent un lumineux contrepoint. Teintées d'inquiétude, et nimbées d'un climat proprement kafkaïen, elles ont été réalisées à Prague, souvent la nuit. Comme si Fleischer s'était lancé sur les pas de Sudek, elles illustrent à la lettre cette pensée de Kafka : « On photographie des choses pour se les chasser de l'esprit. Mes histoires sont une façon de fermer les yeux ».

L'alchimie est tout autre avec Philippe Bidaine et Jean-Philippe Reverdot. Pessoa est l'objet d'une méditation éplée et pseudo-poétique sur le départ, le voyage, le sol natal, l'être d'ailleurs. Farcie de vocables ésotériques, cette logorrhée emphatique, à « l'inspiration multicolore », est heureusement contrebalancée par les fausses évidences visuelles de Reverdot qui dépeint Lisbonne par ricochets avec son tramway, sa lumière triste et son atmosphère insomniaque.

Le piège du discours

Auteur d'un essai sur Gracq en 1988, Jean-Louis Poitevin se livre à une analyse thématique - le temps, l'histoire, la nature, le rêve, la mémoire - sur la présence et le rôle du lieu « atteignant parfois la constance de personnalités » dans l'œuvre romanesque de Julien Gracq. De la Presqu'île au Rivage des Syries, Poitevin dit tout, clairement et bien. Avec vigueur et connivence, il décode le magnétisme d'une écriture allégorique et scintillante, illusoirement descriptive. Il explique la puissance d'aimant qu'exerce la ville sur l'écrivain. Citations à l'appui (un chapitre du texte), il fouille minutieusement les replis, les

recoins et les repaires, les mobiles secrets et les régions obscures de la « toponymie géographique » dont il explore le lieu vivant.

A ce va-et-vient constant du commentaire à l'œuvre, Yves Guillot apporte un contrepoint subtil par des vues réverses d'architectures et d'étendues parisiennes, plutôt surprenantes pour cet élève de Ralph Gibson. C'est ce que fait aussi Jun Shiraoka en regard de Jean-Louis Schefer dissertant au fil d'une lecture de Kenzaburo Oé.

Enfermé dans un carcan qui rélie la fiction, aucun des auteurs, hormis Poitevin, n'évite le piège du discours. Face à un cadre trop vaste, mal défini, leur réflexion pâtit d'écriture par procuration sur un thème imposé. Expression décalquée d'une parole, leur prose, sans action ni narration, refuse les règles de l'essai ou de la biographie.

Mais ils n'évitent pas pour autant les pièges abstraits de la démonstration. Sans équivalence ni mimétisme, les photographes opèrent plus librement par analogie visuelle. Et leur création traduit fort bien la dimension spatiale qui sous-tend toute œuvre littéraire. C'est sur cet entre-deux, dans un parti pris mal engagé, que se situe la collection dirigée par Régis Durand.

P. R.

La fabuleuse histoire de celui qui fascine Saddam Hussein

SALADIN

Geneviève Chauvel

PYGMALION / GERARD WATELET

ORIENTATION PHILOSOPHIQUE

de Marcel Conche.
PUF, coll. « Perspectives critiques »,
292 p., 185 F.SOLITUDE DU PENSEUR
DE FONDde Jacques Schlanger.
Ed. Critérium, coll. « Idées »,
158 p., 79 F.

VOILÀ que nous respirons tous la poussière agitée de chaque heure où tourbillonnent des phrases opaques, transmises d'urgence. Voilà que la portée des mots semble devenue le moindre des soucis de l'information : des objectifs sont « traités », « nettoyés ». Sans commentaire. Et ces mille bribes ne dessinent pas une forme, ne construisent pas un sens. Dans la surabondance des propos, le vide s'impose. Comme si, à la vitesse où tombent les dépêches, ce ne pouvait être que dans l'oubli.

Qui donc, ces nuits-ci, suspendu aux radios creuses, n'a rêvé un instant d'un peu de sagesse ? Elle ne résoudrait pas les crises du monde. Elle calmerait peut-être l'affolement de notre impuissance. Il est vrai que les philosophes ne se font pas de l'actualité une idée de journalistes. Ce qui les intéresse, c'est l'époque – pas les incidents de la matinée. La lenteur est leur vertu, car la mémoire ne filtre qu'à la loupe le sable des nouvelles. Mais certaines vont ainsi, à pas comptés, dans d'inattendus refuges.

C'est le cas de Marcel Conche. Il a mis beaucoup de soin à ne pas se faire connaître. La dizaine d'ouvrages dont il est l'auteur ont été sciemment publiés dans une minuscule maison, les éditions de Mégare, à Villers-sur-Mer. Solitaire endurant, ce professeur à la Sorbonne, aujourd'hui en retraite, est demeuré superbement en marge des courants qui passent. Rédigée des années 50 aux années 70, son *Orientation philosophique*, qui vient d'être rééditée sous une forme remaniée (1), se révèle sans doute plus actuelle que bien des tirages qui furent, assés, autrement de tapage.

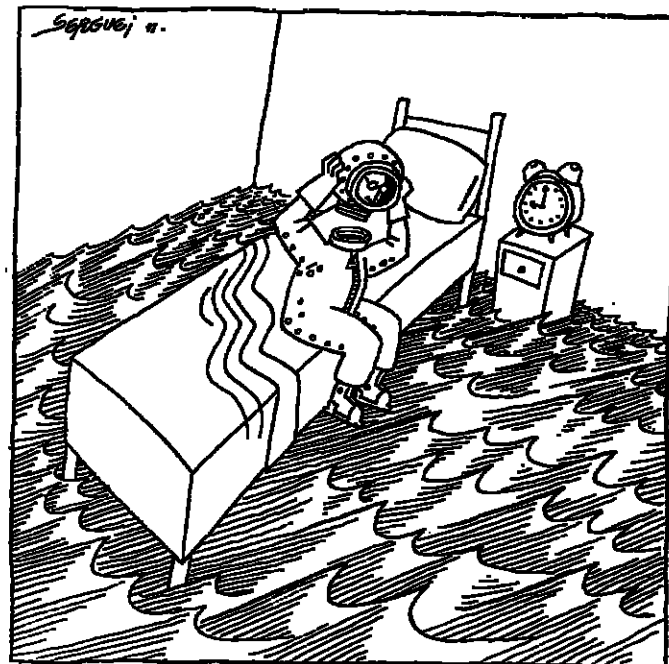
Point de départ : Auschwitz, Hiroshima, l'horreur injustifiable d'un mal absolu que rien ne peut « valoir compenser ni effacer. Point d'arrivée : une sagesse tragique, qui n'a pas l'indécence de se réjouir sans souci, mais qui rebâtit, au-delà de la joie et de la tristesse, la sérénité d'une vie pleine. Comment ne pas voir, dans ce trajet poursuivi un bon quart de siècle, un exemple qui nous parle ? Alors que tant de nos contemporains se consacrent à la philosophie comme à un jeu d'échecs ou à un mecano conceptuel, il est singulièrement rare qu'on mette tant de probité et d'obstination à la pratiquer encore. En un temps désolé, comme une voie d'accès à la vie délivrée. Voyons donc.

La philosophie de Marcel Conche est

d'abord une réflexion sur le mal – pas n'importe lequel, pas sous toutes ses formes. Dans une Europe qui déblaie ses ruines et déjà sa mémoire, cet homme exigeant suffoque de la souffrance des enfants, ceux des camps, des ghettos, tous ceux de la guerre. Pourquoi les enfants ? Les adultes écrasés et torturés peuvent donner sens à ce qu'ils endurent, se l'expliquer, se révolter, rêver d'hier ou de demain, prier ou maudire. Mais la vie d'enfant déshéritée, assés, exténuée de douleur est un mal absolu. Assez humaine pour éprouver l'horrible, trop faible pour tenter seulement de le surmonter, elle est exposée totalement au pire. Ce mal-là, rien ne peut donc venir lui donner sens et le rattraper, ni pour celui qu'il submerge et noie ni pour celui qui, du dehors, essaie en vain d'intégrer ce désarroi sans fond à la belle totalité du monde.

Dieu ne saurait donc exister, en a conclu Marcel Conche. Car la considération de ce mal absolu conduit le philosophe à refuser, au nom de l'exigence morale, que puisse exister une volonté suprême, créatrice, omnisciente, toute-puissante, parfaite et bonne qui... tolérerait l'insupportable. Si Dieu est, cela ne saurait exister. Or c'est. Donc Dieu ne peut être. Ou, plutôt, puisque je ne peux rien savoir qu'il vaille de son existence, je ne peux moralement que refuser d'y croire, car ce Dieu serait imparfait, ou ignorant, ou suprêmement cruel.

Le philosophe a commencé ainsi par se faufiler dans ce qui est peut-être la faille, ou le principal point faible, du point de vue moral, des conceptions monothéistes du monde. Si son raisonnement est simple, il n'en est pas moins embarrassant. En admettant en effet qu'on renonce à la définition classique de Dieu, et qu'on le dise inconcevable, énigmatique, ou en retrait, il n'est pas sûr qu'il devienne plus aisé d'intégrer au cours du monde l'existence d'un mal impossible à relativiser. Mais nous n'en sommes encore qu'au début du périple.



Sagesses quotidiennes

Dieu une fois refusé, la longue marche de Marcel Conche va le conduire d'abandon en abandon, de désillusion en désillusion, ou, si l'on préfère, de libération en libération.

Tout ce que soutenait, directement ou indirectement, l'idée de Dieu de proche en proche s'effondre ou se défait. C'est l'histoire qui ne peut plus faire sens, l'homme qui n'a plus d'essence, le monde qui n'a plus d'unité, le temps qui n'est plus rassaisi. On ne saurait ici expliquer finement les étapes de cette conversion à rebours (il y a du mystique en négatif chez ce philosophe).

Notons seulement que disparaissent à mesure de l'horizon de pensée la notion même de vérité, et celles, encore, d'être, de totalité, d'ordre. Née de la protestation morale, la démarche aboutit à un nihilisme ontologique. Mais ce voyage ne s'arrête pas au bout de la nuit. Dans un « non-monde » sans ordre, sans

Nous avons à les vivre pleinement, avec le courage modeste de chaque instant renouvelé.

La vie dans l'apparence et sa multiplicité est bienveillante à l'égard de toutes les existences, ouverture à la diversité infinie et non totalisable de l'expérience. Paix du divers : « La guerre a son origine dans l'illusion de l'être ». L'illusion solidifie l'apparence, la sépare, l'érige, en vérité qui exclut, écrase et refuse. L'acceptation de l'apparence n'est pas une jubilation simple : « A notre époque d'extrême misère humaine, une sagesse de la joie serait quelque chose d'incongru ». Le bonheur tragique de Marcel Conche, par-delà toute émotion, retrouve, à force de philosophie, le goût libre de la sagesse de vivre.

QUE l'on partage ou non les vues de cet auteur, il demeure exemplaire par sa constance à modifier, par le travail de la pensée, toute l'attitude quotidienne. Nous avons trop longtemps oublié que la réflexion philosophique et

les gestes de chaque jour ont partie liée, et ne cessent d'interagir. Tout ce qui nous le rappelle est aujourd'hui de première nécessité. C'est pourquoi le petit livre limpide et vif de Jacques Schlanger, *Solitude du penseur de fond*, est également précieux. Il appartient à la catégorie rare de ces textes brefs qui s'imposent, à l'auteur puis au lecteur, par une force interne, une espèce d'autonomie modeste et souveraine.

La tentative consiste à décrire comment on pêche en soi des idées. L'erreur serait d'imaginer que cette traque est une activité à temps partiel. Elle n'a pas lieu seulement face aux feuilles blanches, ou le nez sur les pages imprimées. Dormir, manger, courir, rêver y participent aussi bien. De cette élaboration continue, où il serait artificiel et vain de distinguer l'esprit du corps, surgissent des idées filantes. On n'est jamais assuré de les capter dans aucune nasse. Mieux vaut les laisser venir par surprise, les contempler de biais. Quand l'attention les fixe directement, elles s'effarouchent ou éclatent. C'est ainsi, selon Jacques Schlanger, que l'on creuse en soi : par les bords et non frontalement.

TELS sont les « penseurs de fond ». Ils fouillent sur place, ruminent, reviennent toujours à la même question insoufflable, avec un catéisme nyctope. Schlanger leur oppose les virtuoses des surfaces, qui procèdent par coups d'œil panoramiques, extension de domaines, multiplication de points de vue. Aucun de ces deux styles n'est supérieur à l'autre : ils définissent deux sortes de « corps-âmes », comme dit l'auteur, deux positions du souffle et du regard.

Car les métaphysiciens ne sont pas des machines à abstraction. Ce sont plutôt ici des artistes, créateurs d'une histoire d'être, de fictions destinées à rendre compte des apparences en leur tissant une « enveloppe idéale », par essence provisoire. Jacques Schlanger évoque leurs œuvres avec la sensibilité intellectuelle d'un gastronome de systèmes. Il s'applique surtout à rendre sensibles les postures fondamentales de l'existence (contempler, supplier, aimer, mourir...), qui habitent les philosophes, quand bien même elles se refusent à le dire. Des souvenirs d'enfance et des états du corps aux spéculations les plus étherées, apparemment le trajet est plus court qu'on ne pense.

Ces deux ouvrages diffèrent par bien des traits. Ils ont malgré tout en commun de se déployer dans ce tissu vivant qui relie la chair aux idées. Le désarroi n'étant pas leur sport préféré, ce sont d'utiles antidotes aux toxines de guerre. Eteignant quelques heures radios et télé, on se trouve, à les lire, en un sens mieux informé.

(1) L'ouvrage a fait l'objet d'une première édition, composée de manière légèrement différente, aux éditions de Mégare en 1974.

Le sociologue et le romancier

Un historien allemand raconte les affrontements qui opposèrent dès le dix-neuvième siècle écrivains et spécialistes en sciences sociales

LES TROIS CULTURES

de Wolf Lepenies.
Traduit de l'allemand
par Henri Flaud.
Maison des sciences de l'homme,
407 p., 170 F.
(210 F. après le 31 mai 1991)

« La plus grande partie de ce qu'on qualifie de sociologie est de la finitisme », déclare Max Weber dans son discours d'adieu à l'université de Heidelberg. Il

rejoignait par là Nietzsche qui avait disqualifié culturellement la sociologie naissante en raillant la « volupté des petits faits bien établis » et en tournant en dérision « messieurs les sociologues de l'avenir » qui font partie de cette race moutonnière à laquelle il opposait son aristocratie flamboyante.

S'il faut lire absolument le brillant essai de Wolf Lepenies, *Les Trois Cultures*, c'est qu'il restitue avec une érudition sans faille et avec un humour décapant les combats que se livrent dès le milieu du dix-neuvième siècle – et aussi bien en France qu'en Angleterre ou en Allemagne – écrivains et sociologues. N'oublions pas que Flaubert appelait de ses vœux l'Aristophane moderne capable de ridiculiser les élucubrations d'Auguste Comte ; et que si Zola parlait de la « sociologie pratique de ses romans », il voulait dire surtout qu'il pratiquait, lui, la vraie sociologie.

Ce que met à jour Lepenies, c'est la concurrence qui opposa deux catégories d'intellectuels : les écrivains et les critiques d'un côté et les spécialistes en sciences sociales de l'autre, concurrence qu'on retrouvera ultérieurement dans le champ psychanalytique et qui tourne aujourd'hui à l'avantage des littéraires ou des philosophes. « Le problème de la sociologie », écrit Lepenies, réside dans la contradiction qui consiste à imiter les sciences de la nature sans

pouvoir devenir vraiment une science naturelle du monde social.

Pour des penseurs réactionnaires comme le comte Louis de Bonald, la séparation radicale entre les sciences et la littérature est un symptôme de décadence. Pour lui, comme pour la plupart des écrivains, les résultats d'une recherche – qu'elle soit morale, politique ou historique – sont indissociables de la forme dans laquelle elles sont présentées. Les grands modèles restent Montesquieu, Bossuet, La Bruyère et, bien sûr, Buffon, le dernier savant à « mettre des manchettes pour écrire », selon le mot de Flaubert.

C'est à cette tradition que s'opposent les Auguste Comte, les John Stuart Mill, les Emile Durkheim qui ont une foi absolue dans l'avènement de la science et dans le progrès ; leur sociologie, pensent-ils, remplacera un jour la morale et guidera la civilisation moderne. Là encore, il faudra déchanter et appeler l'humour à la rescousse. Une des rares lois sur laquelle les sociologues allemands se mettent d'accord est la loi de Herring, qui veut que les adeptes d'une certaine discipline soient toujours particulièrement nuls dans ce qui relève précisément de leur domaine de compétence : les historiens oublient le passé, les psychologues ne parviennent pas à surmonter leurs émotions, les économistes commettent des dépassements de budget et les sociologues

sont incapables d'organiser leurs relations sociales.

Le plus fascinant dans l'ouvrage de Lepenies, c'est le portrait qu'il trace des pères fondateurs de la sociologie : écrasés par l'ampleur de leur tâche, ils finissent par se réfugier dans la poésie ou dans la mystique, à l'instar d'Auguste Comte, qui, follement épris de Clotilde de Vaux, réhabilite les sentiments et n'aspire plus qu'à être un poète réunissant en lui les vertus de Dante et de Pétrarque.

Un art
de la vieillesse

« Avec une simultanéité parfois stupéfiante », écrit Lepenies, Comte et Mill passèrent par de graves crises morales, dont ils ont vu l'un et l'autre la cause dans l'intellectualisme exagéré de leur existence et de leur activité scientifique. Et de même que Comte sanctifia Clotilde de Vaux, Mill célébra l'intelligence souveraine d'Harriet Taylor, ce qui lui valut les sarcasmes de Nietzsche.

En Allemagne, la sociologie avait encore moins bonne presse qu'en France : Georg Simmel se mettait en colère dès qu'on le présentait comme un « sociologue » et Alfred Seidel se suicida après avoir publié *La Malédiction de la conscience*. Simmel et Weber jugeaient grotesques les croyances optimistes au progrès. A l'extrême limite, on pouvait admettre la sociologie comme « instrument de

connaissance de soi et de dégrèvement – un art de la vieillesse », mais guère plus. Weber savait quels monstres on engendre « quand des techniciens formés par les seules sciences exactes violent la sociologie ».

Si Max Weber succomba, lui aussi, à une grave dépression (Lepenies note que, comme pour Comte et Mill, la pureté d'un programme théorique et la stratégie de l'hygiène cérébrale y jouèrent un grand rôle), il existe néanmoins une différence fondamentale : il ne céda jamais à la tentation d'une interprétation esthétisante ou religieuse de ses conceptions scientifiques. Il eût, en revanche, approuvé ces quelques lignes de Romain Rolland : « La sociologie donnait du ragout aux pensées les plus scabreuses : tout se couvrait alors du pavillon

de la sociologie : quelque plaisir qu'on eût à satisfaire ses vices, il eût manqué quelque chose, si l'on ne s'était persuadé qu'en les satisfaisant, on travaillait pour les temps nouveaux ».

Le tour de force de Wolf Lepenies, historien et sociologue, auteur d'une grande histoire de la sociologie en quatre volumes et recteur du Wissenschaftskolleg de Berlin, est d'être parvenu à montrer que les écrivains ne le cèdent souvent en rien quant à la rigueur scientifique de leurs analyses et que le grand rêve d'une discipline froidement rationnelle se heurte d'abord à ce que la sociologie, non sans une certaine arrogance, avait prétendu éradiquer : le style, qui n'est qu'une des formes de notre inaliénable et insaisissable subjectivité.

Roland Jaccard

RACHID HADDAD

**LA TRINITÉ
DIVINE
CHEZ LES
THÉOLOGIEUX
ARABES**

(750-1050)

Un livre de paix
dans la confrontation
entre l'Occident
et le monde arabe.

280 pages 270 FF

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

1990

**5 MOIS DE CRISE
DANS LE GOLFE**

Une coédition
Le Monde et **Libo**

EN VENTE EN LIBRAIRIE

288 pages

Libo

27,50 F

هَذَا مِنَ الْأَصْلِ

LETTRES ÉTRANGÈRES

Dr Yorke et Mr. Green

Un homme d'affaires qui dirigea une fonderie, écrivit dix chefs-d'œuvre puis garda le silence jusqu'à sa mort

BACK
de Henry Green. Traduit de l'anglais par Claire Fargue, Anne Villelaure et Martine Bourgaud ; préface d'Alan Ross, suivie d'un entretien avec Henry Green. L'Eloquente éditeur (5, rue Médéric, 75017 Paris).

Les titres des romans que publia Henry Green sont énigmatiques, le plus souvent composés d'un mot ou d'une syllabe : *Amour*, *Conclusion*, *Rien*, *Back*... (1). Enigmatique, la personnalité de l'auteur l'était aussi, cet homme d'affaires, de son vrai nom Henry Yorke, qui, tout en dirigeant la fonderie familiale Pontifex and Sons Ltd, écrivit dix romans, dix chefs-d'œuvre absolus, de 1926 à 1952, puis cessa d'écrire et garda le silence jusqu'à sa mort en 1973.

Nigel Dennis, son biographe, raconte que Mr. Yorke passait ses matinales dans le monde de la distillation, au travail : l'essentiel de sa vie résidait alors dans les écarts thermiques. Mais quand arrivait l'heure du déjeuner, il quittait, en même temps que sa fonction directoriale, sa véritable identité, se transformant en Henry Green, un romancier qui produisait quotidiennement « un quota de 1 000 mots ».

Il fit son chemin dans les ateliers depuis le bas de l'échelle, comme n'importe quel autre apprenti, ce que ses camarades d'Eton et d'Oxford eurent quelque difficulté à comprendre. Cette démarche, outre qu'elle correspondait à ses goûts : « pour moi, c'est le pub et pas le

club », disait-il, lui permit d'englober dans ses romans une grande variété de tons et de styles. Non qu'Henry Green ait voulu reproduire dans les dialogues qui composent la majeure partie de ses romans, l'apparence ou les rythmes des phrases entendues. C'est plutôt une vérité d'ordre poétique qu'il cherchait à atteindre, une réalité profonde qu'il est possible de suggérer, comme en poésie, non de dire.

C'est pourquoi le dialogue de Henry Green est oblique, c'est-à-dire, selon son propre aveu, qu'il ne comporte pas de réponses directes, et sa prose, cette « longue intimité entre étrangers », semblable à un « réseau d'insinuations qui vont plus loin que les mots, si partagés soient-ils, ne peuvent jamais aller ». Living, écrit en 1928, porte sur le milieu ouvrier : « J'ai voulu faire un livre aussi tendu, aussi dépouillé que possible, en accord avec la vie prolétarienne que je menais alors ».

Echos de rose

Pour exprimer cette tension essentielle, il eut l'idée de supprimer les articles dans un certain nombre de paragraphes, jouant alors sur le rythme, les sons récurrents, la brièveté des mots. La prose de Henry Green provoque une émotion de la plus haute espèce : celle-là même qui faisait écrire à Eudora Welty : « Son travail est tellement émouvant. Certaines scènes, certains paragraphes ont la qualité d'une offrande — pour l'instant même ? pour la vie ? »



Henry Green par Cecil Beaton

Son premier traducteur, Michel Vinaver (dont on regrette ici le talent) tenta d'analyser cette qualité quasi magique : « Il s'agit d'une écriture non neutre, utilisant jusqu'aux extrêmes les ressources de la musique et des

images, obtenant des effets de choc par le viol au moment voulu de la règle syntaxique, restant toujours cependant dans les limites de la structure fondamentale de la langue, de sorte que la lecture demeure courante. »

Back est l'histoire de Charley Summers, qui revient de la guerre, et de cinq ans dans un camp de prisonniers en Allemagne, avec une jambe en moins, pour être confronté à la mort de la femme aimée. Continuer à vivre signifie qu'il lui faut à la fois se souvenir et oublier, accepter la mort sans pour autant renier son amour. Présente-absente, elle lui apparaît bientôt sous la forme en tout point semblable d'une autre femme.

Le dilemme de Charley, proche de celui de Tristan dans la légende, est d'être confronté à deux femmes de même apparence mais de noms différents. *Back* est tout entier construit sur le mot rose : Rose, le nom de la femme disparue, roses les fleurs qui de l'été à l'automne, c'est-à-dire du début à la fin de l'histoire, jalonnent le chemin de croix de Charley Summers. « rose » du verbe *to rise* : se relever (comme « se relever d'entre les morts »), rose encore la couleur du corps nu dont la vision poursuit Charley Summers et le torture, Rose, enfin, le signe de l'absence et l'objet de la quête.

Le livre commence au moment du retour de Charley Summers, qui erre à la recherche d'une tombe dans un cimetière rempli de roses ; de cette très belle ouverture à la scène de la rose-rose bombardée, vers la fin, où à la scène ultime, quand Nancy, l'image de Rose sinon son double, dans sa nudité devient Rose, l'amour perdu et retrouvé, le centre du roman est toujours le mot rose.

Sans cesse il surgit et revient là où on ne l'attend pas et le lec-

teur, tel Charley Summers en proie à l'obsession, est bientôt pris dans un système d'échos où résonne sans fin le mot rose. Habité par une certitude venue de son désir, Charley nie la réalité de la mort ; les mots, les preuves mêmes qu'on lui oppose prennent la couleur dont les revêt sa conviction intime, et le dialogue n'est fait que de quiproquos et de malentendus.

Les mêmes situations reviennent, comme reviennent les personnages, les sentiments et l'amour de Charley, qui fonde deux objets « en une seule, unique et véritable amante », mais le jeu sur le mot *back* (retour) n'a pas été conservé dans la traduction.

Back, c'est aussi le retour en traduction française de Henry Green, sur lequel un mauvais sort sembla s'acharner. Le présent volume offre, outre le roman, une préface d'Alan Ross et une conversation entre Henry Green et Terry Southern que Maurice Nadeau avait publié dans les *Lettres nouvelles* en 1965. Souhaitons de pouvoir bientôt lire en français l'ensemble de l'œuvre d'un des romanciers les plus originaux qui soient.

Christine Jordis

(1) *Amour* parut aux éditions Gallimard en 1954, et *Rien* en 1956 ; quelques dix ans plus tard, *Conclusion* (1954) fut publié ; après une nouvelle interruption, *En gare* parut (1979) ; depuis lors, les romans de Green ont sombré dans l'oubli.

Le Passager inconnu

Le mythe n'a jamais cessé de vivre, ne finit pas d'attirer les hommes ; Roberto Calasso s'est approché de l'énigme

Par Pietro Citati

Pour Yeats, comme pour Roberto Calasso, le mythe n'est jamais mort. Le mythe est l'Hôte inconnu, le Passager voilé qui rôde parmi nous comme au temps d'Homère. Il n'a jamais cessé de vivre, il n'en finit pas d'attirer les hommes, et il connaît aujourd'hui une vitalité particulière, car la psychologie complexe de l'homme moderne, son sentiment intemporel du temps le rendent plus proche que jamais de la condition mythique. Dans les histoires qu'il recueille, Calasso se garde de choisir la version la plus ancienne, la version « vraie », scientifique, et d'écarter les versions « fausses », comme le font beaucoup de chercheurs. Le mythe, pour lui, est un seul corps, un unique organisme, vibrant, ambigu, riche de résonances, qui n'est jamais né et ne mourra jamais, et dans lequel chaque élément est en relation avec les autres.

Aussi nous propose-t-il pour chaque histoire une infinité de variantes, qui se contredisent toutes. Toutes ces variantes sont également justes : Homère et Hésiode ont la même autorité que Claudien ou Nonnos, qu'un scolaste byzantin, un érudit du dix-septième siècle ou même que Gustave Moreau ou tel fou qui, dans un café de Rome ou de Paris, proclamait qu'il est Hermès. Si, par quelque chemin secret, et accompagné du Passager voilé, nous pénétrons dans la condition mythique, si nous comprenons qu'Apollon, Dionysos, Atreïde et Cadmos sont autant de formes de notre être, alors nous possédons nous aussi l'autorité d'Homère. Comme lui, nous pouvons inventer des mythes, les raconter à notre tour, en proposer de nouvelles variantes, les colorer, les mettre en musique, les transformer comme Calasso ose le faire.

Les histoires racontées par les écrivains ou peintes par les poètes ne constituent pas toutes de véritables mythes. Certaines d'entre elles ne sont que des transcriptions littéraires où ne passe plus le moindre frisson du sacré. Que de fois les figures d'Apollon ou d'Artémis, d'Achille ou d'Hélène ont été outragées par ceux-là mêmes qui les célébraient ! Pour saisir un véritable mythe, il n'est qu'une voie : nous lisons un livre ; nous nous

attachons à un personnage auquel sont attribuées des aventures contradictoires et incompatibles ; il nous semble que rien ne puisse les unifier ; nous sommes sur le point de condamner cette accumulation de fragments ; et puis nous découvrons soudain qu'une musique suprahumaine unit ces éléments en apparence purement fortuits. La compétence philologique ou historique ne suffit pas. Il faut un sixième sens pour capter cette aura, ce mystérieux rayonnement, cette association, ce réseau magique entre terre et ciel qui tantôt se nomme Hermès, tantôt Apollon, Artémis, ou bien encore Achille.

L'aigle et la fourmi

Comme tous les écrivains modernes, Calasso rêve de la forme archaïque du divin — lorsqu'il était pierre, fleuve, arbre, animal, et que rien ne mêlait ses formes aux nôtres. Mais il sait parfaitement que l'humanisation des dieux (ou, plutôt, la mimétisation du divin sous des formes humaines) a été, pour l'homme, l'événement le plus dangereux : à partir de là, les dieux ont commencé à se cacher, à effacer leur plénitude, à jouer impitoyablement avec ces créatures qui leur ressemblaient. Du coup, les hommes ont senti sur leur nuque le souffle des dieux. Et, en même temps, ils se sont aperçus que la distance s'était accrue entre les dieux et eux, devenant infranchissable malgré la ressemblance apparente des formes. Il ne restait plus qu'à accepter cette distance, et souffrir. Ceux qui voulaient l'abolir (comme les saints et les poètes) ne pouvaient que se précipiter dans un tourbillon d'extase et d'anéantissement, vers ce terrible qui constitue l'essence du divin. Ils désiraient être violents, possédés, détruits par cette immense lumière ténébreuse qui s'exprime par une sorte de viol. Alors seulement, au moment de la consommation et de la fin, ils connaissaient l'événement, la possession, la folie sacrée.

Il m'est impossible d'évoquer tous les thèmes, toutes les analyses, toutes les intuitions éclairantes d'un livre aussi dense, que je suggérerais de lire lentement, comme on lit les livres cycliques, les *Métamorphoses*

d'Ovide. L'un des plus beaux thèmes est celui du héros, qui vit mythiquement, comme chacun de nous devrait vivre. Son Moi l'ennuie, il devient un autre, plusieurs autres : s'il est Alexandre, il devient Achille et Dionysos, Hercule et Cyrus le Grand ; ses gestes répètent des gestes plus anciens, qui, à leur tour, suscitent une infinité de gestes et d'échos modernes ; et, dans ce tourbillon vertigineux de « Moi », de modèles et d'échos, le héros pénètre en un lieu hors du temps, ou bien risque de se perdre à jamais.

Autre thème privilégié, celui du rapport entre jeu et nécessité ; ou encore le motif des bandelettes, symbole de la « connexion de tout avec tout » ; qui seule donne un sens à la vie ; ou celui du voile, l'objet ultime que nous rencontrons en Grèce : « Au-delà du voile, il n'y a rien d'autre. Le voile est l'autre. Il annonce que ce qui existe ne se situe pas à lui-même, mais doit continuellement être couvert ou découvert, apparaître ou disparaître. »

Les *Noëces de Cadmos* et d'*Harmonie* présupposent une immense culture. Calasso a lu tout ce qui est grec ou présente un rapport quelconque avec la Grèce : Homère, Eschyle, Platon, Aristophane — et les derniers scolastes byzantins, les encyclopédistes médiévaux, les mythographes du dix-septième siècle et les érudits extravagants du siècle dernier, chez qui l'on pouvait encore trouver un écho de ce que Cadmos, pour la première fois, fixa par l'écriture. Dans chaque aphorisme du livre, la Grèce tout entière est présente. Le corps immense de la mythologie (tous les dieux, les demi-dieux, les héros et les métamorphoses) palpite, respire, et nous agresse à chaque ligne. L'œil de Calasso est doté d'une perception totale : c'est à la fois celui de l'aigle qui embrasse depuis les nues les plus vastes étendues, et celui de la fourmi qui connaît chaque brin d'herbe, chaque pierre, chaque fleur de son minuscule territoire. Sans cette alternance, ou cette fusion, du regard de l'aigle et de celui de la fourmi, la Grèce — comme tout autre objet — ne peut qu'échapper à ses observateurs.

Dans la *Ruine de Kasch*, son livre précédent, Calasso parlait des mythes en dehors de toute disposition mythique. Mais, ici, après une imprégnation, une immersion de plusieurs années, il possède parfaitement cette disposition, et le voilà devenu un mailloin actif dans la chaîne dorée qui, depuis Homère, conduit Dieu sait où et Dieu sait quand. Usant des facultés vampiriques du polype, il produit sa matière propre à partir des trésors d'une très longue tradition : il transcrit, raconte à nouveau, tout en insinuant ses inventions dans le vieux corps du mythe. L'amalgame entre fidélité et invention, transcription et création, me semble parfait : au point qu'à la fin, même un connaisseur ne parvient pas à distinguer ce que Calasso a interprété de ce qu'il a inventé. Aussi les *Noëces* se présentent-elles comme un livre sans véritables équivalents

modernes. Imaginez une combinaison entre les *Métamorphoses* d'Ovide, les *Dionysiaques* de Nonnos, la *Bibliothèque* d'Apollodore, et l'un des grands répertoires du dix-septième qui ont inspiré Goethe et Keats.

Tout ce qui est analyse et interprétation se dissimule dans les plis d'un récit qui semble ne reposer que sur lui-même. Bien des lecteurs se laisseront séduire par la mélodie du texte, comme si Calasso n'était qu'un conteur de fables ; puis ils découvriront que l'interprétation, dissimulée, concentrée, diffuse son rayonnement jusqu'à la surface. Mais il est un choix singulier : la forme propre du mythe est le récit, qui jamais ne s'épuise ni ne peut finir, comme celui d'Ulysse qui tient les Phéaciens éveillés toute une nuit ; Calasso, lui, a aboli la continuité narrative des cosmogonies et des retours par l'insertion d'aphorismes, de petites histoires et d'anecdotes. Sa muse à lui, c'est l'entrelacs, l'aller-retour, le laby-

rinthe. Et pourtant, nous n'avons nulle impression de « morcelé » : en effet, derrière un fragment rémerge une sensation de fluidité insaisissable, qui est le souffle même de la mythologie, lorsqu'elle décide de nous apparaître.

Ce regard doux, subtil, voluptueux, obstiné, accompagne les aventures des dieux et des héros. Il n'y a jamais de changement de rythme. Une prose lente, mélodieuse, retracée ces histoires depuis le temps où les dieux n'étaient pas encore nés, jusqu'à l'invention de l'écriture. Avec des gestes de plus en plus sinueux, enveloppants. Calasso s'approche de l'énigme : il la démêle ; puis, au moment où nous allons refermer le livre, il la noue et l'embrouille à nouveau, laissant le monde grec s'envelopper à nouveau dans ses ténébres inaccessibles.

(Traduit de l'italien par Brigitte Pérol.)

Diva.

VICTORIA OCAMPO
LAURENCE DE VENEZIE
PREMIÈRE D'ITALIE

CRITERION

Victoria. Belle. Intelligente. Buenos Aires, les années 30. Victoria Ocampo. La littérature. Supérieure, Drieu La Rochelle, Borges. Rencontres. Amitiés. Amours. Victoria. Itinéraires d'une femme hors du commun. Non. Plus que cela. D'une diva. Dona Ocampo. Une biographie par Laura Ayerza de Castilho et Odile Feigine.

SYMPHONIE DRAMATIQUE

D'André Biély.
Traduit du russe
par Christine Zeytounian-Belois.
Ed. Jacqueline Chambon.
180 p., 110 F.

LES COCHERS
DE SA MAJESTÉ.

nouvelles, suivies de
Six lettres à Lounatcharski
de Vladimir Korolenko.
Traduit du russe
par Edouard Beaux.
Préface d'Hélène Carrère d'Encausse.
Albin Michel, 400 p., 140 F.

MORPHINE

de Mikhaïl Boulgakov.
Traduit du russe
par Marianne Gourg.
Solin, 80 p., 60 F.

LETTRES

A MORGAN PHILIPS PRICE

d'Iliad.
Traduit du russe
par Régis Gayraud.
Album relié avec des photos.
Clemence Hiver
(9, rue Campagne-Première 75014 Paris).
208 p., 190 F.

L'ALBUM RUSSE

de Michael Ignatieff.
Traduit de l'anglais
par Gérard Boudard.
Payot, 314 p., 130 F.

DANS le domaine de la littérature, la perestroïka a réussi à exhumer les écrits du passé que soixante-dix ans de censures, de suicides et d'assassinats de toutes sortes auraient pu enterrer à jamais. C'est ainsi que les Soviétiques découvrent des œuvres rares qui, peu à peu, sont traduites.

Jacqueline Chambon a eu la bonne idée de publier la première œuvre d'un jeune homme de vingt ans, écrite alors que commence le siècle : la *Symphonie dramatique* (1901) d'André Biély, qui écrit dans sa préface : « Cet ouvrage a trois sens : un sens musical, un sens satirique et, en outre, un sens philosophico-symbolique. »

Dans cette première œuvre, prose poétique faite de thèmes, de leitmotivs, de contrepoints, de phrases courtes, pour une narration hachée, une prose d'une construction musicale, le futur auteur de *Petersbourg* erre dans un Moscou « Belle Époque » de fin de monde à la suite de Popovski, l'ennemi des démocrates, toujours chaussé de caoutchoucs et portant un ouvrage de piété à la main et un parapluie sous le bras quel que soit le temps (« Popovski était homme d'Eglise. Il craignait le diable et le progrès. Il pensait que le monde vivait ses derniers jours et que le talent venait du Malin. Il recherchait les signes démoniaques chez ceux qu'il fréquentait et passait ses soirées à lire l'Evangile. ») Nuits de lune, nuits sans lune ou soleils

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Gels et dégels en Russie

masqués par une énorme chauve-souris dans un Moscou où se produisent « des phénomènes chargés d'une signification mystique » tandis que l'Europe moribonde et édentée lui fait l'effet d'un squelette qui danse : le philosophe, la fée (et la demi-fée), l'assète à la barbe d'or, les démocrates, les positivistes, les marxistes, les nietzschéens et les bouddhistes zen. « Les champs d'émeraude s'inclinaient et priaient le matin d'azur » : c'est comme un hommage au philosophe défunt Vladimir Soloviev qui réapparaît dans un fiacre au temps de la résurrection des morts. Mystiques illuminés attendant l'Apocalypse. Un texte prémoniteur qui se moque du réalisme et célèbre une grande messe noire de fin du monde, tandis que s'annonce l'Antéchrist.

ECRIVAIN célèbre, très respecté dans les milieux intellectuels, Vladimir Korolenko (1853-1921) nous était resté inconnu. Célébré avec les plus grandes louanges, il a été comparé le plus souvent à Tourgueniev et à Tchekhov pour des récits d'une grande beauté qu'il a rapportés de plusieurs exils en Sibérie où il fut déporté pour des raisons politiques dès le début des années 70, alors qu'il était étudiant. C'est un monde ignoré de tous qu'il fait découvrir dans cette Sibérie dont il décrit minutieusement la vie, auprès des yakoutes pris entre le chamanisme et l'orthodoxie à laquelle on les a convertis, comme auprès des bagnards, ces « vagabonds sibériens » qui aspirent à être des hommes libres, même dans la taiga désolée. A s'évader ou à rester.

Le recueil de nouvelles de Korolenko qui vient de paraître chez Albin Michel sera une vraie découverte d'une humanité opprimée, prise dans cet univers de glace étincelant et figé où, lorsque le mercure a gelé, les oiseaux ralentissent leur vol et tombent, les ours gèlent dans leurs tanières, les hommes commencent à geler (« la respiration vient à manquer, vous gèlez des yeux, entre les paupières se forment de fins glaçons, le froid pénètre sous les vêtements, puis s'infiltre dans les muscles, dans les os — dans la moelle des os. Un



Iliad en Turquie en 1917.

frisson s'empare de vous, une sorte de frisson intérieur, pénétrant, désagréable et, en fin de compte, humiliant même! »).

De plus, on découvre avec Korolenko un homme de plume qui est aussi un homme d'action, un homme intègre prêt à s'engager pour défendre les droits de l'homme, à se séparer, s'il le faut, de ceux avec qui il avait combattu pour la démocratie, à craindre les exécutions sommaires et toutes les formes de violations du droit de la part de nouveaux dirigeants. Sur ce point, la lecture des six lettres adressées, pendant l'été 1920, à Anatoli Lounatcharski, commissaire à l'instruction publique, qui circuleront sous le manteau et n'ont paru en URSS qu'en 1989, est tout à fait passionnante.

« Ces lettres sont probablement la première analyse claire du pouvoir soviétique, et elles annoncent les formes qu'il prendra durablement », écrit Hélène Carrère d'Encausse dans la préface au volume. C'est dans la réflexion sur passé lointain et passé proche, dans le débat sur le prix de la voie

révolutionnaire et dans le regard jeté sur la Russie d'avant 1917 que l'on redécouvre aujourd'hui que l'apport de Korolenko est infiniment précieux. (...) C'est la Russie profonde, celle des réalités sordides, mais aussi des interrogations et des rêves fous, de la densité des esprits. Et elle aide à comprendre la démesure des événements qui ont suivi. » Vladimir Korolenko mourut l'année suivante : sans doute cela valait-il mieux pour sa liberté.

AUTRE apocalypse. Autre tableau de la Révolution, mais maqué en maladie, *Morphine*, un texte court des débuts de Mikhaïl Boulgakov (1891-1940), alors médecin, commencé en 1919-1920 et terminé en 1927, est une histoire qui ne peut mener qu'au suicide... ou à la littérature. Un médecin décide de publier, dix ans après sa mort, le Journal que lui a laissé un de ses confrères, morphinomane ; journal d'une intoxication d'une année, du 14 février 1917 au 14 février 1918, l'histoire d'une déchéance qui suit, sans les nommer, les événements historiques et qui permet, un temps, au drogué de modéliser le monde selon ses désirs et d'oublier la réalité. « Loin, très loin, il y a Moscou, Moscou l'échevelée, Moscou la furieuse. Mais je ne me sens concerné par rien, je n'ai besoin de rien, je n'ai envie d'aller nulle part. » Une description clinique du rapport avec la drogue — réellement autobiographique — confrontée, en ces temps troubles, à l'expérience du docteur Boulgakov, qui décide là de se consacrer à la littérature, cette autre drogue.

Mikhaïl Boulgakov avait pensé, dans les années 20, émigrer. Il ne partira jamais, mais le *Maître et Marguerite*, sauvé de la censure, lui survira et sera exhumé, avec des coupures, grâce au dégel khrouchtchévien. Le Géorgien Iliad, alias Ilya Zdanévitch (1894-1975), avant-gardiste lettriste-zoumiste, lui, quitta Tiflis à la fin de 1920 pour la France via Constantinople où il passa une année, apprend le turc et écrit une *Etude historique de toutes les monnaies et de tous les billets de banque de tous les Etats russes et de l'Empire soviétique entre 1897 et 1924*. En 1929, à Paris, alors dessi-

natur de tissus chez Chanel, il décide de rédiger, sous forme de lettres au journaliste anglais Morgan Philips Price, le récit de sa vie depuis le 1^{er} mai 1917, date de leur dernière rencontre, à Petrograd, jusqu'à son arrivée en France.

Cinq lettres qui sont une histoire passionnante et tout à fait originale du temps de la révolution vue de loin, du Caucase, puis de Turquie, par un Caucasiens qui « quitta la Révolution pour l'architecture », à l'invitation de la société archéologique de Tiflis pour une expédition scientifique, afin de découvrir les architectures du septième au onzième siècle connues jusqu'alors uniquement par ouï-dire. « Vous vous étiez de cette préférence d'une construction, vivante, à une autre, mourante. (...) J'ai visité un pays dont le souvenir éclairera toute ma vie », écrit le Géorgien, qui n'a pas honte de se dire russophile et séparatiste : « La Révolution a transformé cette haine de la Russie en général en une haine de l'Empire russe, explique-t-il. Hier défaits, nous vivions à présent de la voir éclater en une centaine de Républiques, et souhaitons que la transformation de la Russie proprement dite en un Etat modeste ayant son débouché sur l'Océan Arctique pourrait enfin nous reconcilier avec elle. »

A Istanbul, logé chez Hadji-Baba rue des Portes-du-Royaume, Iliad nous raconte la capitale d'un empire vaincu, envahi par des émigrants et où on entend parler russe à chaque pas, où s'ouvrent des restaurants russes, des cabarets russes, des salles de jeux, des maisons closes, des parcs sur des courses de cafards ! Ce petit livre oblong, soigneusement relié, joliment imprimé et illustré de photographies d'églises du Caucase prises par l'auteur, ravira ceux que passionne l'histoire de première main sur les lendemains des dix jours qui ébranlèrent leur monde et l'existence de ceux qui restèrent apatrides.

Retombées de l'Apocalypse... « Des gens que je connais, aucun n'habite la maison dans laquelle il a grandi, ni même la ville où il a passé son enfance (...) Ce siècle a fait de l'exil, de la migration, de l'expatriation la norme, et de l'enracinement l'exception. » Descendant de Russes qu'on disait « blancs » et de Canadiens venus d'Ecosse, Michael Georgevitch Ignatieff, petit-fils d'un ministre de Nicolas II — né en 1947 au Canada, vivant à Londres — a ouvert son « album russe », un album de la mémoire qui lui manque, un de ces albums de famille qui sont bien souvent la seule chose qui soit restée (« les seules icônes domestiques qui exercent la fonction religieuse de faire le lien entre les morts et les vivants et de permettre à ces derniers de suivre leur identité dans le temps »). Lui qui ne parle pas russe, il a repris les mémoires de sa famille, écrivant ce livre comme on passe le relais.

Un génial attentat contre le Coran

Suite de la page 19

Et quel plus beau couronnement d'une carrière d'arabiste peut-il exister, en effet, que d'ajouter sa propre version coranique à celles de tant de maîtres illustres, depuis le pionnier Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, qui commut, avec les moines cisterciens, au douzième siècle, une traduction latine condensée du *Livre des Sarrasins* jusqu'à Régis Blachère ou Jean Grosjean (le Coran de Grosjean, d'ailleurs superbement préfacé par Berque, est paru chez Philippe Lebaud en 1979).

Jacques Berque, qui, avec Maxime Rodinson et Vincent Monteil, forme aujourd'hui la suprême trinité de l'islamologie française (mais ni Monteil ni Rodinson ne se sont attaqués au Coran), avait en tout cas une raison personnelle et inédite de « franchir » le Coran : « En exprimant la vision rationaliste mais pas un rationalisme primaire, naïf, jacon dix-neuvième siècle, qui ridiculise l'islam de sa moelle culturelle (...). Sait-on que, tout au long des 632 versets (contenus dans les 114 chapitres ou sourates du Coran) le mot « raison » est prononcé quarante-quatre fois, alors que la racine signifiant « sacré » n'apparaît que sept fois? »

Pour mettre au jour ce « rationalisme », Jacques Berque a fait ce que tout traducteur scrupuleux, même sans but philosophique, doit entreprendre : il est retourné au texte, aux mots et à leurs racines ; et il a navigué au plus près sur l'océan insondable de l'idiome arabe, essayant de coller le plus possible au sens premier, de « traduire » plus que d'interpréter, contrairement à la majorité de ses prédécesseurs.

Cette tâche, à vrai dire immense, lui a pris plus de trois lustres, là-bas, dans sa maison des Landes, solitaire comme une tente au désert, malgré les rappels de son éditeur Pierre Bernard, pressé, comme tout éditeur qui se respecte.

Heureusement, Jacques Berque, là encore, ne s'est pas laissé impressionner. Le résultat de cette sérénité est un fleuve sémantique puissant et pourtant humble.

Humble, car le style berquien, martial et mordant, marque du moindre de ses articles passés, avec ses termes rares, éclatants, juteux, bref un style très « littéraire » aussi original, aussi reconnaissable que celui de Paul Morand ou Jean Genet, s'est effacé, cette fois, devant le Verbe de Dieu. Finalement le traducteur s'est fait « pieux envers ses père et mère, nullement impérieux non plus que rebelle » (soutire de Marie, XIX, 14).

S'il y a eu « attentat » et, comme le reconnaît Jacques Berque lui-même, toute traduction de ce livre, sanctifiée et « interdite », ne peut être, par définition, qu'attentat, il est en particulier dans cette remise à nu d'une œuvre restée, lectures, interprétations, gloses et commentaires.

Ce retour carré aux sources ne sera pas toujours apprécié par les ultras de l'islam (la presse arabo-islamique, financée par Ryad, *in situ* ou à travers la planète, grognait encore dernièrement contre « ces orientalistes qui traduisent le Coran pour mieux le combattre »), ni par un lectorat francophone volontiers amateur de fioritures orientales.

On pourra, au reste, légitimement reprocher à Jacques Berque d'avoir, de temps en temps, compliqué la compréhension du Coran en voulant s'en tenir trop rigoureusement au sens initial : ainsi le terme de « dénégateurs », choisi pour désigner les « infidèles », les « incréants », bref les non-musulmans (y compris, parfois, les chrétiens), encore que ces derniers soient plutôt qualifiés d'« associateurs » — que Berque transforme en « associants » — en raison de l'« association » au Père du Fils et du Saint-Esprit).

Sur bien d'autres thèmes, au contraire, la traduction berquienne, retour strict ou non à la racine, est

plus éclairante, ainsi dans la sourate du Pèlerinage (XXII, 17), lorsqu'il est question de « pèlerins », cités avec les Israélites, les Sabéens (3) et les chrétiens, comme la quatrième foi reconnue par le Prophète, redonne au moins qui ils sont (ceux de notre siècle disposent de droit d'un siège au Parlement de la République islamique d'Iran et sont connus en Inde et au Pakistan sous le nom de « parsis »).

C'est à la fois à l'ensemble et à des détails de ce type qu'on jugera « le Coran de Berque » ; mais il faudra des années de pratique, de comparaisons, de parallèles et, bien sûr, l'avis des musulmans lisant le Coran en français pour déterminer si vraiment la cuvée Berque aura fait date.

En attendant, Jacques Berque, après ce travail titanique, s'est jeté dans une autre œuvre d'envergure : l'étude, et sans doute la traduction, du *Kitab al Aghani*. « Le livre des chants », sorte d'antiques annales arabes. Après avoir rendu ses devoirs au Coran, matrice de cette langue arabe qu'il sert depuis longtemps avec tant d'affection et de force, le maître est déjà retourné à des champs moins froulés, sa terre d'élection.

Jean-Pierre Péroncel-Hingoz

(3) Les Sabéens ou « chrétiens de saint Jean-Baptiste » constituent une petite secte synchrétique, toujours présente dans l'Irak actuel.

Signalons également la récente parution, chez Maisonneuve et Larose, d'une autre version française du Coran (425 p., 144 F), également très personnelle et très travaillée, due au traducteur franco-syrien René Khawam, qui couronne ainsi, lui aussi, toute une vie consacrée à la « francisation » de grands textes arabes, notamment les *Mille et Une Nuits* et la littérature érotique orientale.

Eloge de l'idiot

Les histoires d'un curieux personnage issu de la tradition orale islamique

SUBLIMES PAROLES
ET IDIOTIES
DE NASR EDDIN HODJA
recueillies et présentées
par Jean-Louis Maunoury.
Phébus, 308 p., 128 F.

« En sortant de chez lui, un matin, Nasr Eddin voit à terre les morceaux d'un miroir brisé. Il en ramasse un et s'y regarde. Il se trouve un visage qui ne lui plaît pas, des traits que l'âge a alourdis, un teint plutôt rougeaud, et ce nez en rostre, hérité du père Abdullah Effendi. »

« Dans sa fureur, il envoie promener aussi loin qu'il peut le fragment de verre : »

« Hors de ma vue ! s'empare-t-il. Je comprends, à présent, qu'on t'ait jeté. »

Surrealiste cette histoire ? Un peu ; mais c'est à une tradition islamique, populaire et moyenâgeuse que nous la devons. Celle de Nasr Eddin le Hodja qui, à l'époque où l'Inquisition pourchassait les sceptiques pour en faire des fagots, passait déjà la vérité à la moulinette de l'absurde.

Nasr Eddin a raison : pourquoi faire confiance à un miroir, trouvé et cassé de surcroît, pour nous fixer sur la réalité d'un reflet ? Et quand il rétorque, à un ami qui s'étonnait que les Arabes aient pu faire surgir tant de minarets du désert : « C'est bien facile, ils ont mis les puits à l'envers », ne livre-t-il pas, à la manière d'une plaisanterie lacanienne, le secret qui lie la vie et la religion ?

Collectées et présentées par

Jean-Louis Maunoury (1). *Sublimes Paroles et Idioties de Nasr Eddin Hodja*, est un recueil de deux cent quarante-deux histoires courtes choisies parmi les milliers qui courent, depuis le treizième siècle, en Perse, en Turquie, dans le monde arabe et dans certaines parties de l'Europe balkanique soumises à l'influence de l'islam. Transmises de bouche à oreille jusqu'au dix-neuvième siècle, elles mettent en scène un personnage qu'un texte très ancien qualifie d'« idiot complet ». Eloge bien plus que blâme, ce titre suggère que Nasr Eddin aurait, comme d'autres accèdent à l'illumination, atteint le stade suprême — sublime — de l'idiotie.

Nasr Eddin discute de tout, a réponse à tout et profère les pires absurdités avec, au choix de chacun, l'assurance d'un simple d'esprit incapable de s'abstraire des contingences ou celle d'un maître dont chaque parole serait un enseignement, une ouverture sur la réalité hors de portée de l'ordinaire entendement. Insolent, scatologique, libertin, il pontifie avec arrogance et désarçonne d'une phrase ceux qui ont l'audace de se mesurer à sa dialectique.

A un ami qui lui demande ce qu'il compte faire de la terre du trou qu'il vient de creuser, il répond qu'il en creusera un deuxième et quand l'ami, ironique, s'inquiète sur le sort de la terre du deuxième trou, il rétorque : « Écoute, je n'ai pas le temps de t'expliquer mon plan dans tous les détails. » Le ciel lui-même n'est pas épargné : si

Nasr Eddin perd une babouche dans le courant au cours d'une ablution rituelle, il lève la tête et crie : « Reprends ton ablution, et rends-moi ma babouche. »

Mais c'est face aux puissants que Nasr Eddin donne toute la mesure de cette idiotie. Familier du grand conquérant tartare Timur Lang (Tamerlan), un glissement de sens, il décamore les certitudes du tyran. C'est que, sage et fou, Nasr Eddin (en arabe : soutien de la religion) Hodja (maître d'école coranique) joue à décrypter les apparences. En provoquant le rire, il défie les lois à notre place, nous venge de leur nécessité.

L'enseignement de Nasr Eddin c'est que toute loi, humaine, divine ou naturelle, n'est supportable que parce qu'on est toujours libre de la violer. Pour y arriver tout est bon ; et l'univers lui-même n'est pas de taille à s'opposer à celui qui n'accorde aucune confiance à son reflet et marchande avec les apparences comme il discute le prix des aubergines.

Le livre présenté par Maunoury se lit à petites bouchées gourmandes. Au plaisir du rire s'ajoute celui d'un surprenant voyage dans un islam traditionnel dont on ne soupçonnait pas toujours qu'il pût receler de tels trésors de liberté frondeuse. A offrir et à propager : ne serait-ce que pour faire œuvre de subversion.

Patrick Raynal

(1) Poète, conteur et romancier. Son dernier roman, *Le Sout de l'ange*, a paru chez Gallimard en 1988.

هَذَا مِنْ أَلَدِص

28 Pas de SICOB en 1991
La politique monétaire de la Grande-Bretagne

28 Les résultats d'EDF
29 Le Monde Affaires

32 Marchés financiers
33 Bourse de Paris

BILLET

Sauve-qui-peut
aérien

Les avions qui volent à vide et les pertes spectaculaires que cette disparition de la clientèle provoque dans les comptes des compagnies aériennes suscitent toute une gamme de réactions, dont les dernières en date sont ouvertement protectionnistes.

La guerre du Golfe ayant divisé par deux le nombre des passagers, les transporteurs ont commencé par tailler dans leurs programmes de vols. Puis, ils ont mis en place des mesures de chômage partiel ou de départs volontaires pour leur personnel. Ils ont élaboré une stratégie commerciale pour persuader les clients de reprendre l'avion et cela a donné lieu à la publication de tarifs apparemment alléchants, puisque les pourcentages de baisse annoncés étaient de 30 % à 50 %.

Le coup de chien est trop important pour pouvoir être amorti par ces mesures et il semble devoir durer aussi longtemps que la guerre. Aussi les compagnies aériennes se tournent-elles maintenant vers les pouvoirs publics pour en recevoir aide et protection. C'est l'Association des transport aériens internationaux (IATA), qui regroupe plus de deux cents compagnies, qui, par la voix de son directeur général, M. Gunter Esler, vient de demander aux gouvernements d'apporter « tout le soutien possible en matière de sécurité » afin de dissiper la peur des attentats chez la clientèle.

C'est aussi l'Association des compagnies aériennes européennes (AEA), dont le président, M. Bernard Attali, par ailleurs président d'Air France, plaide auprès de la Commission de Bruxelles une mise en sommeil provisoire ou un adoucissement de la libéralisation dont la CEE attend une amélioration du sort des passagers.

Il n'est pas jusqu'aux États-Unis qui viennent d'interdire à cinq transporteurs américains, mais aussi à deux britanniques, de réduire de 50 % leurs prix sur l'Atlantique nord. Au-delà du bras de fer en cours entre l'administration américaine et son homologue britannique au sujet des droits de trafic entre les deux pays, ce refus témoigne du souci des pouvoirs publics de protéger, y compris contre elles-mêmes, les compagnies qui seraient tentées de se lancer dans une bataille des prix suicidaire dans le contexte actuel. Les transporteurs aériens demeurent des entreprises pas tout à fait comme les autres aux yeux des gouvernements.

Al. F.

A travers un montage compliqué

Cerus cède ses titres Générale de Belgique à la Compagnie financière de Suez

La cession à Suez des 9,9 % de titres Société générale de Belgique (SGB) détenus par Cerus (Compagnie européenne réunies), holding français du financier italien Carlo De Benedetti, entérinée par les conseils d'administration des deux sociétés tenus le 13 février, s'effectue à travers un montage compliqué.

Dans un premier temps, Cerus apporte ses titres SGB pour 1950 francs belges (environ 325 francs français) par action à Suez. Cette filiale à 100% porte déjà près de 3 % du capital de Suez, sur les 5 % que

détient le groupe de M. De Benedetti. Suez s'endette de 2,05 milliards de francs pour payer Cerus comptant.

En juin 1991, sous réserve de l'approbation des assemblées générales des deux sociétés, Cerus apportera Suez à Suez et se verra rémunéré en actions Suez, émises à cette occasion, pour un montant équivalent à la valeur des 3 % de Suez, soit environ 1,1 milliard de francs.

Conséquence de ce montage : Cerus peut se désendetter de 2 milliards de francs sur 4 et affiche pour

1990 une perte de 2,2 milliards de francs, due pour 1,2 milliard à la moins-value sur la cession des titres SGB et, pour le reste, aux charges financières et aux provisions sur la cession prévue des participations non stratégiques du holding (c'est-à-dire hors Valeo, Cofir et la banque Dumenil).

Suez acquiert avec Suez près de 10 % supplémentaires de titres SGB à un prix intéressant (son prix de revient moyen était jusqu'à présent de 2 800 francs belges), une dette supplémentaire de 2 milliards de francs et près de 3 % de ses propres titres, ce qui porte son autocontrôle à plus de 12 %. Suez se réserve la possibilité de désendetter progressivement Suez et se donne une marge de manœuvre plus grande sur la SGB, avec 61 % du capital contre 51 % actuellement.

Enfin, les deux groupes consolident leur partenariat : Cerus reste actionnaire de Suez à hauteur de 5 %, tandis que ce dernier détient 10 % de Cerus, holding de tête du groupe de M. De Benedetti. Suez, qui ne s'engage pas à conserver ses 3,5 % dans Cerus, considère sa place dans Cerus comme le seul lien qui mérite de durer.

C. B.

Baisse des ressources et des résultats en 1990

La Caisse des dépôts a des difficultés à financer le logement social

La baisse des ressources habituelles de la Caisse des dépôts et consignations, à savoir l'épargne collectée sur les livrets A des caisses d'épargne de l'Épargne et de la Poste, a rendu plus difficile que jamais l'une des missions essentielles de l'établissement, le financement du logement social. En dépit du relèvement du plafond sur ces mêmes livrets, intervenu le 1^{er} mai 1990 (90 000 F contre 80 000 F), les excédents des retraits sur les dépôts ont atteint 50,6 milliards de francs l'année dernière, contre 35,3 milliards de francs en 1989. En incluant les intérêts capitalisés, l'encours des livrets A a, pour la première fois, régressé de manière significative (-3,2 %), revenant de 721,5 milliards de francs au 1^{er} janvier 1990 à 698 milliards de francs au 1^{er} janvier 1991.

Compte tenu de ce recul de la collecte sur livret et des prélèvements de 24,3 milliards de francs affectés par l'État, d'imputant sur 99,2 milliards de francs de revenus et remboursements, la caisse n'avait que 12,9 milliards de francs à consacrer à ses emplois, s'élevant à 44 milliards de francs, dont 28,2 milliards de francs de prêts au logement. En conséquence, elle a dû trouver de nouveaux des ressources exceptionnelles, soit 17,1 milliards de francs de transfert de prêts et de remboursements anticipés, plus 14 milliards de francs procurés par la vente sur le marché de 14 milliards de créances titrisées par la caisse autonome de refinancement.

Par ailleurs, le résultat net de la caisse elle-même sur ses activités propres a reculé de 26 %, à 3,4 milliards de francs, en raison de la baisse de la marge sur taux, due au renchérissement du coût des ressources dans un contexte de hausse des taux de cours et à l'augmentation des provisions pour dépréciation du portefeuille de valeurs immobilières et couverture des risques industriels.

En revanche, les activités hors bilan ont fortement progressé. La collecte nette des six du groupe de la Caisse (Épargne, Poste et Trésor) a augmenté de 73,6 % à 39,6 milliards de francs, avec un encours de 198,8 milliards de francs (+30,9 %) au deuxième rang français avec 13,9 % des parts de marché contre 12 % en 1989 et 10,9 % en 1988. Le succès est le même pour le FEP, avec 25 % de la collecte nationale (25,3 milliards de francs), dont 20,3 milliards de francs pour l'Épargne. Enfin, la Caisse nationale de prévoyance (CNP) a porté son chiffre d'affaires annuel de 23,6 milliards de francs à 29 milliards de francs (+25 %).

FRANÇOIS RENARD

Incriminant les banquiers dans la « faillite » de sa ville

Le maire d'Angoulême assigne la Caisse des dépôts pour « soutien abusif »

C'est l'impasse entre Angoulême et ses créanciers. Mercredi 13 février à Paris, les 63 établissements financiers à qui la ville doit au total 1,2 milliard de francs ont confirmé leur refus de participer au plan de redressement de la municipalité. Celui-ci prévoyait l'abandon par ces organismes de leurs intérêts pendant cinq ans, soit un « effort » de 450 millions de francs (le Monde du 5 février). M. Georges Chavannes, maire d'Angoulême, a décidé, jeudi 14 février, d'assigner devant le tribunal de commerce la Caisse des dépôts et consignations (CDC), et le Crédit local de France (CLF) pour « soutien abusif ».

M. Georges Chavannes (CDS), successeur de M. Jean-Michel Boucheron (PS) à la mairie angoumoisine, a opposé une fin de non-recevoir à une contre-proposition initiée par le groupe Caisse des dépôts-Crédit local de France, principal créancier de la ville avec un encours de quelque

600 millions de francs. Ce plan proposait une « contribution » des prêteurs de 150 millions, sous forme de prêts de trésorerie sans intérêts sur cinq ans et d'abandon partiel d'intérêts. Les banquiers de leur côté préconisaient un rééchelonnement de la dette sur le long terme. Ils réclament « du temps et de la patience » pour s'attaquer aux causes structurelles du déficit, quand M. Chavannes, pressé d'en finir avec le gouffre financier creusé par son prédécesseur, souhaite ramener la dette à 750 millions en 1995, par un effort violent de tous.

Le temps semble venu de décharger les responsabilités dans cette affaire. Celle de M. Boucheron ne fait de doute pour personne. Mais M. Chavannes accuse clairement les banquiers d'avoir « accompagné » sa gestion catastrophique, d'où sa décision d'assigner la Caisse des dépôts et le Crédit local de France.

Il s'appuie en particulier sur une note, rédigée en novembre 1979 par le trésorier-payeur général, qui s'inscrivait déjà de l'endettement de la ville « multiplié par 2,1 en quatre années ». Ce document, adressé à

M. Boucheron, au préfet et au délégué régional de la CDC, concluait qu'il fallait « limiter le plus possible le recours aux emprunts ». Le groupe CDC peut pourtant faire valoir son désengagement progressif ces dernières années : de 70 % à moins de 50 % de l'encours aujourd'hui. Il a cependant continué à prêter : « Nous n'avons pas les moyens d'investigation de la chambre régionale des comptes pour connaître la situation de la ville », estime M. Pierre Richard, président du Crédit local de France. Nous ne disposons que des documents officiels, or ils n'étaient ni réels ni sincères.

S'ils considèrent, avec M. Richard, que « l'exigibilité de la dette est un principe intangible », les prêteurs d'Angoulême devront sans doute aller en justice. Mais ils devront avoir en tête la décision récente du tribunal de commerce de Marseille dans l'affaire de la Caisse d'économie mixte de Plan-de-Cuques, dont la dette incluait 150 millions d'emprunts cautionnés par la ville. Les juges marseillais se sont prononcés contre les banques créancières.

JEAN-JACQUES BOZONNET

La fin des holdings tirelires ?

par Claire Blandin

EST-CE la fin des holdings financières et d'une certaine forme de « capitalisme par procuration » ? Depuis plus d'un an, les annonces de fusions-absorptions se multiplient : Suez, Paribas, Axa... valent des milliards de francs de structures vidées sans justification économique (lire dans « Le Monde Affaires » : « La mode des mariages de raison », page 28). « Le temps n'est plus à la recherche d'occasions d'investissement », a-t-on pu constater dans le désabusé n'est autre que M. Carlo De Benedetti, chanteur pendant la décennie 80 d'un capitalisme moderne, fruit d'un réseau d'alliances et d'une cascade de sociétés-holdings destinées à lever des capitaux. Les marchés financiers sont florissants, l'argent abonde, les entreprises en redressement, intéressantes à l'achat, sont nombreuses... M. De Benedetti a des ambitions d'investissements mais pas les moyens de les satisfaire. Il met en place un « système » (le Monde du 25 juin 1986) qui lui permet de lever beaucoup d'argent tout en gardant le contrôle de ses affaires. Tout l'organigramme de son groupe est à l'image de cette philosophie.

Le « système » ne fonctionne plus

M. De Benedetti ne possède en tout et pour tout que 51 % de la Cofide (Compagnie financière De Benedetti), holding de tête du groupe. Celle-ci détient 35 % dans la CIR (Compagnie Industrielle Réunies), autre holding, qui contrôle à son tour Olivetti et d'autres holdings tels Cerus, holding français, propriétaire de Valeo, de la banque Dumenil et... d'un autre holding, Cofir. Une cascade efficace tant que la marche en avant se poursuit. A chaque niveau, l'appel au marché financier permet de faire vivre les actifs industriels. Ainsi Olivetti vivait-il de la diversification du portefeuille de la CIR. « Il ne faut pas que la CIR s'identifie à Olivetti, ou la Cofide à la CIR », disait à l'époque M. Carlo De Benedetti, sinon le n'aurait plus d'actionnaires.

Que se passe-t-il aujourd'hui ? M. De Benedetti constate que le « système » ne fonctionne plus. Les marchés financiers se sont taris, n'alimentant plus les structures mises en place pour les « pomper ». La boulimie d'acquisitions a conduit ces holdings à acheter de plus en plus cher des affaires et à s'endetter

pour les payer. Cerus a connu ce processus avec l'affaire Société générale de Belgique. Mais il n'est pas seul. M. Gérard Worms, PDG de Suez, en annonçant le projet de fusion-absorption de la Compagnie La Hénin avec la maison-mère Suez, fait le même constat. Créées pour lever des capitaux destinés à permettre le développement d'actifs industriels, ces structures holdings se retrouvent désormais dans la situation inverse : endettées, elles sont obligées de vendre leurs participations pour alléger leurs dettes et sont dans l'incapacité de participer à l'expansion des actifs qui leur restent. La pompe s'est inversée. M. De Benedetti ne reconnaît-il pas que, pour relancer ce qui reste dans Cerus, il lui faudrait faire de nouveaux appel à ses actionnaires : BNP, UAP, Suez... ? Une perspective bien improbable dans la situation actuelle.

Car le bilan n'est guère positif. Cerus a levé grosso modo 8 à 9 milliards de francs depuis sa création. Aujourd'hui, ses actifs nets valent 7 milliards. Il faut certes tenir compte des dividendes versés. Malgré cela, le jeu en vaudrait-il la chandelle pour les investisseurs ? D'autant que ceux-ci s'aperçoivent, à l'image de M. Gérard Worms dans la Compagnie La Hénin (CLH), que ce système ne leur donne, à défaut de dividendes, même pas de pouvoir. En absorbant CLH, Suez devient gestionnaire en direct des actifs immobiliers et agroalimentaires qu'il pourra choisir de céder ou de développer. Verrait-on disparaître une certaine forme de capitalisme « par procuration », au bénéfice d'un capitalisme plus gestionnaire ? La question peut se poser.

La Société générale de Belgique, dans laquelle Suez contrôlait 61 % du capital contre 51 %, ferait bien de se poser la question. Si ses résultats ne donnent pas satisfaction à son actionnaire majoritaire, celui-ci ne risque-t-il pas d'être tenté par une formule qui lui donnerait une plus grande marge de manœuvre ? Quant à M. De Benedetti, qui ne sait plus comment démontrer la justification de son holding français Cerus, pourra-t-il résister à la pression de ses grands actionnaires si ceux-ci, à la recherche de liquidités, souhaitent supprimer cet « écran » et récupérer sous forme de participations directes, dans Valeo ou Dumenil, une partie de leur mise de fonds initiale ? Décidément, les années 80 sont bien terminées.

A compter du 1^{er} janvier 1993

La Commission européenne propose de relever les taxes sur les carburants

M. Christiane Scrivener, commissaire européen à la fiscalité, a proposé, mercredi 13 février, de compléter et modifier le système de taxation qui s'applique à partir du 1^{er} janvier 1993 aux produits pétroliers utilisés par les automobiles et les camions : essence et gazole.

Pour l'essence, des taux minimaux de taxation avaient été proposés par la Commission en octobre 1989 : 337 écus pour 1 000 litres pour les produits avec plomb ; 287 écus pour les produits sans plomb. Ce système sera complété, si le conseil des ministres suit la Commission - par des taux objectifs qui ne seront pas obligatoires mais vers lesquels les pays devront se rapprocher à chaque fois qu'ils modifieront leur fiscalité. Ces taux objectifs pour l'essence seront de 495 écus pour

1 000 litres d'essence avec plomb et 445 écus pour l'essence sans plomb (un écu vaut 7 francs). Le plupart des pays de la CEE - l'Italie et le Portugal faisant exception - devront relever leurs taxes si ce système s'applique.

Pour le gazole, la Commission a proposé mercredi de modifier les fourchettes de taux qu'elle avait proposées en octobre 1989 : celles-ci, qui avaient été fixées à 195-205 écus pour 1 000 litres, seraient élargies et passeraient à 245-270 écus. La France, le Danemark, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Grèce devraient relever leurs taxes. Le conseil des ministres devra se prononcer avant la fin de l'année sur cette proposition.

PÉTROLE ↓

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	13 fév.	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate), à New-York à la clôture	22,56	- 0,37
Brent à Londres à l'ouverture	19,05	- 0,02

(Source : Arbitrages pétroliers France)

A Londres, jeudi matin, les cotations du Brent pour l'échéance mars - c'est-à-dire pour une livraison en mars - ont cessé, remplacées par l'échéance avril, ce qui a soutenu artificiellement les cours. Fondamentalement, le marché était orienté à la baisse, en raison de la recrudescence des cours du gazole, laquelle est liée à l'arrivée en Europe des cargaisons expédiées depuis deux semaines de la côte est des États-Unis pour approvisionner le Vieux continent, alors que la température s'est radoucie.

A « CARACTÈRES »
LE 15 FÉVRIER

DOMINIQUE NORA

L'ÉTREINTE DU SAMOURAÏ

Le Défi Japonais

CALMANN LÉVY

Un vol 358 p. 120 F

Calmann-Lévy

Dominique Nora, auteur du best-seller « Les Possédés de Wall Street » (Prix du meilleur livre financier 1988)

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Un bénéfice net de 100 millions de francs

EDF réduit son endettement

Les tarifs d'EDF augmentent de 2,2% le 1^{er} mars. Cette hausse sera la seule de l'année, a promis M. Delaporte, le président de l'établissement, qui a qualifié en outre de « modérée », l'inflation prévue pour 1991 étant de 2,8%. D'autre part, GDF a annoncé que les tarifs du gaz naturel augmentent de 2% le 15 février.

Sous la verrière gracieuse de l'Esplanade, une ancienne sous-station électrique transformée par EDF en une sorte de musée de l'électricité, à deux pas du Bon Marché, à Paris, le soulagement était presque palpable, mardi 12 février. Après une année 1989 particulièrement noire, clôturée sur un déficit de plus de 4 milliards de francs, l'état-major de la plus grande compagnie d'électricité du monde redressait enfin la tête. Elle a annoncé un bénéfice net de 100 millions de francs.

Les résultats de l'année 1990 ne sont certes pas minifigures : 100 millions de francs de bénéfice net pour un chiffre d'affaires de 156 milliards de francs, c'est peu, « et même extraordinairement peu », soulignait M. Pierre Delaporte, président de l'établissement. Mais pour une entreprise qui depuis treize ans n'a compté que trois « maigres » résultats positifs, en 1985, 1986 et 1987, et qui semblait retomber durablement dans l'ornière des déficits à répétition, ce retour à l'équilibre n'est pas une mince victoire.

D'autant que ce redressement s'accompagne enfin d'une diminution sensible de l'endettement accumulé depuis le début des années 70 :

226,1 milliards de francs à la fin de 1990, contre 232,3 milliards un an plus tôt, soit 6,4 milliards de francs (2,7%) de moins. « Ces résultats ne sont pas le fruit du hasard », a précisé M. Jean Bergougnoux, directeur général, en soulignant que l'année 1990 « avait très mal commencé ». La douceur de l'hiver 89-90, qui avait réduit les ventes, jointe à une hausse des tarifs plus tardive que prévu, avait entraîné un manque à gagner de 3 milliards de francs sur les recettes, tandis que les « maladies de jeunesse » du parc de centrales nucléaires de 1 300 mégawatts et la sécheresse de l'été - en réduisant les disponibilités du parc hydraulique - gonflaient les charges de plus de 2 milliards. Seul point positif : les profits inespérés réalisés sur les exportations de courant, grâce à une augmentation des ventes et des prix, qui ont rapporté 1,7 milliard de francs de plus que prévu, pour un chiffre d'affaires total à l'exportation de 10,5 milliards.

L'un dans l'autre, les résultats menaçaient d'être encore une fois négatifs, en dépit de la pause observée depuis quatre ans sur les investissements (33 milliards de francs en 1990 contre 50 milliards en 1985), grâce à l'achèvement du parc nucléaire. EDF se devait donc de réagir pour éviter les critiques pesant sur sa gestion, tant à l'extérieur de l'Hexagone qu'au niveau européen, où ses concurrents la soupçonnaient de « dumping ».

L'établissement a donc lancé en cours d'année une « opération exceptionnelle d'économies supplémentaires d'un milliard de francs », a souligné M. Bergougnoux, laquelle s'est apparemment bien passée puisque le

résultat final s'équilibre. Maîtrise des coûts, report d'investissements, diminution des effectifs (1 700 postes supprimés sans licenciements sur un total de 121 600 à la fin de l'année), rationalisation des services, etc., EDF a fait feu de tout bois pour redresser la barre.

Résultat exceptionnel ? « Nous ruinons notre crédibilité si nous basions notre redressement à terme sur des opérations au coup par coup comme l'an dernier », reconnaissait le directeur général. Pour l'avenir, EDF table sur une évolution en profondeur de sa gestion et de ses conditions d'exploitation. « A priori, 1991 s'annonce bien », assurait M. Bergougnoux, tandis que M. Delaporte soulignait que les objectifs du contrat de plan (baisse de l'endettement avec une hausse des tarifs inférieure à l'inflation) étaient désormais accessibles.

Les exportations en hausse de 8%

La pause des investissements devrait se poursuivre, soulageant d'autant ses comptes. EDF n'a pas commandé de nouveaux réacteurs depuis quatre ans et, après l'engagement prévu en 1991 de la centrale de Civaux, dans la Vienne, l'établissement n'aura pas besoin de se lancer dans de nouvelles commandes avant 1993, pour des installations légères (au gaz ou au charbon) répondant aux besoins de pointe, et avant 1997 pour des grosses centrales nucléaires.

Le parc de centrales, encore excédentaire de 4 ou 5 réacteurs par rapport à l'idéal, devrait donc se rééquilibrer naturellement d'ici à 1995, ce

qui améliorera fortement les capacités d'autofinancement de l'entreprise.

Dans le même temps, les ventes d'EDF continuent d'augmenter, à un rythme modéré en France (+2,3% l'an dernier), mais nettement plus soutenu (+8%) à l'exportation, où l'établissement a écoulé l'an dernier 46,5 milliards de kilowattheures, soit 12% de sa production. Un « créneau » très rentable, mais toutefois limité par la capacité des lignes haute tension existantes, compte tenu de l'opposition farouche des protecteurs de l'environnement rencontrée par EDF pour l'installation de nouveaux équipements.

L'établissement envisage d'accroître encore ses ventes en Europe, mais dans une limite raisonnable, le maximum étant fixé à moins de 100 milliards de kWh, soit 18% à 20% de la production d'ici à la fin du siècle. D'où une stratégie d'alliance internationale avec les pays d'Europe centrale, appelés à terme à servir de relais dans l'« énorme ligne électrique trans-européenne allant de la Lorraine à Moscou », dans laquelle EDF espère bien jouer un rôle-clé.

Au rééquilibrage naturel du parc et aux efforts commerciaux devraient enfin s'ajouter les efforts entrepris pour transformer en profondeur les méthodes de gestion de l'entreprise, efforts qui depuis deux ans ont déjà touché la distribution (décentralisée) et l'équipement (recensé). « EDF a une stratégie cohérente de renforcement de sa productivité et d'actions commerciales. Nous l'utiliserons comme un levier pour faire changer l'entreprise en profondeur », a conclu M. Bergougnoux.

VERONIQUE MAURUS

CONJONCTURE

Les conséquences de la guerre du Golfe

M. Perigot exhorte les industriels à ne pas baisser les bras

« La situation économique est affectée par le conflit mais cependant la vie continue. L'image de la France est positive dans les pays de l'alliance. Il faut en profiter et préparer l'avenir comme le font les industriels américains et britanniques », a déclaré M. François Perigot, président du CNPF, le mercredi 13 février lors d'une conférence de presse.

Ces propos faisaient suite à la réunion la veille au soir de 300 représentants d'entreprises en fonction dans ces pays. Ils étaient conviés à débattre autour de l'enquête menée à la demande du CNPF par les conseillers du commerce extérieur auprès des entreprises travaillant dans les pays arabes. Du questionnaire, qui comprenait neuf questions portant sur les répercussions du conflit dans ces pays du monde arabe - à l'exception du Koweït, de l'Irak et de l'Iran, - il ressort une volonté de dédramatiser de la part de ceux qui sont restés sur le terrain. Ceux-ci déplorent en outre

les difficultés de travail provoquées notamment par la réduction du trafic aérien, le non-acheminement du courrier ou la diminution des visiteurs ou des investissements. Ils soulignent les conséquences désastreuses pour certains pays, Maghreb et Egypte par exemple, de la baisse de la fréquentation touristique.

« Il n'est pas certain que nous tirons les dividendes économiques de l'opération « Daguer » », dit alors il faudra cravacher, a ajouté M. Perigot. En tout cas, si les Italiens y sont et si les Anglais s'incrutent, c'est qu'il y a quelque chose à gagner sur le plan économique. Notre rôle est d'indiquer les opportunités à saisir, à faire valoir. Selon MM. Christian d'Aumale, François de Laage de Meux et Claude Loreau, présidents des comités géographiques du CNPF qui entouraient M. Perigot, deux pays méritent particulièrement qu'on leur prête attention : ce sont la Turquie, qui peut servir de tremplin, et l'Iran, qui est en pleine évolution.

Le SICOB n'aura pas lieu en 1991

Les deux éditions 1991 du SICOB, salon de l'informatique, de la communication et de la bureautique, qui devaient avoir lieu du 22 au 27 avril et du 2 au 5 octobre, sont annulées (nos dernières éditions du 14 février). Si la conjoncture, en limitant les déplacements professionnels, a porté un coup fatal à cette exposition, elle n'est

pas la seule cause du déclin de ce salon, qui, depuis plusieurs années, voyait son prestige diminuer. En 1990, il ne comptait plus que 835 exposants contre près de 2 500 en 1987. Les dix « majors » de l'informatique (IBM, Bull, Dec, Unisys, Hewlett Packard, Apple, Olivetti, NCR, Nixdorf et Rank Xerox) avaient boudé la manifestation.

Créé en 1950, le SICOB, qui s'appelait alors Salon des industries et du commerce de bureau, a mal vécu la quarantaine. En raison de la concurrence de salons étrangers : le CEBIT de Hanovre en particulier, qui se tenait régulièrement en mars, un mois avant le SICOB, pendant la fameuse foire de Hanovre. En raison aussi de l'émergence de petits salons spécialisés, plus adaptés à la nouvelle clientèle de l'informatique et dont les organisateurs du SICOB n'avaient pas senti la menace à temps.

Une mise entre parenthèses

A la différence des années 70, où les décisions en matière d'informatique étaient du ressort exclusif des spécialistes, les années 80 ont donné la parole aux utilisateurs. Ceux-ci, mal à l'aise dans un salon généraliste, trouvaient plus facilement réponse à leurs problèmes dans des salons mieux ciblés. Il en était ainsi des salons par type d'application (comme MICAD destiné aux utilisateurs de matériels de conception assistée par ordinateur) ou par marque : le PC-Forum, par exemple, qui a lieu actuellement à la porte de Versailles pour les utilisateurs de PC et compatibles, ou Apple Expo, destiné aux amateurs de Macintosh et autres produits Apple. Ou encore le Dec World, organisé par le constructeur Digital Equipment lui-même.

Le comité des expositions de Paris, organisateur du SICOB, n'a pas toutefois déclaré forfait : 1991 ne devrait être qu'une mise entre parenthèses. Le SICOB devrait à nouveau être organisé à Paris à l'automne 1992.

A. K.

SOCIAL

A titre exceptionnel

Les contrats emploi-solidarité pourront être prolongés d'un an

A l'issue de la réunion du comité des ministres, le 13 février, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a présenté les nouvelles décisions sur l'emploi (le Monde du 14 février), en soulignant que, malgré la conjoncture, le gouvernement ne voulait pas « mettre la politique sociale et la politique de l'emploi entre parenthèses ».

Les contrats emploi-solidarité (CES), qui accueillent 300 000 bénéficiaires, voient leur objectif porté à 400 000 en 1991. L'éducation nationale en assurera 35 000 et les établissements hospitaliers 30 000. « A titre exceptionnel », ces contrats pourront être renouvelés pour une période d'un an si, après constat de l'ANPE, il apparaissait que son titulaire ne trouvait pas d'emploi ou de « solution alternative ». La durée normale et initiale d'un CES peut s'étendre de trois à douze mois et donc être ainsi allongée. Etant de vingt-quatre mois pour les chômeurs de plus de trois ans d'ancienneté, les chômeurs bénéficiaires du RMI, et maintenant pour les travailleurs handicapés, elle pourrait donc être portée à trois ans pour ces « publics prioritaires ».

(Publicité)

Premier colloque Jacques Delors sur « LA SUBSIDIARITÉ »

Principe directeur des futures responsabilités en matière de politiques communautaires ?

Maasricht, Pays-Bas les 21 et 22 mars 1991

Orateurs principaux : M. J. Delors M. J. Santer Lord Mackenzie- M. G. Romeos Sniart

Sous la présidence de : M. V. Giscard d'Estaing

info : Institut européen d'administration publique

Tél. : +31-43-296-325

Fax : +31-43-296-296

L'Etat aidera à 40 % les actions décidées par les « employeurs ». Globalement, cette extension des CES représente un effort supplémentaire de 1,1 milliard de francs en 1991, qui sera financé par l'utilisation des reports, figurant au budget du ministère du travail. Comme prévu, le comité des ministres a aussi affirmé son intention d'améliorer la procédure et l'indemnisation dans le cas du chômage partiel. Des mesures de simplification interviendront dans les quinze jours.

Retrait des jouets contenant du sulfate de cuivre. - M^{me} Veronique Niez, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, attire l'attention sur les risques d'accidents présentés par des coffrets d'expériences chimiques et les coffrets dits de « culture des cristaux », contenant du sulfate de cuivre ou une solution de sulfate de cuivre, qu'il ne faut boire en aucun cas. Ces jouets ont causé en Grande-Bretagne des accidents, dont trois mortels. Un arrêté, paru au Journal officiel du 9 février, a ordonné le retrait de ces jouets et en suspend pour un an la fabrication, l'importation et la mise sur le marché.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Service des titres

18 bis, rue de Berri

75008 Paris

AVIS DE TIRAGE

Les porteurs d'obligations CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE provenant de l'indemnisation des biens transférés à ÉLECTRICITÉ DE FRANCE ET GAZ DE FRANCE, d'une part, et à ÉLECTRICITÉ ET GAZ D'ALGÉRIE, d'autre part, sont avisés que le 40^e tirage d'amortissement desdites obligations aura lieu au 18 bis, rue de Berri à PARIS (8^e), le

MARDI 23 AVRIL 1991 à 10 h 30

Les obligations sorties à ce tirage seront remboursables à partir du 1^{er} juin 1991.

Les opérations d'indemnisation et de regroupement facultatif des fractions d'obligations de 50 francs et 10 francs seront suspendues à compter du 18 mars 1991 et reprises le mercredi 24 avril 1991.

ETRANGER

Au lendemain de la baisse des taux directeurs en Grande-Bretagne

La conduite de la politique monétaire suscite un vif débat à Londres

La diminution de 14 % à 13,5 % du taux de base britannique (le Monde du 14 février) suscite à Londres un vif débat sur la conduite de la politique monétaire. Le 14 février, le gouvernement de M. John Major a annoncé le lancement de la première obligation britannique libellée en euros. En Espagne, une réduction de 14,7 % à 14,5 % du taux de base était annoncée le même jour.

LONDRES

de notre correspondant

La baisse du taux d'intérêt principal de la Banque d'Angleterre, intervenue mercredi 13 février, a été bien accueillie dans la City, mais provoque un débat politique assez confus. Le gouvernement est accusé d'avoir cédé, sous l'effet de la panique, à la pression des milieux d'affaires, immédiatement avant un débat aux Communes, mercredi 13 février après-midi, et après la publication le jour même dans le Times d'une lettre de six économistes de renom évoquant le spectre d'une grande dépression comparable à celle des années 30.

Cette impression de précipitation était due au fait que le premier ministre, M. John Major, avait mardi encore rejeté l'appel du leader de l'opposition, M. Neil Kinnock, à une baisse des taux. La démarche des « six » rappelait la fameuse lettre de trois cent soixante-quatre économistes, qui avaient dénoncé en 1981, lors de la précédente récession, la politique suivie par M^{me} Thatcher. Mais il s'agissait il y a dix ans d'intellectuels keynésiens hostiles aux Tories, alors que cette fois-ci il s'agit d'économistes proches du parti conservateur.

Système bancaire fragile

Le plus connu d'entre eux est Sir Alan Walters, ancien conseiller de M^{me} Thatcher, dont l'hostilité ouverte au système monétaire européen avait provoqué la démission, en octobre 1989, du chancelier de l'Echiquier d'alors, M. Nigel Lawson.

Les signataires ont écrit que, faute d'une baisse des taux, « la récession actuelle risquerait d'échapper à tout contrôle. De nombreux secteurs survivent difficilement et pourraient être contraints à des réductions massives de leur capacité de production. Le

système bancaire est fragile, affaibli par des pertes importantes et répétées. Ce sont des problèmes monétaires de ce genre qui ont déclenché la grande dépression des années 30 ». Ils ont réclamé aussi une dévaluation de la livre, en particulier vis-à-vis du dollar, et une sortie du système monétaire européen.

Les « six » n'ont pas paru très impressionnés par la baisse d'un demi-point des taux d'intérêt. Sir Alan, qui se trouve aux Etats-Unis, a déclaré à la télévision que c'était « trop peu et beaucoup trop tard » et que la diminution aurait dû être d'au moins deux points. Il a d'autre part réclamé une dévaluation de 10 % de la livre. Il a reçu l'appui d'un ancien ministre de M^{me} Thatcher, M. Nicholas Ridley, qui avait dû démissionner en juillet 1990 après avoir comparé la Commission de Bruxelles à Hitler.

Le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, a fermement rejeté mercredi, devant les Communes, ces appels à la dévaluation et à la sortie du SME. Il a également justifié ainsi la faible diminution des taux d'intérêt : « Nous ne voulons pas répéter ce qui s'est passé en 1981, quand les taux ont été fortement réduits et qu'il a fallu ensuite les relever, un détail qui semble avoir échappé à l'attention des distingués professeurs qui écrivent des lettres au

Times ». Cette dernière remarque se comprend mieux si on rappelle que Sir Alan était, en 1981, un des conseillers économiques de M^{me} Thatcher.

Le grand public retient surtout de l'événement que les traites que de nombreux Britanniques doivent verser pour rembourser l'achat de leur maison ne vont pas diminuer pour autant. Les sociétés de prêts hypothécaires ont en effet fait savoir qu'elles ne réduiraient pas la baisse d'un demi-point, trop faible à leurs yeux. Seules les grandes banques de dépôt, telles que Barclays National Westminster, et Midland, ont annoncé qu'elles abaissaient en conséquence leurs taux d'intérêt.

Le gouvernement a apparemment pris sa décision en anticipant une nouvelle baisse de l'inflation. L'indice des prix de janvier, qui devait être publié vendredi, pourrait être de l'ordre de 9 % en rythme annuel, contre 9,7 % le mois précédent. M. Lamont, de son côté, a affirmé que l'inflation pourrait descendre en dessous de 5,5 % à la fin de 1991.

Une hypothèse souvent avancée chez les partisans de la baisse des taux - parmi lesquels le patronat - est qu'une nouvelle réduction des taux interviendrait, si tout va bien, lors de la présentation du budget le 19 mars prochain.

DOMINIQUE DHOMBRES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IPBM

INSTITUT DE PARTICIPATION DU BOIS ET DU MEUBLE

Société Anonyme au capital de 152 063 800 F.

Emprunt 6.50% janvier 1991 pour un montant maximum de F 40 000 000 représenté par des obligations convertibles en actions avec bons de souscription d'actions.

L'I.P.B.M. remercie ses actionnaires qui ont souscrit à l'émission dans le cadre du délai de priorité (du 28 janvier au 11 février).

L'I.P.B.M. informe aussi le public que les obligations disponibles seront offertes jusqu'au 21 février 1991 aux guichets du Crédit Lyonnais et de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Etant donné le succès rencontré par cette émission auprès de ses actionnaires, il est précisé que la souscription pourra être close sans préavis.

Une note d'information qui a reçu le visa n° 91-018 en date du 23 janvier 1991 de la Commission des Opérations en Bourse est tenue sans frais à la disposition du public au siège de la Société : 151, boulevard Haussmann - 75008 Paris, et auprès des agences du Crédit Lyonnais et du Crédit Agricole.

La mod

هكذا من الأمل

Le Monde

AFFAIRES

La mode des mariages de raison

Hormis le spectaculaire fusion de Louis Vuitton et Moët-Hennessy en 1987, donnant naissance à LVMH, le numéro un mondial du luxe, les rapprochements de cette dimension avaient été éclipsés ces dernières années au profit des OPA. Les offres publiques d'achat agressives ou amicales se sont alors multipliées en 1988 et 1989, dynamisant le marché boursier, à la plus grande satisfaction des actionnaires. Avec le renversement de tendance, les industriels sont devenus plus prudents, conjoncture oblige, et ont opté pour des mariages de raison, délaissant cette fois-ci certains de leurs porteurs de titres minoritaires.

1990 restera exemplaire à ce titre, avec d'importantes opérations industrielles (Lyonnaise-Dumézil, Strafor-Facom, Pinault-CFAO) et immobilières, donnant naissance à la plus importante Sicom française, Unibail, issue d'un rapprochement avec Preta-bail-Sicommerce. Le début de l'année confirme cette tendance dans les domaines financiers et les holdings, où les fusions correspondent plus à des réorganisations de groupes qu'à des agrandissements. La plus représentative de cette évolution est l'absorption en série par AXA de l'ensemble de ses compagnies d'assurances (Axa-Midi assurances, Paternelle risques divers, Drouot assurances, Vie nouvelle). Paribas tout comme Suez poursuivent

également cette stratégie de recentrage en faisant, dans le premier cas, absorber l'UCB (Union de crédit et de bâtiment) par la Compagnie bancaire et, dans le second, La Hénin par Suez. Sans être exhaustif, l'absorption dans le groupe Lagardère par la Compagnie de Presbourg de la banque Arjil illustre aussi ce mouvement.

Mais il n'est pas rare que, lors de ces fusions, les actionnaires minoritaires d'une des deux parties soient déçus par les parités proposées. D'où des assemblées générales souvent houleuses mais qui donnent rarement gain de cause aux contestataires. Les minoritaires reprochent souvent à ces stratégies d'absorption la mise devant le fait accompli, les obligeant à apporter leurs titres à une nouvelle entité souvent différente de la précédente.

Beaucoup estiment qu'une OPA aurait le mérite d'être plus claire, obligeant l'acquéreur à valoriser la société convoitée à son juste prix pour séduire tous les actionnaires. Ces derniers peuvent alors soit rester dans l'affaire acquise en connaissance de cause, soit se désengager honorablement. Ils ont le choix. Ce qui n'est pas le cas selon eux dans les fusions. Décidément, à la ville comme à la scène, les mariages arrangés ne sont pas bien perçus sauf de ceux qui les concoctent.

D. G.

Strafor-Facom, une union réussie

La fusion du leader de l'outillage à main avec celui du mobilier de bureau ne fait que des heureux

LE 21 janvier dernier, Facom, numéro un européen de l'outillage à main de haut de gamme, annonçait qu'il rachetait le leader italien dans la même spécialité. C'était le premier enfant du mariage de Facom avec Strafor, leader européen du mobilier de bureau, célébré officiellement en décembre 1990 par la ratification de l'accord de fusion entre les deux sociétés. La facture de l'acquisition italienne (500 millions de francs environ) était, en effet, un peu élevée pour Facom. Strafor l'a équilibré financièrement.

Tout avait commencé à la fin de 1989, lorsque le Crédit commercial de France (CCF), qui détenait 5 % dans Facom, se préoccupa d'éviter une OPA sur cette firme, fort convoitée par l'étranger. Spécialisée dans l'outillage à main de haut de gamme, notamment les innombrables clés à boudons et écrous en acier à haute résistance, Facom avec ses 3 000 personnes, ses 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, son bénéfice de 160 millions de francs, détenait 35 % du marché français.

La société disposait, en outre, d'un bon réseau à l'étranger (40 % du chiffre d'affaires), avec une filiale américaine acquise en 1985, SK Hand Tool, et le rachat début 1990 de Britool, division peinture outillage du numéro 1 britannique, James Neill. Son seul point noir était la dispersion de son actionariat, et le problème posé par les familles fondatrices Mosès-Zimmeroff, qui voulaient céder leurs 16,8 %. Parmi les candidats, figurait d'abord le numéro 2 européen, le suédois Bahco, qui venait de racheter l'allemand Betzer-Dowidat, et réussit, au début de 1990, à ramasser à la Bourse de Paris près de 7 % du capital de Facom.

Par ailleurs, les familles Mosès-Zimmeroff confiaient leurs intérêts à la banque américaine J.P. Morgan, qui se tourna vers Snap on Tool, numéro 1 américain et mondial devant son concurrent Stanley Works. Avec 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires, le groupe voulait entrer sur le marché européen, d'où il était absent. Le CCF qui, outre sa participation, comptait un allié dans

la place avec Noël Talagrand, directeur dans l'établissement de 1977 à 1982, entré alors chez Facom et devenu président en 1988, envisagea de monter une opération de RES (reprise par les salariés), un peu aventureuse. Puis il se tourna vers Henri Lachmann, PDG de Strafor, où il détenait une participation indirecte de 6 % après avoir contribué à restructurer le capital en 1989.

En mai 1990, Strafor rachetait, pour 500 millions de francs, les 16,8 % des familles qui, pour des raisons patriotiques, avaient refusé l'offre américaine, plus élevée. Henri Lachmann rendait alors publique son intention de fusionner avec Facom, pour créer un ensemble de 15 000 personnes, avec un chiffre d'affaires proche de 10 milliards de francs et un bénéfice voisin de 400 millions de francs (part du groupe).

Dans la nouvelle structure, qui revêt la forme d'un holding cofinçant les deux sociétés et présidée par Henri Lachmann, Strafor, nettement plus gros avec ses 12 000 personnes et ses 7 milliards de francs de chiffre d'affaires, garde la prépondérance, mais il ne s'agit en aucun cas d'une absorption. Noël Talagrand garde toutes ses fonctions à la tête de Facom, et un pacte à même été conclu avec Strafor : ne pas vider tous les ans la caisse de la société fusionnée et ne pas la vendre, totalement ou partiellement, sans l'agrément de la direction.

Quant aux raisons intrinsèques de cette fusion, elles sont claires. Pour Facom, il s'agissait, comme on l'a vu, de se mettre à l'abri d'une OPA étrangère, en se mariant avec un groupe dont le capital a été stabilisé grâce à l'entrée notamment d'un actionnaire de référence (20 %), le holding Mobipar, créée avec l'aide et la participation active du CCF. Pour Strafor, le motif est évident : la fusion lui permet de rééquilibrer ses activités en diminuant la part relative de son secteur aménagement de bureaux (50 % de son chiffre d'affaires) qui repose sur un contrat d'association à 50/50 avec l'américain Steelcase, conclu en 1974.

Le contrat a fait la fortune de Strafor, mais il l'empêche, sinon juridiquement, tout au moins moralement, de s'implanter aux Etats-Unis. Le fait de grossir rend la situation plus confortable vis-à-vis d'un partenaire qui, toutefois, s'est toujours montré accommodant.

Enfin, la fusion présente des avantages pour les deux parties. Elles ont, d'abord, une culture d'entreprise commune : même spécialisation dans les produits de haut de gamme, mêmes systèmes originaux de participation du personnel aux résultats (28 % chez Facom et 9 % chez Strafor), mêmes positions de numéro 1 en Europe dans leurs secteurs respectifs. Sur le plan financier, la complémentarité est intéressante : Facom a une meilleure rentabilité et investit moins que Strafor, dont la marge brute est plus élevée mais qui investit beaucoup. Enfin, la fusion s'est faite aux moindres frais, 500 millions de francs pour le rachat de la participation des familles chez Facom, ce qui permet de ne pas affaiblir les hauts de bilan en gonflant l'endettement.

Aujourd'hui, le nouveau groupe est prêt à de nouvelles acquisitions, pour combler certains trous sur la carte géographique. Dans l'outillage à main, il reste de gros coups à faire en Europe. Dans le mobilier de bureau, en revanche, Strafor a entrepris d'investir systématiquement dans le CEE, essentiellement dans le Sud, avec le rachat, pour 400 millions de francs, du numéro 1 espagnol, Sistema, l'acquisition de la moitié de Cassina, grand spécialiste italien du mobilier haut de gamme, sans oublier le numéro 1 hollandais de ce secteur, Artifort, et l'anglais Gordon-Russell, entré dans le groupe à la suite d'une OPA amicale de la filiale Steelcase Strafor.

Mais, quoi qu'il arrive, une chose est sûre : l'ensemble Strafor-Facom a largement acquis la taille européenne, et l'échéance 1993 lui convient parfaitement. Grâce à une fusion réussie, approuvée par 80 % des actionnaires, et relativement bien accueillie par la Bourse.

FRANÇOIS RENARD

Henri Lachmann, un patron peu conformiste

Né à Colmar il y a cinquante-trois ans, élevé en grande partie en Allemagne où résidait son père, haut fonctionnaire en Sarre, diplômé d'HEC et d'expertise comptable, Henri Lachmann, aujourd'hui PDG de Strafor, a commencé sa carrière à Paris dans la grande maison d'audit Arthur et Andersen. Directeur du département révision comptable, il va changer de métier en allant faire un diagnostic à la Compagnie Industrielle et Financière de Pompey, dont le président, Raymond Winocoeur, le recrute en 1970 comme directeur du plan avant de lui laisser la place en 1981.

La voilà la tête d'un ensemble assez disparate, qu'il va élargir à grands coups de serpe :

sortie de la construction mécanique et fluviatile, de la machine-outil, du séchage et du textile, suppression douloureuse de deux mille emplois avec des licenciements « secs », développement des activités mobilières de bureau, puis expansion européenne sous azimuts, et, l'an dernier, une étape majeure, la fusion avec Facom, pour créer un grand holding industriel.

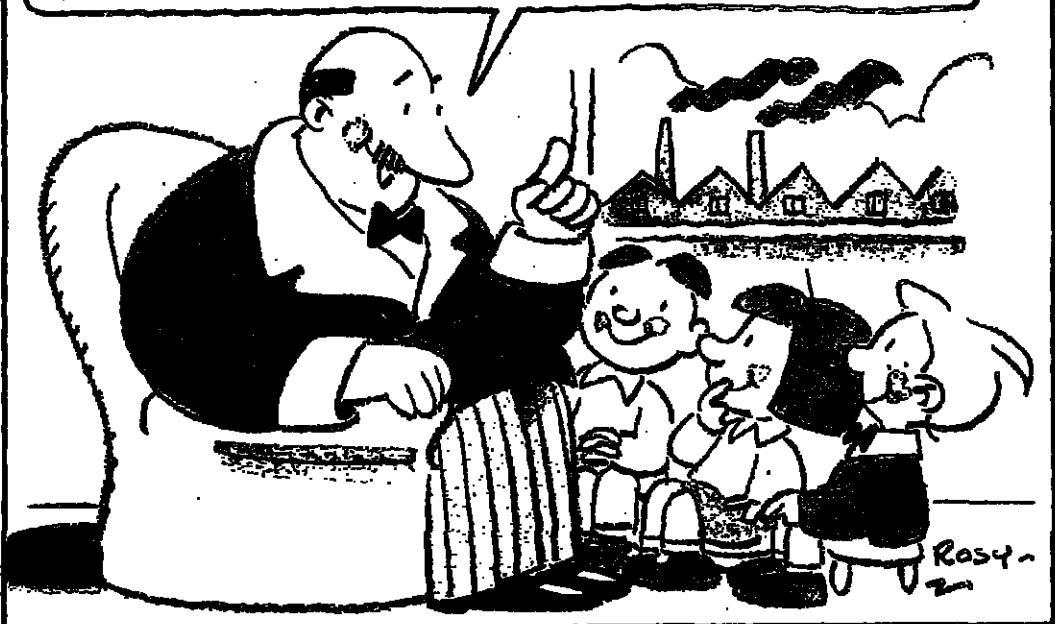
Peu conformiste, grand admirateur du général de Gaulle, les yeux vifs sous des cheveux frisés le plus souvent en bataille, Henri Lachmann est pas avare de propos à l'exportation du genre : « Nous ne désignons pas les meilleurs d'entre nous aux organisations syndicales patronales » ou « le clan politi-

que alsacien est faible et médiocre : il se gargarise de l'Europe, et ne manifeste qu'un profond désintérêt pour l'économie ».

A propos de l'Europe, précisément, il n'hésite pas à répéter qu'elle est une contrainte pour Strafor et l'Alsace, et n'apporte pas grand-chose à son industrie ni à son économie. Je ne vois pas la contribution du Parlement européen à la santé économique de la ville, et il pèse sur les transports, les hôtels, les logements, et toutes les priorités des hommes politiques alsaciens. Pas moins ! Pour le premier employeur privé du Bas-Rhin, voilà une profession de foi tout à fait iconoclaste.

F. R.

LE GROUPE ET LA COMPAGNIE SE MARIÈRENT ET ILS EURENT BEAUCOUP DE PETITES SUCCURSALES!



Pinault-CFAO, une OPA par défaut

Le grignotage de François Pinault vaut à ce dernier la palme de l'opération la plus tapageuse

VENDREDI 14 décembre, les actionnaires du groupe Pinault (10,2 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989), numéro un français de la filière bois, puis ceux de la CFAO, célèbre société de négoce, tiennent leurs assemblées générales extraordinaires pour se prononcer sur la fusion de leurs deux sociétés.

Si la première réunion se déroule sans heurt majeur, la seconde prend vite les allures d'un stade-velodrome un soir de championnat contre Bordeaux. Des petits porteurs - venus pour une bonne part de Marseille, berceau de la Compagnie française d'Afrique occidentale, ancien comptoir colonial devenu société de négoce - montent vigoureusement au créneau. A la tribune, l'artisan de ce rapprochement, l'homme d'affaires François Pinault, fondateur du groupe du même nom et président de la CFAO depuis à peine dix mois, est la cible de ces interventions. Le résumé des deux sociétés - qui doit donner naissance à un ensemble pesant 32 milliards de francs en termes de chiffre d'affaires, employant près de 34 000 personnes - a été approuvé à l'unanimité par les conseils d'administration de Pinault SA et de la CFAO quelques semaines plus tôt.

Les modalités de l'opération sont simples : le groupe Pinault SA doit absorber la CFAO, en proposant six actions Pinault pour cinq titres CFAO. Calculée en fonction de la valeur boursière, des capacités financières et de l'actif net des deux groupes, la parité retenue - et jugée finalement équilibrée par les commissaires aux apports - est l'objet de toutes ces contestations.

Bref retour en arrière. Novembre 1989, le patron du groupe Pinault annonce qu'il détient un peu moins de 15 % de la CFAO, après ramassages en Bourse. L'opération, précisée-t-il à l'époque, s'est faite en complet accord avec les dirigeants de la société de négoce, et notamment son président Paul Paoli. A la tête de la CFAO depuis bientôt six ans, Paul Paoli s'est donné pour mission de diversifier la vénérable société de négoce. Son objectif est de réduire la dépendance du groupe vis-à-vis des activités africaines, alors que le continent noir s'enfonçait dans le marasme économique.

Cette diversification, menée à marche forcée, s'illustre par des acquisitions plutôt coûteuses. Le rachat de la chaîne de distribution la Ruche méridionale pour 1,5 milliard de francs et la reprise du loueur

d'engins de chantiers Grace Equipment sont stratégiquement peu justifiés, estiment, en outre, les principaux actionnaires du groupe, parmi lesquels Gérard Eskenazi, le patron de Parifinance. La grigne est véritable. C'est sur ce mécontentement que François Pinault assurera sa montée en puissance.

En février 1990, l'homme d'affaires breton - qui est en train de céder Chapelle-Darblay - rachète des titres CFAO à l'UAP et lève une option. Dépassant le seuil des 20 % du capital, conformément à la législation boursière, il rend publiques ses intentions. Il dément, alors, avoir comme objectif le contrôle de la société de négoce. Dans un premier temps, il en prendra seulement la direction. Lors du conseil d'administration de la CFAO, qui se déroule le vendredi 16 mars, Paul Paoli est promptement remercié. François Pinault le remplace.

Le conflit qui éclate entre Gérard Eskenazi et Albert Frère, le patron de Parifinance, holding de tête de Parifinance, lui fournit une occasion supplémentaire de poursuivre son grignotage. Gérard Eskenazi perd la bataille. Parifinance ramène son portefeuille en France. Le holding se désengage de la CFAO au début de l'été. Sa participation est reprise par Schneider... dans sa quasi-intégralité. François Pinault hérite de la part nécessaire pour se placer à 33,13 %, narguant ainsi le seuil des 33 1/3 imposé par la COB pour déclencher une OPA.

Synergies industrielles

Même si les méthodes d'approche ressemblent étrangement à celles d'un raid, François Pinault ne franchira pas le pas. Sa montée en puissance dans le capital de la CFAO lui a coûté pas loin de 2 milliards de francs. La solution de la fusion s'avère plus économique. Mais basée sur un échange de titres, elle risque de diluer son contrôle sur la nouvelle entité. Les médiocres résultats 1989 de la société de négoce conjugués à la déroute générale des cours boursiers, intervenue pendant la période estivale, provoqueront une forte décade du titre CFAO, le ramenant ainsi à portée de la valeur Pinault. Le rapport entre la valeur des deux titres, qui fut globalement en 1989 de un à quatre en faveur de la CFAO, est ramené à l'unité. Par ailleurs, l'évaluation très « prudente » des actifs de la société de négoce les mettra en phase avec

ceux du groupe Pinault. Même si l'on n'a pas le contrôle majoritaire de la nouvelle entité, sa participation dans le nouvel ensemble n'est pas trop diluée. Dans le dossier Pinault-CFAO, ce n'est pas la parité retenue qui pose, en fait, le véritable problème. Comme le constate une analyse financière, guère suspecte de tendresse pour l'industriel du bois, « la parité proposée par Pinault pour absorber la CFAO n'est ni aberrante ni scandaleuse. Il n'a pas payé cher, c'est vrai. Mais la capacité bénéficiaire du nouvel ensemble reste incertaine. Et la CFAO n'a jamais été un joyau ». La marge de manœuvre qu'on laisse à François Pinault les autorités boursières soulève, en revanche, davantage d'interrogations.

Pourquoi la fusion ? Fréquemment interrogé, l'homme d'affaires breton répond d'abord sur la « transparence, la simplicité » qu'offre cette solution avant de s'étendre sur les raisons « fondamentales » du rapprochement des deux entités, en invoquant les très classiques synergies industrielles entre le groupe Pinault et la société de négoce. Celles-ci existent réellement sur un point précis : la distribution spécialisée. Dans la corbeille de la CFAO, François Pinault a trouvé la CDMB (distribution de matériel électrique) qui partage avec Pinault Distribution méthodes de gestion et clientèle d'artisans identiques. La complémentarité des activités dans le bois de Pinault, du négoce africain et des concessions automobiles de la CFAO est moins certaine.

D'aucuns prédisent encore un dépeçage en règle, à l'américaine. Rien n'est moins sûr. François Pinault n'a pas monté, pour le moment, la moindre intention de s'éloigner du plan d'échec très précis qu'il s'est fixé, quelques semaines après son arrivée aux commandes de la CFAO.

S'il a très bien vendu la Ruche méridionale, en avril dernier, l'homme d'affaires a en moins de succès sur deux autres actifs dont la cession figurait parmi ses priorités. Le fameux immeuble de l'avenue d'Iéna, siège de la compagnie, a finalement été vendu pour 1,3 milliard de francs - soit bien en deçà de ses exigences - grâce à l'appui du Crédit lyonnais. François Pinault n'est pas parvenu à se séparer de l'ensemble de Transcap, la filiale transports routiers de la CFAO, dont seules les activités internationales ont été reprises par Tristan Delmas-Vieljeux.

CAROLINE MONNOT

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

F. dim. Park. 25, r. Frédéric-Sauton

AFFAIRES

CONVICTIONS

Les industriels savent acheter mais pas fusionner

Pour Neil Janin, du cabinet de conseil en stratégie McKinsey, les conflits de pouvoirs sont souvent à l'origine des échecs des fusions

Si, en dix ans, les industriels ont appris à acheter des sociétés en se concentrant sur leurs métiers, l'intégration des entités acquises reste encore l'un des problèmes majeurs, selon Neil Janin. Pour ce Canadien, directeur associé du cabinet de conseil en stratégie McKinsey, les conflits de pouvoirs sont souvent à l'origine des échecs des fusions tout comme la surestimation des synergies.

« Les fusions-absorptions amicales se sont multipliées ces derniers temps, se substituant aux OPA sauvages. Est-ce à dire que les mentalités ont changé ? »

« Non, si les OPA et les raids ont diminué, c'est en raison de l'évolution de la conjoncture. Les industriels ont pour actuellement de procéder à des acquisitions trop onéreuses dans un environnement incertain. Ils sont plus prudents, mais leur mentalité n'a pas changé. »

Une question de culture

« Les fusions de sociétés aux-
quelles on assiste en ce moment
sont présentées comme des opé-
rations amicales. Est-ce toujours
vrai ? »

« Elles sont peut-être effectivement amicales au plus haut niveau. Mais il est très rare qu'elles le soient à tous les échelons. Pour une raison très simple : quand on met deux sociétés ensemble, il y a forcément des gagnants et des perdants. Les fusions présentées comme ne faisant que des heureux sont celles où rien n'a bougé et où tout est resté en place. »

« Dans ces opérations dites amicales, comment se règlent les problèmes de pouvoirs ? »

« Je crois qu'on essaie souvent de les esquiver alors que nombre de blocages surviennent sur des questions de prérogatives. Qu'on le veuille ou non, en passant de deux sociétés à une, certains verront élargir leurs



Neil Janin,
directeur
associé
du cabinet
McKinsey.

champs de responsabilités et d'autres les verront décliner. Donc, plus vite on clarifie les frontières, plus vite les responsables des deux entités se mettront à travailler ensemble.

« La résolution de ces problèmes de pouvoir est-elle différente d'un pays à l'autre ? »

« Oui c'est un peu une question de culture. En France, on observe une approche plus byzantine qu'aux États-Unis, où l'on dit plutôt que c'est moins frontal. »

« Faut-il être agressif pour réussir une fusion ? »

« Il ne faut pas confondre action et agressivité. Quand l'américain General Electric a pris le contrôle de la Compagnie générale de radiologie (CGR), voici cinq ou six ans, ils ont débarqué en France et se sont comportés en conquérants. Il s'est ensuivi une perte de substance tout à fait réelle mais non comptabilisée. »

« Les fusions-acquisitions sont allées en se multipliant au fil des ans. Les industriels ont donc beaucoup appris durant cette période. »

« Ils ont appris à mieux cibler leurs achats mais pas à bien fusionner. »

Ainsi, pendant une dizaine d'années, ils ont beaucoup acheté hors de leurs domaines d'activité et se sont souvent trompés. L'un des exemples les plus marquants restera le rachat par Volkswagen de Triumph Adler en 1979. Un constructeur automobile reprenant un fabricant de machines à écrire. Le manque de préparation de cette affaire et les mutations du marché vers la bureautique devaient entraîner en 1986 la vente en catastrophe à Olivetti de cette société après 2 milliards de deutschemarks de pertes. Depuis trois ans, il est devenu très rare de trouver un industriel acquérant une entreprise opérant en dehors de son champ d'activité. Il demeure toutefois que les gens tendent encore à surestimer les synergies et à sous-estimer la difficulté de leurs mises en œuvre.

« Toutes les fusions ne sont quand même pas des échecs. »

« Certes non, mais on constate que les entreprises réussissant le mieux en la matière sont celles qui ont su tirer les enseignements de leurs expériences des fusions. En France, BSN et Schneider-Merill Gerin sont deux

des exemples types ayant bâti en partie leur croissance sur le rachat et l'assimilation des sociétés. »

« Que pensez-vous des rapprochements amicaux effectués l'an dernier par certains groupes français comme Rhône-Poulenc ou Pinault ? »

« L'acquisition de l'américain Rorer par Rhône-Poulenc répondait à un objectif stratégique très clair : pénétrer un territoire où il était jusqu'alors absent et renforcer sa gamme de produits au plan mondial. Pour réussir la fusion, le groupe français a maintenu et même valorisé chez Rorer l'équipe américaine. Le rachat de la CFAO par Pinault est une opération plus financière qu'industrielle, plus proche d'une optique de raid, même si en France ce terme fait un peu peur. On peut se demander de l'extérieur si la CFAO n'a pas paru plus belle à Pinault avant qu'il ne l'achète. »

« Quels jugements vous inspirent la fusion de Strafor avec Facom et celle de la Lyonnaise des eaux avec Dumez ? »

« Le rapprochement de Strafor, fabricant de meubles, avec Facom, spécialiste du petit outillage, semble s'apparenter à une protection contre une OPA par un renforcement de l'actionnariat. En revanche, la fusion de la Lyonnaise des eaux, entreprise de services, avec le groupe de BTP Dumez est sans doute plus subtile qu'il n'y paraît. Certaines activités seraient complémentaires pour les contrats avec les municipalités. Le label « vert » caractérisant les entreprises d'environnement, et que revendique la nouvelle entité Lyonnaise Dumez, est le liant utilisé pour souder les deux entités. Une initiative de ce type peut sembler symbolique. En réalité, elle est de nature à stimuler les troupes en leur donnant une vision commune. »

Propos recueillis par DOMINIQUE GALLOIS

PORTRAIT

La chaussure française marche bien

Olivier Bouissou veut améliorer l'image de ce secteur en redressement

OLIVIER Bouissou devrait être un homme heureux. Récemment nommé délégué général de la Fédération nationale de l'industrie de la chaussure, il se retrouve l'animateur d'un secteur dont la situation est en nette amélioration.

En outre, cet ancien élève de Sciences-Po, titulaire d'une maîtrise de droit et d'une licence de sociologie, a un certain goût et une certaine considération pour l'industrie. « On redécouvre que la croissance n'est pas seulement le fait de la high tech et de la finance, mais que des industries traditionnelles, que l'on a peut-être un peu vite crues condamnées, y ont leur part », estime-t-il. Il est vrai que ce quadragénaire a passé une bonne partie de sa carrière sur les dossiers de l'industrie. De 1972 à 1978, chargé de mission au secrétariat général du gouvernement, il est responsable de plusieurs programmes de simplification pour les entreprises et les particuliers. Ensuite, il se consacre aux questions énergétiques, d'abord à la Direction générale de l'énergie et des matières premières, puis à l'AFME (Agence française pour la maîtrise de l'énergie).

172 millions de paires

Passionné de jazz, se déplaçant plus volontiers sur sa grosse moto qu'en R 25 et plutôt en jean qu'en costume trois-pièces, Olivier Bouissou aime bien les situations atypiques, y compris sur le plan professionnel. Au ministère de l'Industrie, il introduit la bureautique auprès de fonctionnaires plus proches de Courteine que de l'informatique. Ensuite, à l'AFME, cet ancien de Sciences-Po se retrouve au milieu d'un public d'ingénieurs.

A la Fédération nationale de l'industrie de la chaussure, Olivier Bouissou devra être attentif aux problèmes des 300 entreprises, petites, moyennes et grandes qui composent ce secteur. 43 500 personnes y fabriquent 172 millions de paires de chaussures pour un chiffre d'affaires de 17 milliards de francs. Longtemps considéré comme sinistré avec une longue période de faillites et de licenciements, ce secteur est « en plein redressement », suivant la formule des professionnels eux-mêmes. En 1990, la production a augmenté de 3 % et les exportations ont progressé de 9 %. Les pantalons et les articles à dessus tissés ont largement contribué à cette amélioration. Les meilleurs clients de la France sont les pays de la CEE, Allemagne, Grande-Bretagne et Italie principalement.

Dans le même temps, les importations ont augmenté de 7 %, en provenance des pays de la CEE et de l'Extrême-Orient. Au moment où les industriels du textile et de l'habillement réclament, dans le cadre de l'Uruguay Round, des règles dérogatoires au commerce international, ceux de la chaussure ont des revendications plus modestes. « Compte tenu de la durée de vie très courte de nos produits, nous souhaiterions une simplification et une accélération de la procédure antidumping à l'encontre des pays qui inondent le marché français avec des prix cassés », précise Charles Etchandy, qui préside à la fois la Fédération et une dynamique fabrique basque d'espadrilles.

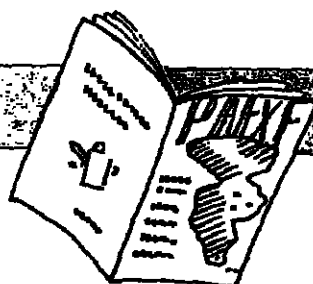
Olivier Bouissou aura là l'occasion d'une action internationale qu'il affectionne. Mais il a aussi pour ambition d'améliorer l'image de ce secteur. « Il faudrait, dit-il, que la chaussure tire un meilleur bénéfice du prestige de la mode française. »

FRANÇOISE CHIROT

Crise!



PUBLICITÉ



ANNONCEZ. A PLUS D'UN TITRE,

GRUPE RÉGIE PRESSE • 7 rue de Marthessuy 75007 PARIS • Tél : 46 65 91 71

VOUS POUVEZ

هكذا من الأصل

AFFAIRES

Les voitures françaises foncent sur l'ex-RDA

Peugeot, Citroën et Renault se ruent sur un marché est-allemand très dynamique et pour l'instant pratiquement vierge. Mais où la concurrence des constructeurs de l'ex-RFA est vive

LEIPZIG
de notre envoyé spécial

M. et M. Müller ont jeté leur dévolu sur une R 19 rouge flamboyante, un modèle identique à celui qu'ils ont vu admirer dans le hall du concessionnaire Renault de Halle, non loin de Leipzig. Il y a encore un an, avouent-ils, leur idéal automobile se limitait aux rondes démodées d'une Wartburg, marque « haut de gamme » dans l'ex-RDA. Pourtant, ces employés d'une quarantaine d'années avaient dû attendre d'une modeste Trabant dont ils prirent possession en 1990, « deux ans après l'avoir commandée », précisent-ils. Mauvaise affaire. Depuis la réunification, les Trabant ne valent plus grand-chose, et les paragistes refusent obstinément de les reprendre en occasion. Le couple aura donc sa deuxième voiture. « Nous avons les moyens », assure M. Müller.

Différenciation sociale

Ces nouveaux consommateurs est-allemands n'ont rien d'exceptionnel. Le marché de l'ex-RDA se révèle étonnamment dynamique. Selon les chiffres officiels, on comptait fin septembre une voiture pour trois habitants dans l'ex-RDA (contre une pour cinq habitants un an auparavant et une pour deux en RFA). Depuis la chute du mur de Berlin, plus de cinq millions de véhicules - essentiellement d'occasion - sont « passés à l'Est ».

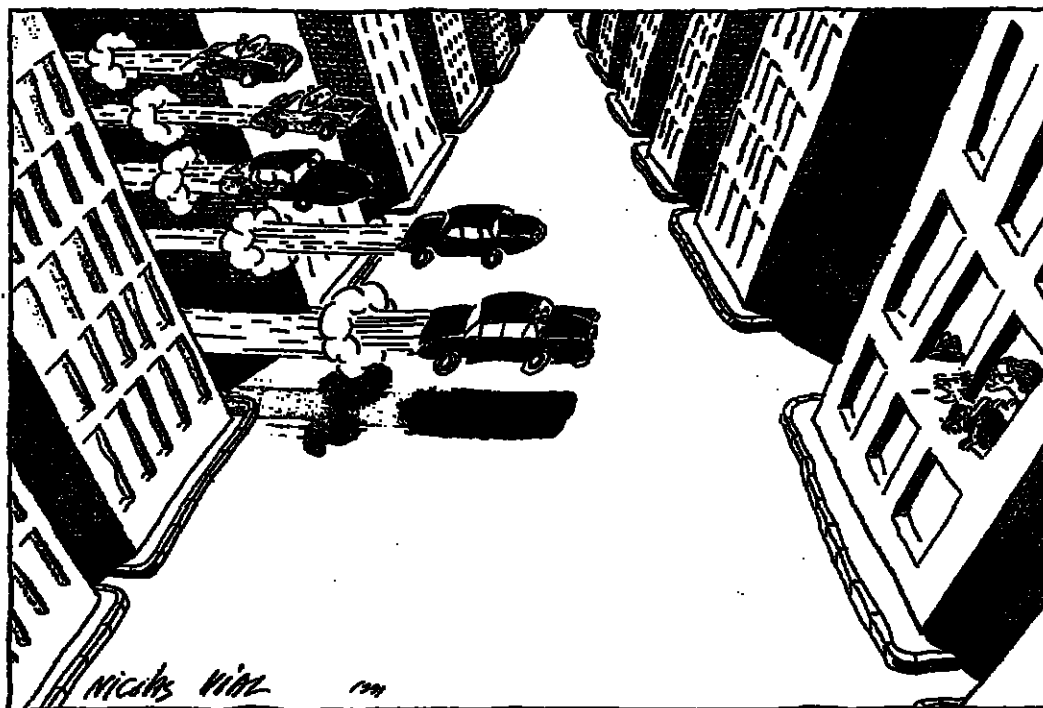
Entre juillet et décembre, Renault a vendu 15 000 voitures neuves (environ 7 % du marché), Citroën 6 500 et Peugeot de 3 000 à 4 000. Cette année, Renault compte en exporter plus de 30 000, Citroën et Peugeot 10 000 chacune qui représenterait au total quelque 14 % du marché des cinq nouveaux Länder. Même s'ils ne peu-

vent prétendre rivaliser avec Volkswagen, Opel et Ford qui ici sont « chez eux » (Mercedes et BMW restent dans l'expectative), les Français comptent réaliser à l'Est un taux de pénétration sensiblement supérieur à celui atteint en Allemagne de l'Ouest (1).

« Les Allemands de l'Est ont beaucoup plus d'argent qu'on ne pourrait le penser. Et puis, après quarante années d'uniformisation, l'automobile est le principal signe de différenciation sociale », souligne Raymond Jahiel, responsable commercial de Renault pour l'Est de l'Allemagne. Le taux de change appliqué (1 deutschemark ouest pour 1 deutschemark est en ce qui concerne les liquidités, 1 deutschemark ouest pour 2 deutschemarks est pour l'épargne) a valorisé les importantes réserves monétaires inemployées dont disposaient les ménages.

Les perspectives économiques de cette partie de l'Allemagne, où le taux de chômage représente 8,6 % de la population active et concerne 750 000 personnes, peuvent toutefois inspirer quelques inquiétudes. « Le régime d'indemnisation des demandeurs d'emploi devrait être identique à celui de l'Ouest. Cela représente tout de même une certaine sécurité », estime Claude Sabinet, responsable-export pour l'Europe chez Citroën. Aussi, les constructeurs proposent des formules de crédit et de leasing pour aller jusqu'à soixante-douze mois, mais les nouveaux automobilistes de l'Est n'ont apparemment pas plus recours au crédit que leurs homologues ouest-allemands.

Toutefois, vendre des voitures dans l'ex-RDA n'est pas chose aisée. Sur ce marché pratiquement vierge les firmes occidentales se livrent une concurrence sévère pour trouver les meilleurs points de vente. Traditionnellement, les réparateurs automobiles de RDA se répartissaient en trois catégories : les établissements d'Etat multimarques, les garages coopératifs



et les ateliers privés. Ces derniers - propriétaires de leurs locaux, généralement plus entreprenants et disposant d'une meilleure image de marque auprès du public - ont été fort courtisés alors que les deux premiers groupes sont, semble-t-il, tombés le plus souvent dans le giron des firmes allemandes qui, d'ailleurs, n'en sont pas restées là.

Parti très tôt, Renault dispose indéniablement d'une longueur d'avance. Aujourd'hui, l'entreprise nationale s'est attachée les services de quatre-vingt-cinq concessionnaires et de quelque deux cents agents. « Avant de signer un contrat, nous évaluons en profondeur le viabilité du candidat, la sur-

face qu'il peut utiliser et, bien sûr, ses moyens financiers », souligne Raymond Jahiel.

Citroën, qui a réagi plus tard, a d'abord été contraint d'improviser. Non sans succès. « En mai dernier, nous avons formé une caravane et parcouru le pays, exposant les voitures sur les marchés. Le résultat a été étonnant : un millier de commandes en un mois et demi ! », se souvient Marc Pasture, directeur de Citroën-Deutschland. Après quelques mois, la marque aux chevrons dispose d'un réseau de cent cinquante agents (dont l'un a transformé sa salle de séjour en mini-show-room où il expose une voiture...) et devrait en totaliser

cent quatre-vingts fin 1991. Anticipant sur la future réglementation, Citroën a créé à Leipzig une succursale de 12 000 mètres carrés en plein centre-ville.

Du plan aux bénéfices

Les nouveaux concessionnaires doivent également être formés à l'électronique, à la gestion ainsi qu'aux techniques de financement et de vente. En 1990, Renault a dispensé 19 509 journées-hommes de formation alors que Citroën impose à ses nouveaux partenaires vingt journées de préparation avant de les laisser voler de leurs

propres ailes. « Tout est nouveau pour nous. Il ne s'agit plus d'atteindre des objectifs fixés par un plan mais de dégager des bénéfices », reconnaît Siegfried Ahrens, responsable de la concession Renault de Halle. Ouvert dès 6 heures du matin, cet établissement a, comme beaucoup d'autres, fait appel - sur le conseil des banques - à des sociétés de services ouest-allemandes qui supervisent leur comptabilité et les conseillent en matière de gestion.

Les firmes françaises, dont les responsables reconnaissent unanimement la capacité d'adaptation de leurs partenaires, déploient néanmoins quelques « bavures ». Ainsi, on a vu un agent réclamer à un client un pourcentage au titre de la participation aux frais publicitaires ou un autre vendre un véhicule à prix coûtant avant de demander au constructeur quelle rémunération il comptait lui verser. D'autres omettent de renouveler leur stock et les nouveaux vendeurs paraissent parfois manquer d'esprit d'initiative.

Toutefois, sous l'influence de la clientèle, certains comportements risquent d'être obligés d'évoluer. « Au début, les gens demandaient s'ils pouvaient choisir la couleur de leur voiture et, aujourd'hui encore, le statut de l'acheteur reste celui d'un demandeur. Mais je suis convaincu que cela ne durera pas. Les rabais ne sont plus un mystère pour personne, et l'on commence à nous reprocher de ne pas en consentir autant que nos homologues de l'Ouest », prévient un concessionnaire Renault.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Citroën, qui réalise 1,5 % des immatriculations en Allemagne de l'Ouest, vise un taux de pénétration de 4,1 % fin 1991 en ex-RDA. Avec 15 000 ventes, Renault atteint déjà 7 % du marché en ex-RDA contre 3,5 % dans le reste de l'Allemagne (ce qui représente 114 000 véhicules contre 96 000 pour Peugeot qui vise un taux de 3 % en 1991).

INDICATIONS

Logique de crise. Annonces gelées.
Budgets frileux. Attentisme aigu.
Douleurs budgétaires.

COMPOSITION

Presse quotidienne et magazines.

POSOLOGIE

Simple, double page, quadri, bichro ou noir.

CONTRE-INDICATIONS

Aucune.

PRECAUTIONS D'EMPLOI

Ce remède ne présente aucun risque de surdosage. Néanmoins, n'hésitez pas à consulter notre laboratoire média.

ANTI-CRISE

La Presse est un produit actif qui agit rapidement.
Elle permet de neutraliser les troubles conjoncturels par un appui publicitaire anti-dépresseur.
Pour de bons résultats, il est fortement conseillé de l'utiliser sans attendre dès le début de la crise et de ne pas interrompre le traitement.
Ses effets positifs se feront sentir durablement.

VOUS POUVEZ COMPTER AVEC LA PRESSE

MARCHÉS FINANCIERS

Les mésaventures des chantiers navals de La Ciotat
Lexmar réclame des dommages-intérêts à l'EtatMARSEILLE
de notre correspondant régional

Le tribunal de commerce de Marseille a statué, lundi 13 février, sur le sort de la société Lexmar-France, candidat reprenneur des chantiers navals de La Ciotat, qui avait été mise en liquidation judiciaire et placée en période d'observation le 17 décembre dernier (le Monde du 19 décembre 1990). Selon toute probabilité, cette société, dont la situation financière et industrielle est restée inchangée, devrait faire l'objet d'un jugement de liquidation judiciaire. Cependant, elle a décidé de contre-attaquer en introduisant deux nouveaux recours : l'un devant le tribunal administratif de Paris, en excès de pouvoir contre l'Etat, l'autre en indemnisation contre le ministère de l'Industrie, auquel elle réclame 50 millions de francs de dommages-intérêts.

Le premier de ces recours est essentiellement fondé sur l'objet du mandat donné, en mai 1989, par M. Jacques Chirac, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions, à la Banque Worms, pour le rachat des actifs de l'ex-société Normed, comprenant en particulier l'outil industriel privé des chantiers. Nécessaire à tout reprenneur, ce matériel avait été effectivement attribué à l'une des filiales de la banque nationalisée, la société Unifal, dont l'offre de 10 millions de francs avait été préférée, le 4 août 1989, par le tribunal de commerce de Paris à

celle, pourtant supérieure, de la Lexmar.

Or, selon l'avocat de Lexmar, M. Patrick Pestel-Debord, la société Unifal n'a pas agi pour le compte de l'Etat. En effet, dans une lettre en date du 1^{er} février, le directeur de cabinet du ministre de l'Industrie, M. Jean-Pierre Jouyet, a indiqué que l'outil devait être cédé au groupe chargé de développer un chantier de haute plaine dans le cadre d'une opération économique « ment rentable ». En l'occurrence, le groupe Bernard Tapie, qui s'était d'ailleurs déclaré, dans une lettre au syndicat de la liquidation, en date du 27 juillet 1989, « associé à la solution élaborée par les pouvoirs publics ».

Conclusion de M. Pestel-Debord : « En raison même de son objet, un tel mandat constitue un détournement et un excès de pouvoir. Il n'entre dans aucune des compétences de l'Etat, souligne-t-il dans son mémoire introductif, de donner mandat à une banque d'acheter des biens privés pour le compte d'un groupe privé (...) en dehors de toute concurrence (...) pour, de surcroît, créer à La Ciotat une activité contraire à la destination du port de commerce dont le gestionnaire est le département des Bouches-du-Rhône », ajoute-t-il.

Le groupe américano-suédois, qui se plaint d'autre part du « dénigrement systématique » dont il a été l'objet, chiffre ce préjudice à 50 millions de francs, montant des frais qu'il a engagés pour tenter de faire démarrer son projet.

GUY PORTE

Optimisme de la FDIC sur la reprise économique américaine. — La reprise économique aux Etats-Unis « a déjà commencé », a déclaré mercredi 13 février M. Seidman, président de la Caisse fédérale de garantie des dépôts (FDIC), au cours d'un colloque organisé par le Financial Times. « Bien qu'il soit difficile de prédire la fin de cette récession à cause de la guerre dans le Golfe et de notre problème d'endettement actuel, je prévois qu'elle se terminera bientôt à moins d'un désastre imprévu ».

Les Centres Leclerc ont réalisé 100 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990

Les Centres E. Leclerc ont réalisé en 1990 un chiffre d'affaires cumulé de 100 milliards de francs, en progression de 15 % (9,8 % à surface constante). Ils emploient plus de 47 000 salariés, dont 45 760 dans les magasins, et ont créé 4 000 emplois au cours de l'année.

Les 600 magasins Leclerc comptent 204 hypermarchés, 330 supermarchés et 66 magasins spécialisés (vêtements, sport, jardinage, bricolage, cafétéria...). En 1990, dix nouveaux magasins ont ouvert leurs portes, et dix autres ont remplacé des enseignes concurrentes (3 Intermarché, 4 Codac, 1 Coop,

1 Unico et 1 Radar). Ensemble, les adhérents investissent un peu plus de 2 milliards de francs dans la modernisation et l'accroissement de surface des magasins.

Un investissement de 350 millions de francs ira aux salisonniers de Kermadec, et deux nouvelles plates-formes d'approvisionnement sont en cours de création, à Mont-de-Marsan — pour les Landes, les Pyrénées et le nord de l'Espagne — et à Arras — pour l'Artois, les Flandres et le Luxembourg ».

J. D.

M. Pierre Estéva a été élu à la présidence de l'Association française des sociétés de Bourse

L'assemblée générale de l'Association française des sociétés de Bourse (AFSB) s'est réunie jeudi 14 février pour élire à sa présidence M. Pierre Estéva, 65 ans, inspecteur général des finances, ancien président de l'UAP. Membre de cette organisation patronale au titre de ses fonctions de vice-président de la société de bourse Sellier, filiale du groupe bancaire britannique National Westminster, M. Estéva succède à M. Pierre Lacarrière, qui occupait ce poste depuis la création de cette instance en 1988.

Cette nomination d'une personnalité du monde bancaire et de l'assurance à la place d'un agent de change symbolise une fois encore parfaitement l'évolution de la place française depuis la réforme lancée voilà trois ans. En l'espace de deux mois, les trois institutions (AFSB, Conseil des Bourses de valeurs et Société des Bourses françaises) nées de la disparition de la Compagnie des agents de change, en janvier 1988, ont changé de président. En janvier dernier, M. Jean-François Théodore a accédé à la présidence de la Société des Bourses françaises (SBF), organisme chargé du fonctionnement

du marché, dont il assurait la direction générale depuis janvier 1990 après avoir fait l'essentiel de sa carrière au ministère des finances et au Trésor. A la mi-décembre, M. Bruno de Maulde, président du Crédit du Nord, s'est vu élire à la tête du Conseil des Bourses de valeurs (CBV), instance chargée de la réglementation boursière.

D. G.

[Né en décembre 1925, inspecteur général des finances, M. Pierre Estéva, après avoir occupé différents postes au ministère de l'économie et des finances (finances extérieures), a été successivement secrétaire général du Conseil national du crédit, directeur du Crédit national avant d'être nommé, en 1967, conseiller technique au cabinet de M. Georges Pompidou, alors premier ministre, directeur du cabinet des ministres des finances, MM. Maurice Couve de Murville (1968) et François Orliot (1968-1971). Il poursuivra alors sa carrière à l'UAP dont il a été nommé directeur général en 1972 et président (1980-1983). Entré en août 1987 dans le groupe britannique National Westminster Bank comme directeur de County Natwest, il devient ensuite président de la National Westminster Bank SA et vice-président de la société de Bourse Sellier SA.]

NEW-YORK, 13 février ↑

Vive reprise

Après avoir souffert mardi, la Bourse de New-York est repartie de l'avant mercredi à vive allure. L'indice Dow Jones repasse la barre des 2 800 points pour terminer à 2 909,16 points soit un gain de 1,2 %.

En début de journée, la tendance était très irrégulière après les prises de bénéfices enregistrées la veille. Mais très vite les acheteurs sont revenus en force. En effet, le montant des échanges a atteint quelque 210 millions d'actions. Le nombre de valeurs en hausse a nettement dépassé celui des baisses : 1 041 contre 587, le cours de 439 titres étant inchangé.

Selon Jack Solomon, vice-président de Bear, Stearns Inc., l'ambivalence du marché dénote que les investisseurs ont pu perdre de l'enthousiasme qui a initié la récente reprise. En effet, les opérateurs restent convaincus que l'issue de la guerre est problématique et que la reprise économique sera au rendez-vous de l'été.

Le plupart des experts s'accordent à penser que la tendance reste orientée à la hausse, des corrections d'ordre technique étant plutôt attendues.

VALEURS	Cours de 12 fév.	Cours de 13 fév.
Alcoa	28 3/4	29 1/4
AT&T	32 7/8	34 1/4
Boeing	48 1/2	47 1/4
Chemical Bank	48 1/2	47 1/4
Deere	38 1/4	39 1/4
Eastman Kodak	48 1/2	47 1/4
Exxon	48 1/2	47 1/4
General Electric	31 1/8	30 3/4
General Motors	27 1/2	28 1/4
IBM	19 1/8	19 5/8
Johnson & Johnson	28 1/2	29 1/4
ITT	28 1/2	29 1/4
Mobil Oil	20 3/4	21 1/4
Rockwell	20 3/4	21 1/4
Schlumberger	20 3/4	21 1/4
Tenneco	20 3/4	21 1/4
Union Carbide	20 3/4	21 1/4
USX	20 3/4	21 1/4
Walt Disney	20 3/4	21 1/4
Yarn Corp.	20 3/4	21 1/4

LONDRES, 13 février =

Déconcentrée

La Bourse londonienne a évolué en dents de scie mercredi, ne sachant que penser de la réduction de 0,5 % des taux d'intérêt à 13,5 % pour cependant clôturer en légère hausse, soutenue par les premières gains de Wall Street. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 3,3 points à 2 287,8 (+ 0,1 %) sur un marché où se sont échangés 516,6 millions de titres contre 582,5 millions la veille. Juste après l'annonce de la baisse des taux, l'indice avait bondi de 19 points. Les fonds d'Etat ont progressé d'un demi-point, encouragés par la hausse de la livre par rapport au dollar.

Les valeurs liées à la consommation, telles les alimentaires, les brasseries, l'automobile et les magasins, ont progressé. En revanche, les pétroliers ont cédé du terrain. Les banques, sensibles aux nouvelles concernant les taux d'intérêt, ont évolué de manière irrégulière. Lloyd's et National Westminster ont reculé de quelques points tandis que Barclay's et Midland se sont maintenus à la hausse.

FAITS ET RÉSULTATS

■ Démolition du président de Prudential-Bache. — Le président de Prudential-Bache, Securities, Inc., George B. Saxe, a été démis de ses fonctions mercredi 13 février, victime des graves difficultés financières de cette importante firme de courtage américaine. « L'histoire récente de Prudential-Bache a rendu dérisoire un changement de direction », a déclaré dans une communication la holding cotant la firme de courtage, Prudential Insurance, Prudential-Bache, défectueux depuis plusieurs années, a vu ses pertes s'aggraver considérablement en 1990 (250 millions de dollars). Cette firme a annoncé en fin janvier un vaste plan de restructuration prévoyant de nombreuses cessions d'actifs (le Monde du 12 décembre).

■ Bis : hausse de 28,9 % des bénéfices en 1990. — Le bénéfice de Bis SA, holding du groupe du même nom (travail temporaire, assistance technique et financière), a atteint 260,8 millions de francs en 1990, contre 202,3 millions en 1989 (+ 28,9 %). Le chiffre d'affaires consolidé (hors taxes) du groupe s'est élevé à 8,6 milliards, soit une hausse de 19,3 % sur 1989, sans tenir compte de la participation majoritaire acquise dans Dacia.

■ La Banque d'Orsay, groupe Assa, entend se développer dans le conseil et la gestion. — L'issue de la fusion d'un tiers entre Deltabank et M-R Finance (le Monde du 24 octobre), la banque d'Orsay entend intensifier ses services à la clientèle privée et industrielle en développant le conseil et aussi en proposant des produits ciblés de gestion immobilière. Filiale à 100 % du groupe Assa, cet établissement — dont le total de bilan est de 4,5 milliards de francs — s'est fixé pour objectif d'ici deux ans une rémunération nette des capitaux investis de l'ordre de 15 %. Pour l'exercice achevé, cette banque, présidée par M. Gérard de La Martinière, devrait enregistrer un résultat d'égale importance.

■ PSA annonce un chiffre d'affaires de 160 milliards de francs en 1990 (+ 4,6 %). — Le groupe Peugeot (PSA) a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 159,9 milliards de francs, en hausse de 4,6 % par rapport à celui de 1989, selon un communiqué publié par le groupe. C'est Automobile Peugeot qui a le plus progressé, avec

PARIS, 14 février ↑

Encore une séance de hausse

La baisse, mercredi, en Grande-Bretagne et en Espagne des taux d'intérêt a agité un peu plus la Bourse de Paris qui, jeudi, sans difficulté, a passé la barre des 1 650 points pour l'indice CAC 40. En hausse de 0,46 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait vers 14 heures un gain légèrement supérieur à 1 %.

La détente des taux observée en Europe ces dernières heures a donc relancé les marchés qui avaient, une échelle plus ou moins importante, éprouvé le besoin de souffler en début de semaine.

Ces marchés jouent donc un rôle d'appoint de la politique de crédit qui devrait permettre une relance économique cat. est, notamment aux Etats-Unis, estimant les professionnels.

Certains, néanmoins, soulignent que, dans le domaine des taux, la marge de la France reste étroite. La révision en baisse par le ministère de l'économie et des finances de la croissance en France cette année, en raison de la mise en sommeil des économies depuis le début de la guerre du Golfe (2 % contre 2,7 % prévu), n'a pas entamé l'optimisme des opérateurs. Ces derniers insistent toutefois sur le fait que le chiffre d'affaires avoisinait les 2 milliards de francs. Des analystes craignent par ailleurs que le marché ne réagisse négativement, dans les semaines à venir, aux résultats quelquefois très décevants des entreprises françaises pour 1990.

En revanche, le marché a bien accueilli les opérations Citrus et Suez. Citrus était fermé, les analystes faisant remarquer que l'actif net par action de Citrus s'élevait à 190 francs. La hausse de 24 % du chiffre d'affaires de Martin-Guy en 1990 a également été appréciée. Sur le marché, les actions TF1 continuent à être ramassées.

TOKYO, 14 février ↑

Nouvelle hausse

Pour la huitième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a progressé jeudi, l'indice Nikkei clôturant en hausse de 216,90 yens, soit 0,5 % à 25 356,37 yens. Après la détente des taux mercredi en Grande-Bretagne et en Espagne, les milieux financiers s'attendaient à ce que la Banque du Japon prenne une mesure similaire très prochainement.

En fin de matinée, le volume des échanges a atteint 800 millions d'actions, contre 560 millions mercredi matin et 950 millions pour toute la journée de mercredi.

La fermée de Wall Street a contribué à cette nouvelle avancée, l'indice Nikkei progressant de presque 260 yens au cours des trente premières minutes.

VALEURS	Cours de 13 fév.	Cours de 14 fév.
Alia	1202	1208
Belmont	1100	1100
Coca-Cola	1300	1300
Deere	1300	1300
Eastman Kodak	1300	1300
Exxon	1300	1300
General Electric	1300	1300
General Motors	1300	1300
IBM	1300	1300
Mobil Oil	1300	1300
Rockwell	1300	1300
Schlumberger	1300	1300
Tenneco	1300	1300
Union Carbide	1300	1300
USX	1300	1300
Walt Disney	1300	1300
Yarn Corp.	1300	1300

PARIS :

Second marché (indicateur)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	3135	3280	Groupe Ogey	481	500
Amtrak	248 80	248 80	Saint-Gobain	900	900
Amstel	105	105	LCI	227	220 30
BAC	150	150	OCIA	278	275 80
Banque Paribas	820	820	Idemora	120	120
Banque (Ly)	380	380	IP&M	113	110
Banque (Lyon)	204	204	Loca service	91 50	93
CAI-de-Fr. (CCI)	1004	1010	Locam	128	128
Cablevision	383	372	Monsi	128 10	127
Cantel	575	581	Olivera Logistics	580	589
CEGE	175	175	Pradon	75	75
CFP	274	277	Publi-France	350	355
CILM	800	799	Ratel	520	530
Colson	280	280	Rhone-Alpes (Ly)	303	300
Comptex	268 50	270 50	St-H. Méditerranée	180	180
Conformax	774	770	Select Invest (Ly)	98	98
Credac	222	230	Sarbo	389	389
Daphin	380	380 50	S.M.T. Group	184 50	172
Delaunay	880	700	Sopre	180	180
Demachy Worms Co	388	398	Thomson H. (Ly)	223	223
Desquenne et Girard	233 20	236	Unilog	164	168
Dewberry	1010	982	Val et Co	99 80	100
Dinell	350	355	Y. St-Laurent Group	561	572
Ditton	138	138 20			
Edison Belgium	225	240			
Europ. Propulsion	230	231			
Financ	125	125			
Frankopharm	158	158 50			
GFT (group S&L)	274 50	273 90			
Grand Linc	365	365			
Guarograph	184	187			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 février 1991

Nombre de contrats : 113 097.

COURS	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Dernier	184,46	184,30	184,34
Précédent	184,24	184,62	184,58

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Mars 91	Juin 91
105	0,35	1,40
	0,87	1,45

CAC 40 A TERME

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 647	1 662	1 658
Précédent	1 637	1 660	1 648

CHANGES

Dollar : 4,9880 F ↑	
Le dollar s'échangeait nettement en hausse jeudi 14 février, après sa forte baisse du début de la semaine. Les opérateurs français ont prouvé d'un peu plus d'optimisme à propos de la situation économique des Etats-Unis. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 4,9880 francs, contre 4,9660 francs la veille à la cotation officielle. Le mark cédait un peu de terrain à Paris, à 3,4010 francs, contre 3,4090 francs la veille au fixing.	
FRANCFORT 13 février 14 février	
Dollar (en DM) 1,4575 1,4638	
TOKYO 13 février 14 février	
Dollar (en yen) 128,70 128,70	

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	
Paris (14 février) 9 1/8-1/4 %	
New-York (13 février) 6 1/8 %	

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-80)	12 février 13 février
Valeurs françaises	107,70 108,49
Valeurs étrangères	102,20 102,58
(SBF, base 100 : 31-12-81)	
Indice général CAC	437,59 432,67
(SBF, base 1000 : 31-12-87)	
Indice CAC 40	1 626,24 1 635,84

NEW-YORK (Index Dow Jones)

12 février 13 février	
Industrielles	2 874,75 2 909,16

LONDRES (Index Financial Times)

12 février 13 février	
100 valeurs	2 264,50 2 287,80

100 valeurs

12 février 13 février	
30 valeurs	1 781,18 1 791,78

Mines d'or

12 février 13 février	
Fonds d'Etat	85,03 85,29

FRANCFORT

12 février 13 février	
Dax	1 468,94 1 469,41

TOKYO

13 février 14 février	
Nikkei Dow Jones	25 356,37 25 356,37

Indice général

13 février 14 février	
	1 879,46 1 886,47

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
à base	à base	à base	à base
\$ E.-U.	4,9875 4,9880	+ 117	+ 242
\$ can.	4,3219 4,3272	+ 63	+ 104
Yen (100)	134,24 134,70	+ 43	+ 65
DM	3,4044 3,4081	+ 5	+ 24
Florin	3,0255 3,0285	+ 3	+ 18
FR (100)	16,5423 16,5599	+ 78	+ 50
RS	1,9884 1,9882	+ 39	+ 57
L (1 000)	4,5310 4,5349	+ 128	+ 235
E	9,8877 9,8867	+ 318	+ 273

TAUX DES EUROMONNAIES

6 9/16	6 9/16	6 9/16	6 9/16	6 1/2	6 5/8	6 7/16	6 9/16
12/16	8 3/4	8 13/16	8 15/16	8 7/8	9	9 1/16	9 3/16
9	9 1/4	9 1/2	9 1/2	9 1/8	9 1/8	9 1/16	9 3/16
9 1/4	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/8	9 1/8	9 1/16	9 3/16
11 1/2	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
13 1/2	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
15 1/2	15 3/4	15 3/4	15 3/4	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2

**te les industriels
user les bras**

ses déclarations ont provoqué une réaction dans les milieux du pouvoir. On a dit que le communiqué de presse était un acte de désobéissance. On a dit que le communiqué était un acte de désobéissance. On a dit que le communiqué était un acte de désobéissance.

pas lieu en 1991

13/2

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

La guerre du Golfe et ses répercussions

« Une victoire militaire aggraverait les problèmes du Moyen-Orient »

déclare M. Pierre Zarka au comité central du PCF

Réuni, jeudi matin 14 février, pour examiner la situation politique, le comité central du Parti communiste a débattu d'un rapport de M. Pierre Zarka, ancien député, récemment promu au bureau politique et désormais chargé de l'organisation du PCF.

« Il est grand temps de négocier », a affirmé M. Pierre Zarka à propos de la guerre du Golfe. Négocier parce qu'il faut arrêter le massacre. Aucun des deux camps en présence ne représente les intérêts des peuples... »

« Une victoire militaire de l'un des deux camps, encore que celle de l'Irak soit peu probable, aggraverait les problèmes du Moyen-Orient. Elle provoquerait l'éclatement du monde arabe, déboucherait sur l'ajournement des intégrations et éloignerait de toute solution des problèmes palestiniens et libanais ».

« La France est entraînée dans un engrenage qu'elle ne maîtrise pas », a-t-il ajouté. Les Américains conduisent la guerre à leur gré et nous entraînent vers des massacres que nous ne voulons pas (...). Un nombre important de Français a désormais les moyens de vérifier que la justification de l'engagement militaire français ne tient plus et que François Mitterrand s'est trompé. Notre pays a tout à perdre dans cette guerre. »

Évoquant les effets de la guerre du Golfe en France, M. Zarka a notamment affirmé que « en accord avec le CNPF, le gouvernement Rocard lance une nouvelle offensive de la politique d'austérité » et que le conflit « sert d'argument pour cacher les causes réelles des reculs industriels de la France ». Mais il a admis que ni la participation du PCF au mouvement pacifiste ni la politique du gouvernement ne profitent électoralement aux communistes.

Commentant l'évolution de la situation en URSS, M. Zarka a estimé que celle-ci « se caractérise par un aiguisement de l'affrontement politique » : « l'alternative est désormais clairement posée : socialisme ou capitalisme ; coopération avec les communistes ou anticommunisme virulent débouchant parfois sur de véritables « chasses aux sorcières ».

M. Zarka s'est référé à la position du Parti communiste d'URSS dont le comité central « fait état d'un début de reprise de la bataille politique et idéologique pour ramener la pérestroïka sur la voie qui était la sienne à l'origine : œuvrer pour les profondes réformes démocratiques dont le socialisme a besoin, ainsi que de mener la lutte contre les mafias qui se sont développées, et préserver l'union en renouvelant profondément sa conception ».

Concluant son rapport sur le fonctionnement du parti, M. Zarka a affirmé que lors du vingt-septième congrès, en décembre dernier, « tout a été écouté, entendu, avant de décider démocratiquement » et que « il n'y a eu ni vainqueurs ni vaincus ». « Mesurons bien que chaque succès entraîne des exigences nouvelles », a-t-il ajouté à ce sujet. Les communistes ne veulent pas le style de préparation du congrès ne soit qu'un prétexte mais qu'il devienne un tremplin pour une vie régulière nouvelle du parti. Et ils ont raison ».

Au cours d'un colloque au Togo

M. Chirac se déclare favorable à un contrôle des exportations d'armement

LOMÉ

de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac, qui ouvrira, jeudi 14 février à Lomé (Togo), le colloque de l'Association internationale des maires des villes francophones (AIMEF) qu'il préside, s'est prononcé en faveur d'un contrôle de la prolifération et de la dissémination de certains armements.

« L'accès de plus en plus répandu à la technologie nucléaire, la relative simplicité et le coût relativement bas de fabrication de certaines armes chimiques, a-t-il déclaré, font de tous ces armements un danger redoutable. Il me semble donc indispensable de mettre en œuvre, dans le cadre des Nations unies, un processus de négociations permettant d'établir un régime contraignant pour les exportations d'armements et de matériels sensibles susceptibles de servir à la fabrication d'armes de destruction massive, chimiques, bactériologiques, nucléaires, ainsi que des vecteurs balistiques pouvant les transporter, c'est-à-dire des missiles. »

C.V.

□ PAYS-BAS : une usine de feux d'artifice détruite par une explosion. — Une puissante explosion a complètement détruit, jeudi 14 février, une usine de feux d'artifice à Culemborg, faisant plusieurs blessés et d'importants dégâts. Les pompiers ont bouclé le périmètre par crainte de nouvelles explosions et l'autoroute Amsterdam-Utrecht a été fermée à la circulation. — (AP).

L'Irak invite le Maroc à retirer son contingent d'Arabie saoudite

M. Saadoun Hammadi, le vice-premier ministre irakien, a trouvé, à Rabat, des oreilles très attentives à ses propos. Il a notamment critiqué la présence de quelque mille deux cents soldats marocains aux côtés des forces de la coalition. « J'ai expliqué à Sa Majesté que cette présence n'était aucunement justifiée », a-t-il déclaré, mercredi 13 février, après avoir été reçu en audience, la veille au soir, par Hassan II. Le souverain émirien lui aurait indiqué qu'il ne pouvait « apporter une réponse immédiate à sa demande ».

Délicate affaire, en effet, surtout depuis que la guerre fait rage et que la colère grandit dans le monde arabe, et singulièrement au Maghreb, contre « l'agression » commise par les Américains et leurs alliés. Le geste naturel de solidarité du Maroc à l'égard de pays amis comme les États-Unis et l'Arabie saoudite, qui ne prêtait pas à conséquence aussi longtemps que les armes se taisaient, est devenu, aux yeux de l'opinion publique marocaine — acquise aux thèses irakiennes — un geste complexe et coupable.

Hassan II est fort fin politique pour ne pas avoir senti la portée de son geste. Aussi, pour calmer les esprits, les autorités locales viennent-elles de rappeler que le contingent marocain, dont « le nombre et l'armement sont limités », n'avait qu'un rôle « purement défensif », qu'il ne participait, en aucune manière, à des opérations militaires contre un « pays arabe frère ». Du coup, puisque ce contingent n'a plus rien de très important à faire en Arabie saoudite, d'aucuns, notamment les partis d'opposition, commencent à réclamer, à cor et à cri, son rapatriement.

Des soldats marocains auraient-ils été tués au combat, début février, lors des violents affrontements qui ont eu lieu près de la ville saou-

dienne de Khafji, non loin de la frontière koweïtienne, comme l'a alors prétendu Radio-Bagdad ? Propagande ? Cette guerre est faite de mensonges si bien ficelés et de secrets si bien gardés que l'on ne peut être sûr de rien.

Désertions vers l'Algérie

Une chose est sûre, en tout cas : au moins sept cents soldats qui servaient au Maroc, ont tenté, début février, de désertir en franchissant avec leurs armes la frontière algérienne dans le secteur de Mahbès, en face de Tindouf, mais ont, presque aussitôt, été refoulés. Craignant-ils d'être envoyés sur le « front » koweïtien pour y relever leurs camarades ou bien rechignant-ils à maintenir l'ordre dans les grandes villes du pays depuis les émeutes sanglantes de la mi-décembre ?

Ces désertions, confirmées par des sources dignes de foi qui tiennent à garder l'anonymat, avaient été révélées par les maquisards du Front Polisario, dont les camps sont situés le long de la frontière algéro-marocaine. Mais, pour des raisons de haute politique qui leur échappaient, ils ont dû démentir cette information. Alger et Rabat ont, pour une fois, l'unisson, ni toute réalité à ces « allégations ».

Il est vrai que, face à la gravité du moment, l'Algérie et le Maroc n'avaient pas intérêt à se chercher querelle, comme ils en avaient l'habitude dans le passé. Aujourd'hui, la guerre du Golfe impose aux pays du Maghreb de taire leurs différences et de s'unir. Le président Chadli et Hassan II, plus que d'autres en butte aux pressions de la rue, doivent se ménager l'un l'autre, « élever le débat » pour résister aux tempêtes qui s'annoncent.

J. de B.

La tournée en Afrique du Nord du ministre espagnol des affaires étrangères

Madrid veut préserver les liens entre l'Europe du Sud et le Maghreb

Les divergences issues de la guerre du Golfe ne doivent pas creuser le fossé entre l'Europe du Sud et l'Afrique du Nord. Tel est le message que le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordóñez, veut délivrer à ses interlocuteurs durant la tournée qu'il a entreprise, mercredi 13 février, dans le Maghreb. Le ministre se rend successivement en Mauritanie, au Maroc, en Algérie, en Libye et en Tunisie. Une rencontre, non encore confirmée, avec le chef de l'O.F.P., M. Yasser Arafat, pourrait également avoir lieu à Tunis.

MADRID

de notre correspondant

La tâche de M. Fernandez Ordóñez est à la fois cruciale et ardue. Cruciale, parce que la vague d'anticommunisme qui submerge ses proches voisins du Sud constitue aujourd'hui la préoccupation majeure de l'Espagne. Et ardue, parce que la marge de manœuvre est étroite : M. Ordóñez n'entend nullement se démarquer sur le fond de la position américaine... mais n'en entend pas moins persuader ses interlocuteurs que l'Espagne reste, comme de coutume, plus sensible que d'autres aux préoccupations arabes.

Sur l'analyse du conflit pourtant, le rapprochement est difficile. Les diplomates espagnols confessent leur préoccupation face au « glissement » rapide des dirigeants nord-africains — y compris au Maroc, — sous la pression de leur opinion publique, vers des positions de plus en plus pro-irakiennes. Les responsables maghrébins, dit-on à Madrid, semblent s'être tous peu ou prou ralliés à la thèse du « complot » américain contre M. Saddam Hussein. Une thèse qui veut que le maître de Bagdad soit tombé dans un véritable piège : les États-Unis chercheraient en fait à annihiler l'Irak après s'en être servi pour neutraliser l'Iran, le véritable objectif de Washington étant d'empêcher un Proche-Orient d'urgence d'une grande puissance susceptible de faire contre-poids à Israël.

Une analyse désormais quasi unanime au sud de la Méditerranée... mais qu'on ne partage pas au nord. Aussi, face à cette divergence de fond, l'Espagne veut-elle plutôt mettre l'accent sur ce qui peut malgré tout rapprocher les pays des deux rives de la *Mare Nostrum* : les rapports économiques et la recherche d'une stratégie commune pour l'après-crise ». M. Fernandez Ordóñez fera valoir à ses interlocuteurs qu'ils seraient les premiers lésés si les liens économiques étroits tissés entre la Communauté et le Maghreb venaient à se distendre pour des raisons politiques. Déjà événements touchés par les vents de récession venus du Golfe, les pays d'Afrique du Nord pourraient difficilement se permettre en cas de perdre un marché communautaire qui constitue l'un des principaux débouchés de leurs produits.

Les Espagnols veulent également convaincre les pays du Maghreb que l'Europe est aujourd'hui plus sensible que par le passé à leur situation. Après n'avoir eu d'eux — et de crédits — que pour l'Europe de l'Est, la Communauté, affirme-t-on à Madrid, commence à prendre conscience, sous l'effet de la crise du Golfe, que la frontière la plus vulnérable de l'Europe est désormais celle du Sud. Et qu'un effort particulier de coopération doit donc y être fourni sans tarder.

Quant à l'après-crise », la diplomatie espagnole veut tenter de renouer un dialogue entre pays méditerranéens compromis par la guerre. Il s'agit d'une part d'établir un calendrier de nouveaux contacts entre les cinq pays de l'UMA (l'Union du Maghreb arabe) et les quatre d'Europe du Sud (France, Espagne, Italie et Portugal). Et, de l'autre, de progresser dans le projet de convocation d'une Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée (CSCM), officiellement lancé en septembre dernier. Un projet difficile, mais qui au vu de l'actualité, souligne-t-on à Madrid, apparaît plus nécessaire que jamais.

THIERRY MALINIAC

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La mort organisée

La route, c'est pas comme la guerre. Elle peut tuer, la route, elle va tuer dans les jours qui viennent, tuer ou amocher des bataillons de Français. Dix mille deux cent vingt-neuf cercueils l'an dernier, sans compter les béquilles et les fauteuils roulants. En gros, l'équivalent du dispositif « Daguet ». Ça, on accepte, que dis-je, on s'en fout royalement. Ce n'est jamais qu'un accident.

Il a bon dos, l'accident ! Sa victime aussi. Et bon vent au coupable, trop souvent impuni, libre de faucher, un verre dans la nez, l'invective aux lèvres et le pied sur le champignon, tout ce qui freine non pas son désir d'évasion vers la neige ou le soleil, mais son besoin d'affirmer sa conquérante virilité. Je vous signale en passant que les compagnies d'assurances vont filer des primes au rabais aux femmes. Normal, elles leur coûtent beaucoup moins cher que les mecs.

En revanche, la guerre qui tue, ça non, on ne supporte plus. Il n'y a pas fini de nous hurler aux oreilles, le bombardement de ce bunker, civil ou militaire, allez savoir, écrasant sous ses

décombres des dizaines de civils. Innocents aux aussi, pris au piège d'une fatalité bien particulière : la détermination d'un fou sanguinaire à régner sur le Moyen-Orient.

Plus ça va, moins nous l'approuvons, cette expédition dans le Golfe. Hier, nous étions déjà 56 % à souhaiter un cessez-le-feu immédiat, sans conditions. Alors, qu'est-ce que ce sera demain ! Demain, on dira haute à l'avion qui pilonne et bof à la bagnole qui écrase. Faut-il s'en réjouir ou le déplorer ? La question n'est pas là. C'est comme ça. La mort ordinaire, imprévisible, inutile, on fait avec. La mort organisée, nécessaire, inévitable, on fait sans depuis trop longtemps pour vivre avec.

Si on a pu avaler au départ cette notion bizarre, irréaliste, de guerre propre, si on a pu confondre champ et table d'opération, c'est parce qu'on l'a bien voulu. Et si on l'a bien voulu c'est parce que sans ça, on n'aurait jamais pu avaler à l'arrivée, et on n'y est pas encore, les sinistres conséquences d'une sale guerre. Non pas que je sois contre, on ne pouvait pas l'empêcher. Mais, bon, je ne suis pas pour les hécatombes. Où qu'elles soient.

Dans le massif du Queyras (Hautes-Alpes)

Neuf morts lors d'une randonnée

Neuf randonneurs néerlandais, partis mercredi 13 février du refuge du Lombard, dans le massif du Queyras (Hautes-Alpes), ont été retrouvés morts, jeudi matin 14 février, par une cordée de CRS partis à leur recherche.

Selon les premières informations, ce groupe de neuf randon-

neurs pratiquait probablement le ski hors piste et ont été victimes d'une avalanche.

L'alerte avait été donnée à 21 heures mercredi soir et une cordée de douze CRS et de médecins, aidés de trois chiens de montagne, était partie à leur recherche. On ignorait, en fin de matinée jeudi, l'identité des victimes.

Avant les élections prévues au printemps 1992

Le PS va déposer une proposition de loi sur le mode de scrutin régional

Le bureau exécutif du Parti socialiste a décidé, mercredi 13 février, que le groupe de l'Assemblée nationale déposera une proposition de loi sur le mode de scrutin pour les élections régionales, prévues pour le printemps 1992. Les dirigeants socialistes avaient débattu de cette question l'an dernier, chacun s'accordant à juger nécessaire une réforme de la loi électorale qui s'était appliquée en 1986 et dont la conséquence est l'absence de majorité claire dans la plupart des conseils régionaux. Le bureau exécutif s'était entendu, le 6 juin dernier, sur une trappé du mode de scrutin municipal, c'est-à-dire un système à deux tours à dominante majoritaire, mais avec une part de représentation proportionnelle.

Cependant, le comité directeur, qui aurait entériné cette décision, ne l'avait pas fait. Le président de la République était, alors, sensible aux arguments de M. Laurent Fabius et de ses amis en faveur de la création, dans les départements, de circonscriptions régionales, dans lesquelles les conseillers seraient élus au scrutin majoritaire.

Finalement, la solution retenue est d'adapter le scrutin municipal à la région, mais avec des listes élues dans le cadre du département. La question du niveau de la « prime » majoritaire — c'est-à-dire du nombre de sièges qui seront attribués à la liste arrivée en tête — n'est pas tranchée. Il est acquis, en revanche, que, dans la proposition de loi socialiste, les seuls qui s'appliquent pour les élections municipales seront transposés tels quels : une liste pourra participer au second tour de scrutin si elle a obtenu 5 % des voix au premier, mais elle devra obligatoirement fusionner avec une autre liste si elle n'a pas atteint 10 % des voix.

Un groupe de travail associant le parti et les parlementaires va se mettre en place pour préparer la proposition de loi. M. Gérard Le Gall, adjoint au secrétaire national, chargé des élections, a souligné, devant le bureau exécutif, que le maintien de la loi électorale en vigueur ne permettrait d'être

assuré de la désignation d'une majorité que dans trois régions (la Bretagne, les Pays de la Loire et l'Auvergne) sur vingt-deux. C'est bien la raison pour laquelle le gouvernement, qui se passerait bien d'un tel dossier — en pleine guerre l'opinion va-t-elle comprendre que les parlementaires débattent de la réforme d'un mode de scrutin ? — estime, cependant, que si une modification doit être décidée il faut qu'elle le soit au cours de la session du printemps. Il ne serait pas correct qu'elle ne le soit qu'à l'automne prochain, c'est-à-dire trois à quatre mois avant les élections régionales.

Le gouvernement n'entend pas, pour autant, se lancer dans une difficile bataille parlementaire, car, pour faire voter une telle réforme, il lui faut soit l'appui des députés communistes, soit celui d'une partie des élus de droite. Dans ce domaine, pas plus que dans les autres, le passage de relais entre M. Pierre Joxe et M. Philippe Marchand n'a changé la stratégie. Afin de tâter le terrain, le ministre de l'intérieur préfère que l'initiative vienne des parlementaires, sous forme d'une ou plusieurs propositions de loi, leur examen par la commission des lois de l'Assemblée nationale permettant de s'assurer qu'une majorité pourra se dégager sur une réforme précise. Il existe déjà une proposition, celle de M. Michel Giraud, député (RPR) du Val-de-Marne, qui soumet un scrutin de liste avec fortes primes majoritaires, mais dans le cadre régional.

Th. B. et P. J.

□ Kirk Douglas blessé dans un accident d'hélicoptère. — L'acteur américain Kirk Douglas a été blessé, mercredi 13 février, dans une collision entre l'hélicoptère à bord duquel il se trouvait et un petit avion sur un aérodrome californien. Agé de soixante-deux ans, Kirk Douglas souffre de plusieurs fractures des côtes, de contusions et de coupures, mais son état n'inspire pas d'inquiétude. L'accident a fait deux morts et trois blessés.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Un entretien avec Maxime Rodinson..... 2

La guerre du Golfe..... 3 à 9

Accord au Libéria..... 10

Les tensions en URSS..... 10

L'offensive contre le gouvernement russe s'accroît..... 10

La lutte contre les inégalités dans les DOM..... 11

Le gouvernement prépare deux projets de loi..... 11

Greffes d'organes..... 12

Un trafic de reins se développe entre plusieurs pays..... 12

Cannes sur la sellette..... 13

Le Palais des festivals a coûté cinq fois plus cher que prévu..... 13

Le prince et le pauvre..... 14

« On peut toujours rêver », un film de Pierre Richard..... 14

SECTION B

LIVRES ♦ IDÉES

■ Roberto Calasso, par Pietro Citati et Joëlle Savigneau • L'attentat général de Jacques Berque contre le Coran • Les vertiges fictifs de Camille Laurens • Balzac et les mots à la mode • L'almanach Vialatte • D'York et M. Grac • Le feuillet de Michel Braudas • La chronique de Nicole Zand..... 19 à 26

SECTION C

La faillite d'Angoulême..... 27

Le maire assigne en justice la Caisse des dépôts pour « soutien abusif »..... 27

Baisse des taux d'intérêt britanniques..... 28

La décision de la Banque d'Angleterre provoque un vif débat..... 28

EDF sort du rouge..... 28

L'entreprise nationale renoue avec les bénéfices..... 28

AFFAIRES

■ La mode des mariages de raison • La chaussure marche bien • Les automobiles françaises font sur l'ex-RDA..... 29 à 31

Services

Abonnements..... 18
Annonces classées..... 18
Bulletin d'abonnement..... 18
Carnet..... 18
Loto..... 18
Marchés financiers..... 32-33
Météorologie..... 17
Mots croisés..... 15
Radio-Télévision..... 17
Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LIM

Le numéro du « Monde » daté 14 février 1991 a été tiré à 544 411 exemplaires.

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ